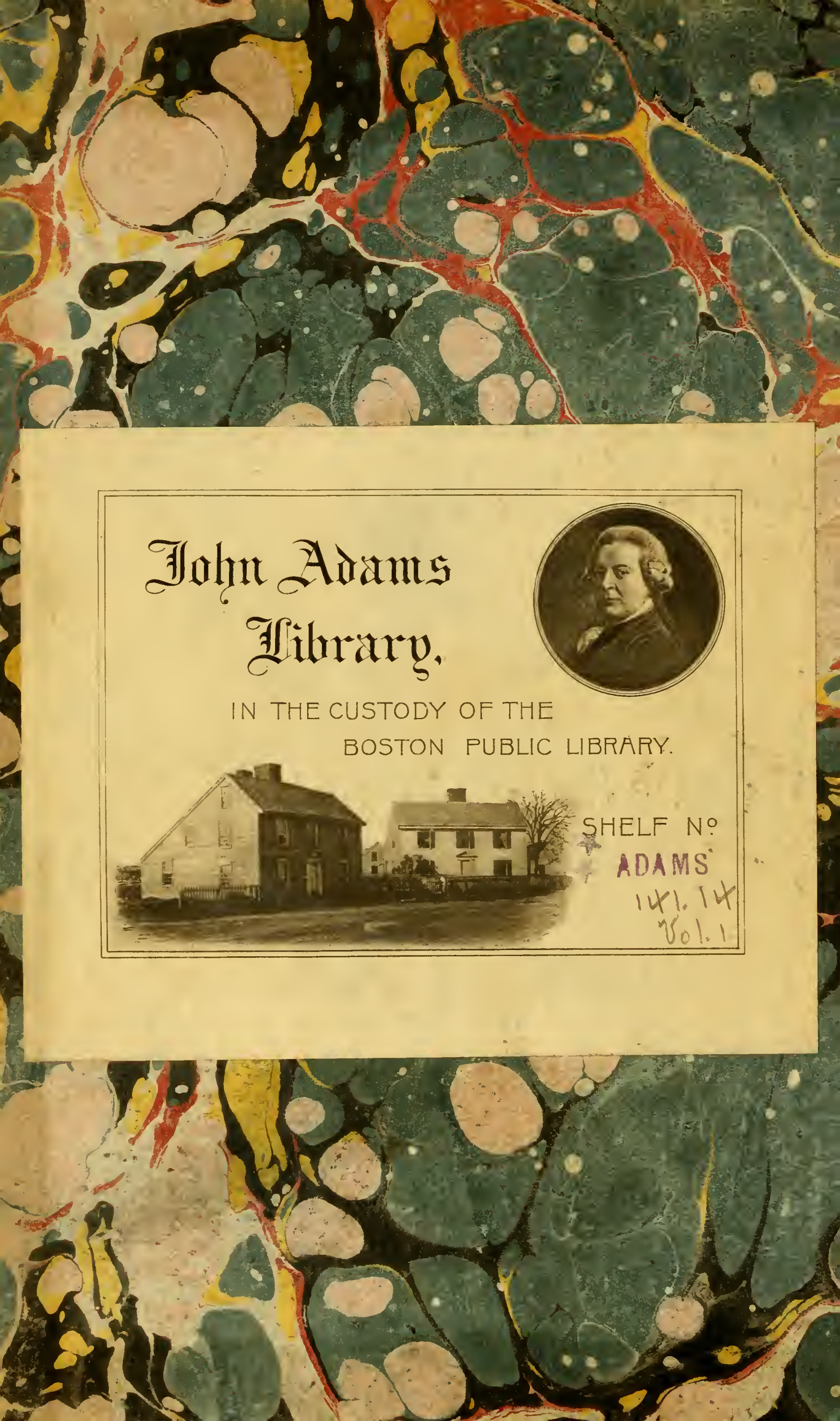
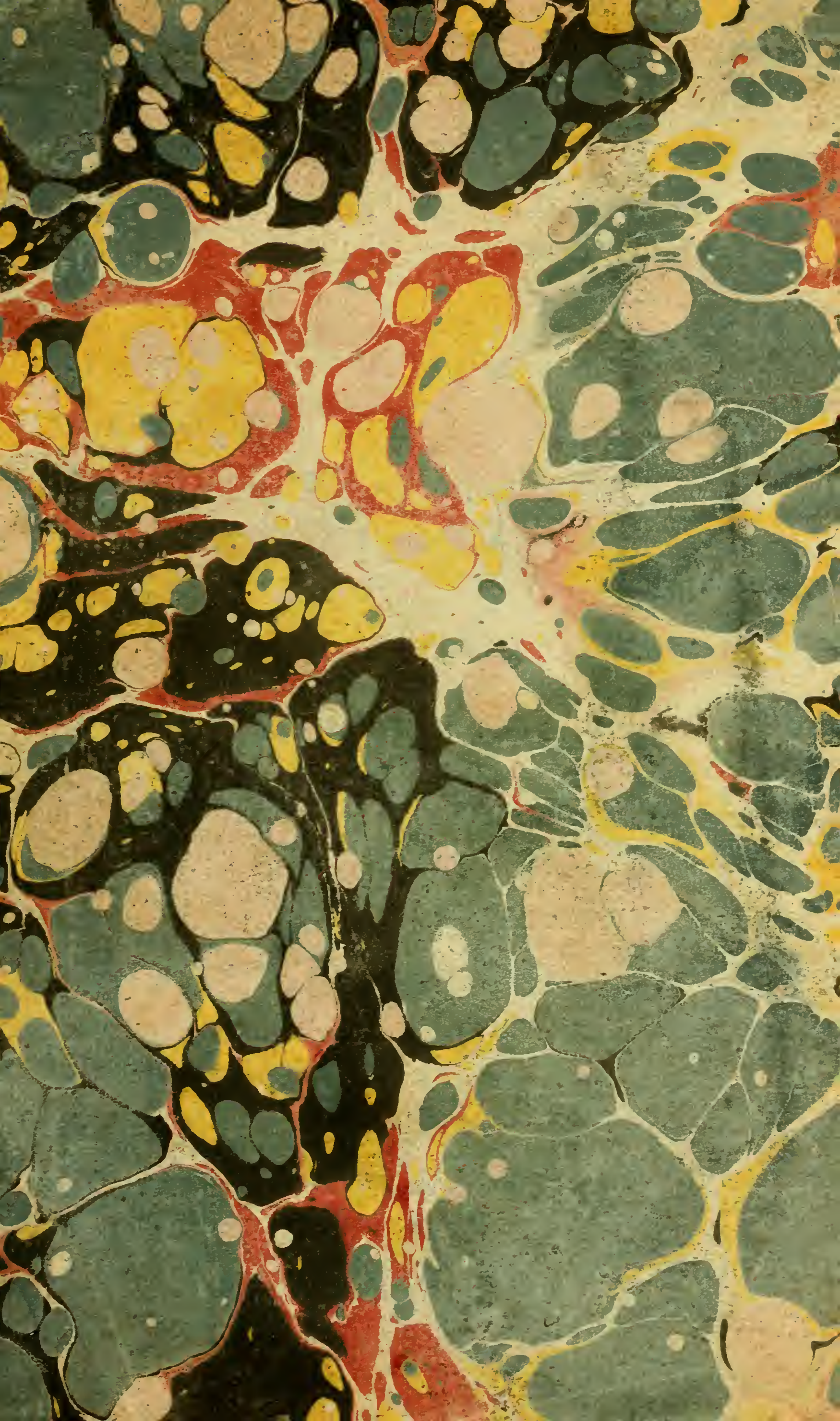



John Adams
Library,
IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.
SHELF No
ADAMS
141.14
Vol. 1





HISTOIRE
DES TROUBLES
DE
L'AMÉRIQUE
ANGLAISE.

PAR FRANÇOIS SOULÉS.

TOME PREMIER.

Tros Tyriusque mihi nullo discrimine agetur.
VIRG. Æneid. lib. I.



A LONDRES,
Imprimé pour T. BOOKER, N° 56, New Bond-Street,
& se vend chez tous les Libraires.
M. DCC. LXXXV.

De l'Imprimerie de T. SPILSBURY, *Snowhill.*

AU TRÈS-HONORABLE

HUGH PERCY,

BARON DE PERCY, DE LUCY, DE FITZ-PAYNE, DE BRYAN, DE POINYNGS, ET DE LATIMER; LIEUTENANT-GÉNÉRAL DES ARMÉES DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE, &c. &c.

MONSEIGNEUR,

LA permiſſion que VOTRE GRANDEUR a bien voulu m'accorder de Lui dédier mon *Hiſtoire des Troubles de l'Amérique*, eſt une preuve évidente qu'Elle poſsède

au ſuprême degré cet eſprit d'indépendance & d'impartialité qui devroit former le caractère de la Nobleſſe de toutes les nations; puiſqu'Elle s'eſt volontairement déclarée le Patron d'un ouvrage politique, dont l'Auteur fait profeſſion de dire la vérité; & que la vérité peut offenſer bien des individus. Il ne m'étoit guère poſſible de m'adreſſer à un Seigneur deſcendu de Familles plus nobles & plus diſtinguées, tant du côté paternel que du côté maternel; mais j'avouerai franchement que ces longues liſtes d'illuſtres aïeux, qui ont tant d'influence ſur la plupart des hommes, n'ont point été les principales cauſes de mon choix. La haute naiſſance peut, à la vérité, donner plus d'éclat aux grandes & belles actions; mais elle ne ſert qu'à rendre plus mépri-

ſables les méchans & les vicieux. Des qualités plus ſolides & plus perſonnelles m'ont donc engagé à ſolliciter la protection de VOTRE GRANDEUR. Cette ſoif de la gloire qui La fit noblement quitter ſes parens, ſes amis les plus chers, & voler du milieu des richeſſes vers les plaines de l'Amérique, pour y affronter mille dangers & mille morts ; cette humanité, & cette générosité, avec laquelle Elle s'empreſſa toujours d'alléger les ſouffrances des ſoldats, & même des ennemis malheureux, que la fortune incertaine de la guerre avoit fait tomber entre ſes mains, feront des monumens qui rendront la mémoire de MILORD PERCY auſſi reſpectable que les grands titres de ſes Ancêtres. Mais de crainte d'ennuyer VOTRE GRANDEUR, de crainte auſſi

qu'Elle ne me ſoupçonne de vouloir flatter, choſe à laquelle je ſuis tout-à-fait étranger, je mettrai fin à cette épître.

Je ſuis très-reſpectueuſement,

MONSEIGNEUR,

DE VOTRE GRANDEUR,

Le très-humble & le très-obéiſſant ſerviteur,

FRANÇOIS SOULÉS.

PREFACE.

En écrivant l'Histoire des Troubles de l'Amerique Anglaise, je n'ignorois pas que j'allois être en but, non-seulement à tous les critiques de la Grande-Bretagne, mais même m'attirer la haine & l'inimitié de quelques-unes des premières personnes de la Nation. Qui osera, me disoit un homme respectable, publier une Histoire véritable de la Révolution de l'Amérique, tandis que les Ministres qui en ont été la cause, & les Généraux qui ont conduit les opérations de la guerre, sont encore existans ? Qui osera s'exposer à la colère de gens riches & puissans, qui ont toujours à leur volonté nombre d'esclaves bas & rampans, prêts à tout dire & à tout faire, pour satisfaire la vengeance de leurs maîtres offensés ? Moi, lui répondis-je, j'avoue que je n'ai point les talens des Tacites & des Tites-Lives ; mais j'aurai du moins le courage de dire la vérité. L'éclat de ce métal puissant, qui en impose tant au vulgaire, ne sera pas capable de mettre le

riche ſcélérat à l'abri de ma cenſure; & ces parchemins volumineux, qui ſont aujourd'hui les ſeules marques de *Nobleſſe* d'un grand nombre de nos Seigneurs, ne ſeront point impénétrables aux traits de ma juſte ſatyre. Je ſais que l'envie s'écriera à l'inſtant: Comment a-t-il pu découvrir ces vérités, qu'il nous promet avec tant de hardieſſe? Par des Mémoires authentiques que des perſonnes de diſtinction ont bien voulu me procurer; par les informations que j'ai reçues en converſant avec des gens ſages, & éclairés de tous les partis; avec ceux même qui ſe ſont le plus fortement oppoſés aux meſures des Miniſtres, & ceux qui les ont ſupportées avec le plus de chaleur; voilà comme j'ai obtenu l'information que je donne au Public. Si je puis obtenir l'approbation des perſonnes impartiales & candides, mes vœux ſeront accomplis; car ce ſeroit le comble de la folie de tenter à plaire à ceux qui ne ſont guidés que par leurs préjugés & leurs paſſions.



HISTOIRE
DES TROUBLES
DE
L'AMÉRIQUE ANGLAISE,
Depuis 1765 *jufqu'en* 1777.

INTRODUCTION.

AVANT que de commencer l'Hiftoire d'une guerre qui a fait tant de bruit dans les deux hémifphères, il ne fera pas, ce me femble, hors de propos de faire quelques remarques fur la Conftitution de la Grande-Bretagne. Nous examinerons enfuite ce qui a donné lieu à ces querelles domeftiques, & jufqu'à quel point les mefures prifes par le Gouvernement Britannique étoient fondées fur la droite raifon, ou fur la faine politique.

Tout le monde sait que la forme de Gouvernement adoptée dans les Isles Britanniques est, tout-à-la-fois, Monarchique, Aristocratique & Démocratique : mais les deux premières branches de la législation sont, pour ainsi dire, dépendantes de la troisième; & quelques sages que soient les mesures du Ministre, il lui est impossible de les mettre en exécution sans le concours du peuple, ou de ceux qui le représentent. A quoi sert donc au Roi d'Angleterre le vain pouvoir de déclarer la guerre, ou celui de faire la paix, s'il est obligé de demander l'argent dont il a besoin de ses fidèles Communes, & si ces dernières ont le droit de le lui refuser? Rien, cependant, de plus vrai ; & s'il s'est trouvé des Princes assez heureux pour réussir en agissant d'une manière contraire aux Lois de l'Empire, on en a vu à qui il en a coûté la Couronne, & d'autres qui ont même perdu la vie. Quelque étrange que soit la triste catastrophe de Charles I, & quelque injuste que paroisse la conduite de Cromwell, si l'Assemblée où ce dernier présidoit avoit été libre, & composée de tous les représentans du peuple, & si la Chambre des Pairs avoit confirmé la sentence de la Chambre des Communes, loin d'être regardé comme le meurtrier de son Roi, il mériteroit au contraire les louanges d'une nation libre, & seroit aujour-

d.hui placé au rang de ces illuſtres Romains qui n'excusèrent pas la tranſgreſſion des lois, même dans leurs propres enfans. Cela ne paroîtra pas un paradoxe, quand on ſaura que les Rois d'Angleterre, en prenant la Couronne, font ſerment d'obſerver toutes les lois du Royaume, & ſe déclarent eux-mêmes traîtres à la patrie au cas qu'ils enfreignent ce ſerment. Ils ont néanmoins pluſieurs prérogatives indépendantes du peuple ; mais elles tendent toutes à faire le bien : on leur oppoſe de fortes barrières lorſqu'ils ſont enclins à faire le mal. Il eſt probable qu'un Gouvernement qui ſemble n'avoir en vue que la félicité publique n'a pas été fondé ſur l'injuſtice ; il le feroit pourtant, ſi une partie du peuple avoit droit de changer les lois, d'impoſer les taxes, en un mot, de régir toutes les affaires de l'Etat, & que l'autre fût obligée d'obéir ſans connoiſſance de cauſe. Il eſt inutile que le Lecteur remonte juſqu'à l'origine de la Conſtitution Anglicane, & qu'il ſache ſi dans ſon inſtitution chaque individu avoit droit au Gouvernement de l'Etat, ou ſeulement ceux qui poſſédoient une certaine étendue de terre. Il lui ſuffit de ſavoir que cela devoit être, qu'on n'a pu avec juſtice former ſon établiſſement ſans l'une ou l'autre de ces méthodes, & que, ſi l'on a erré en quelque point, il n'eſt jamais

trop tard de corriger ses erreurs. Nous n'examinerons point non plus laquelle de ces deux modes d'institution est la meilleure. L'une & l'autre ont leurs inconvéniens. Quand les hommes sont assez corrompus pour mépriser les préceptes de leur conscience, ils trouvent toujours moyen d'éluder ceux de la justice. Suivant la première, un homme à la tête d'une famille nombreuse, auroit peut-être assez d'influence pour commander les voix ; & suivant la dernière, l'opulence d'un particulier le rendroit toujours capable de devenir puissant.

La première méthode me paroît pourtant préférable, parce que chaque individu trouveroit toujours en lui-même un rempart contre l'oppression, ou du moins on ne pourroit l'opprimer qu'avec son consentement. Si c'est cette méthode que l'on a suivie dans l'établissement du Gouvernement Britannique, il est visible que le nombre de voix a dû s'accroître avec le nombre d'individus, & que chaque Breton en naissant formoit un nouveau Membre du Corps Politique. Si, au contraire, on a choisi celle des terres, il est clair que l'acquisition d'une terre suffisante achetée ou défrîchée sous la domination de la Grande-Bretagne donnoit à l'acquéreur le droit d'avoir part au Gouvernement,

à moins qu'elle ne fût ſituée dans un pays conquis. Lors, donc, que pluſieurs aventuriers Anglais quittèrent leur native patrie, ſous les auſpices du Gouvernement Britannique, pour aller dans un nouveau monde défrîcher des terres incultes, en devenant poſſeſſeurs d'un certain nombre d'arpens ils acquirent le droit d'appartenir au Corps Politique; &, ſi d'abord ils n'ont pas penſé à en jouir, ou plutôt, s'ils ne l'ont pas jugé à propos, il eſt fort inconſéquent de conclure qu'ils y aient renoncé, & de vouloir, pour cette raiſon, les en priver. Cela me paroît auſſi injuſte qu'un tuteur qui refuſeroit à un jeune homme l'héritage de ſes parens, parce que celui-ci, durant un certain nombre d'années, lui en auroit laiſſé la jouiſſance.

Je me ſuis un peu étendu là-deſſus, parce que c'eſt préciſément l'origine des querelles qui ſubſiſtèrent entre la Grande-Bretagne & ſes Colonies. Les Bretons prétendent qu'en quittant leur patrie, les habitans du nouveau monde ont renoncé à ſes privilèges; & ces derniers au contraire ſoutiennent, que leurs ancêtres, en prenant le nom de Colons, n'ont point abdiqué les droits de Bretons. Je ſais que la Conſtitution d'Angleterre n'eſt plus conforme à cette primitive inſtitution dont je viens de

parler ; je doute même qu'elle le fût jamais : mais je ſuis certain qu'elle le devoit être, & celà me ſuffit.

Lorſque par l'ignorance de nos ancêtres, il s'eſt gliſſé des erreurs conſidérables dans les inſtitutions les plus eſſentielles au bonheur de la vie, il eſt du devoir des deſcendans plus éclairés de les réformer. Je ne veux pas inſinuer ici que la forme de Gouvernement dont j'ai fait mention ſoit la meilleure, & que tous les peuples de la terre doivent l'adopter ; mais j'entens ſeulement que, ſuivant la Conſtitution actuelle de la Grande-Bretagne, ſon origine a dû être telle que je l'ai décrite.

Que l'on m'allègue tant que l'on voudra que tel Comté envoie tant de Membres au Parlement, tandis que tel autre infiniment plus grand n'en envoie que la moitié, je répondrai que c'eſt un abus qui s'eſt gliſſé dans le Gouvernement, & qu'il eſt impoſſible que ce ſoit-là le but de l'inſtitution. Il pourroit néanmoins ſe faire que le droit de repréſenter en Parlement fût originairement fondé ſur la richeſſe du pays ; il pourroit, dis-je, ſe faire qu'on eût accordé à chaque Comté le droit d'envoyer plus ou moins de Membres au Parlement qu'il contribuoit

plus ou moins aux charges de l'Etat. Quoi qu'il en ſoit, il eſt toujours viſible que l'émigration des Colons Anglais, pourvu qu'ils fourniſſent aux dépenſes du Gouvernement, n'étoit pas dans le cas de les priver du droit de repréſenter, & que la guerre de l'Amérique fut peut-être la plus injuſte que l'on eût jamais entrepriſe. Examinons à préſent juſqu'à quel point elle étoit fondée ſur la ſaine politique.

Si les habitans des Iſles Britanniques avoient ſouffert que leurs Colons envoyaſſent des Repréſentans au Parlement, ces derniers poſſeſſeurs d'un continent immenſe ſeroient bientôt devenus plus nombreux que les Repréſentans du peuple Anglais, & par une majorité conſidérable, auroient toujours gouverné les affaires de l'Etat. Le pouvoir de l'Angleterre auroit été anéanti, & la Grande-Bretagne, ſemblable à ces vieux troncs dont on ne fait cas qu'à cauſe des belles branches qu'ils ont produites, auroit pour lors emprunté tout ſon éclat de ſes immenſes Colonies, & le petit nombre de ſes Sénateurs auroit été, pour ainſi dire, éclipſé dans la foule des Repréſentans de l'Amérique. Il étoit donc fort peu politique de ſouffrir qu'ils fuſſent aggrégés au Corps Britannique; mais il n'étoit pas pour cela néceſſaire de vouloir les forcer à une obéiſ-

ſance aveugle, bien plus cela étoit auſſi contraire à la ſaine politique qu'à la droite raiſon.

Il paroît que le ſeul moyen qu'il reſtât aux Bretons de conſerver leurs Colonies, après qu'elles furent devenues ſi conſidérables, étoit d'établir chez eux leur même forme de Gouvernement, d'y former un Sénat comme celui de la Grande-Bretagne, & de ſe réſerver ſeulement le droit d'y envoyer un Vice-Roi. L'on dira peut-être qu'il n'étoit guère poſſible de former une Chambre de Pairs dans un pays où il n'y avoit point de Nobleſſe. Où il y a des hommes, il eſt toujours facile d'en faire des Seigneurs. Le manque de Nobles, loin de détruire mon ſyſtême, auroit au contraire fourni au Roi d'Angleterre des moyens ſûrs de réuſſir dans ce nouvel établiſſement, & chaque perſonne anoblie auroit été une créature entièrement dévouée à ſon ſervice. Le peuple, ſous le maſque de la liberté, auroit payé ſans murmures les taxes qu'on lui auroit impoſées, & les Communes, jouiſſant déjà d'un pouvoir aſſez grand, n'auroient ſongé qu'à plaire à un Souverain dont elles avoient toujours quelques faveurs à eſpérer : d'ailleurs les Pairs & le Vice-Roi auroient été une eſpèce de contre-poids à leur pouvoir ; un habile Miniſtère auroit pu ſe con-

ſerver une majorité dans leur Parlement, & inſenſiblement l'Amérique comme l'Irlande ſe ſeroit accoutumée au joug de la Grande-Bretagne.

Il eſt étonnant que les Anglais aient agi d'une manière ſi violente envers les Colonies. On ne peut attribuer ces meſures qu'à l'eſprit de parti. Il n'arrive, hélas, que trop ſouvent que les Miniſtres les plus prudens ſacrifient à leur propre reſſentiment les vrais intérêts de leur patrie.

On n'a pas encore oublié ces fameuſes révolutions qui ont agité l'Empire Britannique. On ſe rappelle ſans doute encore des *Whigs* & des *Tories*, noms qui ont pris naiſſance ſous le règne malheureux de Charles I. Ces derniers font profeſſion d'être fort attachés à leur Souverain, & paroiſſent plutôt enclins à favoriſer les prérogatives de la Couronne qu'à maintenir la liberté du peuple. Les *Whigs* au contraire, ſans faire cas de la Royauté, font profeſſion de ſoutenir les Lois de l'Etat, & ſont auſſi prêts à détrôner un Roi qui viſe au pouvoir abſolu qu'à ſupporter un Prince patriote.

Ce ſont les *Whigs* qui, en 1648, firent trancher la tête à Charles I; & ce ſont auſſi ces

Whigs qui, en 1714, s'opposèrent à la restauration de la Famille de Stuart, pour placer sur le Trône celle de Brunswick. Les prédécesseurs de George III connoissoient trop bien le pouvoir de ce parti pour le négliger; &, jusqu'à son avènement au Trône, les *Whigs* furent toujours traités avec beaucoup d'égards. L'on peut même voir qu'à la mort de George II, son grand-père, le fameux Pitt, depuis Milord Chatham, étoit à la tête de l'Administration. Cependant si les *Whigs* étoient respectés, ils n'étoient pas moins craints. On les regardoit comme des turbulens toujours prêts à s'opposer aux mesures de leur Souverain. D'ailleurs ils avoient trop fait sentir à George II les services qu'ils avoient rendus à sa Famille, & ce Prince, fatigué de leur hauteur, avoit résolu de ne plus se servir de leur Ministère.

Les *Tories* n'ayant point réussi dans deux rebellions qu'ils excitèrent pour replacer le Prétendant sur le Trône, avoient tâché de s'insinuer dans l'esprit du Prince regnant; & leurs principes, qui tendent à favoriser les prérogatives de la Couronne, n'avoient pas manqué de leur gagner ses bonnes graces. L'éducation même de George III, petit-fils de George II, alors Prince de Galles, étoit confiée à un *Tory*

des plus zélés ; & c'eſt à lui qu'on attribue le préſent ſyſtême de Gouvernement. M. Pitt ne devoit donc ſa place de Premier Miniſtre qu'à la guerre dans laquelle l'Angleterre ſe trouvoit pour lors engagée avec la France, tant parce qu'il étoit fort en état de la conduire, que parce que le peuple, dont il étoit l'idole, fourniſſoit avec zèle ce qu'il lui plaiſoit de demander pour les dépenſes de l'Etat.

Quelle que fût la façon de penſer de George II, ſoit par crainte, ou par reconnoiſſance, il eut beaucoup de ménagement pour les *Whigs* durant ſon règne ; mais il n'en fut pas de même dans celui de ſon petit-fils ; &, bientôt après ſon avènement au Trône, il ſe fit dans le Gouvernement un grand changement en faveur des *Tories.* L'on vit paroître à la tête de l'Adminiſtration Milord Bute, Ecoſſais de nation. Ce Miniſtre, à ce que l'on prétend, avoit un pouvoir abſolu ſur l'eſprit de ſon Elève, & ſur celui de la Princeſſe de Galles ſa mère : en un mot, on ne tarda pas à s'appercevoir que c'étoit lui qui tenoit les rênes du Gouvernement.

Les *Whigs* qui reſtoient encore dans le Miniſtère, voyant que leur crédit étoit pour ainſi dire anéanti, réſignèrent d'eux-mêmes des em-

plois qu'on n'auroit pas tardé à leur ôter, & firent place à des créatures du nouveau Miniſtre. Le peuple ne vit cependant pas ſans murmures le coup porté à ſon idole. La gloire que M. Pitt s'étoit acquiſe durant ſon adminiſtration étoit encore trop récente pour qu'on l'eût ſi-tôt oubliée; &, quoique la Nation eût été, pour ainſi dire, accablée ſous le poids des taxes qu'exigeoient les dépenſes de la guerre, elle avoit payé avec plaiſir ſous un Miniſtre qu'elle croyoit entièrement dévoué à ſa patrie.

Milord Bute s'apperçut bien que ſa ſituation étoit des plus critiques, & qu'il lui ſeroit impoſſible de continuer la guerre, les eſprits étant ainſi préoccupés. Il s'attendoit à une oppoſition conſidérable de la part des *Whigs* dans les deux Chambres du Parlement, & il avoit tout à craindre de la fureur du peuple : car celui-ci, qui n'avoit jamais ſenti ſon fardeau ſous un Miniſtère *Whig*, commença à faire entendre ſes plaintes ſous celui d'un *Tory*. La moindre faute, le moindre malheur étoit capable de le perdre. Il ſe hâta donc de faire la paix, s'imaginant par-là affermir ſon règne; mais cette politique ne lui ſervit de rien. La populace excitée par les écrits & les diſcours de ſes adverſaires, ſe plaignit hautement d'une paix qu'on lui fit regar-

der comme désavantageuse. Elle ne s'en tint pas aux plaintes, elle voulut même déchirer en pièces ceux qui en étoient les auteurs. On ne voyoit dans Londres qu'assemblées tumultueuses ; on n'entendoit que malédictions contre les Ministres ; on les pendoit même en effigie. Il est vrai que quelques mesures violentes de leur part avoient contribué à animer les esprits. Ils avoient voulu réprimer la licence avec laquelle ils étoient traités, & cela n'avoit produit que de nouvelles animosités. La fureur du peuple est comme un torrent ; les efforts que l'on fait pour l'arrêter ne servent qu'à lui donner plus de force ; si, au contraire, on le laisse passer sans opposition, sa violence diminue insensiblement. L'expérience nous a convaincu de cette vérité.

Milord Bute, après avoir inutilement résisté, fut enfin obligé de céder de peur des suites funestes ; mais en cédant il fit continuer les mêmes mesures. Le Roi choisit un autre Ministre entièrement dévoué au premier, ou plutôt le Ministre lui-même nomma son successeur. Le peuple continua de murmurer ; pour le satisfaire on changea encore de Ministre, sans cependant changer de systême. Après quelques changemens de cette nature, les Anglais las de

s'attrouper, & de s'exposer à la rigueur des lois, se contentèrent de se plaindre; &, fatigués de se plaindre en vain, prirent enfin le parti de se taire.

Qui pourroit s'imaginer que ce peuple autrefois si turbulent est aujourd'hui plus soumis que les Français? On voit paroître de tems en tems quelques écrits séditieux; mais on se contente de les lire. On sera peut-être surpris que le parti des *Whigs*, qui avoit été capable de donner la Couronne à la Famille de Brunswick à l'exclusion de celle de Stuart, soit devenu si faible en si peu de temps; mais on cessera de l'être quand on en saura la cause.

Les *Whigs* Anglais, enragés de se voir supplantés par les *Tories*, ne mirent point de bornes à leur ressentiment, & attaquèrent indistinctement dans leurs écrits toute la Nation Ecossaise, parce qu'un Ecossais étoit à la tête des affaires. On n'ignore pas combien ces habitans Septentrionaux de la Grande-Bretagne sont attachés les uns aux autres; l'esprit de parti fit sur-le-champ place à l'amour de la patrie, & toute l'Ecosse, *Whigs* & *Tories*, se réunit pour supporter les mesures de leur Compatriote. Il est clair qu'une si grande addition au parti du Ministre

ne manqua pas d'affaiblir ſes adverſaires. Toutes les places de confiance furent données à des Ecoſſais ou à des *Tories* Anglais : ceux qui n'étoient d'aucun parti embraſsèrent naturellement celui du plus fort ; l'eſpoir du gain & des honneurs augmenta le parti de la Cour : en un mot, les choſes en vinrent à un tel point que Milord North, dont la populace avoit briſé le caroſſe au commencement de ſon Miniſtère, étoit, en 1777, auſſi tranquille que dans Paris, & avoit une majorité conſidérable dans les deux Chambres du Parlement.

Les richeſſes des Indes Orientales ne contribuèrent pas peu à fortifier le parti du Gouvernement. Pluſieurs aventuriers, après avoir fait des fortunes rapides, *per fas & nefas*, s'en retournoient dans leur patrie, où ils aſpiroient enſuite aux honneurs. Une ſomme d'argent donnée à propos les mettoit à l'abri des pourſuites des malheureux qu'ils avoient opprimés ; &, ſecondés du Miniſtère, les guinées qu'ils faiſoient pleuvoir chez les Electeurs les aſſuroient d'une place dans la Chambre des Communes.

Après cette digreſſion qui m'a paru néceſſaire, revenons au préſent ſyſtême de Gouvernement. Le Miniſtre dont le plan, comme nous avons

dit plus haut, étoit d'augmenter les prérogatives de la Couronne, & d'affaiblir le pouvoir des *Whigs*, comprit qu'il lui seroit impossible de venir à bout de son dessein, si les Colonies jouissoient des mêmes privilèges que les Isles Britanniques. Les habitans de l'Amérique devenus fort nombreux, & partisans zélés des *Whigs* (*), dont ils disent tirer leur origine, auroient, dans ce cas, été capables de renverser tous les projets du Ministère. La permission de représenter en Parlement auroit mis la majorité de leur côté; &, si l'on avoit établi chez eux

(*) Les Etats-Unis sont composés de différentes sectes de Non-conformistes, telles que les Puritains, les Indépendans, les Trembleurs, les Presbytériens, &c. Ce qu'il y a de singulier, c'est qu'avant la déclaration d'Indépendance, il n'y avoit pas un seul Evêque dans les treize Provinces. Ces Non-conformistes sont plus enclins à favoriser un Gouvernement Républicain qu'un Gouvernement Monarchique, & se feroient opposés aux mesures des *Tories*.

Du tems de Charles I, un grand nombre de ces Sectateurs, parmi lesquels étoit Cromwel, peu satisfaits des mesures de ce Monarque, s'étoient embarqués pour passer en Amérique; mais ce Prince infortuné les empêcha d'exécuter leur projet, mesure qui lui fut par la suite funeste.

eux la même forme de Gouvernement qui existe en Irlande, ils se seroient probablement opposés aux mesures d'un Ministère *Tory*.

CHAPITRE I.

MILORD Bute qui, sans paroître à la tête des affaires, étoit toujours l'ame du Gouvernement, fut sensible que par l'un ou l'autre de ces réglemens le pouvoir de ses partisans couroit risque d'être anéanti : c'est pourquoi il se détermina à rendre les Colonies entièrement dépendantes de la Grande-Bretagne. C'étoit le seul moyen qui lui restoit pour faire réussir son système. S'il parvenoit à soumettre les Américains, il n'avoit plus alors qu'à s'assurer d'une majorité dans les deux Chambres du Parlement : si au contraire son dessein échouoit, & que les Colons sécouassent le joug des Anglais, il étoit également débarrassé d'une foule d'adversaires, qui n'auroient pas manqué tôt ou tard d'écraser son parti. Dans ces vues Milord Bute fit mettre sur le papier, dont on se servoit pour les transactions publiques dans les Colonies, un impôt ; & le Parlement, dont la plupart des Membres lui étoient dévoués, passa pour cet effet, en 1765, un acte connu sous le nom de l'acte du timbre.

Aussitôt que cette nouvelle fut parvenue au-delà des mers, elle causa la plus grande fermentation dans les esprits, & il fut résolu de discontinuer les affaires, plutôt que de se servir de papier timbré. Le peuple s'attroupa; enfin de crainte d'une révolte, on fut obligé de révoquer l'acte du timbre l'année d'ensuite.

Milord Bute n'avoit point vu sans regret une révocation qui sappoit son systême par le fondement. C'étoit rendre les Colonies indépendantes du Parlement Britannique, & leur donner l'exemple dangereux de résister à ses décrets. Ayant donc fortifié son parti il fit mettre, en 1767, un nouvel impôt sur le verre, le papier & le thé, impôt qui devoit se payer à l'entrée de ces denrées en Amérique. Le Gouvernement établit des douanes, & nomma des commis pour percevoir ces droits, sans du tout consulter ceux qui devoient les payer.

Pour rendre cette potion moins désagréable, on usa d'un stratagême qui auroit pu réussir, si les esprits n'avoient point été aigris par l'acte du timbre. On ôta en Angleterre des droits considérables de sortie sur le thé transporté en Amérique, de sorte que, si les Colons avoient voulu se soumettre à payer les droits d'entrée, leur thé leur auroit coûté moins cher qu'avant l'imposition de ces mêmes droits.

Les Américains s'apperçurent du piége qu'on leur tendoit. Ils virent bien que s'ils abandonnoient le droit de se taxer eux-mêmes, toutes leurs possessions devenoient au pouvoir de la nation Britannique, que le Parlement pourroit à son gré imposer de nouvelles taxes ; en un mot, qu'ils seroient comme autant d'esclaves sous le Gouvernement le plus despotique. Ils obéirent, pourtant, & se contentèrent de murmurer. Ils maudissoient sécrètement, & souvent même, dans leurs discours les commis chargés de lever ces impôts ; mais la crainte des lois les retenoit encore dans le devoir.

Les habitans de la province de Massachusset étoient les plus animés contre les mesures du Gouvernement, & avoient peine à retenir leur ressentiment. Les Bostoniens prirent des résolutions qui déclaroient ouvertement leur mécontentement. Dans une de leurs Assemblées il fut résolu d'encourager leurs anciennes manufactures, & d'en former de nouvelles, de ne plus tirer de l'étranger les marchandises qu'ils pourroient avoir des autres Colonies, & d'éviter les dépenses superflues dans les funérailles & les habillemens. Ils ne s'en tinrent pas là. Ils écrivirent une lettre circulaire à toutes les autres Assemblées de l'Amérique Septentrionale

dans laquelle ils ſe plaignoient hautement des derniers actes du Parlement, & invitoient toutes les Colonies à ſe réunir entr'elles pour en empêcher l'exécution. Ils leur conſeilloient en même tems de s'adreſſer toutes enſemble au Gouvernement pour en obtenir la révocation. Dans cette lettre ils s'étendoient beaucoup ſur leurs droits naturels comme hommes, & ſur ceux de la nation Britannique, dont ils ſe diſoient membres.

Pour donner plus de clarté à ce que nous dirons par la ſuite, il paroît néceſſaire d'expliquer ce qu'étoient les Aſſemblées. La forme de Gouvernement établie dans toute l'Amérique Anglaiſe étoit fondée ſur les principes de la Conſtitution Britannique. Chaque province avoit un Gouverneur, nommé par le Roi & ce dernier des Conſeillers nommés par une Aſſemblée que l'on pouvoit proprement appeller Chambre des Communes, puiſque les Membres qui la compoſoient étoient élus par le peuple. Le pouvoir du Gouverneur dans ſa province étoit égal à celui de Vice-Roi. Il aſſembloit tous les ans les Repréſentans du peuple, prorogeoit ou caſſoit à ſon gré leur Aſſemblée, ſuivant les inſtructions qu'il recevoit de la Cour de Londres, à-peu-près de la même manière

que le Roi d'Angleterre proroge son Parlement. Au premier coup-d'œil, cette division de Gouvernemens semble devoir assurer à la Grande-Bretagne la possession tranquille de ses Colonies ; mais après un sérieux examen, on ne manque pas de s'appercevoir de la faible autorité des Gouverneurs. Toujours accompagnés d'un conseil ordinairement dévoué à l'Assemblée dont il tient son existence, ils ne peuvent agir que suivant la volonté du peuple. Les Nobles que leur prodigalité, ou le désir des honneurs rendent presque toujours dépendans de la Couronne, & qui ont tant d'influence sur le peuple en Angleterre, ne pouvoient point ici assister l'autorité du Gouvernement. Les Membres des Assemblées tous bons propriétaires au-dessus du besoin, & ignorant le luxe des Cours, étoient en trop grand nombre pour être aisément corrompus. Toute l'autorité du Gouvernement résidoit donc effectivement dans le peuple, & le pouvoir des Gouverneurs n'étoit qu'imaginaire tant qu'il n'en étoit pas soutenu. Le Ministère Anglais ne tarda pas à s'appercevoir de cette vérité quand il adopta des mesures désagréables aux Colons, & ces derniers obéirent avec exactitude à toutes les recommendations de leurs Assemblées, sans avoir égard aux ordonnances des Gouverneurs.

1768. Après cette explication il ne paroît plus si extraordinaire que cette révolution de l'Amérique ait été conduite avec tant d'ordre ; mais ce qui semble étrange, c'est que des Colonies dont les intérêts, la religion, les mœurs & les coutumes sont si différentes, se soient toutes réunies pour s'opposer aux mesures du Gouvernement Britannique. Il est probable que la connoissance qu'elles eurent des vues du Ministère, qui étoient de les forcer à l'obéissance en semant entr'elles la division, contribua plus que toute autre chose à cette réunion. C'est de quoi nous aurons occasion de parler plus au long dans la suite ; revenons à présent à la province de Massachusset.

Milord Shelburne, depuis Marquis de Lansdown, un des Secrétaires d'Etat, informé des procédés des Bostoniens, écrivit une lettre au Gouverneur de la province pleine d'invectives sur la conduite de l'Assemblée, & que ce dernier, suivant ses ordres, lut en présence de ceux qui la composoient.

Cette lettre causa la plus grande fermentation dans les esprits. L'Assemblée devint furieuse : ils accusèrent le Gouverneur d'avoir donné de fausses informations au Ministère,

& nommèrent un Comité qui alla le prier de délivrer une copie de la lettre de Milord Shelburne, & de celles qu'il avoit écrites lui-même au sujet de l'Assemblée. Ces requêtes ayant été refusées ils écrivirent une lettre au Secrétaire d'Etat dans laquelle ils lui firent un long détail de toutes leurs transactions, & s'efforcèrent de justifier leur conduite aux dépens de celle du Gouverneur, aux fausses informations duquel ils attribuent la mauvaise opinion du Ministre. Ils écrivirent aussi à la plupart des Ministres d'Etat pour se plaindre des derniers actes du Parlement qu'ils représentèrent comme contraire à leurs droits & privilèges, fesant, cependant, les plus grandes protestations de loyauté. 1768.

Milord Hillsborough, qui peu de tems après fut fait Secrétaire d'Etat pour le département des Colonies, envoya une lettre circulaire aux Gouverneurs des Provinces, qui avoient reçu celle des Bostoniens dont voici l'esprit :

Sa Majesté désapprouvoit fort les mesures de leur Assemblée, regardoit leur lettre comme dangereuse, factieuse, tendant à enflammer le peuple & à exciter une combinaison illicite pour s'opposer à l'autorité du Parlement, & détruire

1768. les principes de la Conſtitution. Sa Majeſté comptant enſuite ſur l'affection des Aſſemblées, eſpère qu'elles traiteront avec mépris des meſures calculées pour troubler le repos public.

M. Bernard, alors Gouverneur de la province de Maſſachuſſet, reçut des dépêches qui contenoient à-peu-près la même choſe, & condamnoient fortement la lettre circulaire des Boſtoniens. Entre autres accuſations, Sa Majeſté diſoit qu'ils s'étoient départis de cet eſprit de prudence & de reſpect dû à la Conſtitution que cette Aſſemblée avoit fait paroître au commencement de la Seſſion. On inféroit de-là que leur dernière réſolution n'étoit le ſentiment que de quelques perſonnes ſéditieuſes qui avoient profité de l'abſence de la plupart des Repréſentans du peuple. Enfin Sa Majeſté conclut en enjoignant à la nouvelle Aſſemblée de reſcinder la réſolution qui a donné lieu à la lettre circulaire, & de déſavouer des procédés ſi téméraires.

Le Gouverneur fit part de ſes dépêches aux Membres de l'Aſſemblée, & les pria de s'y conformer, leur diſant en même tems qu'au cas de refus, il avoit des ordres de Sa Majeſté que ſon devoir l'obligeroit d'exécuter. Là-deſſus ceux-

ci lui demandèrent copie des ordres dont il avoit parlé, & de plusieurs papiers qu'il avoit fait passer au Conseil. Il donna copie du reste de la lettre de Milord Hillsborough, contenant les instructions qu'il avoit reçues au cas de désobéissance, qui étoient de casser l'Assemblée, & d'envoyer un mémoire de leurs procédés pour être présenté au Parlement. 1768.

Les Membres restèrent sept à huit jours sans répondre, après quoi le Gouverneur les somma de le faire ; mais ils demandèrent permission d'aller consulter leurs Constituans. Cette permission leur ayant été refusée, on proposa la question de rescinder la résolution de la dernière Assemblée ; mais elle fut rejettée par une majorité de quatre-vingt-douze voix contre dix-sept. Ils firent ensuite réponse à Milord Hillsborough & au Gouverneur.

Dans ces réponses ils s'efforcent de justifier la conduite de la dernière Assemblée, ainsi que la leur. Ils disent que la résolution pour la lettre circulaire, bien loin d'avoir été obtenue par supercherie, avoit été approuvée par la plupart des Représentans, & que les accusations du Secrétaire d'Etat étoient mal-fondées : ils soutiennent que les mesures sont conformes aux lois,

1768. & que les ſujets ont droit d'expoſer au Roi leurs griefs tous enſemble, ou ſéparément. Ils font voir qu'il eſt ridicule de reſcinder une réſolation déjà miſe en exécution ; que la lettre circulaire avoit été non-ſeulement envoyée, mais même que pluſieurs provinces y avoient répondu ; que la lettre & la réponſe avoient été publiées dans les gazettes, de ſorte qu'il ſeroit néceſſaire non-ſeulement de reſcinder la réſolution, mais auſſi les lettres ; & que l'une & l'autre de ces meſures étoient également inutiles.

Dans leur réponſe au Secrétaire d'Etat ils s'expriment fort librement ſur la nature de ſa requête, & repréſentent qu'il eſt tout-à-fait contraire aux lois de l'Empire de commander à une Aſſemblée libre ſous peine de caſſation de reſcinder ſes réſolutions, à plus forte raiſon celles d'une Aſſemblée antérieure. Ils ſe plaignent hautement de la baſſeſſe & de la méchanceté de ceux qui avoient perſuadé à Sa Majeſté qu'une meſure légitime, & dont le but eſt d'expoſer leurs ſouffrances, étoit inflammatoire, & tendoit à exciter des combinaiſons ſéditieuſes pour s'oppoſer à l'autorité du Parlement. Ils font en même tems les plus grandes proteſtations de loyauté, & ſe récrient contre les dernières meſures du Gouvernement. Ils préparèrent

en même tems une requête au Roi pour le 1768.
prier de changer leur Gouverneur qu'ils accommodoient de toutes pièces ; mais avant qu'ils y eussent mis la dernière main, l'Assemblée fut cassée.

Les lettres circulaires que le Secrétaire d'Etat avoit écrites aux autres Colonies n'eurent pas plus de succès que celle qu'il avoit envoyée à Boston. Elles firent réponse à celles de la province de Massachusset, approuvèrent hautement la conduite de leur Assemblée, & promirent de seconder ses mesures. Plusieurs d'entr'elles écrivirent même au Secrétaire d'Etat pour lui témoigner leur approbation de la conduite des Bostoniens, & firent des remarques fort sévères sur sa lettre. La plupart prirent en même tems la résolution de ne plus recevoir de marchandises d'Angleterre, excepté celles qu'elles avoient commandées pour la saison suivante, & celles dont elles ne pouvoient absolument se passer, jusqu'à ce que les derniers actes fussent révoqués.

(Le 10 Juin) Quelque tems avant la cassation de l'Assemblée il y eut un grand tumulte à Boston. Les commis de la douane s'emparèrent d'un vaisseau qui appartenoit à un des prin-

1768. cipaux Négocians de cette ville, parce qu'il ne s'étoit pas conformé aux dernieres lois. Auſſitôt qu'ils l'eurent ſaiſi ils firent ſigne à un vaiſſeau de guerre qui étoit dans la baie, & le Capitaine envoya ſes chaloupes pleines de gens armés qui coupèrent les amarres du navire marchand, & le conduiſirent près de ſon bâtiment. Là-deſſus la populace s'étant attroupée fit pleuvoir une grêle de pierres ſur les Commis, rompit leurs épées, & les traita terriblement mal. Non contens de cela les plus mutins coururent à leurs habitations, & en briſèrent toutes les vitres, après quoi ils traînèrent la chaloupe du Receveur ſur la commune où ils la réduiſirent en cendres.

Les Commis, après un pareil traitement, pour ſe mettre en ſureté, furent obligés de ſe retirer à bord du vaiſſeau de guerre, d'où ils paſsèrent au château Guillaume, fort qui eſt ſur une petite île dans le port, où ils reprirent leurs fonctions.

Cependant les Bourgeois s'aſſemblèrent, s'écrièrent qu'on vouloit les priver de leurs droits, & préſentèrent une requête au Gouverneur pour le prier qu'il donnât ordre au vaiſſeau de guerre de ſortir du port. Les animo-

fités augmentèrent de jour en jour. Bientôt ils ne mirent plus de bornes à leur licence, traitèrent le Gouvernement Britannique avec le dernier mépris, & n'en parlèrent plus qu'avec aigreur. Le bruit que leur requête n'avoit point été préfentée au Roi, & la faifie du bâtiment qui appartenoit à un Repréfentant de la ville de Bofton, contribua autant qu'autre chofe à irriter les efprits qui n'étoient déjà que trop portés à la violence. 1768.

Telle étoit la fituation des affaires quand on apprit qu'il venoit des troupes pour fupporter les mefures du Miniftère. L'approche du plus cruel ennemi n'auroit pas caufé une plus grande alarme dans Bofton que cette intelligence. Les bourgeois fe rendirent auffitôt à *Faneuil-Hall*, où ils élurent des Commiffaires pour demander au Gouverneur fur quoi fondé il avoit répandu qu'on attendoit des troupes dans la ville, & le prier en même tems de convoquer au plus vîte une Affemblée Générale. Celui-ci fit réponfe que, quant aux troupes, fon intelligence ne venoit point du Gouvernement; &, quant à la convocation d'une nouvelle Affemblée, il ne pouvoit le faire à moins que de recevoir les inftructions de Sa Majefté.

1768. Un Comité qu'ils avoient déjà choiſi pour l'inſpection de leurs affaires, après un long détail de violations de droits & de privilèges, fit pluſieurs propoſitions qui furent approuvées d'un conſentement unanime, & entre autres choſes il fut réſolu qu'il étoit contraire aux lois de l'Etat de maintenir une armée dans le Royaume en tems de paix ſans le conſentement du Parlement. Tel étoit alors le nom que les Américains donnoient à leurs Aſſemblées.

Cette aſſertion étoit fondée ſur un acte du Roi Guillaume, qui recommande en même tems la fréquente convocation du Parlement. Sur ces principes il fut réſolu de convoquer une Aſſemblée à Boſton. Les quatre Membres qui avoient repréſenté cette ville dans la dernière Aſſemblée furent choiſis comme Commiſſaires dans la préſente. Les élus eurent ordre d'écrire à toutes les villes de la province de choiſir de même des Commiſſaires. Ce qui ſe paſſa de plus ſingulier dans cette Aſſemblée Boſtonienne, c'eſt qu'au tems où ils feſoient tous leurs efforts pour s'oppoſer à l'arrivée des troupes Anglaiſes, ils recommandèrent au peuple de faire proviſion d'armes & de munitions, afin, diſoient-ils, d'être toujours prêts, au cas de

guerre avec la France. Ils assignèrent ensuite un jour de jeûne & de prières, & se séparèrent. 1768.

La lettre circulaire que les élus avoient écrite aux autres villes étoit d'un style aussi violent que leurs procédés. Quatre-vingt-seize villes choisirent des Commissaires qui tous se rendirent à la Convention (nom qu'ils avoient alors donné à cette Assemblée) le jour marqué.

Le 22 Septembre ces Messieurs commencèrent à examiner les affaires de la province; & leur première délibération fut d'envoyer un Député au Gouverneur pour l'informer qu'ils ne prétendoient nullement à l'autorité du Gouvernement, qu'ils avoient été élus par différentes villes, & venoient librement & volontairement aux sollicitations du peuple pour consulter ensemble sur les mesures les plus propres à maintenir la paix & le bon ordre. Ils font ensuite les plaintes ordinaires, disent qu'on les traite avec injustice, qu'on les a représentés en Angleterre sous de fausses couleurs, & concluent par les sollicitations les plus pressantes pour la convocation d'une Assemblée Générale, comme le seul moyen d'éviter les dangers dont les Colonies étoient ménacées.

1768. Le Gouverneur les avertit en ami de rompre leur Convention, & de se retirer avant que de transiger aucune affaire, leur fit voir à quoi ils s'exposoient, & le crime dont ils étoient coupables en persistant dans leurs premières résolutions. Il leur dit que l'évasion dont ils vouloient se servir étoit inutile, que leur Convention étoit réellement une Assemblée de Représentans du peuple, puisqu'il s'y trouvoit des Députés de toutes les villes, & que le nom n'y fesoit rien. Il ajouta que, s'ils méprisoient son avis, il seroit obligé comme Gouverneur de maintenir les prérogatives de la Couronne; que Sa Majesté, suivant les instructions qu'il avoit reçues, étoit déterminée à conserver la souveraineté de cette province; & que quiconque seroit assez hardi pour vouloir usurper ses droits, se repentiroit de sa témérité.

Là-dessus ils envoyèrent un autre message pour se justifier, alléguant qu'ils étoient assemblés comme particuliers, & prièrent le Gouverneur de leur faire voir en quoi ils étoient criminels. Celui-ci ne voulut plus les écouter parce que ç'auroit été reconnoître la légitimité de leur Assemblée, ce qu'il ne vouloit point du tout admettre. Des Commissaires firent aussitôt une espèce de procès verbal, dans lequel ils assignent les

les raiſons de leur Convention, déſavouent 1768.
toute autorité quelconque, recommandent au peuple la plus grande déférence au Gouvernement, & lui conſeillent d'attendre patiemment le réſultat de la clémence & de la ſageſſe de Sa Majeſté pour le ſoulagement de leurs maux. Ils déclarent en même tems qu'ils ſeront toujours prêts à donner toute l'aſſiſtance poſſible au Gouvernement civile pour le maintien de la paix & du bon ordre. Ils firent après cela un détail de leurs tranſactions pour envoyer à leur Agent à Londres, & ſe retirèrent.

Le jour de leur diſſolution la flotte d'Halifax, compoſée de pluſieurs frégates, & d'autres vaiſſeaux de guerre & de quelques tranſports avec deux régimens d'infanterie, & un détachement d'artillerie arriva dans le port. Il s'éleva d'abord quelques difficultés au ſujet du logement des troupes, & le Conſeil ne voulut pas les admettre dans la ville, diſant que les caſernes du château Guillaume étoient ſuffiſantes. Après pluſieurs altercations on leur accorda, cependant, des logemens, à condition que ces logemens ſeroient regardés comme caſernes; & ſur ce pied-là le Conſeil leur fit donner les proviſions des caſernes.

1769. L'année 1769 ſe paſſa en plaintes & en murmures. Les Américains obſervèrent ponctuellement la convention qu'ils avoient faite de ne plus recevoir de marchandiſes de la Grande-Bretagne, excepté neuf à dix perſonnes, qui préférèrent leur intérêt particulier à celui de la patrie. Pour les punir de leur avarice, leurs noms furent mis dans les gazettes. On recommanda au Public de les regarder comme infames, & de rompre tout commerce avec eux. On vit paroître cette année dans les Papiers de nouvelles une adreſſe au beau ſexe pour le prier de renoncer pour un tems à ſes bijoux & à ſes ornemens : dans cette adreſſe on promettoit de repayer avec uſure la complaiſance que les Dames Américaines voudroient bien avoir pour le bien commun de leur patrie.

La combinaiſon des Colonies produiſit l'effet déſiré, & les Négotians des îles Britanniques commencèrent à s'appercevoir que leur commerce étoit conſidérablement diminué. Là-deſſus le Trône fut accablé de requêtes ; &, pour arrêter les cris importuns des Anglais, on révoqua en partie l'acte de Parlement qui impoſoit les nouveaux droits. On ne laiſſa que ceux qui avoient été mis ſur le thé. Comme je

l'ai déjà obfervé, fi les Américains avoient payé 1770.
tranquillement le droit du thé, cette marchandife ne leur auroit pas coûté fi cher qu'auparavant, puifqu'en impofant un droit d'entrée en Amérique de trois deniers fterling par livre, on avoit ôté un chelin par livre en Angleterre de droit de fortie; de forte que, par ce moyen, ils profitoient de neuf deniers fterling.

Le Miniftre s'imaginoit par ce moyen les engager à fe foumettre à ce nouvel impôt, & à reconnoître par-là l'autorité du Parlement d'Angleterre; mais les Colons s'apperçurent de la fupercherie, & continuèrent dans leurs réfolutions, affurant qu'ils ne tireroient plus rien de la Grande-Bretagne, jufqu'à ce que tous les nouveaux droits fuffent abolis.

Il eft vrai qu'ils étoient excités à ces réfolutions violentes par quelques citoyens factieux, qui dérivoient leur importance de ces difputes, ou qui par-là fatisfefoient leur vengeance. M. Bernard, quelque fût fa conduite, n'avoit pas eu l'art de fe faire aimer de la province dont il étoit Gouverneur. Ils le regardoient comme leur plus cruel ennemi, & prenoient plaifir à le contredire en tout.

1770. Les Bostoniens, comme on a pu le remarquer ci-devant, avoient vu d'un œil jaloux l'arrivée des troupes dans Boston. Ils regardoient les soldats comme autant de tyrans dont le but étoit de les asservir. Il n'est donc pas surprenant que dans cette persuasion ils leur témoignassent leur ressentiment dans toutes les occasions. Les citoyens & les troupes se disoient mutuellement des injures, & en venoient même de tems en tems aux mains. Ces petites escarmouches se terminoient ordinairement par quelques coups de poing & de bâton.

Mais le 5 Mars il y eut une affaire plus sérieuse. Deux soldats ayant eu querelle avec des bourgeois, ces derniers appellèrent au secours, & bientôt une foule de Bostoniens poursuivirent les premiers jusqu'à leurs casernes, où ils les accablèrent d'injures, & les menacèrent de les ensevelir sous les ruines. Les soldats, en grand nombre, armés de sabres & de bayonettes, firent une sortie sur cette populace insolente, & la repousèrent vigoureusement ; mais la plus grande partie de la ville étant alarmée par le son du tocsin obligea bientôt les troupes à se retirer. La nouvelle de ce désordre étant parvenue au Capitaine Preston, alors Officier de

garde, il courut à ſon poſte, & fit mettre les ſoldats ſous les armes. Cela n'intimida nullement les mutins ; ils avancèrent avec intrépidité ſur la troupe, & frappant leurs bâtons l'un contre l'autre, ils les défièrent au combat dans les termes les plus injurieux. Quelques-uns d'eux eurent même l'audace de jetter des pierres & de la neige, & de donner un coup de bâton ſur le bras du Capitaine Preſton. 1770.

Les ſoldats enragés firent feu, dit-on, ſans ordre de leur Commandant, & la populace ſe diſperſa, laiſſant trois de leurs compagnons ſur le carreau. Il y en eut d'autres de bleſſés, dont quelques-uns moururent de leurs bleſſures. Pluſieurs Officiers furent auſſi fort mal-traités en allant joindre leurs différens corps ; & l'un d'entre eux fut dangereuſement bleſſé, & eut ſon épée caſſée.

Cependant on battoit la générale de part & d'autre, & les bourgeois retournèrent bientôt en plus grand nombre dans le deſſein d'aſſommer le Capitaine Preſton & ſes ſoldats ; mais le Lieutenant-Gouverneur leur perſuada, non ſans peine, de ſe retirer, en les aſſurant qu'on examineroit la conduite du ſuſdit Capitaine. Le Conſeil s'aſſembla ſur-le-champ, & il fut

1773. réſolu d'arrêter M. Preſton, & huit ſoldats qui avoient tiré. Cet Officier entendant ce qui ſe paſſoit, alla lui-même ſe rendre priſonnier au Cherif. On lui fit enſuite ſon procès, & il fut honorablement abſous. Les choſes reſtèrent à-peu-près dans le même état l'année 1771 & 1772.

Les animoſités entre la Grande-Bretagne & les Colonies augmentèrent, néanmoins, de jour en jour. Ces dernières obſervèrent inviolablement les réſolutions qu'elles avoient priſes, & la province de Maſſachuſſet ſaiſiſſoit toutes les occaſions d'inſulter directement ou indirectement le parti de la Cour. Ces inſultes étoient d'autant plus dangereuſes qu'elles étoient faites avec délibération, & approuvées de leurs Aſſemblées, ſous le maſque de l'hypocriſie.

Au mois de Mars 1773, le Comité élu par la ville de Boſton, pria le Miniſtre Benjamin Church de faire une harangue le 5 du même mois, ſur le danger qu'il y a de maintenir une armée, en tems de paix, dans un pays libre; & en mémoire, dit-il, du maſſacre horrible commis par un détachement du vingt-neuvième Régiment le 5 Mars au ſoir de l'année 1770.

M. Church ayant accordé la demande du 1773.
Comité, il y eut auſſitôt une Aſſemblée à *Faneuil-Hall* (*), où le choix qu'on avoit fait du Docteur fut univerſellement approuvé. On lui députa ſur-le-champ des Commiſſaires pour lui dire que c'étoit le déſir de l'Aſſemblée qu'il fit ſa harangue à une heure moins un quart dans une des plus grandes Egliſes, qu'on lui nomma. Au tems marqué il s'y trouva un ſi grand concours de peuple, tant de Boſton que des villes des environs, qu'on fut obligé de faire entrer l'Orateur par la fenêtre.

Son diſcours fut univerſellement applaudi, & on le pria d'en donner copie, afin de le faire imprimer. Sur le ſoir les enfans de la liberté s'aſſemblèrent dans l'endroit où la malheureuſe affaire étoit arrivée, & attachèrent à un balcon une lanterne tranſparente.

Le front de cette lanterne repréſentoit les effets funeſtes d'une armée en garniſon dans une ville libre. A droite étoit peinte l'Amérique éplorée ſur une ſiège lugubre, jettant de triſtes regards ſur les ſpectateurs, avec cette inſcription : *Voyez, mes fils* ; à gauche étoit un monument élevé à la mémoire des infortunés qui

(*) Salle de Faneuil, eſpèce d'Hôtel-de-ville.

1773. avoient été tués en 1770; un peu plus loin à l'Eſt du balcon on voyoit les vers ſuivans ſur du papier tranſparent :

Can'ſt thou, ſpectator, view this crimſon'd ſcene,
And not reflect what theſe ſad portraits mean?
Or can thy ſlaughter'd brethren's guiltleſs gore
Revenge, from year to year, in vain implore?
Aſk not where Preſton or his butchers are,
But aſk who brought thoſe bloody victims here.
Never for inſtruments forſake the cauſe,
Nor ſpare the wretch who would ſubvert the laws.
That ruthleſs fiend who, for a trifling hire,
Would murder ſcores, or ſet a town on fire,
Compar'd with him who would a land enſlave,
Appears an inconſiderable knave.
And ſhall the firſt adorn the fatal tree,
While, pamper'd and careſs'd, the laſt goes free?
Forbid it thou, whoſe eyes no bribes can blind,
Nor fear can influence, nor favour bind.
Thy juſtice drove one murd'rer to deſpair;
And ſhall a number live in riot here?
Live! and appear to glory in the crimes
Which hand deſtruction down to future times!
Yes, ye ſhall live; but live, like branded Cain,
In daily dread of being nightly ſlain;
And when the anxious ſcene on earth is o'er,
Your names ſhall ſtink 'till time ſhall be no more.

1773.

Spectateur, en voyant cette fcène fanglante
As-tu donc oublié ce qu'elle repréfente ?
Tes frères égorgés demandent-ils en vain
Que leur fang innocent foit vengé de ta main ?
Des bouchers de Prefton contemple les victimes ;
Mais cherche en même tems l'auteur de tant de crimes ;
Confidère la caufe, & non point l'inftrument ;
N'épargne pas des lois l'infracteur infolent,
L'efclave malheureux qu'un chétif falaire
Rend barbare affaffin, ou vil incendiaire,
N'eft en comparaifon d'un fuperbe tyran
Qu'un petit criminel, qu'un gueux du fecond rang.
Verra-t-on le premier au haut d'une potence
Tandis qu'à ce dernier tout fait la révérence ?
O toi que les préfens, la crainte, ou la faveur
Ne peuvent influer, arme ton bras vengeur !
Déjà d'un meurtrier, effet de la juftice,
Le fombre défefpoir a caufé le fupplice ;
Et verra-t-on ici nombre de fcélérats
Vivre, & fe glorifier de leurs affaffinats ?
Vous vivrez ; mais toujours dans la crainte terrible
D'être tous égorgés dans une nuit horrible,
Puis, après votre mort, de la poftérité
Vos noms feront maudits jufqu'à l'éternité.

A neuf heures & un quart, tems précis de la fcène fanglante, toutes ces figures furent ôtées, & les cloches firent entendre un fon lugubre

1773. jusqu'à dix. Cette farce s'observa avec beaucoup de décence & de solemnité.

Le 7 de Juin l'Assemblée passa encore plusieurs résolutions violentes. Il fut déterminé de présenter une requête au Roi pour le prier de changer leur Gouverneur le Chevalier Hutchinson, qui avoit succédé à M. Bernard, & le Lieutenant-Gouverneur André Oliver.

Le crime dont on les accusoit, étoit d'être la cause des troubles qu'il y avoit alors dans les Colonies, & d'avoir, par de fausses informations, engagé le Ministère à poursuivre des mesures si préjudiciables aux habitans.

Les Colons étoient d'autant plus enragés contre eux qu'ils avoient en mains des preuves authentiques. Plusieurs lettres que le Gouverneur avoit écrites à Londres, dans lesquelles il les représentoit comme une bande de séditieux, étoient, je ne sais comment, tombées entre leurs mains; & ces lettres ayant été lues en pleine Assemblée, avoient produit la résolution de la requête.

CHAPITRE II.

CES troubles étoient, cependant, peu considérables en comparaison de ceux qui devoient les suivre. Les Américains observoient fermement la résolution qu'ils avoient prise de ne plus tirer de marchandises d'Angleterre ; mais il leur étoit d'autant plus facile de le faire qu'ils avoient encore chez eux toutes les denrées dont ils avoient besoin. 1773.

Les Négotians avoient pourvu à l'avenir en demandant à leurs correspondans des marchandises pour deux ou trois ans avant que cette résolution ne fût adoptée. Si le Ministère Anglais avoit eu la patience d'attendre que ces marchandises fussent consumées, il est probable que la nécessité auroit naturellement forcé les Colons à se départir de leur dessein, & que fort peu d'entre eux auroient eu la constance de renoncer aux aisances de la vie pour les procurer à une postérité incertaine. L'intérêt de la patrie auroit insensiblement cédé à l'intérêt particulier, le *Moi* n'auroit pas manqué de prévaloir, & cette association auroit tombé d'elle-même. L'enthousiasme n'a jamais pu être détruit que par lui-même. Les persécu-

1773. tions n'ont fait que lui donner de nouvelles forces ; & un martyr a toujours produit vingt prosélytes.

Aussitôt que les résolutions des Colonies furent parvenues au Ministre, il prit des mesures qui paroissent réellement ridicules, & fit passer en Amérique des charges considérables de thé, comme s'il eut été possible de faire acheter aux Colons une marchandise dont ils avoient résolu de ne point se servir. Il est visible qu'il avoit prévu que cet esprit d'opposition s'affaibliroit peu à peu, & que le besoin les feroit renoncer à leur association ; mais ce n'étoit pas le tems, lorsque les esprits étoient ainsi échauffés, de vouloir les contredire d'une manière si ouverte.

Les Américains, sans faire réflexion qu'ils avoient la liberté d'acheter, ou de ne point acheter le thé qu'on leur envoyoit, regardèrent cet envoi comme un grand affront, & ordonnèrent aux Négotians à qui il étoit adressé de ne point le recevoir ; mais de le renvoyer à Londres, sans souffrir qu'on le débarquât. Le nom de thé leur devint aussi désagréable que celui de tyran, & ils ne l'entendoient jamais prononcer sans trembler pour la perte de leur liberté.

Telle étoit la diſpoſition des Colonies, quand trois navires chargés de cette marchandiſe arrivèrent dans Boſton adreſſés à M. Rotch. Des Commiſſaires vinrent auſſitôt lui ſignifier de la part de l'Aſſemblée de renvoyer ces vaiſſeaux, & de demander un acquit au Receveur de la douane. Ils lui accordèrent deux jours pour cela ; à l'expiration deſquels étant informés par M. Rotch lui-même qu'on lui avoit refuſé un acquit, ils lui commandèrent de faire un protêt, & de demander un paſſeport au Gouverneur. Ce dernier fit réponſe qu'il étoit contraire à ſon devoir de donner un paſſeport, à moins que le navire n'eût un acquit de la douane. 1773.

L'Aſſemblée, ſur ce rapport, ſe ſépara ; mais il paroît qu'avant cette ſéparation, on étoit convenu de ce qu'on devoit faire ; car peu de tems après, une foule de peuple habillée comme une eſpèce d'Indiens qu'on appelle *Mohawks*, enfonça toutes les caiſſes qu'il y avoit à bord, & jetta le thé dans la mer. Le même eſprit regnoit dans les autres provinces, & l'on peut voir par les billets qui couroient dans *New-York* quels étoient les ſentimens de ſes habitans.

« Notre Nation ayant été aviſée que les « fers que la Grande-Bretagne a forgés pour

1773. " nous aſſujettir ſont ſur le point d'arriver dans " un certain navire de la Compagnie des Indes; " nous déclarons que nous ſommes déterminés " à ne point être les eſclaves d'aucune nation " du monde ; & quiconque aidera ou ſoutien- " dra cet infame deſſein, ou aura la préſomption " de louer ſes magaſins pour la réception de " ces chaînes infernales, peut compter ſur une " viſite déſagréable de la part des *Mohawks*".

Les habitans de Lexington firent encore plus ; ils portèrent dans un certain endroit tout le thé qu'ils avoient chez eux , & en firent un feu de joie, réſolus de n'en plus boire tant que les droits d'entrée continueroient. Toutes les Colonies applaudirent la conduite des Boſtoniens, & viſitèrent avec exactitude les navires venant de la Grande - Bretagne : lorſqu'il s'y trouvoit du thé on le renvoyoit ſans le débarquer (*).

(*) S'il paroît ſingulier que le Miniſtre de la Grande-Bretagne s'obſtinât à envoyer du thé à des gens qui étoient réſolus à n'en point boire, il ne paroît pas moins étrange que les Américains refuſaſſent de le recevoir, puiſqu'ils étoient libres de l'acheter , ou de ne point l'acheter. En formant la réſolution de ne point acheter de thé tant que les nouveaux impôts fuſſent abolis, ils

Quelques Capitaines, à l'aide des Commis & des personnes dévouées au Gouvernement, en passoient néanmoins plusieurs caisses. Les Colons, pour les empêcher de continuer cette manœuvre, condamnèrent ceux qui furent attrapés à un genre de punition tout-à-fait singulier. Les coupables dépouillés de leurs vêtemens étoient goudronés depuis les pieds jusqu'à la tête, & ensuite roulés dans les plumes. Dans cet état, promenés par toute la ville, ils servoient de jouet à une populace irritée, & de spectacle à ses habitans indignés. 1773.

Si le Ministère Anglais avoit agi prudemment, il se feroit contenté de demander à la ville de Boston la restitution du thé que ses habitans avoient détruit, & auroit fait abolir des droits qui leur causoient tant d'ombrage, le continent étoit pour-lors en flammes, & c'étoit le seul moyen pour sauver les Colonies. Il falloit céder aux circonstances, & perdre de vue,

auroient insensiblement forcé le Ministère à les abolir. Ils craignoient probablement que le Gouvernement Britannique n'eût assez d'influence pour corrompre une partie des Colons, & les engager à boire du thé en dépit des nouveaux droits, ce qui auroit donné mauvais exemple aux autres.

1774. pour un tems, le ſyſtême politique de taxer l'Amérique, juſqu'à ce que la fureur du peuple fût appaiſée, & que l'enthouſiaſme eût fait place à un calme tranquille; mais l'eſprit de parti, le trop d'ardeur & le déſir de la vengeance qui avoient fait commettre à ceux qui étoient à la tête du Gouvernement une ſottiſe des plus grandes, en voulant forcer les Américains à boire du thé contre leur volonté, leur firent embraſſer des meſures encore plus pernicieuſes.

Le port de Boſton fut entièrement condamné; &, par un acte de Parlement, il fut défendu à tout navire d'y embarquer, ou débarquer aucune marchandiſe, ſous peine de confiſcation, juſqu'au bon plaiſir du Roi & de ſon Conſeil, & juſqu'à ce que les Boſtoniens euſſent dédommagé la Compagnie des Indes. Le Miniſtre s'imaginoit, ſans doute, qu'en attaquant ainſi chaque province en particulier, & en lui feſant ſentir le poid de ſa vengeance, il romproit la grande Aſſociation, & que l'interêt public céderoit à l'intérêt particulier.

Ces raiſons étoient, certainement, bonnes; mais ſes meſures étoient trop précipitées. Les Colonies étoient alors ſur leur garde; ce n'étoit

pas

pas là le tems. Elles s'apperçurent aussi-tôt de son dessein ; &, loin de profiter de la ruine de Boston, elles se réunirent toutes pour lui porter du secours. Le Continent fut bientôt en mouvement, & on ne voyoit par-tout qu'Assemblées de ville & de province. Dans ces Assemblées les mesures du Gouvernement furent généralement condamnées. On désapprouva fort le nouvel acte, & les principes sur lesquels il étoit fondé. Il fut résolu de s'opposer à ses effets, & de supporter les Bostoniens, qui devoient en être les premières victimes. 1774.

Les habitans de la Virginie assignèrent le 1 de Juin, jour auquel l'acte pour la condamnation du port de Boston devoit avoir lieu, comme un jour de jeûne, de prières, & d'humiliation, pour implorer l'interposition de la divine Providence, dans ce tems de détresse où ils étoient menacés de la perte de leurs droits, & des horreurs d'une guerre civile, pour prier le Seigneur de ne donner qu'un cœur & qu'un esprit au peuple pour s'opposer fermement aux violations des droits de l'Amérique. Cet exemple fut suivi, ou des résolutions à-peu-près semblables furent adoptées presque par-tout, & le 1 de Juin fut observé dans tout le Continent comme un jour de prières & d'humiliation.

1774. Cette mesure fit, cependant, casser l'Assemblée de la Virginie; mais avant que de se séparer, les Membres dresèrent un procès verbal, qui fut signé par quatre-vingt-neuf d'entr'eux, dans lequel ils déclarèrent qu'une attaque faite sur une Colonie, pour la forcer à payer des taxes arbitraires, seroit regardée comme une attaque sur toute l'Amérique Anglaise, & causeroit la destruction de ses droits, à moins que toutes les Colonies ne se réunissent pour s'y opposer. C'est pourquoi ils recommandèrent au Comité de correspondance, de s'aviser avec les Comités des autres provinces sur la propriété de nommer des Députés dans toutes les Colonies pour s'assembler tous les ans, & former un Congrès Général, où l'on délibéreroit sur les mesures que leurs intérêts communs pourroient rendre, de tems en tems, nécessaires. Ils conclurent en disant que les égards qu'ils avoient pour leurs compatriotes, les négotians, & les manufacturiers de la Grande-Bretagne, les empêchoient alors d'aller plus loin.

A Philadelphie il y eut sur-le-champ une Assemblée à laquelle il se trouva environ trois cens bourgeois, qui élurent des Commissaires pour écrire aux habitans de Boston. Leur lettre, quoique modérée, étoit néanmoins

ferme. Ils avouent qu'il eſt difficile de donner 1774.
des avis dans cette malheureuſe affaire, & qu'il faudroit auparavant ſavoir la façon de penſer de toute la province. Ils obſervent qu'il faut employer les voies de la douceur avant que d'en venir aux extrémités, & qu'il feroit néceſſaire d'avoir l'opinion d'un Congrès Général. Ils diſent que, ſi l'on n'exigeoit que la reſtitution du thé, & que cela fût ſuffiſant pour mettre fin à ces malheureuſes diſputes, & rétablir la ville de Boſton dans ſes premiers droits & privilèges, il n'y avoit pas à balancer quel parti prendre. Ce n'eſt pas, ajoutent-ils, de la valeur du thé dont il s'agit, mais du droit inviolable de diſpoſer de notre argent, droit que nous ne pouvons du tout abandonner.

Le corps de ville de *New-York* étoit plus favorable au Gouvernement. La majorité n'étoit, pourtant, que peu conſidérable ; mais la province en général, & le peuple, comme on a pu le voir, étoit poſſédé de l'eſprit d'oppoſition.

Le Miniſtère Anglais, pour accorder quelque choſe aux Colonies, avoit changé le Gouverneur de la province de Maſſachuſſet, M. Hutchinſon, qui leur étoit ſi odieux, & avoit nommé à ſa

1774. place M. Gage, qui, à la qualité de Gouverneur, joignoit celle de Généraliſſime de toutes les forces de Sa Majeſté Britannique en Amérique. On eſpéroit que ce Gentilhomme, qui avoit déjà commandé dans ce pays-là, où il étoit fort aimé, & qui avoit épouſé une Américaine, contribueroit à la reconciliation des Colonies & de la Grande-Bretagne. Il partit donc d'Angleterre, & arriva à Boſton le 13 de Mai.

Il fut reçu avec toutes les démonſtrations de joie imaginables, & chacun s'empreſſa de lui faire la cour. On s'imaginoit que le Général, étant venu pour rétablir la paix, condamneroit, ſans héſiter, la conduite de ſes prédéceſſeurs ; mais il n'en fut pas ainſi.

Les Colons lui ayant préſenté une requête pleine d'invectives ſur la conduite de ſes deux prédéceſſeurs, aux machinations deſquels ils attribuoient l'origine & la continuation de leurs ſouffrances, elle fut rejettée. Cette requête contenoit auſſi une déclaration de leurs prétentions. Nous ne déſirons, diſent-ils, que les privilèges d'Anglais : il eſt du devoir de cette Aſſemblée de les maintenir ; c'eſt pourquoi nous ferons tous nos efforts pour parvenir à ces fins, ſans

préjudice, néanmoins, aux prérogatives de la Couronne, que nous supporterons toujours avec la plus grande loyauté, tant qu'elles ne s'écarteront point des justes bornes. 1774.

Le Gouverneur écrivit, quelques tems après, une lettre au Conseil pour l'informer des raisons qui l'avoient obligé à rejetter la requête qu'ils lui avoient présentée : il dit qu'il lui étoit impossible de recevoir une requête remplie d'invectives contre ses prédécesseurs, qui avoient été examinés par le Conseil du Roi, & trouvés innocens ; que ç'auroit été insulter Sa Majesté.

La ville de Boston, Capitale de la province de Massachusset, où les Représentans du peuple avoient coutume de s'assembler, ayant encouru la disgrace de son Souverain, fut aussi privée de ce privilège, & Salem, ville située à six lieues de là, fut choisi pour siège de l'Assemblée. La première chose qui se passa dans l'Assemblée de Salem, fut d'approuver la propriété d'élire des Comités dans toutes les Colonies. Après avoir donné les raisons de leur approbation, les Membres élurent effectivement cinq personnes entre celles qui s'étoient le plus opposées aux mesures du Gouvernement, comme Commissaires, pour représenter cette province ; & ils

1774. votèrent ensuite la somme de cinq cens livres sterling (*) pour ces Commissaires, afin qu'ils pussent s'acquitter avec honneur de la charge qu'on leur avoit confiée.

M. Gage, à qui ces mesures ne pouvoient qu'être désagréables, refusa de donner son consentement à leur dernière résolution, sur quoi ils recommandèrent aux villes & aux villages de la province de lever la somme de cinq cens livres sterling par égales portions, & suivant le plan des dernières taxes. Cette recommendation eut alors toute la force de loi. Après avoir agi de cette manière, ils prévirent que la cassation de l'Assemblée n'étoit pas fort éloignée ; c'est pourquoi ils résolurent, avant que cela arrivât, de donner au peuple un témoignage public de leurs sentimens, & de lui prescrire les régles de sa conduite. Ils préparèrent donc une espèce de manifeste, dans lequel ils exprimoient leur façon de penser sur l'état présent des affaires.

Il y a long-tems, disent-ils, que nous & toute l'Amérique gémissons sous les coups

(*) Environ 12000 livres tournois.

redoublés d'un pouvoir arbitraire, & que nous fesons d'inutiles efforts, afin de nous y soustraire. Nos plaintes n'ont pas été écoutées, nos requêtes ont été méprisées, & les cris qu'une cruelle marâtre nous forçoit de pousser, loin d'exciter sa pitié, n'ont fait que redoubler le poids de nos maux. Il est visible que le dessein de la Grande-Bretagne est d'abolir entièrement la Constitution des Colonies, & d'en réduire les habitans à l'état d'esclavage. Ils recommandèrent ensuite à toute la province de s'abstenir de thé, &, autant qu'il seroit possible, de toute marchandise venant des Indes Orientales, ou des Isles Britanniques, jusqu'à ce que les nouveaux actes du Parlement fussent entièrement révoqués. Afin que ces mesures pussent plus aisément s'exécuter, ils exhortèrent les Colons à encourager toutes les manufactures de l'Amérique. 1774.

Quoique les Commissaires, préposés pour ménager cette affaire, s'efforçassent de la conduire avec le plus grand secret, le Gouverneur en fut informé, & le jour qu'ils firent leur rapport à l'Assemblée, il envoya son Secrétaire pour la casser : celui-ci trouvant les portes fermées, fit informer l'Orateur qu'il avoit un message du Gouverneur, & qu'il souhaitoit d'être

1774. admis afin de le délivrer. L'Orateur répondit quelque tems après, qu'il avoit instruit la Chambre de la commission dont il étoit chargé, & que les Membres avoient donné ordre de tenir les portes fermées. Là-dessus le Secrétaire fit lire sur l'escalier un édit qui cassoit l'Assemblée.

Telle fut l'issue des querelles des habitans de Massachusset & de ses Gouverneurs, & la dernière Assemblée qu'il y eut dans cette province sous les auspices du Gouvernement Britannique. Le lendemain les négotians & les bourgeois de Salem présentèrent une requête très-pathétique au Gouverneur. Cette ville, comme nous l'avons dit plus haut, étoit pour lors la Capitale de la province au lieu de Boston; conséquemment l'Assemblée, la douane, &, autant qu'il étoit possible, le commerce de cette dernière avoient été transportés à Salem; de sorte que les habitans possédoient déjà une partie de ces dépouilles qui, à ce que le Ministre s'imaginoit, devoient avoir tant d'influence sur leur conduite, & faire naître entre les gagnans & les perdans des jalousies & des animosités incurables. La turbulente Capitale ainsi abandonnée à elle-même, après avoir réfléchi sur l'état déplorable où elle étoit réduite, ne man-

queroit pas, à ce qu'il prétendoit, de retourner dans le devoir, & d'avouer ses torts. Toutes ces conjectures étoient cependant fausses, & l'on peut voir, par ce qui suit, quels étoient les sentimens des Salémois. 1774.

C'est avec la plus grande douleur, disent-ils au Chevalier Gage, que nous réfléchissons sur les calamités publiques en général; mais les maux qui sont prêts d'accabler nos confrères de Boston ne sauroient manquer d'exciter plus particulièrement notre pitié, & nous espérons que Votre Excellence fera tous ses efforts pour les empêcher de succomber. En fermant le port de cette ville on s'imagine, sans doute, que le commerce prendra son cours vers la nôtre, & que nous aurons par conséquent tout le profit; mais la nature dans la formation de nos ports ne nous permet pas de devenir rivaux de cette Métropole. Quand cela seroit autrement, continuent-ils, il faudroit que nous n'eussions aucune idée de justice, & que nous fussions dépourvus de tout sentiment d'humanité, si nous pouvions entretenir la pensée d'élever nos fortunes sur les ruines de celles de nos confrères.

Cette requête est remarquable par la justesse des sentimens qu'elle contient. Le Gouverneur

1774. y est traité avec le plus grand respect; ils mettent leur espérance en lui, tant à cause du caractère bienfaisant qu'il s'étoit acquis, que de sa conduite dans un Gouvernement antérieur. Ils font paroître le plus grand attachement pour la Grande-Bretagne, le plus profond chagrin à cause des disputes malheureuses qui subsistent entre elle & ses enfans, & témoignent le désir le plus ardent d'en venir à une heureuse réconciliation. Ils assurent que, pour parvenir à cette fin, ils sont prêts à faire les plus grands sacrifices, autant que cela sera conforme à la dignité de sujets de la Grande-Bretagne (*).

(*) Les Ministres d'Angleterre & leurs partisans ont dit que, dès le commencement de ces disputes, les Colons avoient formé le projet de devenir indépendans ; mais tout nous démontre le contraire. S'ils avoient agi avec plus de politique, & ne s'étoient point laissés guider par la violence & l'esprit de parti ; s'ils avoient prêté l'oreille aux personnes bien instruites des véritables sentimens des Américains, il est probable que l'Amériqne seroit encore unie avec la Grande-Bretagne : mais il est visible que le plan du Ministère étoit d'assujettir les Colonies au Gouvernement Britannique, comme je l'ai déjà remarqué au commencement de cet ouvrage, au risque même de les perdre. Il y avoit, certainement, parmi les Colons quelques esprits entreprenans, qui auroient été charmés de voir l'Amérique indépendante ; mais leur nombre étoit

Le Gouverneur espéroit que les Négotians se feroient transportés à Salem pour y continuer leur commerce, & auroient, par ce moyen, engagé la Capitale à une plus prompte soumission; mais il fut trompé dans son attente. Les Négotians avoient, sans doute, leurs raisons pour ne pas en venir à une guerre ouverte avec le Gouvernement; mais il est évident qu'ils ne se conformoient pas de bon cœur aux nouveaux réglemens. 1774.

Le Chevalier Gage pensoit, peut-être, que les partisans du nouveau Gouvernement étoient plus considérables qu'ils ne l'étoient effectivement, & c'est ce qui l'engageoit à poursuivre les mesures du Ministère avec tant d'ardeur. Il ne tarda, cependant, pas à être convaincu du contraire: car ceux-ci, dans une Assemblée des bourgeois de Boston, ayant essayé de faire quelques propositions pour le paiement du thé qui avoit été détruit, & pour abolir le Comité de correspondance, se trouvèrent éclipsés par une

---

petit en comparaison de ceux qui n'avoient jamais pensé à établir une République, ou qui même ne désiroient pas de nouvelle forme de Gouvernement. On peut voir que la déclaration d'indépendance ne fut que le résultat de l'opiniâtreté des Ministres.

1774. grande majorité, & n'eurent d'autre ressource que de protester contre les procédés du corps de ville.

Le Ministère persistoit toujours dans les mêmes résolutions, & vouloit contraindre les Américains à se soumettre à l'autorité du Parlement Britannique ; mesure qui auroit certainement augmenté le pouvoir de la Couronne, mais qu'il lui étoit alors impossible de mettre en exécution, tous les Colons étant réunis pour s'y opposer. On préparoit, pendant ce tems-là, en Angleterre, une nouvelle forme de Gouvernement pour la province de Massachusset, & il étoit question de passer un acte pour autoriser le Roi à maintenir une armée en Amérique.

Aussi-tôt que cette nouvelle parvint à Boston, elle fut sur-le-champ répandue par tout le Continent, & remplit les habitans d'indignation. Ceux qui étoient modérés, ou qui paroissoient chancelans, devinrent alors zélés : la résolution de fermer entièrement leurs ports, & de rompre tout commerce avec la Grande-Bretagne, fut regardée comme nécessaire, & fut universellement adoptée. On ne voyoit qu'Assemblées dans toutes les Colonies, on n'entendoit parler

que de résolutions violentes. Il se fit à-peu-près dans le même tems une souscription pour le soulagement des Bostoniens, & chaque province y contribua libéralement. Ces derniers reçurent aussi des lettres non-seulement de toutes les provinces, mais même d'un grand nombre de villes & de villages, remplies de sentimens de tendresse & de sympathie. Ils étoient comblés de louanges à cause de leur conduite passée, & on les exhortoit, par les sollicitations les plus pressantes, à persévérer dans cette vertu, qui étoit la cause de leurs maux. 1774.

On pouvoit alors diviser le peuple de l'Amérique en trois grandes classes par rapport aux opinions politiques.

La première, étoit pour en venir aux extrémités, & cesser sur-le-champ tout commerce avec la Grande-Bretagne, sans essayer auparavant des mesures plus modérées, & même sans avoir le sentiment général des Colonies sur une affaire de cette importance : elle désiroit, il est vrai, un Congrès Général ; mais elle ne vouloit lui laisser autre chose à faire que de continuer les violences qu'elle auroit commencées.

1774. La seconde, quoique moins nombreuse, n'étoit pas moins respectable : elle étoit, à la vérité, plus modérée ; mais elle n'en étoit pas moins ferme. Ceux qui la composoient vouloient, avant que d'adopter des mesures violentes, essayer des moyens plus doux. Ils souhaitoient qu'on s'adressât encore une fois à la Grande-Bretagne, & qu'on exposât clairement au Roi les maux dont ils se plaignoient, & les droits auxquels ils prétendoient. Cela, disoient-ils, ne peut se faire que par le moyen d'un Congrès Général ; car autrement on objectera que c'est l'action de quelques personnes mal-intentionnées, ou de quelque Colonie particulière.

La troisième étoit composée des amis du Ministre, ou de ceux qui ne désapprouvoient pas absolument ses mesures ; mais leur nombre étoit si peu considérable qu'on avoit peine à les distinguer dans la foule.

Les plus violens, qui n'eurent pas la patience d'attendre l'assemblée d'un Congrès, prirent d'autres résolutions. Le Comité de correspondance à Boston fit une convention, qu'il nomma ligue & alliance solemnelle, par laquelle tous

les souscripteurs s'engageoient, devant Dieu & devant les hommes, de rompre tout commerce avec la Grande Bretagne depuis le dernier jour du mois d'Août suivant, jusqu'à ce que l'acte pour la condamnation du port de Boston & les nouvelles lois fussent révoquées, & jusqu'à ce que la province de Massachusset fût rétablie dans ses droits. Ils firent aussi serment de n'acheter aucune marchandise quelconque, qui arriveroit après le tems marqué, & de rompre tout commerce avec ceux qui introduiroient le moindre article. Ils renoncent ensuite à toute correspondance avec ceux qui refuseront de signer cette convention, ou de s'engager par des obligations semblables, & les menacent d'exposer leurs noms au public. 1774.

Cette convention, accompagnée d'une lettre du Comité de Boston, fut circulée avec la promptitude ordinaire; & le peuple, non-seulement de la Nouvelle Angleterre, mais même des autres provinces, entra dans cette nouvelle ligue avec la plus grande ardeur. Il paroît, cependant, qu'en plusieurs endroits, il s'étoit fait un accord à-peu-près semblable, sans qu'il y eut de combinaison formée; tant le même esprit régnoit par toute l'Amérique.

1774. Le Général Gage fut fort alarmée de ces procédés. C'eſt pourquoi le 29 de Juin il fit publier un édit par lequel il eſt déclaré, que la convention eſt une combinaiſon illicite & traîtreſſe, contraire à la fidélité due au Souverain, tendant à détruire la paix, le bon ordre & la ſureté de la communauté, & à anéantir l'autorité légitime du Parlement Britannique. Tout le monde fut averti de prendre garde d'encourir les peines attachées à des crimes auſſi énormes. Les magiſtrats reçurent ordre de ſaiſir toute perſonne qui auroit part à la publication de cette convention, ou qui y ſouſcriroit, ainſi que ceux qui donneroient le moindre ſecours, aſſiſtance, ou ſoutien à de pareilles conventions.

Cet édit n'eut d'autre effet que d'exercer les plumes & le jugement de ceux qui avoient la connoiſſance des lois. Ils s'efforcèrent de prouver que cette aſſociation n'étoit point du tout ſujette aux lois portées contre la trahiſon, & que par conſéquent les accuſations du Gouverneur étoient erronées, injuſtes & injurieuſes. Ils dirent qu'il s'étoit arrogé un pouvoir que la conſtitution n'accorde pas même au Souverain, qui étoit de rendre trahiſon ce que les lois de l'empire ne regardoient pas comme tel. Ils ajoutèrent

ajoutèrent que le peuple a droit de s'assembler 1774.
pour considérer les maux communs, & de former ensuite des associations pour régler sa conduite, afin d'obtenir la guérison de ces maux. Ils conclurent, enfin, par déclarer que l'édit étoit arbitraire, odieux & illicite.

En même tems toutes les Colonies prenoient des mesures pour tenir un Congrès Général, & la ville de Philadelphie, tant à cause de sa situation que de sa sûreté, fut choisie comme la place la plus propre pour cette Assemblée, qui devoit s'y rendre au commencement de Septembre.

Où les Représentans du peuple étoient assemblés, on nomma des Députés pour représenter la Province au Congrès Général; mais comme cela n'arrivoit qu'en très-peu d'endroits, voici la méthode qu'adoptèrent les Colons.

Ils élurent le nombre ordinaire de Représentans, & ceux-ci choisirent ensuite des Députés parmi eux, dont le nombre étoit proportionné à l'étendue & à l'importance de la province. Chaque Colonie avoit droit d'envoyer depuis deux jusqu'à sept Députés; elles n'avoient, cependant, qu'une voix chacune.

1774. A ces Aſſemblées provinciales on paſſa un grand nombre de réſolutions, dont la première étoit toujours de déclarer que la condamnation du port de Boſton étoit injuſte, contraire aux lois de l'Empire, & dangereuſe à la liberté de l'Amérique.

A Philadelphie le Gouverneur reçut une requête, ſignée de neuf cens propriétaires, par laquelle on le prioit de convoquer au plus vîte une Aſſemblée Générale. Cette demande ayant été refuſée, la province (le 15 Juillet) élut des Députés qui ſe rendirent peu après à Philadelphie. Leurs réſolutions furent plus modérées que celles des autres provinces; mais ils parurent également déterminés à défendre leurs droits.

Comme les Colonies étoient accuſées de tenter à l'indépendance, les Repréſentans commencèrent par les plus grandes proteſtations de fidélité au Souverain, diſant qu'ils n'ont pas la moindre idée de ſe rendre indépendans de la Grande-Bretagne, & qu'ils regardent avec la plus grande anxiété les diſputes qui ſubſiſtent entre cette dernière & ſes Colonies. Après avoir témoigné le déſir le plus ardent de rétablir l'union entre elles, ils déclarent que les Colons

ont droit aux mêmes privilèges & à la même 1774.
liberté dans les Colonies que les Anglais dans la Grande-Bretagne ; qu'ils regardent les Bostoniens comme souffrant pour la cause commune, & qu'il est absolument nécessaire de tenir un Congrès Général pour prescrire aux Colonies la manière dont il faut qu'elles se conduisent, afin d'obtenir le soulagement de leurs confrères, de faire voir leurs droits, & de rétablir l'union entre elles & les Isles Britanniques. Ils avouent qu'une suspension de commerce sera infailliblement préjudiciable à un grand nombre d'individus ; mais ils assurent qu'ils sont prêts à faire des sacrifices beaucoup plus considérables pour la conservation de leur liberté. Ils disent qu'en considération de leurs amis en Angleterre, avant que de rompre avec eux, il sera à propos de présenter une requête au Roi, d'exposer leurs maux, & d'en demander justice. Ils recommandent ensuite à tous les Négotians de ne point augmenter le prix de leurs marchandises à cause des résolutions qui pourront être prises, & promettent de rompre tout commerce avec la Colonie, ville, village, ou qui que ce soit de ses habitans qui refusera d'exécuter les ordres du Congrès à venir.

1774. Les Députés de la Virginie s'assemblèrent le 1 d'Août à *Williamsbourg*, où ils tinrent leurs conférences pendant six jours. Leurs résolutions furent à-peu-près les mêmes que celles de Philadelphie; mais ils ne s'en tinrent pas là, & montrèrent beaucoup plus de violence. Ils résolurent de ne plus acheter d'esclaves d'Afrique, ni des Indes Occidentales, & de commencer à mettre cette résolution en exécution au 1 Novembre suivant. Ils résolurent, au cas que les maux dont l'Amérique se plaignoit subsistassent encore le 10 d'Août 1775, de ne plus envoyer de tabac, ni aucune autre marchandise en Angleterre; &, pour rendre cette résolution plus efficace, ils recommandent aux laboureurs de cultiver au lieu de tabac toute autre plante & graine dont ils pourront, par la suite, avoir besoin, & sur-tout d'améliorer la race de leurs moutons, de les faire multiplier, & d'en tuer aussi peu qu'il seroit possible. Ils font après cela les mêmes menaces, que l'Assemblée de Philadelphie, à ceux qui se départiront de ces résolutions.

Les habitans de Maryland, l'autre grande Colonie au tabac, ne le cédèrent en rien aux Virginiens; & les deux Carolines, dont l'exis-

tence sembloit entièrement dépendre du transport de leurs denrées, ne furent pas les moins violentes. 1774.

Ainsi l'acte pour la condamnation du port de Boston, & ceux qui l'accompagnoient, avoient excédé tous les présages de l'opposition. Ils avoient allumé tout le Continent de l'Amérique depuis un bout jusqu'à l'autre, & réuni toutes les Colonies dans la même cause. On tenoit par-tout le même langage; ou, si le langage étoit différent, on prenoit les mêmes mesures. Tout le monde étoit du même avis par rapport à la propriété d'avoir un Congrès Général, de ne pas se soumettre aux taxes imposées par le Parlement Britannique, & de suspendre tout commerce avec l'Angleterre jusqu'à ce que l'Amérique en général, & la province de Massachusset en particulier, fussent entièrement délivrées des maux dont elles étoient accablées.

A *Newport* dans *Rhode-Island* la flamme étoit plus violente que dans plusieurs autres provinces. Il parut un papier séditieux dont le titre étoit: *Joins, ou meurs.* Dans ce papier, l'état de Boston étoit représenté comme un siège & comme une invasion des Colonies.

1774. Les Généraux du Deſpotiſme, dit-il, forment à préſent les lignes de circonvallation autour des boulevards de notre liberté, & il n'y a que l'union, la fermeté & la perſévérance qui puiſſent nous préſerver, nous & notre poſtérité, de l'eſclavage cent fois pire que la mort.

Ce qui rendoit cette Aſſociation des Colonies d'autant plus dangereuſe, c'eſt que ce n'étoit point une faction d'une Nobleſſe turbulente & opprimée, qu'il eſt facile d'appaiſer en gagnant quelques-uns des Chefs. Ce n'étoit point non plus une combinaiſon de marchands, ou de négotians qui, plus attentifs à leur intérêt particulier qu'à celui du public, auroient pu être corrompus, ou déſunis par la diſtribution de quelques commiſſions, ou de quelques contrats : au contraire la plus grande oppoſition aux meſures du Gouvernement étoit alors de la part des propriétaires.

Dans l'Amérique Anglaiſe, les terres ſont diviſées en petites portions, & procurent à ceux qui les poſsèdent cette médiocrité de condition ſuffiſante pour produire des hommes forts & des eſprits vigoureux ; mais rarement ces ſuperfluités, ſi fatales aux nations les plus policées.

Les propriétaires Américains ſont à-peu-près ce que ſont aujourd'hui nos petits Fermiers Français, avec cette différence, que les terres qu'ils cultivent leur appartiennent, & qu'ils jouiſſent du droit ineſtimable de ſe taxer eux-mêmes par le moyen de leurs Repréſentans. Ce n'eſt donc pas ſans raiſon qu'ils ſont ſi grands amateurs de la liberté. Ce corps étoit trop nombreux pour être corrompu, & trop hardi pour être mépriſé ſans danger. 1774.

Il eſt vrai que le Gouverneur reçut des adreſſes de quelques perſonnes qui ſe diſoient attachées au Gouvernement, & déſapprouvoient la conduite de leurs confrères; mais ces perſonnes ne compoſoient pas la centième partie de la Nation, & leurs adreſſes ne ſervoient qu'à induire le Miniſtère en erreur, en lui feſant croire qu'il avoit beaucoup de partiſans.

Cependant la ville de Boſton étoit dans un état déplorable. Quelques grandes que fuſſent les contributions des Colonies pour la ſoulager, il eſt viſible que, dans une ville qui contenoit plus de vingt mille habitans qui n'avoient d'autres moyens de ſubſiſter que le commerce, le tariſſement de cette grande ſource devoit cauſer bien de la misère. Les riches même n'en

1774. étoient pas exempts ; car leurs richeſſes conſiſtant en quais, magaſins, hangards, & autres machines, deſtinées au commerçe dans un grand port, elles n'étoient pour lors d'aucune valeur. Ils ſouffroient néanmoins les maux dont ils étoient accablés avec une conſtance admirable. Il eſt vrai que la pitié des autres Colons, & la tendreſſe avec laquelle ils en étoient traités, ne contribuoient pas peu à les fortifier dans leur réſolution.

Les habitans de la ville de *Marblehead*, leurs voiſins, qui étoient du nombre de ceux qui devoient le plus profiter de leur ruine, au lieu de ſe prévaloir de leur malheur, firent paroître un exemple de généroſité peu commun. Ils offrirent aux Boſtoniens leurs magaſins & leurs quais, promirent d'aſſiſter au chargement & au déchargement de leurs marchandiſes, & de faire toutes leurs affaires à *Marblehead*, ſans leur cauſer la moindre dépenſe ; mais ils les exhortèrent en même tems à perſévérer dans cette patience, & dans cette réſolution qui les avoit toujours caractériſés.

Peu après l'arrivée du Général Gage dans ſon Gouvernement, deux régimens d'infanterie, & un détachement d'artillerie avec du canon

avoient débarqué, & étoient campés sur la 1774.
Commune de Boston. Ces troupes furent peu à peu renforcées par plusieurs régimens d'Irlande, de la Nouvelle York, d'Halifax & de Quebec. Il est aisé de concevoir que l'arrivée & la position de ces troupes n'étoient pas fort agréables aux Colons. Le mécontentement augmenta bien plus, quand ils virent une garde placée sur l'isthme qui joint la presque-île au Continent. La cause, ou le prétexte de cette garde, étoit pour empêcher la désertion des soldats.

Ce procédé ne servit qu'à faire voir aux Bostoniens le secours qu'ils pouvoient attendre au cas de besoin; car le bruit s'étant répandu par hasard, ou peut-être avec dessein, qu'un régiment posté sur l'isthme de Boston avoit coupé toute communication entre la ville & la campagne, afin de forcer les bourgeois, par famine, à se soumettre aux mesures qui leur seroient proposées, un nombre considérable des habitans du Comté de *Worcester* prit les armes. Ils envoyèrent ensuite deux messagers à Boston pour s'informer de la vérité de cette intelligence. Ceux-ci avoient ordre d'apprendre aux citoyens que, si le bruit qui couroit étoit véritable, il y avoit plusieurs mille hommes armés

1774. prêts à voler à leur ſecours, & de les avertir que, quand bien même ils feroient diſpoſés à réſigner leur liberté, le reſte de la province ne ſe croiroit nullement lié par cette réſignation. Ils ajoutèrent que, par les derniers actes du Parlement, leur chartre étoit entièrement annulée, que la liaiſon qui ſubſiſtoit entre la Grande-Bretagne & les Colonies étoit tout-à-fait rompue, & que conſéquemment ces dernières étoient en liberté de combiner enſemble ſur les moyens les plus propres à leur ſûreté commune.

De toutes les bévues du Miniſtère Anglais il n'y en a point qui ſoit plus groſſière, ni qui marque plus l'eſprit de parti que celle dont il fut coupable dans un tems auſſi critique. Il ſemble que ſon deſſein étoit de pouſſer les Colons à bout, & de les forcer à adopter des meſures violentes.

On avoit toujours reproché au peuple de la province de Maſſachuſet de s'attacher plus aux formes extérieures qu'à l'eſprit de la Religion, & leurs ennemis les honoroient de l'épithète d'hypocrites. Quand bien même ce reproche auroit été bien fondé, le Gouvernement civile n'a rien à faire avec les conſciences; il doit ſe con-

tenter des apparences. Le Miniſtère Anglais, dans un tems où les Colonies étoient ſur le point de ſe révolter, par une politique inouie, fit publier un édit pour l'encouragement de la piété & de la vertu, & la punition du vice, de l'impiété & de l'*hypocriſie*. Le peuple prit cet édit pour un libelle, & cette inſulte augmenta conſidérablement ſa rage, qui n'étoit déjà que trop grande. 1774.

Le Général Gage reçut avec les nouvelles lois, qui arrivèrent au commencement d'Août, une liſte de trente Conſeillers qui, ſuivant les nouveaux réglemens, étoient nommés par le Roi, d'une manière contraire à la chartre de la province, qui porte qu'ils doivent être choiſis par les Repréſentans du peuple dans chaque Aſſemblée. Vingt-quatre de ces Conſeillers acceptèrent leurs places. Ce nombre étoit ſuffiſant pour faire les affaires du Gouvernement jusqu'à ce que la place des autres fût remplie par une nouvelle nomination de la Cour de Londres; mais leur autorité ne fut pas de longue durée. La patience du peuple étoit pour lors épuiſée. Il devint tous les jours plus audacieux, & tout avoit l'apparence de guerre.

1774. Dans les Comtés de *Berkshire* & de *Worcester* en particulier on n'entendoit parler que d'acheter des armes, de se procurer des munitions, de jetter des balles, & de toutes ces autres préparations qui démontrent une résistance déterminée. Tous ceux qui acceptèrent des places sous la nouvelle forme de Gouvernement, ou qui se préparèrent à s'acquitter des fonctions de leur charge, furent déclarés traîtres à la patrie, & menacés des conséquences que méritoit un nom aussi infame.

Les habitans de Connecticut, Colonie qui tient à celle de Massachuset, considérant le sort de leurs voisins comme le prélude de ce qui devoit leur arriver, montrèrent encore plus de violence qu'eux.

Les nouveaux Juges furent par-tout rendus incapables de s'acquitter de leurs fonctions. Les grands & les petits *Juries* refusèrent unanimement de prêter serment, & de transiger aucune affaire.

Pour rendre ce que je viens de dire plus intelligible, il faut observer que la justice n'est pas administrée, suivant la Constitution de la Grande-Bretagne, de même qu'en France.

Chez nous ce ſont les Juges qui, dans les affaires criminelles, condamnent, ou abſolvent après avoir écouté les raiſons pour & contre. Chez les Anglais au contraire, le pouvoir des Juges eſt très-limité, & c'eſt à tort qu'ils prennent ce nom, puiſqu'ils n'ont pas le droit de juger. Toute la fonction des Juges dans les affaires eſt d'interroger les témoins & de donner leur opinion de la cauſe à ce qu'ils appellent un *Jury*. 1774.

Les petits *Juries* ſont compoſés de douze perſonnes à-peu-près de même condition que celle que l'on examine, & ſont préſens à toutes les dépoſitions des témoins : après l'examen, les perſonnes ainſi jurées ſe conſultent enſemble, & prononcent l'accuſé coupable ou innocent. Ce dernier, avant qu'on inſtruiſe ſon procès, a droit de refuſer le premier petit *Jury* ſans donner aucune raiſon de ſon refus ; & enſuite, pourvu qu'il donne des raiſons probables, il peut refuſer chaque individu dont un autre *Jury* eſt compoſé. Les perſonnes ainſi jurées doivent être toutes d'accord pour la condamnation ou l'abſolution de l'accuſé ; & ſi l'une d'entre elles eſt d'un avis différent, l'affaire demeure en ſuſpens juſqu'à ce que toutes les opinions ſoient réunies. Cette ſuſpenſion ne peut cependant pas durer long-tems, car les

1774. Jurés ne ſortent pas de la Cour que l'affaire ne ſoit décidée, & dans cet intervalle ils ne peuvent ni boire ni manger. Si l'accuſé eſt étranger, la moitié des Jurés eſt composée d'étrangers, ſi on peut les trouver, & l'autre moitié d'Anglais. Les grands *Juries* ſont ordinairement composés de trente perſonnes; mais ce nombre n'eſt pas abſolument néceſſaire: il ſuffit qu'il y en ait plus de douze. Ce ſont eux qui écoutent les plaintes, & décident de la propriété ou de l'impropriété d'inſtruire le procès de l'accuſé. Pourvu qu'il s'en trouve douze en faveur du plaintif, on inſtruit le procès de l'accuſé.

Quelque équitable que paroiſſe cette manière d'adminiſtrer la juſtice, elle a néanmoins ſes inconvéniens. L'ignorance des Jurés a ſouvent fait périr l'innocent, & abſous le coupable; mais il vaut mieux avoir à combattre l'ignorance que l'injuſtice de ſes juges. Les affaires civiles ſe traitent à-peu-près de la même manière.

Revenons à préſent aux affaires de l'Amérique. Tout le monde refuſant d'être *Jury*, il étoit impoſſible aux Juges de faire aucune affaire: les Clercs de la Cour avoient cependant ſommé pluſieurs perſonnes de paroître, & de faire ſerment; mais cette action fut regardée

comme un crime si énorme, qu'ils furent obligés de faire un aveu public de leur repentir dans les papiers de nouvelles, & non-seulement de déclarer qu'ils n'agiroient jamais de cette manière, mais même de dire qu'ils n'avoient pas bien considéré ce qu'ils avoient fait, & que si leurs compatriotes avoient assez de bonté pour leur pardonner la faute qu'ils avoient commise, ils ne se la pardonneroient jamais eux-mêmes. 1774.

A Barrington, & dans quelques autres places, la populace s'assembla en si grand nombre, & remplit tellement les Cours de Justice & leurs avenues, que ni les Juges ni leurs officiers ne purent entrer ; & quand le *Cherif* (*) leur commanda de faire place à la Cour, ils firent réponse qu'ils ne connoissoient point de cour ni d'établissement indépendant des anciennes coutumes de leur pays, & qu'ils ne se soumettroient à aucun autre à quelque prix que ce fût.

Les nouveaux Conseillers furent encore plus malheureux : leurs maisons ayant été investies par la foule, ils se trouvèrent réduits à renoncer de bon gré à leurs charges, ou à souffrir

(*) *Cherif* est à-peu-près ce qu'est en France *Grand-Prévôt.*

1774. toute la fureur d'une populace irritée. La plupart se soumirent à la première condition ; quelques-uns furent assez heureux pour se trouver alors à Boston, & d'autres s'y réfugièrent, quoique avec le plus grand danger, après avoir échappé aux poursuites de la populace qui, se trouvant frustrée de sa vengeance, menaça de détruire leurs maisons & tout ce qui leur appartenoit.

L'ancienne forme de gouvernement étant abolie par un acte de Parlement, & la nouvelle rejettée par le peuple, il n'y en avoit plus pour lors dans la province, & les habitans se trouvoient réduits à cet état d'anarchie dans lequel on suppose qu'étoient les hommes dans les tems les plus reculés.

L'ordre cependant qui se conserva parmi le peuple est réellement digne d'admiration, & sera toujours une preuve des plus convaincantes de l'efficacité d'une longue habitude, & d'une soumission constante aux lois. Excepté l'opposition au nouveau gouvernement, & les excès qui en résultèrent en attaquant & insultant ceux qui en étoient les partisans, il n'y eut pas d'autre marque sensible de la cessation des lois.

M. Gage

M. Gage voyant cet esprit de rebellion, crut qu'il étoit nécessaire, tant pour la sureté des troupes, que pour maintenir le poste important de Boston, de fortifier l'isthme qui est la seule communication par terre entre la ville & le continent. Cette mesure ne manqua pas d'augmenter la jalousie, les soupçons, & la mauvaise humeur qui n'étoit déjà que trop dominante; mais celle qui la suivit excita encore une plus grande alarme. 1774.

La saison étoit alors arrivée où l'on avoit coutume de faire la revue de la milice. Le Gouverneur ayant tout à appréhender de leur conduite quand ils feroient une fois assemblés, s'empara de toutes les munitions, armes, & bagages, qui étoient dans l'arsenal de Cambridge, & les fit transporter à Boston.

Il fit en même tems saisir toute la poudre qu'il y avoit dans les magasins de *Charles-Town*, & de plusieurs autres places, appartenant en partie à la province, & en partie à des particuliers.

Cette conduite du Général excita le plus grand mécontentement qu'on eût encore vu.

1774. Chacun jetta les hauts cris. Plusieurs mille hommes s'assemblèrent en armes, & ce n'est qu'avec la plus grande difficulté que quelques personnes respectables, en qui ils mettoient leur confiance, les empêchèrent de marcher sur-le-champ vers Boston, pour y redemander la poudre & les armes, & d'attaquer les troupes au cas de refus.

Toutes ces mesures du Général Gage, qui étoient aussi inutiles qu'elles étoient imprudentes, prouvent le peu de capacité des Ministres, ou de ceux qu'ils employoient ; car si les premiers lui avoient donné des ordres d'agir ainsi, ils auroient dû lui donner une force suffisante, afin de pouvoir mettre son autorité à l'abri de toute insulte : si, au contraire, ils avoient laissé au Général la liberté d'agir suivant les circonstances, il fit voir en cette occasion qu'il n'étoit pas grand politique. Au lieu d'exciter la jalousie des Américains, en se saisissant d'une partie de leurs armes & de leurs munitions, il auroit, au contraire, dû leur témoigner la plus grande confiance, & ne point même leur avoir donné lieu de soupçonner qu'il les crût capables de déloyauté, puisque la foiblesse de sa garnison ne le mettoit point en état d'agir avec vigueur.

Quelque tems après, le bruit s'étant répandu 1774.
en Connecticut que Boston étoit attaqué par terre & par mer, & que l'on fesoit un feu continuel sur la ville, plusieurs mille hommes de cette province, aussi zélés que les habitans de Worcester, s'avancèrent à la hâte pour porter du secours à leur confrères, & ne furent convaincus de leur erreur qu'après avoir fait une longue marche.

A-peu-près dans le même tems une compagnie de jeunes volontaires de Boston, qu'on appelloit les Cadets du Gouverneur, & qui lui servoient de garde du corps, quittèrent le service, & rendirent au Général l'étendard qu'il leur avoit donné à son arrivée.

La cause de ce dégoût pour le nouveau Gouvernement de la part des Cadets, & de l'affront qu'ils fesoient au Gouverneur, venoit de ce que ce dernier avoit privé M. Hancock, leur Colonel, dont nous aurons occasion de parler plus au long dans la suite, de sa commission. Un Colonel de milice, nommé Murray, ayant accepté une place dans le nouveau Conseil, vingt-quatre Officiers de son régiment résignèrent leurs commissions en un seul jour, tant étoit

1774. grande la haine que l'on portoit aux nouvelles lois.

La saisie de la poudre, & les fortifications que l'on élevoit sur l'isthme de Boston, produisirent une assemblée des Députés de toutes les villes du Comté de Suffolk dont cette ville est la capitale. On y prit, comme à l'ordinaire, un grand nombre de résolutions contre l'autorité du Gouvernement ; mais elles furent beaucoup plus violentes que celles qui les avoient précédées. Ceux qui la composoient, après avoir déclaré leur fidélité au Souverain, disent, qu'il est de leur devoir de défendre, par tous les moyens possibles, leurs Religions & leur liberté, que les derniers actes sont des infractions notoires de ces droits, & que conséquemment la province ne leur doit aucune obéissance ; mais qu'au contraire ils doivent être rejettés comme les attentats criminels d'un Ministère assassin pour établir un Gouvernement despotique. Ils s'engagent à donner assistance aux Cherifs, Jurés, & autres personnes que l'on molestera pour refuser d'agir sous les nouveaux Juges.

Enfin, après avoir déclaré, ceux qui avoient accepté des places sous le nouveau Gouverne-

ment, violateurs des droits de la patrie, ils réfolurent de les regarder comme leurs plus cruels ennemis, à moins qu'ils ne s'en défiſſent dans un certain tems limité. Ils prirent, outre cela, plufieurs autres réfolutions ; &, entre autres, ils recommandèrent au peuple de fe foumettre avec refpect aux mefures qui feront adoptées par le Congrès Général, de fe perfectionner dans l'art de la guerre, & pour cet effet de faire mettre la milice fous les armes toutes les femaines. 1774.

Comme il couroit un bruit que plufieurs de ceux qui s'étoient montrés les plus violens dans le parti de l'oppofition devoient être arrêtés, & mis en prifon, ils recommandèrent au peuple, au cas que cela arrivât, de faifir les Officiers d'un Gouvernement fi tyrannique, & de les mettre en lieu de fûreté jufqu'à ce que les champions de la patrie fuſſent rendus à leurs parens & à leurs amis. Ils fe récrièrent auſſi contre les fortifications fur l'ifthme de Bofton & l'acte de Quebec.

Ce dernier acte paroiſſoit, néanmoins, fondé fur la juftice ; mais il y a long-tems que cette vertu bannie de la plupart des Cours a fait place à la politique. Celle-ci s'enveloppe quelquefois avec tant d'art fous le manteau de la

1774. juſtice, qu'il eſt même difficile aux gens les plus éclairés de ne pas les confondre.

Le Canada, cédé à l'Angleterre par le dernier traité de paix, devoit, ſuivant ce traité, avoir pleine liberté d'exercer ſa Religion, & de conſerver ſes lois & ſes coutumes. Cet article avoit, néanmoins, été fort négligé, & les lois Anglaiſes s'étoient inſenſiblement introduites dans ce pays. Cette politique étoit excellente. Par ce moyen les Rotutiers devenant plus indépendans d'une Nobleſſe preſque toujours altière, étoient plus ſatisfaits de leur nouveau Gouvernement que de celui de France. Cela créoit une diviſion entre la nobleſſe & la roture, & mettoit les Nobles hors d'état de rien entreprendre contre le Gouvernement Britannique au cas d'une nouvelle guerre. L'eſprit de rebellion qui regnoit depuis pluſieurs années dans les Colonies Anglaiſes fit changer de ſyſtême. Le Miniſtère s'apperçut que, ſi tout le Canada ſe joignoit avec elles, il feroit impoſſible de leur réſiſter; c'eſt pourquoi il rétablit les lois & les coutumes Françaiſes, s'imaginant que des nations, dont les mœurs ſont ſi différentes, ne penſeroient jamais à ſe réunir. Il croyoit d'ailleurs que les habitans des Colonies compoſés de pluſieurs ſectes de Proteſtans, qui

ont en horreur la Religion Catholique Romaine, 1774.
refuseroient de s'allier avec les Canadiens, & que ces derniers, par la même raison, ne feroient aucune alliance avec des Protestans. Semblables aux Rois de Perse, qui semoient toujours la division entre les Grecs, afin de les empêcher de tourner leurs armes réunies contre eux, les Ministres Anglais s'imaginoient par cette manœuvre être toujours maîtres de leurs vastes acquisitions dans le Nouveau Monde, & lâcher les pays conquis contre leurs établissemens, ou leurs établissemens contre les pays conquis, lorsque les uns ou les autres feroient paroître un esprit de sédition.

L'acte qui rendoit aux Canadiens leurs anciennes lois, fut reçu, il est vrai, avec beaucoup de joie de la part de la Noblesse, qu'il rétablissoit dans sa première autorité ; mais le peuple en général en fut très-mécontent, comme on pourra le voir dans la suite. Cependant l'esprit de subordination qui régne avec plus de force dans les pays où l'on professe la Religion Catholique Romaine, les empêcha d'en venir à une guerre ouverte avec le Gouvernement. Ils ne témoignèrent leur mécontentement qu'en refusant de combattre contre les Colons Anglais,

1774. & en leur permettant de marcher librement dans leur pays.

J'ai cru devoir faire cette digreſſion pour informer le Lecteur de ce qu'étoit l'acte de Quebec, dont les Colonies ſe plaignent dans toutes leurs Aſſemblées avec tant d'amertume, parce qu'elles voyoient quel en étoit le but.

Après toutes ces réſolutions les habitans du Comté de Suffolk firent une recommandation, qui eut pour lors toute la force de loi, aux Collecteurs des taxes & aux autres Receveurs de l'argent public de ne pas le délivrer ſuivant la coutume au Tréſorier, mais de le retenir entre leurs mains juſqu'à ce que le Gouvernement civile de la province fût rétabli ſelon ſon ancienne forme, ou juſqu'à ce que le Congrès Provincial en ordonnât autrement : car, outre le Congrès Général, qu'on appelloit auſſi le Congrès du Continent, & qui devoit s'aſſembler au commencement du mois de Septembre, chaque province avoit un Congrès qu'on appelloit provincial, & qui n'étoit autre choſe que l'Aſſemblée ordinaire ſous un autre nom.

Après cette recommandation, ils déclarèrent que, malgré les inſultes répétées de la Grande-

Bretagne auxquelles ils font fort fenfibles, ils n'agiront, cependant, que fur la défenfive, tant que cette conduite fera conforme à la raifon, & à leur propre fûreté. Ils concluent enfin par exhorter le peuple à ne pas s'abandonner à leur reffentiment, à éviter le tumulte & le défordre, & par une réfiftance ferme & courageufe, & une conftance inébranlable, à convaincre leurs ennemis, que dans une conteftation fi importante, dans une caufe fi folemnelle, leur conduite fera telle qu'elle méritera l'approbation des fages & l'admiration des hommes braves & libres de tous les fiécles & de tous les pays. 1774.

Le 9 Septembre des Commiffaires de l'Affemblée préfentèrent au Gouverneur une remontrance au fujet des fortifications qu'il fefoit conftruire fur l'ifthme de Bofton. Ils commencent par déclarer que, quoiqu'ils fe trouvent léfés par les derniers actes du Parlement, & qu'ils foient réfolus, avec l'affiftance du Ciel, de ne jamais s'y foumettre, ils n'ont aucune intention de commencer la guerre avec les troupes de Sa Majefté. Ils attribuent le mécontentement du peuple aux fortifications de l'ifthme, à la faifie de la poudre, au canon pointé contre eux, & aux infultes que les foldats fefoient aux paffagers,

1774. à quoi, disent-ils, ils étoient encouragés par les Officiers. Ils finissent cette remontrance en assurant que rien n'est capable de procurer la paix & la tranquillité à la province que la cessation de tous ces maux.

Le Gouverneur fit réponse qu'il n'avoit nullement dessein d'empêcher aucune personne d'entrer dans Boston & d'en sortir quand bon lui sembleroit ; qu'il ne souffroit pas que les troupes qui étoient sous son commandement insultassent les sujets de Sa Majesté ; mais qu'il étoit de son devoir de prévenir la surprise. Il les assura qu'on ne feroit aucun usage du canon à moins que leurs hostilités ne rendissent cette mesure nécessaire.

Avant que les affaires fussent dans un état si critique, M. Gage, par l'avis du nouveau Conseil, avoit donné des ordres pour la convocation de l'Assemblée Générale de la province, qui devoit se tenir au commencement d'Octobre ; mais les événemens qui suivirent, le mécontentement qui régnoit par-tout, la résignation d'un si grand nombre de Conseillers qui ne laissoit aux autres que très-peu de pouvoir, le portèrent à contremander ces ordres par une proclama-

tion, & à remettre l'Aſſemblée à un tems plus favorable. Les Colons ſoutinrent que cette proclamation étoit contraire aux lois, & procédèrent à l'élection des Repréſentans, ſans y avoir aucun égard. 1774.

Les nouveaux Membres, ſuivant les ordres donnés, ſe rendirent à Salem, où ayant attendu un jour ſans voir paroître le Gouverneur, ils ſe déclarèrent eux-mêmes Congrès Provincial. M. Hancock, qui étoit ſi contraire au parti du Gouverneur, fut choiſi Préſident, & ils ajournèrent enſuite à la ville de Concorde, qui eſt à environ ſept lieues de Boſton.

Leurs premiers procédés (11 Octobre) furent d'envoyer des Commiſſaires au Gouverneur pour juſtifier leur conduite. Ils repréſentèrent que l'état déplorable de la Colonie avoit rendu l'Aſſemblée des Repréſentans du peuple abſolument néceſſaire pour ſavoir leurs opinions, & pour concerter enſemble ſur les meſures les plus propres à prévenir la ruine qui les menaçoit, & à pourvoir à leur ſalut. Ils diſent que la rigueur de l'acte au ſujet du port du Boſton eſt encore augmentée par la manière dont on l'exécute. Ils ſe plaignent du nombre de troupes qui arri-

1774. voient tous les jours dans la Capitale, des préparations formidables que l'on fesoit ſur l'iſthme de Boſton, ce qui tendoit à mettre en danger la vie, la liberté, & les biens non-ſeulement des Boſtoniens, mais des habitans de toute la province. Enfin ils prient le Gouverneur de ceſſer ſes opérations ſur l'iſthme, & de rétablir ce poſte à ſon état naturel.

Le Général, qui ne vouloit pas reconnoître la légitimité de leur Aſſemblée, ne ſavoit d'abord s'il devoit leur répondre, ou non; cependant la néceſſité des tems prévalut. Il fit paroître la plus grande indignation de ce qu'on pouvoit avoir l'idée que des troupes Anglaiſes vouluſſent attenter à la vie, à la liberté, ou s'emparer des biens de qui que ce ſoit, ſinon de ceux qui étoient ennemis déclarés. La Grande-Bretagne, dit-il, ne ſauroit concevoir le noir deſſein de réduire, de gaieté de cœur, aucun peuple dans l'eſclavage. Malgré la manière avec laquelle les troupes ſont traitées, quoiqu'on leur refuſe tout ce qui eſt néceſſaire à leur conſervation, elles n'ont pas encore témoigné le reſſentiment que l'on devroit juſtement attendre d'une conduite auſſi indigne. Il mit enſuite devant les yeux des Députés du

Congrès que, tandis qu'ils se plaignent d'altération dans leur chartre par les actes du Parlement, ils agissent eux-mêmes d'une manière contraire à cette chartre en s'assemblant malgré le Gouverneur. Il finit en les avertissant de prendre garde aux écueils qui les environnoient, & de se désister de leurs procédés. 1774.

Les affaires étoient alors si embrouillées que tous les partisans du Gouvernement, pour éviter la fureur du peuple, avoient été obligés de prendre refuge dans Boston. Les Chefs de la douane, ainsi que leurs Commis, avoient aussi jugé convenable d'abandonner leurs quartiers à Salem, & de transporter l'appareil d'une douane dans une place à laquelle un acte de Parlement avoit interdit tout commerce. C'est ainsi que d'un côté les nouveaux actes, & de l'autre la résistance du peuple, contribuoit à anéantir toute apparence de Gouvernement, de Législation, & de réglemens pour le commerce.

A l'approche de l'hiver le Général ordonna qu'on bâtît des casernes de bois pour éviter ces dissentions que l'animosité des habitans & des soldats ne manqueroit pas de causer, si ces derniers étoient logés chez les bourgeois; mais

1774. cette meſure fut fortement oppoſée. Les Elus & les Comités ordonnèrent aux ouvriers de quitter cet ouvrage, quoiqu'il ſe fît aux dépens du Roi; & ce n'eſt qu'avec la plus grande difficulté que le Général ſe procura ces logemens.

Il eut encore moins de ſuccès lorſqu'il voulut ſe procurer des couvertures. Aucun marchand de *New-York,* d'où il avoit deſſein de les tirer, ne voulut en fournir. Ils dirent tous qu'ils ne vendroient aucune marchandiſe aux ennemis de leur patrie.

Tout tendoit à augmenter les ſoupçons, la défiance, & les animoſités entre la Grande-Bretagne & ſes Colonies. Les Boſtoniens étoient, ou, du moins, prétendoient être dans des alarmes continuelles. Ils étoient entre les mains des ſoldats, qu'ils haïſſoient, & qui, de leur côté, les déteſtoient. Les ſoldats ſe regardoient comme au milieu des ennemis, & avoient autant à craindre du dedans que du dehors. Chaque parti feſoit les plus belles proteſtations du monde, & paroiſſoit également méfiant. Une nouvelle circonſtance contribua encore plus à augmenter la méfiance des bourgeois. Un détachement de matelots des vaiſſeaux de guerre

qui étoient dans le port débarqua pendant la nuit, & encloua tous les canons dans une des principales batteries de la ville. 1774.

Cependant les Membres du Congrès Provincial continuoient toujours leurs séances. Les résolutions qu'ils prenoient ayant toute l'efficacité de lois par l'obéissance du peuple, ils paroissoient effectivement avoir fondé une espèce de nouveau Gouvernement. Sous le nom de recommandations ils réglèrent la milice & les fonds publics, firent acheter des armes, & assignèrent un jour pour rendre grace au Ciel de l'union qui subsistoit entre les Colonies. Toutes ces mesures engagèrent le Général Gage à publier un édit dans lequel, quoiqu'indirectement, ils sont accusés de trahison & de rebellion. Par cet édit il est défendu aux habitans de la province de se conformer aux requêtes, recommandations, directions, & résolutions de cette Assemblée illicite.

CHAPITRE III.

1774. PENDANT que ces choses se passoient dans la province de Massachuset, le douze autres Colonies comprenant toute l'étendue de pays depuis la Nouvelle Ecosse jusqu'à la Georgie, nommoient des Députés pour le Congrès Général qui se tint à Philadelphie le 5 de Septembre. Tels étoient les effets des mesures que l'on avoit prises de réduire l'Amérique en la divisant. La connoissance des intentions du Ministère fit que douze Colonies, qui se querelloient souvent, touchant leurs limites, & une infinité d'autres raisons, & dont la Religion, les mœurs, & les coutumes étoient si différentes, résolurent de s'assembler à une Diète générale, & commencèrent alors à sentir leur importance par cette réunion.

Plusieurs d'entre elles avoient donné des instructions à leurs Députés avant qu'ils partissent pour le Congrès. Ces instructions contenoient en général les plus grandes protestations de loyauté & de fidélité au Roi, d'affection pour la Grande-Bretagne, & de reconnoissance pour les bienfaits qu'elles en avoient reçus. Les Colons désavouent entièrement toute idée d'indépendance,

dépendance, ou de séparation, reconnoissent les prérogatives de la Couronne, & déclarent qu'ils seront toujours prêts à exposer leur vie & leurs biens pour les maintenir, tant qu'elles seront conformes à la Constitution de l'Empire. 1774.

Les débats du Congrès furent très-secrets, & il n'a encore paru que ce que les Membres ont jugé à propos d'apprendre au Public. Le nombre des Députés se montoit à cinquante & un, qui représentoient les Colonies de *New-Hampshire*, de *Massachuset*, de *Rhode-Island*, & des Plantations de la Providence, de *Connecticut*, de la Nouvelle York, de la Nouvelle *Jersey*, de Pensylvanie, des Pays Bas du *Delaware*, de *Maryland*, de la Virginie, de la Caroline Septentrionale, & de la Méridionale.

Le premier acte public du Congrès fut une déclaration qui parut le 17 de Septembre, par laquelle les Membres de cette Assemblée approuvent la conduite des habitans de Massachuset. Ils expriment, dans les termes les plus pathétiques, combien ils sont sensibles aux souffrances de leurs compatriotes dans cette province. Ils louent la sagesse & la fortitude avec laquelle ils se sont opposés aux mesures du Ministère, approuvent les résolutions proposées par le

1774. Comté de Suffolk, & recommandent au Public de s'y conformer avec ardeur. Cela fut auſſitôt publié & tranſmis à cette province avec une réſolution unanime de la part des Colonies de continuer leurs contributions pour le ſoulagement de leurs confrères à Boſton, tant que cela ſera néceſſaire.

Ils ne ſe contentèrent pas d'approuver l'oppoſition aux derniers actes du Parlement ; mais ils déclarèrent que, ſi on feſoit uſage de la force pour les mettre en exécution, toute l'Amérique devoit donner du ſecours aux Boſtoniens, & que, s'il étoit abſolument néceſſaire de tranſporter ces derniers dans la campagne, tout le monde contribueroit à les dédommager des pertes qu'ils pourroient faire.

Ils recommandent aux habitans de Maſſachuſet de ſuſpendre l'adminiſtration de la juſtice, puiſqu'elle ne pouvoit être adminiſtrée d'une manière légale, juſqu'à ce qu'on ſache l'effet de la requête du Congrès pour la révocation des actes qui annullent leur chartre. Ils diſent que quiconque acceptera une commiſſion du nouveau Gouvernement, ou agira ſous ſon autorité, doit être regardé avec horreur, & conſidéré comme l'inſtrument de ce deſpotiſme qui

ſe prépare à détruire des droits que Dieu, la 1774.
nature, & les traités ont accordés à l'Amérique. Ils conſeillent, néanmoins, au peuple de Maſſachuſet de ſe conduire paiſiblement envers le Général & les troupes poſtées à Boſton, tant que cela s'accordera avec leur ſûreté ; mais de ſe tenir toujours prêts à agir ſur la défenſive. On voit par-là qu'ils approuvoient les dernières réſolutions du Comté de Suffolk touchant la milice & l'armement de la province. Ils concluent par une déclaration, que tranſporter, ou attenter de tranſporter aucune perſonne au-delà des mers ſous prétexte de faire leur procès pour des offenſes commiſes en Amérique, eſt une action contraire aux lois de l'Empire qui juſtifiera toute réſiſtance & repréſailles.

Ces réſolutions étant approuvées, le Congrès écrivit une lettre au Général Gage, dans laquelle, après une répétition de griefs, il déclare la réſolution où étoient les Colonies de s'unir entre elles, pour s'oppoſer aux derniers actes du Parlement, & pour tâcher de conſerver leurs droits ; qu'en conſéquence elles avoient choiſi les Membres du Congrès comme les gardiens de leurs libertés, & de leurs privilèges ; que ces derniers voyoient avec le plus grand

1774. chagrin, que, tandis qu'ils prenoient des mesures paisibles pour effectuer une réconciliation cordiale avec la Grande-Bretagne, Son Excellence agissoit avec toute l'apparence d'hostilités, & d'une manière qui n'étoit pas même autorisée par ces actes cruels.

Ils représentent que cette conduite ne peut tendre qu'à irriter les Colons quelque disposés qu'ils soient à la paix, & à les forcer à commettre des hostilités qui pourront détruire tous les efforts du Congrès pour rétablir l'harmonie, & les plonger dans les horreurs d'une guerre civile. Pour prévenir ces maux, & ne pas réduire les Américains au désespoir, pleinement convaincus de leurs bonnes intentions envers les troupes du Roi, pourvu qu'ils soient eux-mêmes en sûreté, ils supplient le Général de discontinuer les fortifications sur l'isthme de Boston, d'empêcher qu'on enlève le bien des particuliers, de réprimer l'insolence des soldats, & de laisser une communication libre entre la ville & la campagne.

Le Congrès publia ensuite une déclaration des droits, auxquels les Colonies Anglaises de l'Amérique Septentrionale prétendent, en vertu

des lois immuables de la nature, de la forme du Gouvernement Britannique, &, outre cela, des chartres qui leur ont été accordées. 1774.

Ils disent que leurs ancêtres étoient des sujets libres au tems de leur émigration, qu'ils pouvoient prétendre à tous les privilèges des Bretons, & qu'ils n'ont point perdu ces droits en quittant leur patrie. Ils font voir que le fondement de la liberté dans tous les pays libres consiste dans le droit qu'a le peuple de participer au Gouvernement. Enfin ils ajoutent que, comme les Colons ne sont pas représentés dans le Parlement Britannique, & qu'il y a même plusieurs raisons qui empêchent cette représentation, ils n'ont d'autre moyen de conserver leur liberté qu'en observant un pouvoir exclusive de législation dans tout ce qui regarde la police intérieure de leur pays, sujet seulement à la négative du Souverain.

Pour contre-balancer l'étendue de ce pouvoir législatif qui paroît ne laisser au Parlement aucun moyen de préserver l'union entre les Colonies & la Grande-Bretagne, ils déclarent que, par nécessité, & par égard aux intérêts des deux nations, ils se soumettront de bonne grace à tous les actes du Parlement qui regarderont

1774. leur commerce extérieur, & qui tendront de bonne foi à conserver l'avantage de ce commerce à l'Angleterre exclusivement ; mais ils rejettent entièrement toute idée de taxe intérieure, ou extérieure, pour lever un revenu en Amérique sans le consentement de leurs Assemblées.

Ils disent ensuite que les Colons doivent avoir le même privilège que les Anglais d'être examinés par leur propres Pairs. Ce qui donna lieu à cette déclaration, c'est que, lorsque les *Juries* refusèrent d'agir, on avoit voulu priver les Américains de ce privilège, & plusieurs criminels avoient même été transportés en Angleterre, où ils avoient été jugés par des *Juries* Anglais.

Ils ajoutent qu'ils ont droit aux bénéfices de tous les Statuts de la Grande-Bretagne qui existoient au tems de leur établissement, aux immunités, & aux privilèges qui leur ont été accordés par la chartre du Roi ; qu'ils peuvent s'assembler d'une manière paisible, examiner leurs griefs, supplier Sa Majesté de leur faire justice ; & que toutes les poursuites, édits, &c. pour empêcher ces procédés, sont illicites. Ils soutiennent qu'il est contraire aux lois de l'Empire

de maintenir une armée dans les Colonies en 1774.
tems de paix ; qu'il est essentiel à la Constitution Britannique que les branches qui constituent la législation soient indépendantes l'une de l'autre, & que conséquemment il est préjudiciable à la liberté de l'Amérique que l'exercice du pouvoir législatif soit logé dans un Conseil nommé par le Roi, & qui n'existe que durant son bon plaisir.

Ils finissent en protestant, que les articles ci-dessus mentionnés sont des droits auxquels ils prétendent ; que nulle puissance du monde ne peut avec justice les leur ôter, ni même les altérer, ou les abréger sans leur consentement.

Ils font après cela l'énumération de onze actes de Parlement passés pendant le règne de George III, qu'ils déclarent autant de violations des privilèges des Américains ; & ils assurent que la révocation de ces actes est absolument nécessaire pour rétablir l'harmonie entre la Grande-Bretagne & les Colonies.

Une partie des résolutions du Congrès que nous avons déjà rapportées, & de celles qui suivent, n'est qu'une répétition de ce qui avoit été déterminé auparavant dans les Assemblées Pro-

1774. vinciales ; mais comme elles deviennent ici les résolutions de toute la Nation, nous avons mieux aimé être coupables de répétition que d'omission.

Entre les actes du Parlement qui subirent la censure du Congrès, celui de Quebec ne fut pas oublié. Le but de cet acte, dit-il, est de continuer la Religion Catholique Romaine dans le Canada, d'abolir les lois équitables de l'Angleterre, & de réduire ce pays dans l'esclavage. Une si grande différence de Religion, de Lois, & de Gouvernement ne peut être que très-dangereuse aux Colons Anglais, leurs voisins, qui ont prodigué leur trésor, & exposé leur vie pour la conquête de cette province.

Après avoir ainsi exposé leurs droits & leurs griefs, les Membres du Congrès déclarent que le moyen le plus efficace, le plus court, & le plus paisible pour obtenir justice, c'est de ne plus faire venir de marchandises de la Grande-Bretagne, & de n'y rien transporter de l'Amérique. Ils firent donc une convention entre eux qu'ils s'engagèrent tous d'observer, ainsi que leurs Constituans.

Le premier article de cette Convention contient une résolution de ne plus recevoir de mar-

chandises des Isles Britanniques après le 1 de Décembre, d'interdire toute entrée au thé des Indes Orientales de quelque partie du monde qu'on puisse le transporter, de ne plus se servir des denrées des Isles Occidentales appartenant à l'Angleterre, de ne plus tirer de vin de Madeire, ni d'indigo de l'étranger. 1774.

Le second, une promesse de discontinuer le commerce de Négres, de ne plus louer de vaisseaux, ni vendre de marchandises à ceux qui étoient engagés dans ce commerce.

Le troisième contient une résolution de discontinuer absolument l'usage du thé, & de toutes marchandises Anglaises au mois de Mars de l'année suivante, excepté de celles dont nous parlerons à l'article dixième.

L'article quatrième fixe le tems de la cessation de transporter les marchandises des Colonies en Europe au 10 de Septembre de l'année 1775, après quoi, si les actes de Parlement dont nous avons parlé ne sont pas révoqués, il ne sera plus permis que de transporter du ris.

Le cinquième exhorte les Négocians Anglais à ne point embarquer de marchandises pour les

1774. Colonies en violation de cette aſſociation, ſous peine d'être à l'avenir privés de tout commerce avec elles.

Le ſixième avertit les Armateurs de navires de donner ordre à leurs Capitaines de ne point recevoir à bord les marchandiſes prohibées.

Le ſeptième eſt une recommandation aux habitans d'augmenter le nombre de leurs moutons autant que cela ſera poſſible.

Le but du huitième eſt d'encourager la frugalité, l'économie, & l'induſtrie ; de faire fleurir l'agriculture, les arts, & les manufactures ; de décontenancer les appareils pompeux, les jeux, & les divertiſſemens ; de diminuer la dépenſe des funérailles ; de diſcontinuer la coutume de donner des gands & des écharpes, & de ne porter pour marque de deuil autre choſe qu'un crêpe, ou un ruban.

Le neuvième ordonne aux Marchands de l'Amérique de vendre leurs denrées aux prix ordinaires, ſans profiter de la ſituation des affaires.

Le dixième article ſemble, en quelque ſorte, adoucir la rigueur du premier, & permet aux

Négotians de tirer des marchandises pendant deux mois de plus, si cela leur est agréable, à condition, cependant, qu'ils seront obligés de délivrer toutes celles qui arriveront depuis le mois de Décembre jusqu'au mois de Février entre les mains des Commissaires de la place où elles arriveront. Ces marchandises devoient ensuite être vendues sous leur inspection, & les profits employés au soulagement des Bostoniens. Tout ce qui arriveroit après ce tems-là devoit être renvoyé sans le débarquer, & même sans le dépaqueter. 1774.

Les trois articles suivans regardent la nomination des Commissaires pour empêcher la violation des articles précédens, & pour publier les noms des infracteurs dans la gazette comme ennemis de leur patrie. Ils servent aussi à régler la vente de leurs manufactures, & à empêcher qu'on ne profite de la rareté des denrées,

Par le quatorzième & dernier article, toute Colonie ou Province qui refusera d'entrer dans la grande Association, ou qui par la suite violera cette Convention, est déclarée ennemie de la liberté de l'Amérique, & tout commerce avec elle est absolument interdit.

1774. Les Membres du Congrès signèrent tous cette Association, & les articles ci-dessus furent unanimement approuvés. Ils résolurent qu'il y auroit un Congrès Général à la même place, le 10 de Mai suivant, à moins qu'ils ne fussent délivrés des maux dont ils se plaignoient, & ils recommandent à toutes les Colonies de choisir pour cela des Députés le plus tôt possible. Ils rendent après cela grace au nom de leurs Constituans à tous ces nobles Avocats de la liberté, qui avoient, en Angleterre, défendu avec tant de générosité, quoique sans succès, la cause de l'Amérique, tant en Parlement qu'hors du Parlement.

Ils dressèrent ensuite une requête au Roi, un mémoire au peuple de la Grande-Bretagne, une lettre circulaire aux Colonies, & une autre aux habitans du Canada.

La requête au Roi est une énumération de leurs griefs; ils se plaignent de ce qu'on maintient une armée dans les Colonies en tems de paix, sans le consentement de leurs Assemblées; de ce que cette armée & une force maritime sont employées pour exiger le paiement des taxes; de ce que les Commandans & les Brigadiers-Généraux ont un pouvoir absolu en Amé-

rique, & de ce que le Général en Chef de l'armée est, en tems de paix, nommé Gouverneur d'une Colonie. Ils disent que les appointemens des gens en place sont considérablement augmentés, & que les places se multiplient tous les jours; que les Juges de l'Amirauté ont le pouvoir de prendre leurs appointemens sur les effets qu'ils condamneront, & les Commis de la douane celui d'enfoncer les portes & d'entrer dans les maisons des particuliers sans l'autorité du Magistrat civile; que les Juges dépendent entièrement de la Couronne, tant pour leur salaire que pour la durée de leurs Commissions; que les Conseillers sont sur le même pied; que les humbles requêtes du peuple ont été inutiles, que leurs Agents ont été mal traités; que leurs Assemblées ont été plusieurs fois & injurieusement cassées, & que leur commerce a été chargé d'impôts inutiles. Ils rappellent ensuite tous les actes de Parlement passés pendant le règne de George III pour lever un revenu en Amérique, & pour étendre le pouvoir des Cours de l'Amirauté au-delà des bornes. Ils ajoutent que, par ce moyen, on les a dépouillés de leurs biens, on les a privés plusieurs fois du Jugement par des *Juries* suivant leur ancienne Coutume, on a fait des confiscations énormes pour de très-légères offenses, & demandé cau-

1774.

1774. tion à des propriétaires avant que de leur permettre de défendre leurs droits.

Ils se déchaînent contre l'acte qui remet en vigueur un Statut d'Henri VIII peu favorable aux Colons, & contre un autre du Roi régnant, par lequel les habitans des Colonies sont, en différens cas, privés du jugement de leurs Pairs. Ils parlent ensuite des trois derniers actes par rapport à Boston, aux provinces de Massachuset & de Quebec, & de l'acte pour maintenir une armée dans l'Amérique Septentrionale.

Cette requête contient, cependant, les plus grandes protestations de fidélité, & d'attachement au Souverain, d'amour & de respect pour l'Etat. Ils attribuent leurs sentimens à la liberté qu'ils ont héritée de leurs ancêtres, & au Gouvernement sous lequel ils sont nés, & disent que la nécessité seule les a forcés à les déclarer. Ils se promettent en même tems un accueil favorable de la part d'un Souverain, dont l'illustre Famille doit sa Couronne à de semblables principes. Ils assurent que c'est du malheureux système adopté depuis la conclusion de la guerre de 1756, que procèdent les dangers, les jalousies, & les animosités des deux nations, & ils défient leurs ennemis les plus invétérés de

prouver que les querelles qui ſubſiſtent entre 1774.
les Colonies & la Grande-Bretagne exiſtoient avant ce tems, ou qu'elles proviennent d'autres cauſes.

Ils proteſtent qu'ils ne demandent que la paix & la liberté ; qu'ils n'ont aucune envie de diminuer les prérogatives de la Couronne, & qu'ils ne déſirent aucun nouveau privilège. Ils diſent qu'ils s'efforceront toujours de ſupporter l'autorité Royale, & de maintenir l'union entre eux & l'Angleterre. Ils prennent enſuite à témoin l'Etre ſuprême, devant qui les cœurs de ſes créatures ſont à découvert, que leurs conſeils n'ont eu d'autre influence que la crainte de la ruine qui les menace. Enfin ils concluent en implorant Sa Majeſté au nom de toute l'Amérique, & en la priant par tout ce qu'il y a de plus ſacré de ne pas ſouffrir, pour ſa propre gloire qui ne peut conſiſter qu'à rendre ſes ſujets heureux, & à maintenir l'union entre eux, pour l'intérêt de ſa Famille qui dépend de ſon attachement aux principes qui l'ont miſe ſur le Trône, pour la ſûreté & le bien-être de ſes Etats qui ſont menacés des plus grandes calamités, comme père bienfaiſant de tous ſes peuples unis par les mêmes lois, la même fidélité, la même foi, & le même ſang, quoique demeurant dans

1774. des pays différens, de ne pas souffrir, dis-je, que cette union, cimentée par tant de liens, soit rompue dans l'espérance de quelques avantages incertains, & qui, au cas qu'on les obtienne, ne pourront jamais compenser les maux que causera cette acquisition. Cette requête fut signée de tous les Membres du Congrès.

Dans leur mémoire au peuple de la Grande-Bretagne, ils donnent les plus grandes louanges à leurs ancêtres communs ; mais loin de parler en faveur des Bretons de ce siècle, ils les accusent, au contraire, d'être honteusement dégénérés. Ils disent qu'étant nés avec les mêmes droits, la même liberté, & la même forme de Gouvernement qui leur a été transmise par les mêmes ancêtres, & confirmée par les traités les plus solemnels, il n'est pas surprenant qu'ils refusent d'abandonner ces avantages à des gens (voulant dire les Ministres) dont les prétentions n'ont aucun fondement, & qui les persécutent, afin de pouvoir assujettir avec plus de facilité les habitans des Isles Britanniques, lorsqu'ils seront maîtres de l'Amérique.

Ils font ensuite les plaintes ordinaires, prétendent qu'ils sont opprimés, insultés, faussement accusés, & que ce qu'ils se doivent à eux-

mêmes

mêmes & à leur poſtérité, à l'intérêt des Anglais, & au bien-être de l'Empire, les engage à s'adreſſer à ces derniers ſur ce ſujet important. 1774.

Après une répétition des griefs dont il eſt fait mention dans la requête au Roi, ils rappellent l'état heureux de l'Empire, avant la concluſion de la guerre de 1756, & les avantages que les Anglais tiroient alors du ſyſtême adopté pour le Gouvernement des Colonies, avantages qu'ils leur accordoient de bon cœur, parce que ce ſyſtême étoit conforme à la Conſtitution. Ils ajoutent qu'ils regardoient la Grande-Bretagne comme leur mère, & qu'ils étoient heureux de pouvoir contribuer à ſa proſpérité & à ſa grandeur. Ils en appellent à ſes habitans pour rendre témoignage de leur fidélité, & de leur attachement aux intérêts communs de l'Etat.

Ils les font ſouvenir de ce qu'ils firent dans la guerre de 1756. Nous nous ſommes embarqués, diſent-ils, ſans craindre ni les maladies, ni la mort, pour aller dans des climats mal-ſains, afin d'avancer le ſuccès de vos armes. Vous avez vous-mêmes reconnu notre zèle ; vous nous avez rembourſé des ſommes conſidérables que nous avions, de votre propre aveu, avancées au-delà de notre part, & même de nos forces.

1774. Ils demandent après cela, à quoi ils doivent attribuer ce changement soudain de la part du Gouvernement, & ce systême d'esclavage préparé depuis le commencement de la paix, tems d'où ils datent les taxes imposées sur les Colonies. Ils assurent que, bien loin d'être employé pour le bien de l'un ou de l'autre pays, cet argent a été prodigué à des favoris, & à des créatures du Ministre. Ils protestent qu'ils ont de tout tems été, & seront toujours prêts à contribuer tout ce qui sera nécessaire pour le soutien de leur Gouvernement; & que, quand le besoin de l'Etat l'exigera, ils fourniront avec plaisir, comme ils ont fait ci-devant, leur quote part d'hommes & d'argent.

Ils examinent ensuite le systême du Ministre pour les réduire dans l'esclavage, & déduisent les conséquences qui s'ensuivront au cas qu'il réussisse. Ils font voir que cela ne servira qu'à augmenter les dettes de la nation, & à diminuer le commerce. Ils s'efforcent avec art de rendre cette cause celle de la Grande-Bretagne, ainsi que la leur, en démontrant que le succès du Ministère seroit aussi funeste à la liberté des Bretons qu'à celle des Américains. Est-ce qu'un Ministre, demandent-ils, avec les armées qui auront servi à nous mettre dans l'esclavage,

ne peut pas de même affujettir les Anglais ? 1774.
Vous direz peut-être, continuent-ils, que vous cefferez de payer ces armées ; mais l'Amérique ainfi réduite fera plus que fuffifante pour fournir au Miniftère des troupes & de l'argent pour en former de nouvelles ; & n'efpérez point, qu'après nous avoir rendus efclaves, nous refufions de vous réduire à la même condition. En un mot, ils avertiffent les habitans de la Grande-Bretagne de prendre garde de tomber eux-mêmes dans le précipice préparé pour les Colonies.

Après avoir nié les crimes dont on les accufoit, favoir ; d'être féditieux, & de vifer à l'indépendance ; ils difent, néanmoins, que, fi les habitans de la Grande-Bretagne font déterminés à fouffrir que leurs Miniftres fe jouent des droits du genre humain ; fi, ni la voix de la juftice, ni les préceptes des lois, ni les principes de la Conftitution, ni les fuggeftions de l'humanité, ne font capables de les empêcher de répandre le fang humain dans une caufe auffi impie, ils font bien-aifes de leur apprendre qu'ils ne fe foumettront jamais à être abateurs de bois, ou tireurs d'eau pour aucune nation du monde. Ils propofent enfuite qu'on les remette dans la même fituation où ils étoient

1774. à la conclusion de la guerre, & assurent que cela rétablira l'harmonie entre les deux pays. Ils témoignent le plus grand regret à cause des résolutions qu'ils ont été obligés d'adopter, & sur-tout de la suspension de commerce, qui ne peut manquer d'être préjudiciable à leurs confrères de la Grande-Bretagne & d'Irlande.

Ils disent que la nécessité, le premier principe de la loi naturelle, qui est de penser à son propre salut, les a forcés à tenir cette conduite. Ils blâment la nonchalance des Bretons, & ce peu d'attention qu'ils font à leurs intérêts, puisque depuis plusieurs années ils se sont aveuglément soumis aux volontés du Ministre. Ils parlent ensuite de la condamnation du port de Boston, disent que le même sort les attend, & que, pour cette raison, ils tâcheront de vivre sans commerce; qu'ils auront recours à la fertilité de leur terroir, qui leur fournira en abondance non-seulement toutes les choses nécessaires à la vie, mais même plusieurs superfluités. Enfin ils mettent toute leur espérance pour le rétablissement de l'harmonie & de l'amitié entre les Colons & les Bretons dans la magnanimité & la justice de la nation Anglaise, en choisissant un Parlement dont la sagesse, l'indépendance & le zèle patriotique puisse mettre leurs

droits à l'abri, pour me servir de leurs expressions, *des attentats criminels de Ministres scélérats, & de Conseillers mal-intentionnés, tant publics que privés.* Ces derniers mots s'adressoient à Milord Bute, qui n'avoit alors aucune place sous le Gouvernement, & que l'on croyoit toujours à la tête des affaires. 1774.

De tous les papiers publiés par le Congrès, il n'y en a point qui découvre plus l'habileté de ceux qui le composoient que leur adresse aux Canadiens.

Ils commencent par leur faire voir le droit qu'ils avoient aux avantages de la Constitution Anglaise en devenant sujets de la Grande-Bretagne, droit qui leur a été depuis confirmé par un édit du Roi en 1763. Ils attribuent au Ministère présent cet abus audacieux de l'autorité royale en les privant de leurs privilèges. Ils disent que, comme ils vivent dans un siècle où des Ministres scélérats ont violé les traités & les obligations les plus sacrées, & que les Canadiens, élevés sous un autre Gouvernement, ont malicieusement été tenus dans l'ignorance des avantages de celui dont ils viennent d'être privés, ils pensent qu'il est de leur devoir de les leur faire connoître.

1774. Ils citent ensuite plusieurs passages du Marquis Beccaria, & de Montesquieu; &, comme ce dernier étoit Français, ils ont l'adresse de le prendre pour Juge, & de regarder son autorité comme irréfragable. Ils expliquent, après cela, tous les privilèges du peuple Anglais. Sous leur Gouvernement, disent-ils, le pauvre est à l'abri de l'oppression du riche, le riche de celle de l'homme puissant, l'homme paisible de celle de l'homme violent, le tenancier ne craint point l'injustice de son Seigneur, ni l'industrieux de perdre le fruit de son travail; en un mot, personne n'est sujet aux caprices de ses Supérieurs.

Ils soutiennent que, sans cela, un peuple ne sauroit être libre & heureux, & que c'est à ces privilèges que les Colonies Anglaises doivent leur état d'affluence & de prospérité. Ce sont ces droits inestimables, ajoutent-ils, qu'un Ministère indigne s'efforce de nous ravir à main armée, & que nous avons unanimement résolu de défendre jusqu'à la mort.

Ils mettent encore une fois devant les yeux des Canadiens, qu'ils ont droit à ces privilèges, & qu'ils devroient en jouir. Ils leur demandent ensuite ce que le dernier acte de Parlement leur offroit au lieu de ces privilèges : après

quoi ils examinent l'acte de Quebec, & s'efforcent de prouver qu'il ne leur laisse aucun droit civile, puisque les lois mêmes qu'ils avoient avant la conquête sont sujettes à être altérées, & qu'un Gouverneur, accompagné d'un conseil entièrement dépendant du Ministère Anglais, peut en faire de nouvelles. Ils disent que, par ce moyen, le pouvoir de la législation, ainsi que celui de disposer des fonds publics & de leurs propres biens leur étant ôté, ils sont dans un état d'esclavage, & vivent sous le Gouvernement le plus despotique. 1774.

Après avoir fait plusieurs remarques sévères sur cet acte, & l'avoir mis sous un point de vue qui étoit capable de le rendre odieux non-seulement aux Canadiens, mais même à l'univers entier, ils font voir que le Ministre de la Grande-Bretagne, non content de les opprimer, a encore l'insolence de leur faire le plus grand affront. Car, continuent-ils, il s'imagine que vous êtes dans une ignorance invincible, & tout-à-fait incapables de comprendre la teneur d'une loi si contraire à vos intérêts, & que, par reconnoissance pour un prétendu bienfait, vous prendrez les armes pour l'aider à nous mettre dans l'esclavage, & par-là vous vous attirerez la haine & le ridicule du monde entier. Il

1774. penſe que vous n'êtes pas capables de prévoir les ſuites inévitables d'un tel procédé, & que, par ce moyen, vous perdrez, ſans reſſource, tout eſpoir de jamais recouvrer votre liberté. Car, ajoutent-ils, l'imbécillité même ne ſauroit croire que, lorſque les courtiſans auront accompli leur deſſein, ils vous traiteront avec moins de cruauté que nous qui ſommes ſortis du même ſang qu'eux.

Ils leur recommandent enſuite de s'en rapporter au célèbre Monteſquieu, dont l'autorité eſt reſpectée de toute l'Europe. Ils ſuppoſent que ce grand homme ſoit encore vivant, & que, conſulté par les Canadiens ſur le parti qu'ils ont à prendre, après une diſſertation ſur l'état d'eſclavage & de liberté, il leur fait cette réponſe : Mes amis, vous n'êtes qu'un petit peuple en comparaiſon des voiſins puiſſans qui vous tendent les bras. Vous devez, donc, faiſir cette occaſion avec ardeur, & la regarder plutôt comme une faveur du Ciel, que comme l'ouvrage des hommes. Il vous eſt certainement plus avantageux d'avoir le reſte de l'Amérique Septentrionale pour amis que pour ennemis. La nature a joint votre pays à celui des Colonies Anglaiſes, & vous devez auſſi réunir vos intérêts politiques. Si vous agiſſez raiſonna-

blement, la conquête du Canada, loin de vous être nuisible, n'aura servi qu'à vous procurer la liberté ; mais si vous prenez d'autres résolutions, votre conduite sera accompagnée de maux irréparables. 1774.

La différence de Religions entr'eux & les Canadiens étoit une objection qu'il falloit aussi résoudre, & c'est à quoi ils ne manquèrent pas. Ils citent l'exemple des Cantons Suisses, dont les uns sont Catholiques Romains, & les autres Protestans, qui vivent, cependant, dans la plus grande union, & qui, par ce moyen, ont été capables de repousser tous les efforts que l'on a faits pour les priver de leur liberté.

Ils déclarent qu'ils n'exigent pas qu'ils commencent des hostilités contre leur Souverain commun ; mais qu'ils les prient seulement de consulter leur propre gloire & leur bien-être, & de ne point souffrir que la crainte les fasse devenir les instrumens de la cruauté & du despotisme d'un Ministère infame.

Ils concluent, en les informant, que le Congrès, avec beaucoup de plaisir & d'un consentement unanime, avoit résolu de regarder la violation des droits des Canadiens comme celle

1774. des Colonies, qu'ils seront invités à leur association, dont le but est de s'assurer de leurs droits & de leurs privilèges, & d'établir une union durable avec la Grande-Bretagne, fondée sur les principes ci-devant mentionnés.

Dans la lettre qu'ils envoyèrent aux Colonies, ils déclarent que, suivant leur devoir, ils ont examiné avec délibération, justice, & impartialité, les causes des troubles présens, la conduite de la Grande-Bretagne, & celle de l'Amérique; &, qu'après cet examen, ils sont réduits à l'alternative désagréable, ou de se taire & d'abandonner l'innocence, ou de censurer publiquement la conduite de ceux qu'ils voudroient respecter. Ils préfèrent, cependant, le bien-être de leur patrie à toute autre considération.

Après avoir fait une récapitulation de tous les actes du Parlement, depuis 1764, ils demandent la raison des hostilités commises contre Boston & la province de Massachuset, tandis que les autres provinces ne s'étoient pas moins opposées au pouvoir du Ministère, & qu'elles demeuroient dans la tranquillité. Cette conduite, disent-ils, est remplie d'artifice, & il est aisé de voir quel en est le but. Par-là le Ministre s'imagine irriter la province de Massa-

chuset, & la forcer à commettre des violences 1774.
qui pourront déplaire au reste des Colonies, ou engager le peuple Anglais à approuver ses cruelles mesures, & la vengeance qu'il médite. Si, au contraire, l'esprit pacifique de cette province ne produit pas l'effet désiré, il espère que les autres Colonies seront tellement intimidées, qu'elles abandonneront la cause commune, &, par leur désunion, deviendront une conquête facile. Ils font une répétition des motifs de l'acte de Quebec, s'étendent ensuite sur l'importance de leur commission, & montrent de quelle manière ils s'en sont acquittés.

Ils prétendent que les procédés de la Grande-Bretagne auroient autorisé d'autres mesures de leur part ; mais qu'ils ont été bien-aises de maintenir la réputation des Colonies qui se sont toujours signalées par leur attachement au Souverain, & qu'ils ont voulu témoigner leur loyauté, quoiqu'ils fussent menacés des plus grands dangers. C'est pourquoi, disent-ils, ils sont résolus de présenter encore une fois à Sa Majesté les humbles requêtes de ses fidèles sujets de l'Amérique. L'affection, ajoutent-ils, que nous avons pour la nation dont nous tirons notre origine, nous donne lieu d'espérer qu'elle

1774. a les mêmes égards pour nous. Nous désirons avec ardeur que les liens qui nous unissent ne soient jamais rompus, & c'est ce qui nous a engagés à adopter des mesures modérées.

Ils promettent de ne pas commencer les hostilités, & de demeurer sur la défensive, à moins que l'inattention & la négligence du peuple Anglais ne permettent à leurs cruels ennemis de se servir des forces de l'Etat pour poursuivre leur systême tyrannique. Ils disent qu'ils ont choisi une mode d'opposition qui laisse un chemin ouvert à la réconciliation, & qu'ils sont toujours prêts à faire la paix avec leurs confrères de la Grande-Bretagne. Ils déplorent la nécessité absolue qui les force à une interruption de commerce, ce qui ne peut être que très-préjudiciable aux habitans des Isles Britanniques; mais ils espèrent que ceux-ci ne les accuseront pas de mauvaise intention, s'ils font réflexion qu'ils sont eux-mêmes sujets à ces inconvéniens.

Ils ajoutent que les violences du Ministère a causé dans l'Etat des convulsions auxquelles ils ne pouvoient s'attendre, & qu'ils combattent pour cette liberté tant de fois l'objet des contentions de leurs ancêtres.

Ils concluent, en observant que les Bretons 1774.
auront bientôt une occasion de déclarer leurs sentimens au sujet de leur cause, qu'ils mettent leur confiance dans la piété & la générosité qui les ont toujours distingués, & qu'ils ne peuvent se persuader que les défenseurs de la vraie Religion & des droits du genre humain prendront les armes contre leurs confrères Protestans en faveur de leurs ennemis secrets dont les intrigues depuis plusieurs années n'ont d'autre but que de sapper les fondemens de la liberté civile & religieuse.

Ces actes publics étant passés, les Membres mirent fin à la séance le 26 d'Octobre, après avoir continué leurs conférences pendant cinquante-deux jours.

Les *Tories* ont fait leurs efforts pour dépriser ces actes du Congrès, & les *Whigs* en ont parlé avec enthousiasme. Il paroît que, si l'on examine sans partialité la conduite de cette assemblée, l'énergie & la force de leurs écrits, l'adresse avec laquelle ils flattent les passions de ceux à qui ils parlent, on ne pourra s'empêcher d'avouer qu'elle étoit composée de gens sages & éclairés.

1774. Pendant que ces choses se passoient en Amérique, le peuple de la Grande-Bretagne étoit dans une espèce de léthargie. Depuis six à sept ans que ces disputes avoient commencé, on avoit tant écrit pour & contre les mesures du Ministère, que le sujet étoit épuisé, & le peuple fatigué. D'ailleurs les pensionnaires de la Cour avoient tellement embrouillé la matière, que les moins éclairés ne savoient plus distinguer de quel côté étoit la justice.

Le Ministre, par le moyen des places qu'il avoit sagement distribuées aux cadets de Noblesse, avoit attiré dans son parti leurs frères aînés. Les particuliers dont le bien-être dépendoit des Seigneurs étoient forcés d'approuver publiquement les mesures du Gouvernement. Ceux qui dépendoient des Membres des Communes, dont la plupart étoient aussi dévoués au Ministère, se trouvoient obligés de faire la même chose. Les gens modérés, désespérant de pouvoir résister au torrent, se contentoient d'être spectateurs oisifs. En un mot, l'on n'entendoit que quelques Sénateurs que le Ministre avoit irrités, ou qu'il n'avoit pas jugé à propos de corrompre.

Tout le monde attendoit, cependant, avec impatience l'élection d'un nouveau Parlement.

Cette élection, qui se fait ordinairement tous 1774.
les sept ans, n'avoit point été faite depuis près de
six ans.

Le Ministère s'apperçut bien que le tems de la durée du présent Parlement étoit alors trop courte pour mettre ses projets en exécution. Quelques mesures qu'il eût adoptées, elles pouvoient être défaites par un autre Parlement. Il étoit sûr d'ailleurs que le parti de l'Opposition feroit tous ses efforts pour gagner le dessus, &, quelque grand que fût le nombre des partisans de la Cour, le parti adverse n'étoit pas du tout méprisable. Attendre jusqu'au tems ordinaire de l'élection, c'étoit donner loisir à ses adversaires de gagner les électeurs, & par-là un avantage égal à ses partisans. Outre cela, bien des Anglais auroient pu, avant ce tems-là, s'appercevoir de son dessein, & abandonner un parti qu'ils avoient embrassé de bonne foi, comme le plus juste. Il profita du pouvoir qu'a le Roi de casser son Parlement, & après cette cassation fit sur-le-champ procéder à l'élection d'un nouveau. Par ce moyen les Membres de l'Opposition qui ne s'attendoient nullement à cette manœuvre, n'eurent pas le tems de solliciter les voix des électeurs; au lieu que les amis du Ministre, informés de son dessein, avoient travaillé à se

1774. concilier les esprits. Malgré cela plusieurs des anciens Membres perdirent leurs places; mais la majorité se trouva toujours du côté de la Cour. Le Ministère ainsi victorieux commença à suivre avec vigueur son plan, qui étoit de soumettre les Colonies à l'autorité de la Grande-Bretagne. Pour cet effet, le 30 de Novembre, le Roi informa son Parlement, que le même esprit de désobéissance prévaloit dans la province de Massachuset, & demanda son assistance pour ramener ces séditieux dans le devoir.

Milord Chatham, que l'on n'avoit point vû depuis plusieurs années au Parlement, vint alors dans la Chambre des Pairs, où il fit un long discours en faveur des Américains, qui finit par ces paroles remarquables: *Si les Ministres continuent de donner ainsi de mauvais conseils au Roi, je ne dis point qu'ils puissent aliéner l'affection de ses sujets; mais je suis sûr que la Couronne ne vaudra plus bientôt la peine d'être portée. Je ne dis point que le Roi soit trahi; mais je soutiens que le Royaume est ruiné.*

La présence de ce grand homme fit quelque impression sur les esprits; mais il avoit perdu beaucoup de sa popularité, & d'ailleurs le parti de la Cour étoit trop puissant pour qu'on pût

pût y résister. Cela n'empêcha pas, cependant, qu'il ne proposât un bil de réconciliation; mais il fut rejetté par une majorité de soixante une voix contre trente deux. Dans cette division, le Duc de Cumberland, frère du Roi, vota pour la Minorité, ou contre le Gouvernement. 1774.

Le Ministère produisit, quelque tems après, une esquisse des mesures qu'il avoit dessein de suivre, qui étoient, d'envoyer une force considérable en Amérique, d'arrêter le commerce des Colonies avec l'étranger, & de leur interdire la pêche sur le Banc de *Newfoundland* (*) jusqu'à ce qu'elles rentrassent dans le devoir.

La requête du Congrès fut quelque tems après présentée au Roi par l'Agent des Colonies; mais elle ne fut pas mieux accueillie que celles qui l'avoient précédée. On suivit le même plan, & par une conséquence nécessaire, les Colons furent déclarés rebelles par un acte de Parlement. Plusieurs circonstances engageoient les Ministres à précipiter cette déclaration. Les *Whigs* qui, comme nous l'avons dit plus haut, avoient donné la Couronne d'An-

(*) Terre Neuve.

1774. gleterre à la Famille de Brunſwick, & l'avoient protégée contre les efforts des partiſans des Stuarts, reprochoient toujours aux *Tories* les rebellions qu'ils avoient excitées. Ils ſe plaignoient amèrement de ce que les anciens ennemis du Roi étoient à la tête du Gouvernement, tandis que ſes ſerviteurs zélés, ceux qui avoient expoſé leurs fortunes & leur vie pour le ſoutien de ſa Famille, étoient indignement négligés. Ces plaintes n'étoient pas ſans fondement; & quoique les rebellions, excitées par les *Tories*, fuſſent plutôt dignes de louanges que de blâme dans l'opinion des gens éclairés, ce ſouvenir ne pouvoit être que déſagréable aux héritiers de George I. Les Américains étant déclarés rebelles, leurs partiſans devenoient ennemis du Roi, & étoient ſujets au même reproche qu'ils feſoient à leurs adverſaires.

Le Miniſtère s'aſſuroit, par ce moyen, de la faveur du Prince, qui, après cette déclaration, avoit beſoin de ſon aſſiſtance, & de celle de ſes partiſans: en un mot, la brêche entre les *Whigs* & la Famille régnante étoit encore plus conſidérable que celle qu'il y avoit eu entre les *Tories*. Cette politique d'un Ecoſſais doit certainement affermir l'autorité de ces derniers, & ruiner le

crédit des premiers, qui ne pourront jamais le recouvrer, à moins qu'il n'y ait une révolution dans l'Empire. La conquête de l'Amérique rendroit ceux-là à jamais chers à leur Souverain, & sa perte augmenteroit la haine du Monarque contre ceux-ci, que leurs adversaires accusent d'être les promoteurs de la rebellion ; de sorte que, quel que soit l'évènement de cette guerre, les *Tories* ne peuvent qu'acquérir une augmentation de pouvoir (*). 1774.

Tandis que ces choses se passoient en Angleterre, les affaires devenoient de plus en plus critiques en Amérique. Les résolutions du Congrès avoient rassuré les timides, & dissipé les doutes des circonspects. Ces résolutions étoient devenues le symbole des Colonies, & tout le monde obéissoit avec zèle aux recommandations de cette Assemblée. L'unanimité qui régnoit par tout le Continent étoit étonnante ; les Assemblées de villes, ou de provinces, les Juges, les *Juries*, tenoient le même langage, & toutes leurs actions tendoient au même but. C'étoit une chose étrange que de

(*) Cette partie de mon Histoire fut écrite il y a sept à huit ans, & on peut voir que cette prédiction est accomplie.

1774. voir les habitans de pays riches, accoutumés au luxe & aux ſuperfluités de la vie, renoncer tout d'un coup à ces charmes ſéduiſans, & ſe contenter du ſimple néceſſaire. Il n'étoit pas moins digne d'admiration de voir le négotiant abandonner les avantages du commerce, le fermier ſouffrir patiemment la perte des fruits de ſon induſtrie, le matelot, & une infinité de perſonnes dépendantes du commerce, réſigner, ſans murmure, les moyens de leur ſubſiſtance, pour ſe fier aux bontés précaires du riche & de l'opulent. Telle étoit la ſituation de l'Amérique.

L'on attendoit, cependant, beaucoup de la requête du Congrès Général au Roi, & de l'adreſſe au peuple Anglais ; & ces eſpérances, plus que tout autre choſe, contribuèrent à empêcher les violences qui eurent lieu par la ſuite. Néanmoins les principaux habitans, & les gens expérimentés furent d'avis qu'il falloit ſe préparer pour le pis aller. Les Colonies Méridionales commencèrent à s'armer, ainſi que les Septentrionales, & à exercer leur milice. Auſſi-tôt qu'elles eurent connoiſſance de l'édit qui défendoit le tranſport d'armes & de munitions en Amérique, elles prirent ſur-le-champ des réſolutions pour prévenir le manque de ces articles.

Pour cet effet, afin de ne pas entièrement dépendre de l'étranger pour une denrée ſi néceſſaire, elles firent bâtir des moulins & des manufactures, tant à Philadelphie qu'à la Virginie, pour faire de la poudre à canon. Elles encouragèrent autant qu'il fut poſſible la fabrique d'armes de toute eſpèce, & promirent un bénéfice conſidérable à ceux qui leur fourniroient ces articles. 1774.

A-peu-près dans le même tems M. Gage publia un édit contre le Congrès de la province de Maſſachuſet; mais il n'eut pas le moindre effet ſur les procédés de cette Aſſemblée, ni ſur la conduite du peuple, qui obéit implicitement à toutes ſes recommandations. Comme il y avoit des couriers qui alloient & venoient continuellement de ce Congrès au Congrès Général, il eſt probable que les meſures du premier étoient dirigées par le dernier.

La ſituation critique de la Capitale étoit un objet de conſidération. Il n'étoit pas facile de déterminer de quelle manière pourvoir au ſalut de ſes habitans, & empêcher qu'elle ne devînt nuiſible à toute la province, ſi l'on étoit obligé d'en venir aux extrémités. La ville de Boſton, tant par ſa ſituation, que par les fortifications

1774. que le Général avoit fait construire sur l'isthme qui la joint au Continent, étoit déjà passablement forte, & pouvoit, outre cela, être fortifiée, de manière qu'avec l'assistance de quelques vaisseaux de guerre, il auroit presque été impossible de la réduire. Le Gouverneur avoit en son pouvoir d'y retenir les bourgeois comme dans une prison, & de les garder pour otages de la conduite des habitans du reste de la province.

Plusieurs expédiens avoient été proposés pour remédier à ces maux. L'un d'eux étoit simplement de faire quitter la ville aux Bostoniens, d'y mettre ensuite le feu, d'estimer leurs possessions, & de les dédommager de leurs pertes; mais il n'étoit pas facile de mettre ces résolutions en exécution. Le seul moyen qui paroissoit devoir être efficace, étoit de fondre sur les troupes, & de les attaquer ouvertement; mais ils ne vouloient pas encore en venir à ces extrémités. Plusieurs des principaux bourgeois quittèrent, cependant, la ville sous prétexte de craindre la violence des soldats, ou d'être envoyés en Angleterre pour des offenses supposées.

Vers la fin du mois de Décembre le Congrès Provincial ayant fait tout ce qui étoit alors

nécessaire, se sépara, & assigna le mois de Février suivant pour le tems de leur Assemblée. Cette séparation donna lieu aux amis du Gouvernement de paroître en peu d'endroits, & de faire leurs efforts pour s'opposer au torrent. Il y eut en conséquence plusieurs associations où l'on prit les résolutions de se défendre mutuellement, & de ne point avoir égard aux recommandations du Congrès ; mais le parti contraire étoit si considérable que ces efforts n'aboutirent à rien. 1774.

Aussi-tôt que la nouvelle de l'édit, qui défendoit le transport d'armes & d'autres munitions de guerre dans les Colonies, fut parvenue à *Rhode-Island* (*), le peuple s'empara de toute l'artillerie, appartenant au Roi, qui se montoit à environ quarante pièces de canons de différens calibres. Le Capitaine d'un des vaisseaux de guerre ayant demandé au Gouverneur de l'Isle la raison de ce procédé, celui-ci, qui étoit un patriote zélé, lui répondit sans marchander, que les habitans s'étoient emparés du canon pour empêcher qu'il ne tombât entre les mains des troupes du Roi, & qu'ils avoient dessein de s'en servir pour repousser les attaques

(*) Isle de Rhode.

1774. de quiconque auroit l'audace de les molester. L'Assemblée de *Rhode-Island* passa aussi plusieurs résolutions pour se procurer des munitions par tous les moyens possibles, aussi-bien que pour discipliner la milice, & armer les habitans.

La province de *New-Hampshire*, qui avoit jusqu'ici fait paroître plus de modération qu'aucune autre de la Nouvelle Angleterre, ne fut pas plus tôt informée de ce qui s'étoit passé à *Rhode-Island*, des résolutions de leur Assemblée, & de l'édit qui y avoit donné lieu, que le même esprit s'empara du peuple. Une bande de gens armés s'avança, le 14 de Décembre, vers un petit fort appellé Guillaume & Marie, & s'en rendit facilement maître. La possession de cette place leur fournit de la poudre suffisamment pour se mettre en état de défense.

L'arrivée du discours du Roi au Parlement, & la réponse de cette Assemblée au Souverain, augmenta encore les animosités. Il parut alors qu'il n'y avoit plus moyen de se réconcilier. Il est remarquable que tous les actes passés, pour intimider les Américains, produisoient un effet contraire. Plus la Grande-Bretagne paroissoit déterminée à maintenir son autorité, plus les Colons étoient résolus à s'y opposer.

L'Assemblée de la Pensylvanie fut la première qui ratifia d'une manière solemnelle les actes du Congrès Général, & qui élut des Députés pour l'année suivante. 1774.

Les autres provinces suivirent son exemple, & les résolutions du Congrès Général furent presque unanimement approuvées. Celle de *Maryland* assigna une somme d'argent pour acheter des armes & des munitions.

Un Congrès Provincial qui se tint quelque tems après à Philadelphie, passa un grand nombre de résolutions pour l'encouragement des manufactures les plus nécessaires, telles que celles de sel, de poudre à canon, de salpêtre, & d'acier. Il déclara qu'il désiroit avec ardeur que la paix fût rétablie entre les Colonies & l'Angleterre ; mais que, puisque le Ministre de cette nation étoit absolument déterminé à employer la force pour les assujettir au joug de la tyrannie, il étoit de leur devoir de lui résister, & de défendre à tout hasard leur vie & leur liberté.

L'Assemblée de la Nouvelle York fut, cependant, une exception au reste du Continent. Le 10 de Janvier elle commença à procéder aux

1775. affaires de la province, & après de longs débats sur la question d'approuver, ou de désapprouver les mesures du Congrès Général, la majorité, quoique petite, se trouva en faveur du Gouvernement. Les Membres exposèrent ensuite les griefs de la province dans le dessein de les présenter au Roi, & au Parlement. Ils avoient été engagés à agir de cette manière par le Lieutenant-Gouverneur, qui leur avoit fait espérer de réussir. Car, comme le Ministère Anglais ne vouloit point du tout écouter les requêtes du Congrès Général, qu'il traitoit d'Assemblée illicite, il paroît que ce moyen étoit le seul qui restât pour tenter encore une fois la voie de la douceur. Mais l'espérance de succès qui avoit, sans doute, été cause de leur détermination, fut cependant trompée.

Les Membres du Congrès Provincial de Massachuset s'assemblèrent, le 1 de Février, à Cambridge, & suivirent exactement le plan que leurs prédécesseurs avoient tracé. Ils dirent que, suivant ce qu'ils apprenoient de tous côtés, le Ministre méditoit la ruine de leur province, parce qu'ils avoient refusé, ainsi que les autres Colonies, de se soumettre à l'esclavage le plus ignominieux, & que le renfort de troupes que l'on attendoit ne confirmoit que trop ce qu'ils

avoient avancé. C'est pourquoi ils supplièrent 1775.
la milice en général, & les *Minute-men* en particulier, dans des conjonctures aussi critiques, de n'épargner ni tems, ni peine, ni argent, pour se perfectionner dans l'art militaire. On est, sans doute, surpris de voir ici une nouvelle espèce de soldats, appellés *Minute-men*. Ce terme, composé de deux mots Anglais, dont le premier signifie *minute*, & le second *hommes*, veut dire hommes à la minute. Par *Minute-men* ils entendoient un certain nombre de miliciens choisis, qui devoient se tenir prêts à marcher à la première alarme, & leur activité prouva, par la suite, qu'ils méritoient ce nom.

Ils passèrent, ensuite, plusieurs résolutions pour l'encouragement des fabriques d'armes à feu & de bayonnettes, & renouvellèrent les défenses qu'avoient faites leurs prédécesseurs, de fournir aux troupes de Boston les choses nécessaires au service militaire.

Il arriva à-peu-près dans ce tems-là une lettre du Secrétaire d'Etat pour le département des Colonies, qui fut circulée dans toutes les provinces. Elle défendoit, sous peine d'encourir la disgrace du Roi, d'élire de nouveaux Députés pour le Congrès Général; mais elle ne fut

1775. d'aucune utilité, & l'on procéda par-tout aux élections, même dans la province de la Nouvelle York.

Cependant tout étoit fort tranquille à Boſton. Les recommandations du Congrès contribuoient autant à cette tranquillité que les vaiſſeaux de guerre, dont le port étoit plein, & les troupes poſtées dans la ville. Ce calme étoit, néanmoins, très-précaire. La patience des deux partis étoit, pour ainſi dire, à bout, les eſprits étoient violemment agités, & la moindre étincelle étoit capable de produire un incendie.

M. Gage ayant appris qu'il y avoit à Salem pluſieurs pièces de canon de fonte, envoya, le 26 de Février, un détachement ſous les ordres d'un Lieutenant-Colonel, dans un bateau de tranſport, pour s'en ſaiſir, & les apporter à Boſton. Les troupes débarquèrent à *Marblehead*, & s'avancèrent vers Salem; mais elles n'y trouvèrent point de canons. S'imaginant qu'on les avoit fait ſortir de la ville à la nouvelle de leur approche, elles réſolurent de marcher plus avant dans la campagne dans l'eſpérance de les atteindre.

Dans cette pourſuite elles arrivèrent à une petite rivière, ſur laquelle il y avoit un pont-

levis, que les paysans, assemblés en grand nombre sur la rive opposée, levèrent aussi-tôt pour les empêcher de passer. L'Officier leur ordonna de baisser le pont; mais ils refusèrent absolument de le faire, disant : que ce n'étoit pas un grand-chemin, & qu'il n'avoit pas droit de passer par-là. Car, jusqu'au dernier moment, les Colons tinrent le langage de la paix, & fondèrent leur opposition sur les lois. Là-dessus l'Officier voulut se servir d'une chaloupe qui étoit de son côté, afin de prendre possession du pont; mais plusieurs villageois, qui étoient du même côté de la rivière, s'appercevant de son intention, sautèrent sur-le-champ dans la chaloupe, & la percèrent à coups de haches. Ceci occasionna quelques coups de poing entr'eux & les soldats. 1775.

Un Français sera d'abord surpris de voir des soldats, armés de toutes pièces, se battre à coups de poing; mais il cessera de l'être, quand il fera réflexion que la forme du Gouvernement Britannique est bien différente de celle de France. Chez nous, un ordre du Roi oblige le sujet à prêter ses effets pour le service de l'Etat; chez les Anglais, le Roi, même en payant, n'a pas droit de se servir des effets d'un particulier, à moins que celui-ci ne le lui permette. La

1775. chaloupe appartenant aux payſans, ils avoient, ſans doute, droit de la détruire, &, ſi l'Officier avoit donné ordre de tirer, on étoit dans le cas de lui faire ſon procès. Il paroît d'ailleurs que le Général avoit donné ordre d'éviter la violence. Car le Miniſtère auroit été bien-aiſe que les Américains euſſent commis les premiers hoſtilités, afin, par-là, d'avoir un prétexte plauſible aux yeux des Anglais de les attaquer à main armée.

Le Commandant des troupes étoit cependant réſolu de paſſer, & les autres auſſi réſolus à s'oppoſer à ſon paſſage. Un Eccléſiaſtique qui étoit alors préſent empêcha l'effuſion de ſang, & fit voir à l'Officier les conſéquences funeſtes qui s'enſuivroient s'il feſoit uſage de la force. S'appercevant, enfin, que le principal objet de ce dernier étoit le point d'honneur qui ne lui permettoit pas de retourner, & qu'il étoit alors trop tard pour continuer ſa marche, il perſuada aux payſans de baiſſer le pont. Les troupes en prirent auſſi-tôt poſſeſſion, & le Lieutenant-Colonel s'étant avancé avec un détachement un peu plus avant dans la campagne, retourna preſque auſſi-tôt à bord du bateau de tranſport. Telle fut la fin de cette première expédition.

Il eſt viſible que la paix de l'Empire ne tenoit plus qu'à un fil bien faible, & que la moindre violence de la part des troupes étoit capable de le rompre. Depuis l'acte de Parlement, qui privoit les Colonies de leurs chartres, & qui exemptoit le militaire des cours de juſtice de l'Amérique, les ſoldats étoient regardés comme autant de tyrans, & leurs moindres mouvemens excitoient la plus grande jalouſie. La réſiſtance des villageois ſemble, d'un autre côté, avoir irrité ces derniers ; car, depuis ce tems-là, ils vécurent plus mal que jamais avec les Boſtoniens. 1775.

Le tems s'approchoit où des maux beaucoup plus grands devoient faire oublier toutes ces petites querelles. Les colons avoient ramaſſé une quantité conſidérable d'armes & de munitions dans Concord, ville ſituée à environ ſept lieues de Boſton, où ſe tenoit alors le Congrès Provincial. Le Général détacha les grenadiers & l'infanterie légère, ſous le commandement du Lieutenant-Colonel Smith & du Major Pitcairne pour s'en rendre maîtres. Quelques-uns prétendent que le but de cette expédition étoit de ſe ſaiſir de MM. Hancock & Adams, ces grands champions de la liberté qui firent par la ſuite tant de bruit.

1775. Ce détachement composé d'environ 900 hommes s'embarqua dans des chaloupes la nuit du 18 au 19 Avril, & ayant remonté pendant quelques tems *Charles River* (rivière Charles) débarqua à une place appellée *Phips's Farm* (ferme de Phips) d'où il marcha en grand silence vers Concord.

Plusieurs officiers à cheval examinoient, en même tems, les chemins, & se saisissoient de tous ceux qu'ils rencontroient. Malgré toutes ces précautions, le bruit de plusieurs coups de canon & le son des cloches leur découvrirent que l'alarme étoit déjà dans le pays. Les habitans commencèrent effectivement à s'assembler dans les villes & dans les villages d'alentour avant le point du jour. Les canons qu'ils avoient entendus étoient placés de distance en distance afin de donner l'alarme, de sorte qu'en fort peu de tems toute la province pouvoit être avertie de son danger.

Les troupes arrivèrent à Lexington à cinq heures du matin, où elles trouvèrent une compagnie de milice sous les armes dans une prairie près du grand chemin. Là-dessus un officier de l'avant-garde s'approcha en disant: *Retirez-vous, rebelles; mettez bas les armes, & retirez-vous.*

vous. Les soldats le joignirent aussi-tôt en pouffant des cris de *vive le Roi.* Il y eut d'abord quelques coups de tirés irrégulièrement qui furent suivis d'une décharge générale, qui tua huit miliciens & en blessa plusieurs autres. 1775.

Voilà le premier sang qu'il y eut de répandu dans cette guerre. Chaque parti prit, ensuite, beaucoup de peine pour prouver qu'il n'étoit pas l'aggresseur; chose de peu de conséquence, puisque les affaires en étoient à un point où il falloit qu'elles se décidassent à la pointe de l'épée.

Les courtisans s'efforcèrent de prouver que les Colons tirèrent les premiers sur les troupes par les fenêtres, & les Colons prétendirent le contraire. Les Magistrats prirent même les dépositions de plusieurs témoins, entre lesquels étoient des prisonniers Anglais; & suivant ces dépositions, il paroît que les troupes commencèrent l'attaque à Lexington & à Concord. Quoiqu'il ne soit pas probable que les Américains aient été assez imprudens pour faire feu sur les soldats, tandis qu'une compagnie de milice étoit à la merci de ces derniers, je ne prétens pas assurer le contraire; mais cela est indifférent.

1775. Après cette affaire, M. Smith continua sa marche vers Concord, & envoya six compagnies d'infanterie légère pour s'emparer de deux ponts au-delà de la ville, dans le dessein, peut-être, d'empêcher que les munitions n'en sortissent, ou de prévenir la fuite de ceux qu'il avoit ordre d'arrêter; si, toute fois, il avoit de pareils ordres. Un corps de milice, posté sur une hauteur dans le chemin, se retira à leur approche, & passa sur l'un des ponts, dont les troupes prirent aussi-tôt après possession. Pendant ce tems-là le reste du détachement, arrivé dans Concord, commença à s'acquitter de sa commission, en enclouant trois canons de fer, détruisant quelques fusils & affûts, & jettant dans la rivière quelques barils de fleur, de poudre à canon, & de balles. Sur ces entrefaites les miliciens qui s'étoient retirés de la hauteur, appercevant plusieurs feux dans la ville, retournèrent vers le pont qu'ils venoient de passer, & qui étoit dans leur chemin. Là-dessus l'infanterie légère se retira du côté de Concord, & leva le pont. Les miliciens s'avancèrent toujours, évitant, néanmoins, toute apparence d'hostilité, & fesant semblant de vouloir passer comme d'autres voyageurs. Alors les soldats firent feu, & tuèrent deux hommes. Les miliciens firent aussi feu de leur côté, &

il y eut une escarmouche dans laquelle les premiers eurent le dessous, & furent obligés de se retirer, ayant plusieurs hommes de tués & de blessés, un Lieutenant & quelques soldats de faits prisonniers. 1775.

Tout le pays fut bientôt en alarme, & les troupes se trouvèrent attaquées de tous côtés. Les escarmouches se succédèrent les unes aux autres, & le feu continua tout le long du jour. Depuis Concord jusqu'à Lexington, marche d'environ deux lieues, les troupes furent terriblement harassées, non-seulement par la milice, qui les poursuivoit, mais par ceux qui étoient dans les maisons, derrière les murailles & les haies ; tout le chemin étant bordé de gens armés.

Heureusement pour les Anglais, le Général, prévoyant le danger du service, avoit, de grand matin, détaché Milord Percy avec seize compagnies d'infanterie, & un corps de soldats de marine, avec deux pièces de campagne, pour soutenir le Lieutenant-Colonel Smith. Ces troupes arrivèrent à Lexington au moment que ce dernier retournoit de Concord. Cette circonstance fut d'autant plus fortunée que le premier détachement n'avoit plus de munitions ; mais

1775. quand cela auroit été autrement, il paroît que sa perte étoit inévitable, étant encore à cinq lieues de Boston ; entouré d'ennemis, il auroit infailliblement été taillé en pièces, ou fait prisonnier.

Ce secours, & sur-tout le canon, donna au premier détachement le tems de reprendre haleine à Lexington, chose dont il avoit grand besoin, & les pièces de campagne empêchèrent les Américains d'avancer si près ; mais aussi-tôt que les troupes reprirent leur marche, ils recommencèrent à les harasser, & le danger augmentoit continuellement, le nombre des ennemis devenant de plus en plus considérable. Enfin elles arrivèrent sur le soir à *Charles-Town*, d'où elles passèrent sur-le-champ à Boston sous la protection de l'artillerie d'un vaisseau de guerre. Elles étoient dans le dernier épuisement, ayant fait ce jour-là plus de dix lieues.

Après une action qui dura depuis le matin jusqu'au soir, il est naturel de s'imaginer que le carnage devoit être grand de part & d'autre ; il ne fut, cependant, pas considérable : ce qui doit être attribué à ce que les Américains, dans le commencement, n'étoient qu'en petit nombre, & à la bonne conduite de Milord

Percy, qui à son arrivée posta les troupes si avantageusement, & se servit si à-propos des pièces de campagne, qu'il ne leur permit pas de le suivre de si près. Une retraite de cinq lieues, faite avec tant d'ordre & si peu de perte, dans un pays couvert, où chaque haie & chaque buisson offroit des ennemis cachés, sera toujours honneur à ce Seigneur; si l'on considère, outre cela, que le nombre de ceux qui le poursuivoient, déjà deux fois plus grand que sa petite armée, s'augmentoit à chaque instant, & que ses troupes étoient extrêmement fatiguées. 1775.

Les Anglais eurent soixante-cinq hommes de tués, & cent quatre-vingt-six de blessés. Entre ces derniers étoient M. Smith, un autre Lieutenant-Colonel, & plusieurs Officiers. Deux Lieutenants, & environ vingt-cinq soldats, furent faits prisonniers.

Les Américains n'eurent que cinquante hommes de tués, & soixante de blessés, en comptant ceux qui étoient tombés par le premier feu.

Il y avoit dans cette action environ deux mille hommes des meilleures troupes d'Angleterre; &, quoique le nombre des Américains qui les attaqua fut beaucoup plus considérable, il est visi

1775. ble que c'étoit mal-à-propos qu'on accuſoit ces derniers de manquer de courage. Quelques Seigneurs avoient dit en plein Parlement, que les Colons étoient une bande de poltrons, qu'un ſeul régiment ſuffiroit pour parcourir les Colonies d'un bout à l'autre, & que la vue d'un bonnet de grenadier étoit capable de mettre une armée Américaine en fuite. L'expérience prouva le contraire, & fit voir aux habitans de la Grande-Bretagne qu'il y a du courage ailleurs que chez eux.

Chaque parti, comme nous l'avons déjà dit, accuſa ſes adverſaires de la plus grande inhumanité; plaintes ordinaires dans les guerres civiles. Il peut ſe faire que les ſoldats dans la chaleur de l'action, & animés par l'eſprit de vengeance, commettent quelques cruautés; mais les nations policées ont, depuis long-tems, renoncé à la coutume barbare d'inſulter leurs ennemis vaincus. D'un côté, un Officier & pluſieurs ſoldats qui avoient tombé entre les mains des Colons, donnèrent des témoignages publics du bon traitement qu'ils en avoient reçu; & de l'autre, l'humanité des Bretons eſt trop connue pour qu'on puiſſe en douter. Non-ſeulement les Grands de cette nation, mais même les derniers des individus poſsèdent cette vertu au

suprême dégré. Il est vrai que les guerres civiles sont toujours plus cruelles que les autres, & se font avec plus d'animosité; mais je crois que ces accusations furent exagérées de part & d'autre. 1775.

L'affaire de Lexington assembla sur-le-champ toute la province en armes; &, quoiqu'il y eût plus de troupes qu'il n'en falloit pour investir Boston, ce n'est qu'avec difficulté qu'on persuada à ceux qui s'avançoient de tous côtés, de s'en retourner chez eux. Le corps de milice qui étoit devant cette ville montoit, à ce que l'on dit, à vingt mille hommes, sous le commandement des Colonels Ward, Pribble, Heath, Prescot, & Thomas, qui agissoient alors comme Généraux. Ces Officiers établirent leurs quartiers à Cambridge, & formèrent une ligne d'environ dix lieues, qui s'étendoit depuis Roxbury jusqu'à Mystick, qu'ils fortifièrent avec de l'artillerie. Ils furent bientôt après joints par le Colonel Putnam, brave Officier Américain, qui avoit acquis de l'expérience & de la réputation dans les deux dérnières guerres contre la France. Celui-ci campa avec un gros détachement de troupes de Connecticut, de manière à pouvoir secourir, s'il étoit nécessaire, ceux qui étoient devant la ville.

1775. En même tems le Congrès Provincial, qui se tenoit alors à *Water-Town*, prépara une adresse aux habitans de la Grande-Bretagne, dans laquelle il fesoit un détail exact des particularités de la dernière affaire. Le contenu de cette adresse n'est qu'une répétition de ce que nous avons déjà dit. Ils s'efforcèrent de prouver que ce sont les Anglais qui ont commencé l'attaque à Lexington & à Concord, & finissent par déclarer qu'ils ne se soumettront jamais à la tyrannie du Ministère. Prenant aussi le Ciel à témoin de la bonté de leur cause, ils déclarent qu'ils sont résolus d'être libres. Ce Congrès passa un acte pour le maintien d'une armée, fixa la paie des Officiers & des soldats, & publia des lois pour le militaire.

Le manque d'argent dans les Colonies étoit une chose qui sembloit devoir arrêter le progrès de la rebellion, & détruire à la longue toutes les mesures de leurs Assemblées pour s'opposer au Gouvernement Britannique ; mais les Membres qui les composoient, étoient des gens sages, prévoyans, & intrépides, que rien ne pouvoit abattre. Ils formèrent une banque de billets, & engagèrent la foi de la province pour le paiement de ces billets. Tout le monde fut obligé de les recevoir au lieu d'argent, &

ceux qui d'abord firent quelque difficulté, furent regardés comme ennemis de la patrie, & exposés au ressentiment du parti dominant. 1775.

Le 5 de Mai le Congrès de Massachuset déclara que le Général Gage, par les dernières transactions, s'étoit rendu incapable de servir cette Colonie en qualité de Gouverneur, ou en quelque autre qualité que ce fût, & que conséquemment on ne lui devoit plus aucune obéissance; mais qu'au contraire on devoit le regarder comme l'ennemi du pays.

Comme le tems de la séance de cette Assemblée expiroit au 30 de Mai, ils firent procéder à l'élection d'un nouveau Congrès, qui devoit se rendre le 31 du même mois à la même place.

L'affaire de Lexington excita la plus grande indignation dans les autres Colonies, & elles se préparèrent à la guerre avec autant d'ardeur que si l'ennemi avoit été à leurs portes. Le courage que la milice avoit fait paroître dans ce premier essai, & l'avantage qu'elle s'imaginoit avoir obtenu sur des troupes réglées, ne lui donnoit pas peu de vanité. Ceux qui avoient tombé dans l'action étoient en même tems regrettés avec les plus grandes lamenta-

1775. tions, & honorés comme des martyrs qui s'étoient sacrifiés pour la défense de leur patrie. Les cruautés attribuées aux troupes du Roi, que les Chefs du parti opposé eurent soin de faire publier, augmentèrent encore la haine & la violence des Colons. Dans quelques endroits ils saisirent les magasins ; & à la Nouvelle Jersey ils s'emparèrent du trésor public, dont ils employèrent une partie à la solde de leurs troupes.

Milord North, alors Premier Ministre, avoit formé un plan de réconciliation, qui fut présenté aux différentes Colonies ; mais il fut universellement rejetté, & c'étoit à quoi le Ministre s'attendoit. Le but de cette mesure étoit de faire voir aux Anglais que ce n'étoit pas le Ministère qui vouloit la guerre, mais les Colons qui refusoient la paix. Les gens éclairés s'apperçurent bien de cette finesse ; &, quoique les pensionnaires de la Cour s'efforçassent de justifier, dans tous leurs écrits, la conduite de leurs patrons, ils ne purent tromper que les ignorans.

Cependant le Général & ses soldats, bloqués dans Boston, & ne pouvant plus recevoir de fraîches provisions, commençoient à sentir les

incommodités d'un siège. Les bourgeois étoient réduits à tirer leurs vivres des magasins du Roi, & c'est ce qui engageoit les assiégeans à faire tous leurs efforts pour empêcher qu'il entrât la moindre chose dans la ville, espérant que le manque de provisions obligeroit le Gouverneur à laisser sortir les habitans, ou au moins les femmes & les enfans; demande qui lui avoit été faite plusieurs fois. 1775.

Il est probable que ce qui engageoit M. Gage à retenir les Bostoniens, c'est qu'il les regardoit comme des otages nécessaires pour la sûreté de la ville, &, peut-être, pour celle de l'armée. Quoi qu'il en soit, il capitula enfin avec eux, & leur offrit la liberté de sortir de la ville avec leurs effets, à condition qu'ils délivreroient leurs armes. Ceux-ci acceptèrent la proposition; mais, à leur grand étonnement, le Général refusa d'accomplir la capitulation de son côté, lorsqu'ils se trouvèrent désarmés. Quoi qu'on puisse dire pour excuser ce manque de foi, il est certainement digne de blâme. Si, comme le veulent les partisans de la Cour, on ne doit rien à des rebelles, pourquoi traiter publiquement avec eux? Pourquoi leur faire des promesses qu'on n'a pas dessein de tenir? Cette conduite du Chevalier Gage fut, sans doute, plus

1775. utile aux Chefs de la rebellion que s'il avoit tenu sa parole ; car tous les actes de pardon qui parurent ensuite furent regardés par les Colons comme autant de pièges qu'on leur tendoit, & ceux qui s'étoient engagés dans cette guerre, ne trouvèrent plus de sûreté que dans leur persévérance.

Le Général permit, cependant, à quelques bourgeois de sortir quelque tems après ; mais ils furent obligés de laisser tous leurs effets, de sorte que des gens qui avoient jusqu'ici vécu fort à leur aise, se trouvoient tout d'un coup réduits à la dernière indigence.

Le Congrès Général se plaignit amèrement des souffrances des Bostoniens à cet égard. Les passeports, dit-il, ont été distribués de telle manière que les familles étoient divisées. Le père étoit obligé d'abandonner un fils, le fils son père, la tendre épouse un époux chéri, & la mère éplorée de confier à la générosité de ses ennemis une fille qui fesoit ses délices. Cette manière d'agir ne fait pas du tout d'honneur à ceux qui étoient à la tête des affaires.

Le Congrès Général s'assembla le 10 de Mai à Philadelphie, & ses mesures confirmèrent les

Colons dans leurs résolutions. Il commença 1775.
par donner des ordres de lever une armée, & établit une banque de papier pour servir au paiement des troupes. Les Colonies Unies (tel fut le nom qu'elles prirent alors) se rendoient cautions pour réaliser la valeur des billets.

Il défendit qu'on fournît des provisions aux pêcheurs Anglais ; &, pour rendre cette mesure plus efficace, il ne fut plus permis de transporter la moindre chose dans les Isles, ou autres places qui n'étoient pas de la grande alliance. Cette prohibition, dont on n'avoit pas le moindre soupçon en Angleterre, ne donna pas peu de trouble à ceux qui pêchoient sur le Banc de *Newfoundland* (*), de sorte que, pour prévenir une famine, plusieurs vaisseaux furent obligés de revenir en Irlande chercher des provisions pour porter à leurs confrères.

La Nouvelle York, non-obstant la modération qu'elle avoit fait paroître, ne fut pas moins irritée que le reste des Colonies à la nouvelle de la dernière affaire. Les habitans élurent aussi-tôt un Congrès Provincial ; mais, comme

(*) Terre Neuve.

1775. on attendoit de jour en jour des troupes d'Irlande, & que ce pays est dans le cas d'être attaqué par mer, sa situation étoit des plus critiques.

Sur ces entrefaites quelques régimens de Connecticut arrivèrent dans le voisinage de la Capitale, en apparence pour la protéger, & probablement pour supporter le parti du Congrès: car cette force n'étoit pas suffisante pour défendre la ville au cas qu'elle eût été attaquée par mer.

Les bourgeois s'adressèrent, donc, au Congrès Général pour savoir ce qu'ils devoient faire à l'arrivée des troupes. Le Congrès leur conseilla de se tenir sur la défensive tant que cela s'accorderoit avec leur sûreté, & de permettre aux soldats de rester dans leurs casernes tant qu'ils se comporteroient d'une manière paisible; mais de ne pas souffrir qu'ils élevassent des fortifications, ou qu'ils coupassent la communication entre la ville & la campagne, &, si on les attaquoit, de repousser la force par la force. En un mot, il leur dit de se préparer pour le pis aller, de s'assurer d'une retraite pour les femmes & les enfans, de prendre les armes &

les munitions des magasins, & de tenir sur pied un corps de troupes suffisant pour pouvoir se défendre. 1775.

Ces recommandations furent suivies avec beaucoup d'exactitude. Toutes les mains inutiles sortirent de la ville ; & bientôt cette place autrefois si florissante n'eut plus l'apparence que d'un triste désert. Il fut même résolu de la réduire en cendre au cas que cela se trouvât nécessaire ; mais heureusement pour *New-York*, les troupes que l'on y attendoit débarquèrent à Boston, où l'on en avoit alors plus de besoin.

Pendant que ces choses se passoient dans cette province, plusieurs personnes de Massachuset, d'un esprit plus entreprenant, avoient secrètement formé un dessein des plus hardis, & dont la réussite devoit être de la dernière utilité aux Colonies. C'étoit la surprise de Ticonderoga, de *Crown-Point*, & de plusieurs autres forteresses, situées sur les grands lacs qui commandent les passages entre les Colonies Anglaises & le Canada. Quelques-uns disent que ceux qui partirent pour cette expédition, n'avoient aucun ordre de leurs supérieurs, & que, dans leur chemin, ils rencontrèrent d'autres personnes en marche pour le même objet, sans qu'il y

1775. eût eu aucun concert entr'eux. Il est, cependant, plus probable que ces aventuriers étoient envoyés par quelque Membre du Congrès, quoique cela ne fût pas public. Quoi qu'il en soit, les Colonels Easton & Ethan Allen, à la tête de deux cens quarante hommes, surprirent, avec beaucoup d'adresse, les petites garnisons de *Crown-Point*, & de Ticonderoga. Ces deux forts, qui étoient de la dernière importance, & qui avoient tant coûté aux Anglais dans la guerre de 1756, furent pris sans qu'il y eût une goutte de sang de répandue. Les Américains trouvèrent dans ces forteresses deux cens pièces de canon, un nombre considérable de mortiers, de bombes, & quantité d'autres provisions qui leur furent pour lors d'un grand service. Ils s'emparèrent aussi de deux vaisseaux qui leur donnèrent le commandement du lac Champlain, & ils trouvèrent des matériaux & des agrès suffisamment pour en bâtir plusieurs autres.

Le 25 de Mai, les Lieutenans-Genéraux Howe, Burgoyne, & Clinton, arrivèrent d'Angleterre à Boston, avec un corps considérable de soldats de marine, & de troupes réglées. Plusieurs autres régimens d'Irlande les suivirent de près, de sorte que les forces qui étoient alors dans cette Capitale, paroissoient formidables. Il est visible

visible que les affaires ne pouvoient pas rester long-tems dans cette situation. Rien de remarquable n'étoit, pourtant, arrivé depuis le commencement du blocus, excepté quelques petites escarmouches entre différens partis, qui vouloient enlever le bétail sur les petites Isles, qui sont dans la baie de Boston. Ces escarmouches offroient un spectacle varié de vaisseaux, de chaloupes, & de soldats engagés en même tems par terre & par mer. Dans plusieurs de ces engagemens les Anglais furent obligés de se retirer avec perte ; &, dans le dernier, d'abandonner un bâtiment armé, qui fut brûlé par les Américains. 1775.

Non-obstant les renforts arrivés de la Grande-Bretagne, avec trois Généraux, que l'on regardoit comme très-actifs, les troupes demeurèrent encore quelque tems dans l'inaction. Il est probable que les Colons, après l'affaire de Lexington, fiers de leur succès, auroient sur-le-champ donné l'assaut à la ville, s'ils n'avoient appréhendé pour leurs compatriotes qui y étoient renfermés. Cette entreprise auroit, cependant, coûté cher, si elle avoit réussi. D'ailleurs le nombre de vaisseaux de guerre, dont cette presqu'isle étoit environnée, l'artillerie formidable qui la défendoit, & la bonté des troupes qui

1775. formoient sa garnison, en rendoient la réussite très-douteuse. D'un autre côté, les Généraux Américains ne vouloient pas exposer leurs nouveaux soldats à être repoussés. La moindre défaite auroit eu des suites funestes : non-seulement ils n'étoient pas encore aguerris, mais outre cela le Gouvernement qu'ils servoient n'avoit pas de fondement solide. La moindre chose étoit capable de rompre l'union des Colonies, c'est pourquoi les Officiers tâchoient d'arrêter l'ardeur des troupes, certains que Boston ne pourroit pas long-tems résister aux incommodités d'un siège.

Le 8 de Juin, le Congrès Général déclara que l'union entre la Grande-Bretagne & la province de Massachuset ne subsistoit plus, puisque la chartre de Guillaume & de Marie étoit violée, & recommanda aux habitans d'établir un nouveau Gouvernement, de choisir un Gouverneur, des Conseillers, & une Chambre d'Assemblée, suivant le pouvoir donné dans cette chartre. Il fit aussi défense de recevoir, ou de négocier aucune lettre-de-change, ou billets-à-ordre pour les Officiers tant de l'armée que de la marine, ou de leur fournir de l'argent sous quelque prétexte que ce fût. Il ordonna outre cela de ne point donner de provisions à l'armée, ni aux

vaisseaux tant de guerre que de transport, employés dans le service Britannique. Il établit en même tems une poste aux lettres pour toutes les Colonies, dont il donna peu de tems après le ménagement au célèbre M. Franklin, connu depuis sous le nom de Docteur Franklin, & Ambassadeur des États-Unis à la Cour de France, que le Gouvernement d'Angleterre avoit privé de cet emploi. L'on voit par-là que, sous le nom de recommandations & d'avis, les Membres du Congrès avoient effectivement établi une nouvelle forme de Gouvernement. 1775.

Le 12 de Juin, M. Gage publia un édit par lequel Sa Majesté Britannique offroit un pardon à tous ceux qui mettroient bas les armes, & s'en retourneroient tranquillement chez eux, excepté à *Samuel Adams* & à *Jean Hancock*, dont les offenses, à ce que l'on disoit, étoient trop grandes pour être susceptibles d'aucune grace. Suivant cet édit, ceux qui refuseroient de profiter de la bonté du Souverain, devoient être regardés comme traîtres & rebelles, ainsi que ceux qui les protégeroient, leur donneroient aucun secours, ou correspondroient avec eux. Les lois militaires furent mises en vigueur au lieu des lois civiles, jusqu'à ce que le calme fût rétabli dans le pays. Cette proclamation n'eut pas

1775. plus d'effet que celles qui l'avoient précédée ; & à-peu-près dans le tems où M. Hancock étoit déclaré indigne de pardon, il fut choisi Président du Congrès Général. Cet édit fut néanmoins regardé comme le prélude de la guerre, & les deux partis s'y préparèrent en conséquence. Le poste de *Charles-Town*, ville située sur le bord de *Charles-River*, ou Rivière Charles, qui la sépare de Boston, avoit jusqu'ici été négligé des deux partis. Les Américains jugèrent à-propos de s'en emparer, parce qu'il étoit fort avantageux, soit qu'ils eussent dessein d'agir sur l'offensive, ou sur la défensive. C'est pourquoi la nuit du 16 au 17 de Juin ils envoyèrent un corps de troupes avec le plus grand secret pour fortifier *Bunker's-Hill*, éminence qui étoit sur l'isthme qui joint la presqu'isle au Continent. Cette presqu'isle ressemble beaucoup à celle sur laquelle Boston est située, avec cette différence, que l'isthme de *Charles-Town* est beaucoup plus large, & que *Bunker's-Hill* est une éminence beaucoup plus considérable qu'aucune de celles de Boston. Les deux villes ne sont séparées que par *Charles-River*, rivière d'environ un demi-quart de lieue.

Les troupes employées à ce service conduisirent leurs ouvrages avec tant d'ordre & de

ſilence, que, quoique la preſqu'iſle fût envi- 1775.
ronnée de vaiſſeaux de guerre, elles ne furent pas entendues de toute la nuit, & leur diligence fut ſi grande, qu'à la pointe du jour, elles avoient élevé une redoute, des retranchemens conſidérables, & un parapet, qui étoit à quelques endroits à l'épreuve du canon. La vue de ces fortifications alarma d'abord le vaiſſeau de guerre le *Lively*, & le bruit de ſes canons attira la ville, le camp, & la flotte, pour contempler une choſe qui paroiſſoit un prodige. Il ſe fit alors un feu continuel d'artillerie ; on jetta quantité de bombes tant des vaiſſeaux que des batteries flottantes, & d'une hauteur dans la preſqu'iſle de Boſton. Une pareille artillerie auroit été capable d'ébranler la fermeté de ſoldats aguerris, & cependant on prétend que les Colons ſouffrirent ce feu épouvantable avec la dernière intrépidité, & continuèrent leurs travaux comme ſi perſonne ne les avoit incommodés, ou qu'il n'y eût pas eu de danger dans le ſervice.

Environ ſur le midi le Général Gage fit embarquer un corps de troupes ſous le commandement du Major-Général Howe, & du Brigadier-Général Pigot pour déloger les Américains. Ce corps conſiſtoit de dix compagnies de grena-

1775. diers, & de douze d'infanterie légère, avec un train d'artillerie. Les troupes débarquèrent sans opposition sous le canon des vaisseaux de guerre. Les deux Généraux trouvèrent les ennemis en si grand nombre, & si fortement retranchés qu'ils envoyèrent demander du renfort avant que de commencer l'attaque. Ils furent joints peu après par quelques compagnies d'infanterie légère, & de grenadiers, & un bataillon de marines, le tout ensemble formant un corps de plus de deux mille hommes.

L'attaque commença par un feu roulant d'artillerie, sous lequel les troupes s'avancèrent à petits pas vers l'ennemi, & haltèrent plusieurs fois pour donner le tems aux canons de détruire les travaux des Américains, & de les mettre eux-mêmes en confusion. Ceux-ci envoyèrent un détachement dans les maisons de *Charles-Town* pour couvrir leur droite, de sorte que le Général Pigot, qui commandoit l'aile gauche des Anglais, & à qui on attribua le succès de la bataille, étoit tout-à-la-fois engagé avec ceux de *Charles-Town*, & les retranchemens. Il ne fut, cependant, pas long-tems dans ce double embarras ; car, bientôt après, le feu prit en plusieurs endroits de la ville, soit par le moyen des carcasses que l'on jettoit des vaif-

ſeaux, ou que M. Pigot l'y eût fait mettre, & elle fut réduite en cendres. Cette action, suivant le rapport que m'a fait un Officier qui s'y eſt trouvé, repréſentoit une des ſcènes des plus terribles de la guerre. 1775.

Sur notre gauche, dit-il, nous avions la perſpective épouvantable d'une ville en flammes, & de l'artillerie de Boſton qui feſoit un feu continuel ſur les retranchemens des Américains. On voyoit, ſur le haut des maiſons & des clochers de cette dernière ville, une foule de peuple que la curioſité avoit attirée pour être préſens au ſpectacle d'une bataille. Nos oreilles étoient étourdies du feu roulant des vaiſſeaux, dont nous étions preſque entourés; & devant nous nous avions l'ennemi. Les Colons ſoutinrent ce feu continuel d'artillerie & de mouſqueterie avec une fermeté incroyable, & permirent aux troupes du Roi de s'avancer tout près de leurs retranchemens, avant que de tirer un ſeul coup. Alors ils commencèrent à faire un feu épouvantable, qui coucha par terre un grand nombre d'Officiers & de ſoldats. Les Anglais furent d'abord mis en déſordre, & le Général Howe reſta tout ſeul pendant quelques ſecondes. La plupart des Officiers qui étoient auprès de ſa

1775. perſonne furent tués, ou bleſſés. On dit qu'il conſerva dans cette occaſion le plus grand ſang-froid ; mais, malgré ſon courage, il lui auroit été difficile de rallier les troupes épouvantées.

Le Général Clinton, qui dans ce moment arrivoit de Boſton, par une manœuvre habile, les ramena preſque ſur-le-champ à la charge ; &, revenues de leur frayeur, elles attaquèrent les retranchemens avec la plus grande intrépidité la baïonnette au fuſil, & les forcèrent preſque par-tout. Quoique la plupart des Américains n'euſſent point de baïonnettes, & qu'ils euſſent tiré toutes leurs munitions, pluſieurs d'entre eux combattirent en déſeſpérés, & ne furent chaſſés de leurs travaux qu'avec beaucoup de difficulté. Ils furent à la fin obligés de ſe retirer par l'iſthme de *Charles-Town*, qui étoit enfilé du canon du vaiſſeau de guerre le *Glaſgow*, & de deux batteries flottantes ; mais ils ne ſouffrirent que très-peu de cette artillerie formidable, quoique ſon aſpect eût empêché quelques compagnies, envoyées à leur ſecours, de faire leur devoir. Ainſi finit l'affaire ſanglante de *Bunker's-Hill*, qui coûta plus aux Anglais que ne valoit le poſte dont ils s'emparèrent, & qui ne leur fut par la ſuite d'aucune utilité.

Ils eurent dans cette action deux cens vingt-six hommes de tués, entre lesquels étoient un Lieutenant-Colonel, deux Majors, sept Capitaines, & neuf autres Officiers, outre huit cens vingt-huit de blessés, dont soixante-dix étoient Officiers : les plus regrettés d'entre les morts furent le Lieutenant-Colonel Abercrombie & M. Pitcairn, Major des soldats de marine, dont la bravoure lui avoit mérité l'estime de ses compatriotes ; MM. Williams & Spendlove, dont le dernier mourut quelques tems après de ses blessures, & qui avoit donné plusieurs preuves de sa valeur. Il est certain que les troupes Anglaises se comportèrent dans cette occasion avec le courage le plus intrépide. Le Général, & les Officiers ne s'épargnèrent pas plus que les simples soldats, & eurent tous occasion de se distinguer. On ne peut nier non plus que les Américains, qui n'étoient qu'une milice mal disciplinée, mal armée, & peu accoutumée au feu, n'aient donné des preuves de la plus grande fermeté, & de la résolution la plus déterminée à s'opposer aux mesures du Gouvernement. 1775.

Les vainqueurs trouvèrent cinq pièces de canons, & environ trente hommes de blessés, que les Colons avoient laissés derrière eux. La perte de ces derniers, suivant la relation qui fut

1775. ensuite publiée par le Congrès de la province, étoit peu considérable en comparaison de celle de leurs ennemis, ne montant qu'à quatre cens cinquante hommes, tant tués que blessés, & faits prisonniers. Leurs adversaires soutinrent que cette relation étoit fausse, & que, pour cacher le nombre de leurs morts, ils les enterroient durant l'action, chose qui paroît étrange, & qui n'est pas même probable. Celui de leurs Officiers que les Américains regrettèrent le plus, fut le Médecin Warren, qui, agissant alors comme Major-Général, étoit Commandant de ce parti, & qui fut tué en combattant vaillamment à leur tête. Ce brave homme, qui s'étoit distingué par son mérite, ses talens, & son éloquence, étoit alors Président du Congrès Provincial; quittant la voie paisible de sa profession, il montra qu'il étoit aussi propre au métier de la guerre qu'à l'étude, & répandit généreusement son sang pour la défense de sa patrie. Ils perdirent, outre cela, plusieurs Officiers, & entre autres un Lieutenant-Colonel, qui mourut de ses blessures dans les prisons de Boston.

Chaque parti crut s'être acquis beaucoup d'honneur dans cette action. Les Royalistes dirent qu'ils avoient battu des troupes trois fois

aussi nombreuses qu'eux, couvertes par des re- 1775.
tranchemens considérables, qu'ils avoient emportés l'épée à la main. D'un autre côté, les Américains maintinrent que les ennemis étoient au nombre de trois mille, tandis qu'ils n'étoient eux-mêmes que mille cinq cens hommes; que ce petit corps soutint vaillamment leur attaque, & les repoussa plusieurs fois avec perte, malgré l'artillerie formidable qu'ils avoient débarquée, & le feu continuel des vaisseaux & des batteries flottantes, qu'ils avoient souffert depuis le matin, & qui les avoit empêchés d'achever leurs ouvrages.

L'esprit de parti qui régne toujours dans les guerres civiles, empêche qu'on ne sache au juste le nombre des combattans. L'ambition des Anglais, qui s'imaginent avoir les plus braves troupes de l'univers, ne leur permet guère d'avouer qu'ils aient été battus, & leur fait toujours augmenter le nombre de leurs ennemis, tandis que ces derniers, par le même motif, s'efforcent d'obscurcir la gloire des premiers. J'ai, cependant, parlé à plusieurs Officiers, que j'ai tout lieu de croire impartiaux, qui m'ont assuré que les deux armées étoient à-peu-près égales en nombre. Quoi qu'il en soit, les Américains ne furent pas du tout découragés de

1775. l'évènement de cette bataille. Ils avoient montré beaucoup d'activité & d'habileté dans la conſtruction de leurs lignes, & non pas moins de conſtance à les défendre. Ils dirent que, quoiqu'ils euſſent perdu un poſte, ils avoient autant gagné, que s'ils avoient remporté la victoire la plus complète, puiſqu'ils ôtoient tous moyens d'agir ſur l'offenſive à une armée envoyée pour les aſſujettir.

Ils continuèrent le blocus de Boſton, & ne furent pas peu ſatisfaits de ce que cette dernière action avoit réfuté les calomnies de ceux qui les accuſoient de manquer de courage & de réſolution.

Depuis ce tems-là les Anglais demeurèrent maîtres de la preſqu'iſle, & fortifièrent *Bunker's-Hill*, de ſorte que les forces de Boſton furent diviſées, & eurent deux garniſons à maintenir. Cela fut d'une façon avantageux aux ſoldats, parce qu'ils étoient plus au large ; mais cet avantage étoit contre-balancé par l'augmentation du ſervice. Leur ſituation étoit réellement déſagréable & humiliante. Aſſiégés & inſultés par un ennemi qu'ils avoient eu coutume de mépriſer, ils étoient privés de fraîches proviſions, choſe dont ils avoient le plus

grand besoin, tandis que les assiégeans avoient tout en abondance. Les mauvaises nourritures & la viande salée dont ils étoient obligés de se servir, la chaleur du climat, & la dureté du service, remplirent insensiblement les hôpitaux, de sorte que le nombre de malades & de blessés se montoit à 1600; il n'y en eut cependant que fort peu qui moururent. 1775.

Les Américains aussi-tôt, après l'affaire de *Bunker's-Hill*, firent d'autres retranchemens au-delà de l'isthme de *Charles-Town*, de sorte que les troupes furent également investies dans cette presqu'isle qu'elles l'étoient à Boston. Ils étoient infatigables, & garnissoient les postes les plus avancés de leurs lignes, de fortes redoutes & d'artillerie; ils avancèrent même leurs ouvrages jusqu'aux fortifications de l'isthme de Boston, & avec autant d'intrépidité que d'adresse brûlèrent un corps de garde avancé des Anglais. Comme ces derniers avoient abondance de munitions, ils ne les épargnèrent pas: ils jettèrent quantité de bombes, & firent un feu terrible sur les ouvrages des Colons; mais cela n'eut d'autre effet que de les accoutumer à cette sorte de service. Ceux-ci au contraire, qui n'avoient guère de poudre, la ménageoient autant qu'il étoit possible.

1775. Un régiment de dragons qui arriva d'Irlande, & qui ne fut jamais capable de sortir de la ville, ne servit qu'à augmenter les besoins des habitans & de la garnison. Le foin qui croissoit dans les petites isles de la Baie de Boston devint alors un objet de la plus grande considération, & les Colons firent tous leurs efforts pour priver leurs ennemis de cette ressource : ils se procurèrent un grand nombre de chaloupes, & étant maîtres du rivage & des entrées de la Baie, ils brûlèrent, détruisirent, ou enlevèrent, malgré la vigilance des vaisseaux de guerre, la plus grande partie de cet article. Ces entreprises occasionnèrent plusieurs escarmouches, & les Américains devinrent à la fin si hardis qu'ils mirent feu au fanal qui étoit dans une isle à l'entrée du port, quoiqu'il y eût un vaisseau de guerre à environ un quart de lieu de l'endroit. Les Anglais envoyèrent ensuite des charpentiers avec une escorte de soldats de marine pour construire un autre fanal ; mais ils furent tous tués, ou enlevés.

Plusieurs compagnies de soldats de marine débarquèrent le long des côtes, & s'efforcèrent de se procurer par force les provisions qu'on leur refusoit, de sorte que c'étoit plutôt un pillage qu'une guerre régulière. D'un côté on

voyoit des matelots enlever le bétail des payſans, 1775.
& de l'autre ces derniers tâchant de conſerver
ce qui leur appartenoit. Dans ces différens engagemens les Bretons eurent quelquefois le deſſous ; mais ils s'en vengèrent en détruiſant la plupart des petites villes qui étoient le long des côtes.

On s'apperçut alors que l'acte de Quebec n'avoit pas toute l'efficacité qu'on en avoit attendue. Les Canadiens, ſenſibles de ce qu'ils perdoient par l'abolition des lois Anglaiſes, montrèrent beaucoup de répugnance à ſupporter les meſures du Gouvernement Britannique. M. Carleton, Gouverneur du Canada, qui s'étoit flatté de lever une armée conſidérable & de marcher au ſecours du Général Gage, choſe dont le Miniſtère ſe croyoit ſi certain, que l'on avoit envoyé dans cette province un grand nombre de fuſils & de proviſions de guerre, ſe trouva fruſtré dans ſon attente. Les Canadiens dirent qu'ils ne connoiſſoient pas aſſez la forme du Gouvernement Anglais pour juger de quel côté étoit la juſtice. Ils ajoutèrent qu'ils s'étoient toujours comportés comme de fidèles ſujets, & qu'ils continueroient de même ; mais qu'il ne leur convenoit nullement de ſe mêler des querelles qui s'élevoient entre la Grande-

1775. Bretagne & ses anciens sujets. Ce fut en vain que le Gouverneur fit publier un édit pour assembler la milice : ils déclarèrent tous qu'ils défendroient la province si elle étoit attaquée ; mais ils refusèrent d'en sortir, ou de commencer des hostilités avec leurs voisins. M. Carleton s'adressa alors à l'Evêque de Quebec, le pria de faire usage de toute son influence, & de publier un mandement pour recommander aux habitans de le suivre. Celui-ci s'en excusa, & dit qu'un tel mandement seroit contraire aux Canons de l'Eglise de Rome. Les Ecclésiastiques, au lieu de mandement, firent quelques harangues au peuple pour l'engager à obéir au Gouverneur : mais elles n'eurent guère d'effet. La Noblesse seule, qui se trouvoit favorisée par le dernier acte, fit paroître du zèle contre les Colons ; mais n'étant pas soutenue du reste du peuple, elle n'étoit pas bien formidable.

Le Ministre ne réussit pas mieux dans une autre mesure qu'il avoit adoptée pour réduire les Américains. Plusieurs Agens répandus parmi les Sauvages qui habitent les derrières des Colonies, tâchèrent de les engager par des présens à attaquer leurs voisins de ce côté-là. Il semble que la Providence étoit déclarée en faveur des Colons ; car ces Sauvages, qui sont tojours prêts à prendre

prendre la hache, furent ſourds à toutes les propoſitions qu'on put leur faire, & déclarèrent qu'ils vouloient demeurer neutres. Ils ſe ſervirent à-peu-près des mêmes raiſons que les Canadiens, dirent qu'ils ne comprenoient rien à ces querelles, aſſurèrent qu'ils en étoient fort fâchés, mais qu'il ne leur convenoit pas de ſe mêler des différens qui arrivoient entre frères. Cela étoit un objet de trop grande importance pour être mépriſé du Congrès : c'eſt pourquoi il employa des gens habiles pour cultiver ces diſpoſitions favorables de la part des Indiens ; & ils réuſſirent ſi bien, que les Agens du Gouvernement furent enſuite obligés de chercher leur ſalut dans la fuite. On prétend même que pluſieurs races d'Indiens s'offrirent de prendre les armes en faveur des Colons, & que ces derniers les prièrent de demeurer neutres.

1775.

L'édit du Général Gage n'avoit fait qu'augmenter l'animoſité, l'indignation, & la rage. Le Congrès, en réponſe à cet édit, publia le 6 de Juillet une eſpèce de manifeſte ſemblable à ceux des Potentats de l'Europe quand ils ont envie de déclarer la guerre, aſſignant les raiſons qui les ont forcés à prendre les armes, & prenant le Ciel & la terre à témoin de la juſtice de leur cauſe. Dans la longue liſte de ces cauſes prétendues,

1775. les Membres de cette Assemblée sont mention des hostilités dernièrement commises, & des efforts faits par le Gouvernement pour exciter les Canadiens & les Sauvages à fondre sur eux. Ils accusent ensuite le Général Gage de perfidie, de cruauté, & de manque de foi, parce qu'il n'avoit pas tenu parole aux habitans de Boston. Ils parlent aussi fort sévèrement des troupes du Roi, qu'ils accusent d'avoir brûlé *Charles-Town* par pure méchanceté, & sans que cela fût nécessaire.

Ils font ensuite l'énumération de leurs ressources, & montrent qu'ils peuvent obtenir du secours de l'étranger, si cela est absolument nécessaire. De peur, néanmoins, de porter ombrage à ceux des habitans de la Grande-Bretagne qui étoient en leur faveur, ils disent qu'ils n'ont pas dessein de rompre l'union qui avoit si long-tems subsisté entr'eux; qu'au contraire ils souhaiteroient la voir rétablie. Ils ajoutent qu'ils ne sont pas encore réduits à cette mesure désespérée; qu'ils n'ont pas levé des armées dans les vues ambitieuses de se séparer de la Grande-Bretagne, & d'établir un Gouvernement indépendant; qu'ils ne combattent pas pour la gloire, ni pour conquérir, mais pour défendre leur liberté. Ce manifeste fut lu avec beaucoup

de solemnité à la tête de l'armée qui bloquoit 1775.
Boston, & reçu avec les plus grandes démonstrations de joie.

Ils écrivirent après cela une adresse au peuple Anglais, une aux Irlandois, & une requête au Roi. Tous ces écrits sont de la dernière élégance, & ne le cèdent en rien aux déclarations que font les Puissances de la terre dans les occasions solemnelles.

La Colonie de la Georgie se joignit enfin à la grande alliance. Un Congrès Provincial s'étant assemblé au mois de Juillet, toutes les résolutions des deux Congrès Généraux y furent approuvées, & cinq Députés choisis pour être présens à celui qui se tenoit alors. Depuis ce tems les Américains donnèrent à leur association le nom des Treize Colonies Unies.

Sur ces entrefaites, le Congrès Général, conformément au désir du peuple, nomma M. Washington, qui jouissoit d'une fortune considérable à la Virginie, & qui avoit acquis beaucoup d'expérience dans la guerre de 1756, entre la France & l'Angleterre, Général en chef de toutes les forces des Colonies. Il donna aussi le rang de Majors-Généraux à MM. Ar-

1775. temus, Ward, Charles Lee, Philippe Schuyler, & Ifraël Putnam, & celui d'Aide-Major-Général à M. Gates. Le Congrès fixa énfuite la paie des officiers & des foldats, & par une politique raffinée leur fit de plus grands avantages que le Gouvernement Britannique.

Les Généraux Wafhington & Lee arrivèrent au camp devant Bofton au commencement de Juillet. Ils reçurent les plus grands honneurs par-tout où ils pafsèrent, & furent efcortés par un grand nombre de jeunes gens de famille qui fervoient comme volontaires. Les Congrès Provinciaux de la Nouvelle-Yorк & de la province de Maffachufet les haranguèrent publiquement.

Lee & Gates étoient Anglais, & s'étoient diftingués au fervice de leur patrie dans la guerre précédente; mais ils avoient quitté l'Angleterre pour différentes raifons. Le premier, au commencement des troubles, ayant eu à fe plaindre de la conduite des Miniftres, avoit renvoyé fa commiffion, & s'étoit retiré en Amérique dans le deffein de prendre parti pour les Colons. Le dernier étoit un vieillard vénérable qui avoit depuis long-tems renoncé à la vie militaire, & qui vivoit tranquillement fur fes

terres dans la Nouvelle-York avec son épouse, qui étoit Américaine, lorsqu'il fut appellé pour défendre les droits d'un pays qu'il regardoit alors comme sa patrie. 1775.

L'esprit militaire étoit alors à un si haut point, que tout le monde ne pensoit qu'à la guerre, & ne s'occupoit que de ses préparations. Les gens de famille qui ne pouvoient pas obtenir de commission servoient avec ardeur comme volontaires, & fesoient le devoir de simples soldats. On dit même que plusieurs jeunes *Quakers*, ou Trembleurs, oubliant les principes de leur religion qui leur recommande la patience, formèrent un régiment à Philadelphie, où ils s'appliquèrent avec assiduité à apprendre l'exercice.

Le blocus de Boston continuoit cependant toujours, & les troupes ainsi que les habitans de cette malheureuse ville souffroient considérablement. Le nombre de soldats trop grand pour la petitesse de la place, les chaleurs de l'été qui dans ce pays-là succèdent soudainement à des froids rigoureux, & les mauvaises provisions dont on étoit obligé de faire usage, avoient donné la fièvre, le flux, ou le scorbut à la plupart de ceux qui y étoient renfermés.

1775. Sur ces entrefaites le Congrès Général, résolu d'agir sur l'offensive, & de profiter de la faiblesse des ennemis du côté du Canada ainsi que de la bonne volonté de ses habitans, envoya un corps de 3000 hommes dans ce pays-là, sous la conduite des Généraux Schuyler & Montgomery. On avoit fait construire à Ticonderoga & à *Crown-Point* un nombre suffisant de bateaux pour transporter ces troupes par le lac Champlain à la rivière Sorel, qui est composée du surplus des grands lacs, & qui se décharge dans le fleuve St. Laurent. La moitié de cette petite armée n'étoit pas encore arrivée, lorsque Montgomery reçut intelligence à *Crown-Point* qu'un nombre de vaisseaux armés, qui étoient au fort St. Jean sur la rivière Sorel, se préparoient à entrer dans le lac, & à leur couper passage. Là-dessus il marcha à la hâte vers l'isle aux Noix, qui est située à l'embouchure de cette rivière, & prit des mesures nécessaires pour empêcher le passage de ces vaisseaux: Schuyler, étant en même tems arrivé d'Albany, publia une déclaration pour exciter les Canadiens à se joindre à eux. Les deux Généraux s'avancèrent ensuite vers le fort St. Jean, qui est à environ quatre lieues de l'isle, dans l'espérance qu'il ne feroit qu'une faible résistance; mais le feu du fort, & les préparations que l'on fesoit pour les recevoir,

leur démontrèrent qu'ils s'étoient trompés dans 1775.
leur attente. Cela fut cause qu'ils débarquèrent à une distance considérable, dans un pays marécageux plein de bois & de rivières. Dans cette situation ils furent attaqués par un grand nombre d'Indiens, ce qui, joint à leur manque d'artillerie, chose absolument nécessaire pour la conduite d'un siège, les obligea à retourner à leur premier poste dans l'isle aux Noix, pour y attendre les renforts dont ils avoient besoin. Schuyler, qui agissoit alors comme Général en chef, retourna, après cette retraite, à Albany, pour y conclure un traité avec les Indiens qu'il avoit négocié depuis long-tems. Il se trouva ensuite tellement occupé d'ailleurs & affligé de maladies, que tout le poids de la guerre tomba sur Montgomery, homme d'un génie supérieur pour le service militaire. Son premier soin fut de détacher les Indiens du service de M. Carleton; & lorsque les renforts qu'il attendoit furent arrivés avec de l'artillerie, il se prépara à faire le siège du fort St. Jean. La garnison de cette place consistoit en deux régimens qui avoient abondance de provisions, de munitions, & de canons. Des partis Américains étoient répandus dans les pays d'alentour où ils avoient été reçus à bras ouverts par les Canadiens, qui se joignirent à eux en grand nombre, & leur pro-

1775. curèrent tout le secours possible, soit en transportant leur artillerie, ou en leur fournissant les provisions dont ils avoient besoin.

Pendant que Montgomery assiégeoit le fort St. Jean, un aventurier nommé Ethan Allen, qui, sans avoir aucune commission du Congrès, avoit eu part à la prise de Ticonderoga & de *Crown-Point*, brûlant d'envie de se signaler, forma la résolution de surprendre la ville de Montréal : il partit donc à la tête d'un petit nombre de Colons & de Canadiens, sans en donner avis au Général en chef, & sans profiter de l'assistance qu'il auroit pu se procurer des partis détachés. L'évènement répondit à la témérité de l'entreprise ; car le 25 de Septembre, étant rencontré près de la ville par la milice & quelques troupes réglées, il fut battu & fait prisonnier avec quarante de ses compagnons ; le reste s'échappa dans les bois. Allen & les autres prisonniers furent mis aux fers par ordre du Général Carleton, & dans cet état envoyés en Angleterre à bord d'un vaisseau de guerre ; mais on les renvoya peu de tems après en Amérique.

Le manque de munitions retardoit cependant les progrès de Montgomery ; car de toutes les

opérations militaires, il n'y en a point qui demande une plus grande quantité de poudre & de boulets que le siège d'une place; mais un heureux évènement le tira de cet embarras. Il y avoit plus avant dans la campagne un petit fort appellé Chamblé, & qui paroissoit couvert par le fort Saint-Jean. Le Général s'en rendit facilement maître, & y trouva des provisions en abondance; mais l'article de la plus grande conséquence fut la poudre dont il avoit grand besoin. On en prit cent vingt barrils, & cela facilita le siège de Saint-Jean, qui avoit jusqu'ici langui faute de munitions. 1775.

Cinq cens hommes de troupes réglées, & deux cens Canadiens, formoient alors la garnison de Saint-Jean. Ils souffrirent les fatigues & les incommodités d'un long siège avec beaucoup de constance & de résolution. Pendant ce tems-là le Général Carleton fesoit tous ses efforts pour assembler une force suffisante, afin de secourir la place. Le Colonel Maclean, d'un autre côté, levoit un régiment de montagnards Ecossais, qui avoient quitté leur patrie pour s'établir dans le nouveau monde, mais que les troubles avoient empêché d'accomplir leur dessein. Il étoit posté avec ces Ecossais, & quelques Canadiens, près de l'endroit où la Sorel tombe dans

1775. le fleuve Saint-Laurent. M. Carleton étoit à Montréal, où, avec bien de la peine, il avoit assemblé environ mille hommes, la plupart Canadiens, & quelques Officiers Anglais. Son dessein étoit de joindre M. Maclean, & de marcher sur-le-champ au secours de Saint-Jean; mais en voulant quitter l'isle de Montréal, il fut attaqué à Longueuil par un parti d'Américains, qui repoussa les Canadiens, & mit fin à cette entreprise. Un autre parti avoit forcé le Colonel Maclean jusqu'à l'embouchure de la rivière Sorel, où les Canadiens ayant eu avis de la défaite du Général, l'abandonnèrent aussi-tôt, & il fut obligé de se sauver comme il put vers Quebec avec ses Ecossais. En même tems Montgomery poussoit le siège avec la plus grande vigueur; il avoit avancé ses travaux jusqu'au corps de la forteresse, & il se préparoit à la prendre d'assaut. Les assiégés montroient de leur côté la plus grande ardeur à défendre la place; &, quoique les provisions commençassent à leur manquer, ils fesoient paroître le même courage qu'au commencement du siège.

Sur ces entrefaites, la nouvelle de l'affaire de Longueuil, & les prisonniers qu'on y avoit faits, arrivèrent au camp. Aussi-tôt Montgomery chargea l'un d'entr'eux d'une lettre pour le

Major Preſton, dans laquelle il lui diſoit que, 1775.
n'ayant plus alors aucun eſpoir de ſecours, il ne devoit pas héſiter à rendre le fort, qu'une réſiſtance obſtinée ſeroit inutile, & ne ſerviroit qu'à augmenter l'effuſion de ſang. Le Major demanda un délai de quelques jours, dans l'eſpérance de recevoir du ſecours ; mais cela lui fut refuſé à cauſe de la ſévérité de la ſaiſon. Il s'efforça auſſi d'obtenir que la garniſon eût la liberté de s'en retourner en Angleterre ; mais il ne réuſſit pas mieux. Montgomery ne voulut leur accorder que les honneurs de la guerre, qu'ils méritoient, dit-il, à cauſe de leur bravoure, & ils furent obligés de ſe rendre priſonniers le 3 de Novembre. Il leur donna auſſi la liberté d'emporter leur bagage & leurs effets, permit aux Officiers de garder leurs épées, & promit de leur faire rendre leurs autres armes à la fin de ces querelles.

Dans toutes ſes tranſactions, ce Général ſe comporta toujours avec la plus grande politeſſe, & montra les plus grands égards, tant aux Officiers de Sa Majeſté Britannique, qu'aux ſimples ſoldats. Les priſonniers furent envoyés dans la campagne dans des places de ſûreté. On trouva dans le fort Saint-Jean un train

1775. d'artillerie conſidérable, avec beaucoup de proviſions de guerre.

Après la retraite du Colonel Maclean, les troupes, qui l'avoient réduit à cette néceſſité, élevèrent à la hâte des batteries à l'endroit où la rivière Sorel ſe joint au fleuve Saint-Laurent, pour empêcher le paſſage d'un grand nombre des vaiſſeaux que le Général Carleton avoit à Montréal. Ils conſtruiſirent auſſi pour cet effet pluſieurs radeaux, & quelques batteries flottantes. Ces meſures empêchèrent effectivement le paſſage de l'armement du Général, & ſes bateaux furent pluſieurs fois repouſſés par les Américains, de ſorte qu'après la priſe de Saint-Jean, comme Montgomery s'avançoit vers Montréal, la ſituation de M. Carleton, ſoit dans cette ville ou à bord des vaiſſeaux, paroiſſoit également critique,

Le danger fut bientôt augmenté par l'arrivée de ce premier Général. Les principaux habitans de Montréal, tant Anglais que Français, offrirent de capituler ; mais Montgomery rejetta leur propoſition, en diſant, que la place n'étant pas en état de défenſe, ils n'avoient pas droit à une capitulation. Il leur envoya, néanmoins,

une lettre dans laquelle il déclaroit que, l'armée 1775.
Américaine dédaignant tout acte d'oppression & de violence, & n'ayant pris les armes que pour la cause de la liberté, il s'engageoit à maintenir dans la possession paisible de leurs biens les bourgeois de Montréal, ainsi que les Communautés religieuses. Il donna sa parole d'honneur que les habitans ne seroient point du tout gênés dans l'exercice de leur Religion, & dit, qu'il espéroit qu'un Congrès Provincial régleroit d'une manière durable les droits civiles & religieux des Canadiens. Il promit qu'on établiroit le plus tôt possible des Cours de Justice, suivant la Constitution Britannique, & consentit à plusieurs autres propositions autant qu'elles lui parurent raisonnables, ou qu'il étoit en son pouvoir de les accomplir. Après ces assurances il prit possession de la ville le 13 de Novembre.

La perte du Canada paroissoit, pour lors, inévitable. Il n'y avoit dans Quebec qu'une poignée de troupes réglées; & la prise du Général Carleton sembloit assurée. La fortune en ordonna pourtant autrement; car dans le tems où les vaisseaux armés n'avoient plus aucune espérance de pouvoir pénétrer dans le fleuve Saint-Laurent, & que Montgomery préparoit à Montréal de l'artillerie & des bateaux pour les

1775. attaquer de ce côté-là, & les forcer sur les batteries, M. Carleton trouva moyen de se rendre à Quebec.

Il s'embarqua dans une chaloupe, dont les rames étoient enveloppées de laine, afin d'éviter le bruit, & dans l'obscurité de la nuit passa, sans être apperçu, entre les gardes, & les batteries de l'ennemi. Comme il étoit impossible de sauver les vaisseaux, le Général Prescot, à qui M. Carleton en avoit laissé le commandement, fut oblige de capituler.

Par cette capitulation tout l'armement que les Anglais avoient sur la rivière, qui consistoit en onze bateaux armés, & ceux qui étoient à bord, tombèrent entre les mains des Américains. M. Prescot, plusieurs Officiers & volontaires Canadiens, & cent vingt soldats Anglais, furent faits prisonniers de guerre, outre les matelots.

A son arrivée à Quebec, le Gouverneur trouva que cette ville étoit menacée d'un autre côté. Pendant que Montgomery fesoit la guerre sur les lacs, M. Arnold avoit formé une entreprise que sa nouveauté, le courage, & la constance avec laquelle elle fut conduite, rendront à jamais digne de mémoire. Ce brave homme

pénétra dans le Canada par une route jusqu'a- 1775.
lors inconnue, & que l'on avoit toujours regardée comme impraticable. Il partit du camp de Boston vers le milieu de Septembre à la tête d'environ onze cens hommes, & se rendit au port de Newbury, qui est situé à l'embouchure de la rivière Merrimac. On avoit là préparé des vaisseaux pour les conduire par mer à l'embouchure de la rivière Kennebec, dans le Comté de *New Hampshire*, voyage d'environ quarante lieues.

Le 22 du même mois, il embarqua ses troupes & ses provisions à *Gardener's-Town* sur deux cens bateaux, & remonta cette rivière avec beaucoup de difficulté. La Kennebec a un courant rapide, & un lit plein de rochers & d'écueils. Outre un grand nombre de chûtes d'eau, que l'on trouve dans le cours de cette rivière, il y a plusieurs endroits où elle s'engloutit dans la terre, & un, entr'autres, où on ne la revoit de quatre lieues. Dans ce passage les bateaux étoient souvent remplis d'eau, ou renversés, & par conséquent ils perdirent une partie de leurs armes, & de leurs provisions. Aux places où la Kennebec se perd dans la terre, les troupes étoient non-seulement obligées de décharger & de recharger, mais même de por-

1775. ter les bateaux sur leurs épaules. Cette partie du détachement qui n'étoit point employée sur la rivière marchoit le long de ses rives ; & les troupes & les bateaux formant trois divisions, chaque division se rassembloit tous les soirs, & campoit ensemble. Leur marche par terre n'étoit pas plus agréable. Outre qu'il falloit qu'ils passassent par d'épaisses forêts, des pays marécageux, des montagnes escarpées, & des précipices, ils étoient quelquefois obligés de couper leur chemin pendant plusieurs milles à travers les buissons & les bruyères. Leur progrès n'étoit, donc, pas fort rapide. Ils ne fesoient pas plus de trois lieues par jour, & souvent ils n'en pouvoient faire qu'une. La fatigue, & le travail continuel, fit que plusieurs d'entr'eux tombèrent malades, ce qui n'augmenta pas peu leurs difficultés. Enfin les provisions devinrent si rares, qu'ils furent obligés de manger les chiens qu'ils avoient emmenés avec eux.

Arrivés à la source de la Kennebec, ils renvoyèrent leurs malades, & un Colonel saisit cette occasion pour s'en retourner avec sa division, sous prétexte du manque de vivres, sans en donner avis au Commandant en chef. Par cette désertion, & le nombre de malades, le détachement

détachement d'Arnold fut réduit à environ un tiers de son premier nombre. Il continua, cependant, avec sa constance ordinaire ; &, après avoir traversé une chaîne de montagnes, qui s'étend le long de ce Continent, & du haut desquelles on voit les rivières à droite & à gauche tenir des courses entièrement opposées, il arriva enfin à la source de la rivière Chaudière. Cette rivière, après avoir traversé une partie du Canada, tombe dans le fleuve Saint-Laurent, près de Quebec. Leurs difficultés commencèrent pour lors à diminuer, & le 3 de Novembre, l'avant-garde retourna avec des provisions. Ils découvrirent, peu de tems après, une maison qui étoit la seule qu'ils eussent vue depuis trente-un jours, ayant, pendant ce tems-là, passé à travers un désert affreux, sans rencontrer la moindre figure humaine. 1775.

Les Canadiens les reçurent ici avec la même bonne volonté qu'ils avoient reçu les troupes de Montgomery dans le voisinage de Montréal. Ils leur fournirent toutes sortes de provisions, & leur procurèrent tous les secours en leur pouvoir. M. Arnold publia aussi-tôt une adresse au peuple, signée du Général Washington, de la même nature que celle qui avoit été publiée

1775. par Schuyler & Montgomery. Les habitans du Canada étoient invités à se joindre aux autres Colonies, & à se ranger sous l'étendard de la liberté. Ils étoient informés que ces détachemens n'étoient pas envoyés dans leur pays pour piller ; mais pour les protéger, & les encourager. On les prioit de ne point abandonner leurs habitations, & de ne pas avoir peur de leurs meilleurs amis ; mais de leur donner toute l'assistance possible. Le Général promettoit aussi de faire bien payer les provisions qu'ils fourniroient.

Quebec étoit alors dans un état très-faible ; il n'y avoit d'autres troupes dans la ville que les Ecossais de M. Maclean, & ce n'étoient que des recrues. Les habitans Anglais, à qui l'acte de Quebec étoit odieux, n'étoient point d'accord avec la Noblesse Française, qui approuvoit les mesures du Gouvernement. Les roturiers Français étoient pour la plupart indécis, & désiroient probablement le succès des Colons. Telle étoit la situation de cette place, quand Arnold se présenta au Point-Levi. Heureusement pour la ville il y avoit la rivière à passer, & les bateaux étoient de l'autre côté, sans quoi peut-être que dans la première surprise il se seroit

rendu maître de cette capitale. Les Canadiens 1775. lui fournirent en peu de jours des canots en abondance ; &, malgré la vigilance des frégates & des vaisseaux de guerre qu'il y avoit dans la rivière, il la passa dans une nuit obscure, & débarqua sain & sauf avec sa petite armée ; mais le moment critique étoit passé. Les bourgeois, tant Anglais que Français, alarmés à la vue du danger, & craignant pour les richesses considérables qui étoient dans la ville, s'étoient alors réunis pour sa défense. Ils avoient demandé des armes, & on leur en avoit fourni. Les matelots avoient débarqué, & étoient aux batteries pour servir l'artillerie. Les assiégés étoient beaucoup plus nombreux que les assiégeans, & ces derniers n'avoient point d'artillerie. Le seul espoir d'Arnold étoit, donc, fondé sur la révolte des habitans ; &, frustré dans cette attente, il n'avoit plus d'autre parti à prendre que d'intercepter les provisions, & d'attendre l'arrivée de Montgomery. C'est pourquoi, après avoir paru pendant quelques jours sur les hauteurs auprès de la ville, & envoyé deux drapeaux pour sommer les habitans de se rendre, voyant que ces derniers tiroient sur ses messagers, & ne vouloient aucunement traiter avec

1775. lui, il se retira pour faire rafraîchir son détachement.

Le Général Montgomery ayant trouvé à Montréal une quantité considérable de drap & de marchandises de laine, étoit, pendant ce tems-là, occupé à faire rhabiller ses soldats, qui avoient beaucoup souffert de la sévérité du climat faute de ces denrées. Non-obstant l'apparence flatteuse de ses succès, sa situation n'étoit pas du tout plaisante; & il falloit un génie comme le sien pour surmonter les difficultés qui sembloient naître sous ses pas. Conduire & gouverner une armée de nouveaux soldats levés à la hâte est une chose qui demande les plus grands talens dans les pays même où la subordination est bien établie. Son armée étoit composée de gens qui, par leurs principes, leurs coutumes, & leurs mœurs, étoient ennemis de la subordination. Il falloit les mener à travers des déserts où ils devoient souffrir la faim, la soif, & toutes sortes de misères. Arrivés au théâtre de la guerre, il étoit nécessaire de réprimer leur licence, de peur d'irriter les Canadiens; & il ne pouvoit en même tems observer une discipline rigide, de peur de causer une révolte. Outre cela ils n'étoient en-

rôlés que pour un certain tems, suivant la coutume des Colonies; & comme ce tems étoit alors près d'expirer, il n'y avoit que le nom de leur Général, l'amour de la liberté, & l'attachement qu'ils avoient pour sa personne, qui fussent capables de les rétenir. 1775.

Le Général Carleton arriva à Quebec à-peu-près dans le tems que M. Arnold venoit de quitter ses environs, & il prit sur-le-champ les mesures nécessaires pour le mettre en état de défense. Il fit d'abord sortir de la ville tous ceux qui refusèrent de prendre les armes, eux & leurs familles. La garnison étoit de quinze cens hommes, y compris les habitans qui fesoient le service; nombre fort peu capable de défendre des ouvrages aussi étendus, en supposant même qu'il fut composé des meilleures troupes, si les assiégeans n'avoient pas été également faibles. Il n'y avoit de troupes réglées que les Ecossais du Colonel Maclean & une compagnie d'un autre régiment: le reste étoit composé de milice Française & Anglaise, de quelques soldats de marine, & d'environ quatre cens cinquante matelots appartenant aux frégates, & aux navires marchands qui étoient dans le port. Ces derniers, accoutumés

1775. au ménagement de l'artillerie, formoient la principale force de la place.

Montgomery ayant laissé garnison à Montréal & dans les forts, & envoyé des détachemens dans différentes parties de la province pour encourager les Canadiens, & se procurer des provisions, s'avança avec le reste de ses troupes, & le canon qu'il put trouver, pour joindre Arnold. Malgré les mauvais chemins, & la sévérité du climat, il marcha, néanmoins, avec tant d'expédition qu'il arriva le 5 de Décembre devant Quebec.

A son arrivée, il écrivit une lettre au Gouverneur, dans laquelle il magnifioit le nombre de ses troupes, exposoit la faiblesse de la place, démontroit l'impossibilité d'obtenir du secours, & le sommoit de se rendre sans délai, pour éviter les conséquences funestes d'un assaut; ses soldats victorieux, disoit-il, étant irrités du mauvais traitement qu'ils avoient reçu de lui en plusieurs occasions. Quoique l'on tirât sur la personne qui devoit porter cette lettre, & sur tous ceux qui se présentèrent pour parler au Commandant, Montgomery trouva moyen de lui en faire parvenir une de la même nature;

mais ni les menaces, ni le danger, ne produiſirent aucun effet ſur la fermeté du Gouverneur. 1775.

Les forces du Général Américain n'étoient guère plus nombreuſes, ni mieux diſciplinées que celles qui étoient dans la ville. Il fondoit, donc, ſon eſpoir de ſuccès ſur la parade de ſes préparations, & ſur la violence de ſes attaques, ou il s'imaginoit, peut-être, fatiguer la garniſon par des alarmes continuelles. Dans ce deſſein il commença un bombardement avec cinq petits mortiers, qu'il continua pendant pluſieurs jours, & qui mit d'abord la garniſon en déſordre; mais l'intrépidité du Gouverneur, & le courage des principaux Officiers, l'activité des ſoldats de marine & des matelots, diſſipèrent bientôt la crainte des habitans, & ils ſe comportèrent enſuite avec la plus grande bravoure. Ils ſouffrirent patiemment toutes les incommodités d'un ſiège, firent, ſans murmurer, le ſervice dur auquel leur petit nombre les obligeoit, & montrèrent en tout beaucoup de conſtance & de réſolution.

Peu de jours après, Montgomery ouvrit une batterie de ſix pièces de canon à environ ſept cens toiſes des murailles; mais ſes boulets

1775. étoient trop petits pour faire aucune impression. Les fatigues & les misères que les Américains souffrirent dans cette occasion, tant à cause de la petitesse de leur armée, que de la rigueur du climat, sont incroyables. Il y avoit alors une grande quantité de neige sur la terre, & le tems étoit si froid, qu'il paroissoit impossible à la nature humaine de pouvoir résister à sa rigueur en pleine campagne. Il n'y avoit que leur ardeur pour la cause qu'ils défendoient, & l'estime qu'ils avoient pour leur Général, qui fussent capables de leur faire endurer toutes ces choses. Si, cependant, ces souffrances étoient de longue durée, il y avoit à craindre qu'ils ne perdissent à la fin patience. D'ailleurs le tems de l'engagement de plusieurs d'entr'eux étoit expiré, & ils pouvoient demander à s'en retourner, ce qui auroit entièrement ruiné la petite armée.

Dans ces circonstances, Montgomery jugea qu'il falloit faire quelque chose de décisif, ou que ses succès passés ne feroient d'aucun avantage à la cause qu'il avoit embrassée, ou du moins que sa réputation en souffriroit. Il savoit que les Américains regarderoient Quebec comme pris dès qu'ils sauroient qu'il étoit de-

vant la ville. Leur espoir de succès étoit fondé 1775.
sur la haute opinion qu'ils avoient de son habileté & de son courage. C'est pourquoi il aima mieux tout risquer que de leur faire perdre cette opinion. Donner l'assaut à une place, dont la garnison étoit aussi nombreuse que l'armée des assiégeans, paroîtra, sans doute, une entreprise téméraire, sur-tout si l'on considère que la haute ville est une de ces forteresses que l'on appelle communément imprenables ; mais les grandes ames ne calculent ordinairement pas bien le danger ; &, pourvu que la gloire qu'il y a à acquérir soit grande, elles n'entrent pas dans un détail minutieux des difficultés qu'il y a à l'obtenir. Il est certain que les plus illustres exploits militaires ont dû leur succès à un noble mépris des formes ordinaires. La fortune en dépit de l'orgueil des hommes a toujours été, & sera toujours l'arbitre de la guerre. Montgomery se fiant, donc, plus à la fortune qu'à toute autre chose, se détermina à prendre la ville par escalade.

Pendant qu'il fesoit les préparations nécessaires, on dit que la garnison fut informée de son dessein par quelques déserteurs, & qu'il s'apperçut par ses mouvemens, qu'elle savoit non-

1775. seulement le plan général, mais même la manière dont il devoit être mis en exécution. Cela occasionna un changement total dans ses dispositions, & c'est, peut-être, à cette circonstance que l'on doit attribuer les évènemens suivans.

Quoi qu'il en soit, il résolut de tenter cette dangereuse entreprise le dernier jour de l'année 1775, de grand matin. Il avoit disposé de sa petite armée en quatre divisions, dont deux devoient conduire de fausses attaques contre la haute ville, tandis que lui & Arnold en feroient de réelles sur la basse. Par ce moyen l'alarme étoit générale dans les deux villes, & étoit capable de décontenancer les soldats les plus expérimentés. Depuis le fleuve Saint Laurent jusqu'au bassin, tout paroissoit également en danger.

Environ sur les cinq heures, Montgomery, à la tête des troupes de la Nouvelle York, (la neige tombant à gros floccons) s'avança contre la basse ville à Anse de mer sous le Cape Diamant; mais quelques difficultés, qui se trouvèrent sur son passage, donnèrent le tems à la garnison de s'appercevoir de son approche, &

l'alarme fut donnée. Il continua, cependant, sa marche par une gorge étroite sous un rocher suspendu en l'air, & ayant du côté du fleuve un précipice. S'étant emparé de la première barrière, il poussa hardiment vers la seconde avec quelques-uns de ses plus braves Officiers, & de ses soldats. Cette barricade étoit plus forte que la première. Il y avoit plusieurs canons pointés, chargés à grapes. Le feu de cette artillerie, ainsi que de la mousqueterie, mit fin aux succès de cet homme entreprenant, & à la fortune de son parti dans le Canada. Le Général lui-même, son Aide-de-camp, & tous ceux qui étoient près de sa personne, furent couchés par terre. Le commandement tomba alors sur M. Campbell, qui fit sur-le-champ battre la retraite. Les Américains l'accusèrent d'avoir cédé trop aisément à la première impression. 1775.

En même tems, M. Arnold, avec ces soldats qui s'étoient signalés par leur marche mémorable sous son commandement, soutenus de quelques pièces d'artillerie, se présentèrent devant cette partie de la ville appellée le *Saut-au-Matelot*. Ayant pénétré jusqu'à Saint-Roques, ils attaquèrent une petite batterie, qui

1775. étoit bien défendue, & l'emportèrent, après une action très-vive, qui dura plus d'une heure, & dans laquelle ils perdirent beaucoup de leurs gens. Arnold lui-même eut la jambe fracaſſée, & on fut obligé de le reporter au camp. Sa place fut, néanmoins, bien remplie par la bonté des Officiers, & la réſolution de ſes ſoldats, qui, ignorant le malheur de Montgomery, étoient ſi loin d'être découragés par leur propre perte, qu'ils s'avancèrent avec vigueur, & s'emparèrent d'une autre barrière.

La garniſon revenue de ſa première ſurpriſe, & débaraſſée des autres côtés, eut alors le tems d'examiner la ſituation de la diviſion d'Arnold, & de s'appercevoir qu'il étoit facile d'empêcher ſa retraite. En eſſayant de ſe retirer, ils étoient obligés de paſſer à environ cinquante pas des murailles de la ville, expoſés, pendant long-tems, au feu de toute la garniſon. Pour rendre leur perte plus certaine, un détachement conſidérable ſortit, avec pluſieurs pièces de campagne, par une porte qui commande ce paſſage, & les attaqua furieuſement par derrière, tandis qu'ils n'étoient déjà que trop occupés à ſe défendre contre les ennemis qui fondoient alors ſur eux de tous côtés. Dans ces circonſtances dé-

désespérées, sans espoir de retraite, attaqués de toutes parts, malgré leur position désavantageuse, & le nombre de leurs adversaires, ils combattirent avec la plus grande intrépidité pendant trois heures ; mais ils furent à la fin obligés de se rendre prisonniers de guerre. 1775.

Le Général Carleton les traita avec beaucoup d'humanité ; conduite qui fut d'autant plus admirée, qu'il passoit pour un homme très-févère. L'inimitié qu'il avoit contre Montgomery cessa après sa mort, & les vainqueurs honorèrent son corps de toutes sortes de marques de distinction. Il fut enterré à Quebec avec les honneurs militaires dûs à un brave soldat. Les Américains perdirent dans cette occasion, tant en tués qu'en blessés & prisonniers, plus de la moitié de leurs forces ; car, dans une lettre qu'Arnold écrivit, peu de tems après, au Congrès, il mande qu'il ne lui restoit pas plus de sept cens hommes.

Telle fut la fin de Richard Montgomery, qui périt à la fleur de son âge, en défendant la cause de la liberté. C'étoit un gentilhomme Irlandais de très-bonne famille. Ayant épousé une Américaine, & acheté une terre à la Nouvelle York,

1775. il se regardoit comme Américain, & se croyoit obligé de défendre les droits des Colonies. Il s'étoit fait honneur dans le service d'Angleterre contre les Français dans la guerre précédente, & il possédoit outre les talens militaires une infinité de belles qualités, qui lui avoient créé un grand nombre d'amis. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il fut également regretté des deux partis.

En Amérique on le regarda comme un martyr, qui avoit tombé en combattant pour les droits du genre humain; en Angleterre, les Orateurs les plus éloquens le comblèrent de louanges en plein Parlement, & déplorèrent son triste sort. L'un d'entr'eux sur-tout, qui avoit avec lui partagé les dangers de la guerre de 1756, répandit abondance de larmes, en rappellant leur ancienne amitié. Le Ministre lui-même ne put s'empêcher d'admirer ses vertus, quoiqu'il condamnât la cause dans laquelle il étoit engagé.

Après cette défaite, les assiégeans quittèrent aussi-tôt leur camp, & se retirèrent à une lieue de la ville, où ils fortifièrent leurs quartiers du mieux qu'ils purent, appréhendant d'être pour-

ſuivis & attaqués par les aſſiégés. Mais le Gouverneur fit alors paroître autant de prudence & de modération, qu'il avoit montré de courage & d'intrépidité. Content d'avoir mis la ville en ſûreté, il ne voulut point haſarder le ſort de la province par aucune entrepriſe téméraire. Il attendit avec patience les ſecours de la Grande-Bretagne. 1775.

M. Arnold étoit alors Général en Chef de l'armée du Canada, & ſa bleſſure ne lui permettoit guère de pouvoir remplir un emploi ſi difficile dans les circonſtances où étoient ſes troupes. La conſtance des ſoldats fut, cependant, étonnante. Ils avoient perdu leur Général, en qui, pour ainſi dire, ils mettoient toute leur confiance, leurs meilleurs Officiers, & les plus braves de leurs compagnons ; l'eſpérance de ſecours étoit fort éloignée ; les Canadiens, qui ſe rangent ordinairement du parti du plus fort, pouvoient les abandonner, & même ſe déclarer en faveur de leurs ennemis ; d'ailleurs ils n'étoient pas accoutumés aux froids rigoureux du Canada, & il y avoit alors quatre pieds de neige ſur la terre ; toutes ces difficultés ne les rebutèrent point. Arnold, qui s'étoit déjà diſtingué par ſa perſévérance & ſon intrépidité

1775. dans une marche qui est assurément des plus extraordinaires, découvrit en cette occasion toute la vigueur d'un esprit déterminé, & un génie plein de ressources. Battu & blessé comme il étoit, il posta tellement ses troupes qu'il les rendît encore formidables.

Il dépêcha ensuite un messager à Montréal pour dire à M. Wooster d'amener du secours, & de venir prendre le commandement; mais comme cela ne pouvoit être exécuté tout-d'un-coup, il supporta, en attendant, avec la plus grande fermeté, les difficultés dont il étoit environné. Ce Général infatigable se fesoit porter sur une litière dans les endroits où sa présence paroissoit nécessaire, & sa blessure ne l'empêchoit pas de donner ses ordres avec le plus grand sang-froid. Depuis ce tems-là le siège fut, pendant quelques mois, changé en blocus, & M. Arnold trouva en effet moyen d'empêcher qu'il entrât des provisions dans la ville.

CHAPITRE

CHAPITRE IV.

PENDANT que ces choses se passoient au Canada, les habitans de la Virginie en vinrent aussi à une guerre ouverte avec leur Gouverneur. Les Virginiens, comme nous l'avons déjà dit, étoient aussi violens dans leurs procédés que les autres Colonies, & peut-être plus libres à déclarer ouvertement leurs sentimens. 1775.

Ils avoient été des premiers à envoyer des Députés au Congrès Général, & à approuver ses mesures. Néanmoins la plus grande tranquillité régnoit dans la province; &, quoique leur Assemblée eût été cassée, & qu'il ne leur fût plus permis de lever la milice, chose qui les mettoit dans le plus grand danger, puisque le nombre d'esclaves est dans ce pays-là fort considérable, ils avoient toujours eu toutes sortes d'égards pour le Comte de Dunmore leur Gouverneur.

Le danger où ils se trouvoient fit, cependant, qu'ils assemblèrent un Congrès Provincial au mois de Mars. Les Membres de cette Assemblée, sous prétexte d'une ancienne loi, prirent aussi-tôt des mesures pour équiper la milice, &

1775. recommandèrent à chaque Comté de lever une compagnie de volontaires, pour mettre le pays en état de défenſe.

Ces tranſaﬅions alarmèrent Milord Dunmore; & il donna ordre au Capitaine d'un vaiſſeau de guerre, qui étoit dans la rivière de *James*, de débarquer pendant la nuit avec un détachement de ſoldats de marine, pour ſaiſir la poudre qui étoit dans le magaſin de Williamſbourg, capitale de la province, & la tranſporter à bord de ſon navire.

Quelque ſecrète que fût cette expédition, les bourgeois s'en apperçurent le lendemain matin, & l'air myſtérieux que l'on avoit affeﬅé, augmenta la conſternation & l'alarme. Chacun courut ſur-le-champ aux armes, dans l'intention de ſe faire rendre la poudre. Le Maire & le Corps de ville empêchèrent, pourtant, qu'on en vînt aux extrémités, & préſentèrent eux-mêmes une adreſſe au Gouverneur, dans laquelle ils redemandèrent la poudre comme matière de droit, puiſqu'elle appartenoit à la province. Ils firent enſuite voir à quoi ils ſeroient expoſés, s'il arrivoit un ſoulèvement parmi leurs eſclaves, choſe qu'on avoit alors lieu d'appréhender, puiſqu'on leur ôtoit les moyens de ſe défendre.

Le Gouverneur avoua, que c'étoit par son ordre qu'on avoit saisi la poudre, & dit, qu'à cause d'une révolte qu'il y avoit dans une Colonie voisine, ne la croyant pas en sûreté dans le magasin, il l'avoit fait transporter ailleurs; mais il donna sa parole d'honneur que, s'il y avoit un soulèvement, elle leur seroit aussi-tôt rendue. Il ajouta qu'on l'avoit transportée pendant la nuit, pour ne point causer d'alarme, parut fort surpris de ce que le peuple s'assembloit en armes, & représenta qu'il n'étoit pas alors prudent de mettre la poudre entre leurs mains. 1775.

Quelque effet qu'eût cette réponse sur l'esprit des Magistrats, ils firent ensorte de dissiper la populace, & il ne se passa rien de violent. Mais, sur le soir, le bruit s'étant répandu que plusieurs détachemens des vaisseaux de guerre s'avançoient vers la ville, les habitans s'assemblèrent, & pasèrent toute la nuit sous les armes, comme s'ils avoient craint les attaques d'un ennemi. Depuis ce tems-là ils augmentèrent leurs patrouilles, & firent paroître une résolution déterminée à ne plus souffrir qu'on touchât au magasin. Ce qui augmenta encore leurs soupçons, c'est qu'ils s'apperçurent qu'on

1775. avoit dépouillé la plupart des fusils, qui étoient dans l'arsénal, de leurs platines.

Cette mesure de Milord Dunmore, qui fut la cause de tant de troubles, étoit tout-à-fait inutile; car il y avoit si peu de poudre dans le magasin, qu'elle ne pouvoit être d'un grand service aux Virginiens en cas de révolte. Il en avoit fait saisir quinze demi-barrils de cinquante livres chacun, & il en restoit encore six de la même espèce.

Le Gouverneur fut fort irrité de la conduite des bourgeois, qui paroissoient vouloir s'opposer à son autorité à main armée; &, dans la colère, il laissa échapper des menaces qu'il auroit dû taire dans les circonstances où étoient les affaires. Il dit, qu'il planteroit l'étendard du Roi; qu'il affranchiroit les nègres, & les armeroit contre leurs maîtres; & bien d'autres choses de cette nature. De pareilles expressions répandirent non-seulement l'alarme par toute la Colonie; mais excitèrent une espèce d'horreur pour le Gouvernement, & donnèrent de violens soupçons de ses desseins.

On peut voir que la précipitation & l'imprudence de la plupart des Gouverneurs contribuè-

rent à élargir la brêche entre la Grande-Bretagne & ses Colonies. En montrant envers les Américains un esprit de défiance, & en saisissant leurs munitions, ils ne fesoient que les irriter, sans que cela pût être d'aucun service à la Grande-Bretagne; au contraire, les personnes violentes, & qui souhaitoient une révolution, prenoient avantage de ces mesures pour persuader aux Colons qu'on avoit dessein de les assujettir, & qu'il étoit absolument nécessaire de se mettre en état de défense; de sorte qu'en les privant de trois ou quatre cens livres de poudre, on ne fesoit que les exciter à en faire venir une plus grande quantité, & à résister plus ouvertement à leurs Gouverneurs. La conduite de M. Gage avoit fait prendre les armes à toute la Nouvelle Angleterre, & celle de Milord Dunmore eut à-peu-près le même effet sur la Virginie. 1775.

Cependant plusieurs Assemblées se tinrent dans différens Comtés, dans lesquelles les mesures du Gouverneur au sujet de la poudre, & ses menaces, furent universellemant blâmées dans les termes les plus sévères. Plusieurs personnes du Comté d'Hanovre, & de ceux des environs, ne se contentèrent pas d'exprimer leur mécontentement par des paroles : ils s'assemblèrent en

1775. armes, & s'avancèrent vers la Capitale, ſous la conduite de M. Henry, Membre du Congrès Général, dans le deſſein d'obtenir non-ſeulement la reſtitution de la poudre; mais même de s'emparer du tréſor public, & de le mettre en lieu de ſûreté, dans la crainte qu'il n'eût le même ſort que le magaſin. Les Magiſtrats de Williamſbourgh entrèrent en négociation avec eux, quand ils furent à quelques milles de la ville. Le Receveur-Général de la Colonie ſe fit caution que la valeur de la poudre leur feroit rendue, & les bourgeois ſe chargèrent de garder le tréſor public & le magaſin. Là-deſſus ils ſe retirèrent chez eux.

Le Gouverneur publia alors un édit, par lequel Henry & ſes partiſans furent accuſés de rebellion, & les habitans de la province traités de mécontens, qui avoient envie de changer la forme de leur Gouvernement. Cette proclamation ne ſervit qu'à augmenter la haine & les animoſités. Dans pluſieurs Aſſemblées, la conduite d'Henry, & de ſes partiſans, fut fort applaudie, & il fut réſolu de les dédommager au riſque de ce qu'elles avoient de plus cher, des pertes, des ſouffrances, & injures qu'ils pourroient encourir, à cauſe de leur conduite paſſée.

Milord Dunmore avoit alors, à l'aide d'un détachement de soldats de marine, fait un fort de son palais, & l'avoit entouré d'artillerie. On peut juger que cette conduite n'étoit pas fort agréable aux bourgeois. Les soupçons s'accrurent de part & d'autre; chaque démarche, chaque mesure, excitoit des jalousies. 1775.

Les choses étoient dans cette situation, quand le Gouverneur convoqua soudainement l'Assemblée le 1 de Juin. Il avoit pris cette résolution en conséquence des ordres qu'il avoit reçus d'Angleterre, pour proposer le plan conciliateur de Milord North, dont nous avons parlé. Il mit alors en usage toute son éloquence pour persuader aux Membres d'accepter les conditions qu'on leur offroit. C'est pourquoi, dans son discours, il s'étendit sur les dispositions favorables du Parlement Britannique envers les Colonies, sur la modération, l'équité, & la tendresse, qui lui fesoient faire ces avances, afin d'en venir à une heureuse réconciliation. Il insista, sur-tout, sur la justice, qu'elles contribuassent à la défense commune, & fussent chargées d'une partie des fardeaux publics.

Il observa que, comme la somme n'étoit pas spécifiée, elles avoient une occasion de mon-

1775. trer leur générosité, & que ce qu'elles donneroient feroit regardé comme un don gratuit dans toute l'étendue du terme; qu'elles montreroient par-là leur respect pour le Parlement, & témoigneroient leur fidélité & leur attachement au Souverain. Il prit aussi beaucoup de peine pour leur persuader que, si elles acceptoient les conditions offertes, elles obtiendroient indubitablement le soulagement des griefs dont elles se plaignoient.

Le premier acte de l'Assemblée fut d'élire des Commissaires pour examiner les causes des derniers troubles, & la condition du magasin, afin de prendre des mesures nécessaires pour le faire remplir. Quoique le magasin appartînt à la Colonie, c'étoit, cependant, le Gouverneur qui y mettoit un garde, de sorte qu'il falloit s'adresser à lui pour pouvoir y entrer. Pendant qu'on argumentoit sur ce sujet, quelques personnes de la ville, & des environs, en enfoncèrent les portes, & emportèrent une partie des armes. Les Commissaires, après avoir fait leur visite, rapportèrent, que presque tout le reste de la poudre avoit été enfoui dans la cour du magasin, où elle avoit été fort endommagée par la pluie; que l'on avoit ôté les platines des mousquets, & que l'on avoit planté dans le

magasin des fusils à ressort, sans en donner 1775.
aucun avis. Cette dernière circonstance enflamma encore plus les esprits, & augmenta le désordre.

Milord Dunmore, sur ces entrefaites, avant même que l'Assemblée eût fait réponse à son discours, jugea à propos de se retirer, pendant la nuit du 8 de Juin, lui, sa femme, & toute sa famille, à bord d'un vaisseau de guerre, appellé le *Fowey*, qui étoit alors dans la rivière d'York. Il laissa un message au Corps de ville pour informer les bourgeois qu'il avoit cru devoir se mettre en lieu de sûreté, étant pleinement convaincu que lui & sa famille étoient continuellement en danger de devenir victimes de la fureur d'une populace aveugle; que, loin de vouloir interrompre leur séance, il espéroit qu'ils examineroient les affaires importantes, qui étoient alors devant eux; qu'il rendroit la communication entre lui & la Chambre aussi facile, & aussi commode, qu'il seroit possible; & qu'il pensoit qu'il leur seroit plus agréable d'envoyer quelques-uns de leurs Membres pour lui parler quand l'occasion le demanderoit, que de changer la place de l'Assemblée, afin d'être plus près de lui. Il les assura qu'il s'acquitteroit comme à l'ordinaire des devoirs de sa charge,

1775. & de la bonne diſpoſition où il étoit, de rétablir l'harmonie entre la Grande-Bretagne & ſes enfans.

Ce meſſage du Gouverneur produiſit une adreſſe du Conſeil & du Corps de ville, dans laquelle ils déclarent qu'ils ne croient pas qu'il y ait dans la province aucune perſonne capable de commettre un crime auſſi énorme. Ils témoignent le plus grand chagrin de ce que Sa Grandeur ne les a pas informés de ſes craintes avant que de prendre cette meſure, puiſqu'ils auroient pris les moyens néceſſaires pour détruire la cauſe de ſon inquiétude. Ils diſent qu'ils appréhendoient que ſon abſence ne ſervît qu'à augmenter le mécontentement du peuple, qui malheureuſement n'étoit déjà que trop grand. Ils l'aſſurent qu'ils adopteront de bon cœur toute meſure qu'il lui plaira de propoſer pour la ſûreté de ſa famille; obſervant en même tems qu'il étoit impraticable de tranſiger les affaires publiques avec expédition, tant que Sa Grandeur réſideroit ſi loin de l'Aſſemblée, & dans un endroit ſi peu commode. Ils concluent enfin en le ſuppliant de retourner au palais avec ſon épouſe & ſa famille, proteſtant que cela donnera beaucoup de ſatisfaction à toute la province, & que c'eſt le moyen le

plus probable de calmer les appréhensions du peuple. 1775.

Milord Dunmore leur envoya, le 10, une réponse écrite, dans laquelle il dit, que le soulèvement du peuple, & les menaces qu'il avoit faites, ne prouvoient que trop que la crainte qu'il témoignoit étoit bien fondée. Il se plaignit, outre cela, de la conduite du Corps de ville; il accusa les Magistrats d'avoir autorisé les procédés violens de la populace, particulièrement dans l'affaire du magasin, qui avoit été forcé, & pillé en présence de quelques-uns d'entr'eux; il dit, qu'au lieu de faire mettre en prison ceux qui avoient été coupables d'un pareil attentat, ils s'étoient contentés de faire restituer une partie des armes; il ajouta que les Commissaires de l'Assemblée avoient fait une démarche dont les conséquences étoient des plus alarmantes, en nommant des gardes sans son approbation, ou son consentement, sous prétexte de protéger le magasin, & qu'ils montroient un dessein formé d'usurper le pouvoir exécutoire, & de renverser la Constitution.

Il déclara ensuite, que le seul moyen de lui procurer la sûreté qu'ils proposoient, c'étoit de le rétablir dans les pleins pouvoirs de sa com-

1775. miffion, d'ouvrir les cours de juftice, & de rétablir la force des lois, de défarmer les compagnies de volontaires, & toute autre perfonne qui agiffoit contre l'autorité légitime ; de faire rendre fur-le-champ les armes & les provifions du Roi; &, ce qui n'étoit pas moins effentiel, de faire leurs efforts pour convaincre le peuple de fon aveuglement, en lui donnant eux-mêmes l'exemple de la foumiffion, de bannir cette malice & cet efprit de parti, qui les fefoit perfécuter ceux qui, par devoir ou affection pour leur Souverain & leur patrie, s'oppofoient aux mefures des Affemblées, ou qui différoient de la multitude en opinions politiques. C'étoit-là, difoit-il, des mefures néceffaires pour la fûreté de tous les partis; & pour accomplir ces fins, ainfi que pour terminer les affaires importantes de la feffion, s'ils vouloient fe rendre à la ville d'York, il y viendroit auffi, & y refteroit jufqu'à ce que les affaires fuffent achevées.

Il conclut en leur repréfentant, qu'à moins qu'ils n'euffent un défir fincère d'embraffer l'occafion que le Parlement leur offroit, d'établir la liberté de leur patrie fur un fondement folide & permanent, fon retour à Williamfbourgh feroit auffi inutile au peuple, que dangereux pour lui; mais que, fi leurs procédés démontroient cette

heureuſe diſpoſition, il retourneroit avec la plus grande ſatisfaction, & regarderoit cet évènement comme le plus heureux de ſa vie, s'ils lui fourniſſoient des moyens de contribuer à leur félicité, & d'être le médiateur d'une réconciliation entr'eux & l'autorité ſuprême. 1775.

Cette concluſion n'étoit guère capable de diminuer l'aigreur que les différentes accuſations, contenues dans cette longue épitre, avoient excitée. Le Corps de ville lui préſenta auſſi-tôt une adreſſe remplie d'amertume, dans laquelle les Magiſtrats s'efforcent de réfuter tous ſes argumens. Ils repréſentent la tranquillité du peuple avant l'enlèvement de la poudre, & avant les ménaces que Sa Grandeur avoit faites d'affranchir les eſclaves. Ils diſent que c'eſt à tort qu'on les taxe de mauvaiſe intention, & de déloyauté; rappellent la félicité dont ils jouiſſoient ſous ſes prédéceſſeurs, & l'union qui avoit toujours ſubſiſté entre les Colons & leurs Gouverneurs.

Ils attribuent ce bonheur à ce que, dans ce tems-là, on ne donnoit aucun crédit aux fauſſes inſinuations des vils flatteurs qui tâchent de gagner la faveur des Grands par les calomnies les plus groſſières, & que l'on expoſoit aux

1775. Ministres l'état véritable des affaires. Ces derniers mots avoient rapport à deux lettres que Milord Dunmore avoit envoyées au Comte de Darmouth, & qui, comme celles de M. Hutchinson, étoient, je ne sais comment, tombées entre les mains des Colons. Ces lettres, qui ne parloient pas du tout en leur faveur, furent déclarées injurieuses, injustes, fondées sur de fausses informations, & contenant des accusations dont on n'avoit aucune preuve.

Ils dirent, cependant, qu'ils étoient bien loin de vouloir insinuer que Sa Grandeur fut capable de faire à dessein de faux exposés; mais qu'il étoit probable qu'elle avoit trop de confiance en des personnes mal intentionnées. Ils justifient ensuite leur conduite au sujet de la milice, des patrouilles établies pour garder le magasin, & des autres choses qui avoient donné lieu à ces querelles.

Le 14, ils présentèrent une autre requête au Gouverneur au sujet du bil conciliateur de Milord North, dans laquelle ils déclarèrent finalement que, comme ce bil ne fesoit que changer la mode d'oppression, ils ne pouvoient en accepter les conditions. Ils dirent, pourtant, qu'ils ne formoient qu'une partie de l'Empire,

& qu'ils en laissoient la décision au Congrès Général. A ce Congrès ils laissoient aussi le soin d'exposer leurs griefs, auxquels Sa Grandeur avoit assuré qu'on feroit attention. Quant à eux, ils firent la déclaration suivante : nous nous sommes servis de tous les moyens imaginables afin d'obtenir satisfaction ; nous avons remontré au Parlement, & nos remontrances ont produit de nouvelles injures ; nous avons accablé notre Souverain de nos humbles requêtes, & il n'a pas daigné nous répondre ; nous en avons appellé à l'honneur & à la justice de la nation Britannique, & les efforts qu'elle a faits en notre faveur ont été jusqu'ici sans effet. 1775.

Dans cet état de méfiance & de mauvaise humeurs des deux côtés, il y avoit tous les jours quelque nouvelle querelle ; chaque incident offroit un nouveau sujet d'altercation, de sorte qu'il y avoit une correspondance continuelle entre le Corps de ville & le vaisseau de guerre le *Fowey*. C'étoit une chose singulière que de vouloir gouverner une province, sans oser y mettre les pieds.

A la fin les bils nécessaires étant prêts, & la saison fort avancée, le Conseil & les bourgeois prièrent Milord Dunmore de venir les signer,

1775. & mettre fin à la session. Ils observèrent que son absence du siège du Gouvernement avoit beaucoup retardé les affaires, & que, quoiqu'ils se fussent soumis à l'incommodité d'envoyer souvent leurs Membres à quatre lieues pour conférer avec Son Excellence à bord d'un vaisseau de guerre, ils pensoient qu'il étoit tout-à-fait incompatible à la Constitution de l'Empire, & contraire aux usages établis, de lui présenter les bils dans tout autre lieu que la Capitale.

Milord Dunmore leur répondit avec hauteur, insista sur le droit qu'il avoit de les convoquer en tout endroit quelconque de la province, où les circonstances rendoient leur présence nécessaire; il observa ensuite que, comme il n'étoit pas informé de tous les procédés de leur Assemblée, quand bien même il seroit enclin de risquer encore une fois sa personne parmi eux, il ignoroit qu'ils eussent aucun bil d'importance à lui présenter, & que, s'ils en avoient de tels, il ne savoit pas s'il pourroit y donner son consentement.

Pour obvier à ces objections, l'Assemblée lui envoya les bils à bord du *Fowey*, afin qu'il les examinât. Le Gouverneur approuva la plupart des bils, & désaprouva celui qui imposoit un

un droit sur l'entrée des esclaves, droit qui devoit servir au payement des troupes employées contre les Indiens. 1775.

Sur cette objection, le Corps de ville lui présenta une autre adresse, qui finit par les prières les plus pressantes, afin qu'il retournât à Williamsbourg. Les Magistrats dirent qu'ils espéroient qu'il ne craignoit plus rien au sujet de sa personne; mais que, s'il étoit possible qu'il eût encore de pareilles appréhensions, ils engageoient leur honneur, & tout ce qu'il y a de plus sacré, pour sa sûreté. Ils ajoutent, cependant, que, s'il persistoit toujours dans la même résolution de ne point débarquer, ils seroient bien-aises qu'il accordât une commission pour signer les bils qu'il approuvoit.

Milord Dunmore continua dans les mêmes sentimens par rapport au bil, & répondit, au sujet de sa personne, qu'il avoit plus de raisons que jamais de se croire en danger dans la ville de Williamsbourg. C'est pourquoi il les avertit qu'il seroit prêt à recevoir l'Assemblée le lundi suivant à sa résidence, pour signer les actes qu'il approuveroit.

Cette réponse mit fin à toute correspondance entre le Gouverneur & la Colonie. Il étoit

1775. ridicule de vouloir faire venir à bord d'un vaisseau de guerre les Représentans d'une grande Province. D'ailleurs ils auroient eu autant à craindre dans ce navire que Son Excellence à terre.

Les Membres, sur cette réponse, déclarèrent que la requête de Milord Dunmore étoit dérogatoire à leurs droits & privilèges ; que les délais qu'il avoit mis à leurs procédés, & les réponses ambiguës qu'il avoit faites à leurs adresses, ne marquoient que trop qu'il méditoit quelque attaque dangereuse contre les habitans de la Virginie. C'est pourquoi ils les avertissent de se préparer à défendre leurs droits & leur liberté. Protestant ensuite la plus grande fidélité au Roi, & le plus grand attachement pour la Grande-Bretagne, ils mirent fin à la session. Telle fut la terminaison du pouvoir Anglican dans la Virginie, qui arriva le 18 de Juillet.

Des Commissaires furent aussi-tôt choisis pour suppléer à la place de l'Assemblée, & le peuple ayant une entière confiance en eux, ils avoient conséquemment un pouvoir sans bornes dans les affaires publiques. Ceux-ci prirent sur-le-champ des mesures pour lever des troupes, &

mettre la Colonie en état de défense. Pendant qu'ils fesoient ces démarches dangereuses, ils publièrent un manifeste pour justifier leur conduite, dans lequel ils démontrèrent la nécessité qu'il y avoit de lever une armée pour mettre leur vie, leur liberté, & leurs biens, en sûreté. Ils conclurent en disant que, comme ils étoient résolus de défendre leurs privilèges à tout hasard, ils maintiendroient ces troupes tant qu'elles paroîtroient nécessaires à leur conservation ; mais qu'ils les réformeroient aussi-tôt que l'Amérique seroit rétablie à son état de tranquillité. 1775.

Soit que le Gouverneur comptât sur le soulèvement des esclaves, soit qu'il crût que les partisans du Ministère étoient plus considérables qu'ils n'étoient effectivement, il se détermina à ne point perdre de vue le pays qu'il avoit cessé de gouverner. Ayant donc été joint par ceux des amis du Ministère, qui, s'étant rendus odieux au peuple, ne pouvoient plus demeurer dans leur patrie, & par plusieurs nègres fugitifs ; soutenu, d'ailleurs, par les frégates qui étoient sur ces côtes, il s'efforça d'établir une force maritime, capable de tenir toujours le pays en alarme par le moyen des belles rivières dont cette riche province est arrosée. Dans cette intention il arma plusieurs vaisseaux de différentes

1775. grandeurs, dans l'un desquels il fit sa résidence, ne débarquant jamais que comme ennemi. Cette force n'étoit cependant capable que de désoler les côtes, sans rendre aucun service essentiel. Il est vrai qu'ils étoient, d'une façon, forcés de piller; car, comme les Colons ne vouloient pas fournir de vivres à ceux qui étoient à bord, il falloit qu'ils s'en procurassent par force, ou qu'ils mourussent de faim. Les Virginiens prétendent que, tant qu'ils ne prirent que les choses nécessaires à la vie, le respect qu'ils avoient pour le rang & la qualité de leur Gouverneur ne leur permit pas de lui résister; mais ils commencèrent bientôt une guerre ouverte. Les personnes suspectes furent saisies, & menées à bord des vaisseaux, les plantations détruites, les nègres enlevés, & les maisons brûlées. Dans une de ces expéditions, Milord Dunmore détruisit, & enleva un grand nombre de canons de fer qui, à ce qu'il prétendoit, étoient là pour servir à la rebellion: les Colons assurent au contraire, que c'étoient des canons de vaisseaux. Cela fit qu'ils envoyèrent quelques détachemens de leurs nouvelles troupes pour protéger les côtes; & depuis il s'ensuivit une petite guerre de pillage, incapable d'être d'aucune utilité, ou de faire le moindre honneur, dans laquelle à la fin chaque goutte d'eau étoit achetée au péril de la vie.

Le Gouverneur s'étant procuré quelques soldats de différens côtés, s'efforça, le 25 d'Octobre, de brûler la ville d'Hampton, dont la situation est fort importante. Il paroît que les habitans soupçonnoient son dessein ; car ils avoient coulé plusieurs bateaux à l'entrée du port, & s'étoient tellement préparés, que les vaisseaux ne purent approcher, & qu'il fut conséquemment impossible de débarquer le jour que l'attaque commença. Les matelots se firent cependant un passage à travers les bateaux pendant la nuit, & commencèrent une furieuse canonnade le lendemain matin ; mais dans ce moment critique les Hamptoniens furent délivrés de leurs appréhensions & de leur danger par l'arrivée d'un détachement de *Minute-men* de Williamsbourg, qui avoient marché toute la nuit pour venir à leur secours. Ceux-ci, joints aux habitans, attaquèrent si vivement les vaisseaux avec leur mousqueterie, qu'ils furent obligés de quitter leur poste avec précipitation, ayant plusieurs hommes de tués, & un allège de pris. 1775.

Quelque tems après cette affaire (le 7 de Novembre), il publia un édit, daté à bord du vaisseau le Guillaume, à la hauteur de Norfolk, déclarant que, comme les lois civiles étoient

1775. alors insuffisantes pour prévenir & punir la trahison, les lois militaires seroient désormais mises en usage par toute la Colonie. Par cet édit il est ordonné à toute personne capable de porter les armes, de joindre l'étendard de Sa Majesté sous peine d'être regardée comme traître : les esclaves, blancs ou noirs, appartenant aux rebelles qui joindront les troupes du Roi, sont déclarés libres.

Comme les Virginiens s'attendoient à cette mesure, l'affranchissement des nègres excita moins de surprise, & eut probablement moins d'effet que si on n'en avoit rien dit auparavant. La nouvelle de cette déclaration excita, cependant, la plus grande horreur dans toutes les Colonies, & cette mesure fut même condamnée dans plusieurs royaumes de l'Europe. On dit que c'étoit dissoudre les liens de la société, & encourager les plus barbares de l'espèce humaine à commettre les crimes les plus horribles, & les cruautés les plus atroces; que c'étoit confondre l'innocent avec le coupable, le sujet loyal avec le rebelle, & donner un exemple très-dangereux au nouveau monde. Il est vrai qu'armer les nègres d'Afrique, & les autoriser à combattre contre les blancs sur un pied égal, étoit une action qui pouvoit avoir des suites funestes : car, quoique la différence

de couleur, considérée par les yeux de la raison & de la philosophie, ne donne droit à aucun privilège; tant que le commerce, le luxe, & l'avarice rendront l'esclavage un des objets principaux du système de toutes les Puissances de l'Europe, qui possèdent des colonies en Amérique, il est certain que l'idée de prééminence doit toujours être considérée comme une politique nécessaire. 1775.

Cet édit, & la présence de Milord Dunmore, eurent, néanmoins, un bon effet dans la ville de Norfolk, & dans les pays d'alentour, où plusieurs des habitans étoient attachés au Gouvernement. Quelques centaines de blancs & de noirs joignirent le Gouverneur, & d'autres qui refusèrent de prendre les armes, abjurèrent publiquement le Congrès, & tous ses actes. Cette bonne disposition lui donna, sans doute, l'espoir de pouvoir lever une force considérable, & d'être capable, sans aucune autre assistance, de soumettre une partie de la province par l'autre. Mais cette espérance flatteuse ne fut pas de longue durée. Il reçut bientôt intelligence qu'un détachement de Virginiens s'avançoit vers lui avec beaucoup de diligence. Afin de protéger les amis du Gouvernement, il prit posses-

1775. sion d'un poste appellé le Grand-Pont (*the Great-Bridge*), qui est à quelques milles de Norfolk, & qui étoit de la dernière importance, puisque c'est le seul passage par où l'on puisse venir à la ville. Il construisit un fort en-deçà du pont, qu'il munit d'attillerie, & rendit aussi formidable que le tems le permettoit. Nonobstant la loyauté des habitans de ce pays-la, qui composoient deux petits Comtés, ses forces n'étoient pas considérables. Il n'avoit que deux cens hommes de troupes réglées, y compris quelques grenadiers, & un corps de volontaires de Norfolk. Le reste étoit une rapsodie de blancs & de noirs, qui n'avoient aucune discipline. Les ennemis, sous le commandement du Cononel Woodford, se fortifièrent à une portée de canon du camp du Gouverneur. Ils avoient en front une chaussée étroite qu'il falloit nécessairement passer pour parvenir à leurs ouvrages, de sorte que les deux partis sembloient n'avoir rien à craindre d'une surprise.

Les deux armées restèrent dans cet état durant quelques jours ; mais il fut à la fin résolu de surprendre les Colons dans leurs retranchemens. Le 9 de Décembre, avant le jour, le Capitaine Fordyce à la tête des grena-

diers, qui étoient au nombre de foixante, commença l'attaque. Les troupes pafsèrent hardiment la chauffée ; & avec un fang-froid, & une intrépidité, qui excita d'abord l'étonnement de leurs ennemis, marchèrent courageufement jufqu'aux rétranchemens, la baïonnette au fufil. Elles étoient expofées non-feulement au feu qu'elles avoient en front ; mais, outre cela, elles étoient enfilées par une autre partie des fortifications. Le Capitaine Fordyce, & plufieurs de fes foldats, tombèrent morts ; le Lieutenant, & quelques autres, furent faits prifonniers. Les grenadiers qui échappèrent, prifonniers ou autres, furent tous bleffés. Le feu de l'artillerie du fort donna le tems au refte des troupes de fe retirer, & d'emporter même plufieurs de leurs morts. Le Capitaine Fordyce fut enterré par les vainqueurs avec les honneurs militaires, & les prifonniers Anglais furent traités avec beaucoup d'égards ; mais les Américains qui avoient joint Milord Dunmore, n'eurent pas lieu d'être contens de la réception qu'on leur fit. 1775.

Les Royaliftes, la nuit fuivante, abandonnèrent leur pofte au Grand-Pont, laiffant derrière eux quelques pièces de canons, & un peu de provifions,

1775. Milord Dunmore, voyant qu'il n'y avoit plus d'eſpérance de ce côté-là, s'embarqua avec toute ſa ſuite, qui étoit alors fort augmentée, & laiſſa Norfolk à la merci de ſes ennemis. Pluſieurs de ceux qui étoient attachés au Gouvernement ſe refugièrent auſſi ſur les vaiſſeaux, où ils portèrent ce qu'ils purent de leurs effets; de ſorte qu'il avoit alors une flotte conſidérable, quant au nombre des bâtimens & du monde qui étoit à bord; mais c'étoit des navires ſans force, remplis de gens plus propres à cauſer de l'embarras qu'à rendre ſervice. Les Colons prirent auſſi-tôt poſſeſſion de la ville, & la flotte s'éloigna de cet endroit.

Pendant ce tems-là, il y avoit un plan en agitation pour lever une armée ſur le derrière des Colonies, & principalement de la Virginie, & des deux Carolines, où l'on croyoit trouver grand nombre de Royaliſtes. On eſpéroit auſſi que quelques races d'Indiens ſe joindroient à ces derniers, & que par ce moyen ils pourroient non-ſeulement cauſer beaucoup de trouble aux Américains, mais même former une jonction avec le Gouverneur. L'auteur de ce projet étoit un nommé Conelly, de la province de Penſylvanie, homme actif & entreprenant, & qui ſembloit fait pour une pareille entrepriſe.

Son deſſein étant approuvé de Milord Dunmore, il entra en négociation avec les Indiens de l'Ohio, & avec ſes amis ſur le derrière de la Virginie. Cette négociation fut accompagnée de beaucoup de difficultés & de dangers ; mais elle réuſſit à ſa ſatisfaction. Là-deſſus il retourna vers le Gouverneur, qui l'envoya à Boſton avec des lettres de créances. Le Général Gage lui donna une commiſſion de Colonel-Commandant, & promit de lui procurer du ſecours au tems marqué. On avoit deſſein de faire ſervir à l'exécution de ce projet les garniſons que les Anglais ont à *Detroit*, & dans les autres forts ſur les derrières des Colonies, avec leur artillerie & les munitions. Notre aventurier eſpéroit auſſi tirer quelques ſecours du Canada, au moins en Officiers, & en volontaires. Il avoit pouvoir de donner toutes les commiſſions, devoit avoir la direction entière de la nouvelle armée, &, auſſi-tôt qu'elle ſeroit en état, il avoit ordre de marcher par la Virginie, de manière à joindre Milord Dunmore, au mois d'Avril, dans le voiſinage d'Alexandrie, ſur la rivière Potowmac, où Son Excellence devoit amener une force maritime ſuffiſante, & les autres choſes néceſſaires. L'intention de Conelly étoit auſſi de couper la communication entre les Colonies Méridionales & les Septentrionales.

1775.

1775. Jusqu'ici cet homme entreprenant n'avoit pas mal réussi. Il avoit les plus belles apparences du monde que son plan auroit une heureuse fin; mais en passant par Maryland, & lorsqu'il étoit prêt à atteindre le théâtre sur lequel il devoit agir, la vigilance, ou plutôt l'esprit méfiant de quelques Commissaires, frustra tout-d'un-coup toutes ses espérances. Il fut arrêté, lui, & deux de ses compagnons qui voyageoient avec lui, sur des soupçons. Ses papiers découvrirent tout le complot. Le plan général du dessein, une lettre du Gouverneur à un des Chefs des Indiens, & d'autres preuves authentiques qu'il avoit sur lui, ne laissèrent pas le moindre doute au sujet de ses intentions. Les papiers furent publiés dans les gazettes par le Congrès, & les trois aventuriers envoyés en prison.

Les Américains se trouvant alors maîtres de la ville de Norfolk, & du pays des environs, commencèrent, sous prétexte de rétaliation, à persécuter les Royalistes qui étoient restés dans le pays. Il paroît, à la vérité, que, lorsque ces derniers avoient été les plus forts, ils n'en avoient pas trop bien agi envers ceux qui différoient avec eux en opinions politiques: malheur attaché à presque toutes les guerres civiles, dans lesquelles les inimitiés sont beaucoup plus gran-

des entre les deux partis, qu'entre deux nations étrangères, qui combattent pour la gloire. 1775.

Ceux qui étoient à bord des vaisseaux commencèrent, en même tems, à souffrir les incommodités de la faim, ne pouvant plus recevoir aucun secours des pays d'alentour. Sur ces entrefaites, la frégate *Liverpool* arriva d'Angleterre, sur quoi le Gouverneur envoya demander aux Colons, s'ils vouloient fournir des provisions aux vaisseaux de Sa Majesté. Ces derniers ayant répondu que non, & les bateaux ayant beaucoup à souffrir de la partie de la ville, qui est près du port d'où les Américains fesoient un feu continuel, il fut déterminé de la détruire.

Milord Dunmore fit avertir les habitans de se retirer avec leurs effets, & l'attaque commença le premier jour de l'année 1776. Une furieuse canonnade de la frégate la *Liverpool*, & de trois autres vaisseaux armés, secondée de quelques détachemens de matelots, & de soldats de marine, qui débarquèrent pour mettre le feu aux maisons les plus proches du rivage, réduisit bientôt cette belle ville en cendres. Dans cette occasion il y eut plusieurs personnes de tués, & de blessés de part & d'autre. Tel

1775. fut le sort de la malheureuse ville de Norfolk, la plus considérable de toute cette Colonie pour le commerce, & qui étoit si florissante avant ces troubles, qu'en deux ans de tems, les rentes des maisons étoient augmentées d'un quart. On fait monter à 7,000,000 tournois la perte essuyée dans la ruine de cette place. Quelque nécessaire que paroisse cette mesure, ce devoit être un emploi bien désagréable à un Gouververneur de brûler une des plus belles villes de son Gouvernement. Après cette transaction, les Colons détruisirent toutes les plantations qui étoient à portée des vaisseaux, dans le dessein de les priver des moyens de subsister, & obligèrent le peuple à se retirer, avec leur bétail & leurs effets, plus avant dans la campagne.

La situation des autres Gouverneurs en Amérique n'étoit pas beaucoup plus agréable que celle de Milord Dunmore. Dans la Caroline Méridionale, Milord Guillaume Campbell ayant, dit-on, entré en négociation avec les Indiens, & ayant excité les habitans des derrières de cette Colonie, qu'on appelle Régulateurs, à prendre parti pour le Gouvernement Britannique, eut le malheur d'être découvert avant que son projet pût être exécuté. Cette découverte excita tellement la colère du peuple, qu'il fut

obligé d'abandonner *Charles-Town*, & de se retirer à bord d'un vaisseau de guerre qui étoit dans la rivière, & ne retourna pas d'avantage au siège de son Gouvernement. 1775.

En même tems M. Drayton, Juge de la Cour supérieure, & l'un des Chefs de l'opposition, marcha avec des troupes contre les Régulateurs, & conclut un traité avec leurs Chefs, par lequel ils s'engageoient à ne donner aucun secours aux Anglais, & à demeurer neutres durant la guerre.

Un Conseil de treize personnes fut ensuite élu pour le Gouvernement de la province, & un Comité de quatre-vingt-dix-neuf pour assister le Conseil, lorsque l'occasion le demanderoit. Comme ils reçurent alors avis qu'on préparoit en Angleterre un armement contre cette Colonie, ils mirent tout en usage pour la mettre en état de défense, pour discipliner les troupes, se procurer des armes & de la poudre, & sur-tout pour fortifier *Charles-Town*.

M. Martin, Gouverneur de la Caroline Septentrionale, suivoit les mêmes mesures que Milord Campbell; mais il étoit beaucoup plus actif & plus violent. Il n'eut, cependant, pas

1775. plus de ſuccès. On l'accuſa de fomenter une guerre civile, & de vouloir exciter un ſoulèvement parmi les nègres, ſur quoi il fut déclaré ennemi de l'Amérique par le Congrès Provincial, & il fut défendu à toute perſonne de correſpondre avec lui. Il répondit à ce procédé par une proclamation d'une longueur extraordinaire; mais le Congrès déclara que c'étoit un libelle ſéditieux, rempli de malice, de ſcandale, & d'impertinence, & la condamna à être brûlée par la main du bourreau.

Comme le Gouverneur eſpéroit être capable de lever une force conſidérable, tant parmi les Régulateurs que parmi les habitans de la province, dont pluſieurs étoient Ecoſſais, il commença à fortifier ſon palais à *Newbern*, afin qu'il ſervît tout-à-la-fois de garniſon & de magaſin. Mais comme il feſoit amener des canons pour accomplir ſon deſſein, cette meſure excita un tel ſoulèvement parmi le peuple, qu'il fut obligé d'abandonner ſon palais, & de ſe ſauver à bord d'un navire, qui étoit dans la rivière du Cape *Fear*.

Les habitans découvrirent alors de la poudre, des boulets, des balles, & d'autres proviſions de guerre, enfouies dans le jardin, & dans la

cour

cour du palais, ce que ſervit à augmenter leur rage, chacun regardant cela comme un complot contre ſa propre vie. 1775.

Cette province avoit déjà adopté les mêmes meſures que la Caroline Méridionale, tant pour le Gouvernement de la Colonie que pour lever une armée, ſe procurer des armes & des munitions. Le Congrès Provincial envoya une adreſſe au peuple de la Grande-Bretagne & d'Irlande, à-peu-près de la même nature que celles que nous avons déjà vues, feſant toujours les plus grandes proteſtations de loyauté, & témoignant le déſir le plus ardent d'en venir à une heureuſe réconciliation.

M. Gage, Généraliſſime des troupes Britanniques dans le nouveau-monde, étant retourné en Angleterre au commencement d'Octobre, le commandement fut laiſſé au Chevalier Howe, qui publia bientôt après un édit, par lequel ceux qui tâcheroient de quitter la ville de Boſton ſans permiſſion, devoient être punis comme déſerteurs; &, au cas qu'ils parvinſſent à s'échapper, condamnés comme traîtres, & leurs biens confiſqués. Par un autre, qui parut peu après, il fut permis aux habitans de ſortir à condition

1775. qu'ils n'emporteroient qu'une certaine somme d'argent. Ceux qui aimèrent mieux rester, furent obligés de signer une association par laquelle ils s'offroient à défendre la ville, & le Général arma ceux qu'il jugea à propos, leur fit apprendre l'exercice, & les soumit à la discipline militaire. Les autres payèrent leur part en argent.

Comme le tems de l'enrôlement des soldats qui assiégeoient Boston étoit près d'expirer, des Commissaires du Congrès Général furent envoyés au camp, afin de prendre avec le Général Washington les mesures nécessaires pour les empêcher de s'en retourner chez eux. Ils n'eurent pas beaucoup de peine à s'acquitter de leur commission ; car toute l'armée se rengagea volontiers pour un an. De toutes les difficultés que les Américains eurent à combattre dans leur établissement d'une force militaire, rien ne leur causa tant d'embarras que le manque de poudre. Car quoiqu'ils s'appliquassent avec la plus grande diligence à se procurer du nitre, & les autres matériaux nécessaires pour la composition de cet article, il est visible que les progrès de leur industrie devoient être lents, & ses effets fort éloignés. Ils n'avoient pas encore com-

mencé de commerce avec les Puiſſances de l'Europe, ni pris les meſures qui leur ont, depuis, procuré des proviſions de guerre en abondance. La diſette de poudre étoit ſi grande, qu'on dit qu'à l'affaire de *Bunker's-Hill*, les ſoldats n'avoient plus un ſeul coup à tirer. L'armée qui étoit devant Boſton fut auſſi, pendant un certain tems, dans un ſi grand beſoin de cet article, que rien n'étoit capable d'empêcher qu'elle ne fût diſperſée que l'ignorance où étoient les Anglais de leur condition. Ils mirent, pourtant, en uſage tous les moyens imaginables pour ſuppléer à ce beſoin, & entr'autres expédiens, ils firent acheter ſous main, & ſans qu'on en eût le moindre ſoupçon, toute la poudre qu'il y avoit ſur la côte d'Afrique, dans les navires qui font le commerce de nègres. Ils pillèrent auſſi un magaſin dans l'iſle de Bermude, d'où ils en prirent cent barrils, en quoi ils furent ſecrètement favoriſés par les habitans, qui prétendirent, néanmoins, n'en avoir eu aucune connoiſſance.

1775.

La ville de Falmouth, ſituée dans la partie ſeptentrionale de la province de Maſſachuſet, ayant excité l'indignation de l'Amiral au ſujet d'un mât de navire que ſes habitans refusèrent

1775. de laiſſer embarquer, fut condamnée à être réduite en cendres. L'Officier qui commandoit les vaiſſeaux en cette occaſion, donna deux heures aux bourgeois pour pourvoir à leur ſalut; mais, ſous prétexte d'une négociation, par laquelle ils promettoient de délivrer leur artillerie, & leur mouſqueterie, à condition que la ville fût épargnée, ils obtinrent juſqu'au lendemain matin. Cette promeſſe n'étoit, pourtant, que pour gagner du tems. Ils tranſportèrent pendant la nuit autant de leurs effets qu'il leur fut poſſible, & refusèrent enſuite de la tenir.

Le 18 d'Octobre, à neuf heures du matin, les vaiſſeaux commencèrent une furieuſe canonnade, qui dura pendant tout le jour. On tira dans la ville plus de trois mille boulets, ſans compter les bombes & les carcaſſes. Les matelots débarquèrent pour achever la ruine de la place; mais ils furent repouſſés avec perte. La principale partie de la ville qui étoit le long du rivage, compoſée d'environ cent trente maiſons, deux cens ſoixante-dix-huit magaſins, une égliſe nouvellement bâtie, l'hôtel-de-ville, & la bibliothèque publique, furent toutes réduites en cendre. Environ cent des plus mauvaiſes maiſons échappèrent à l'incendie à la faveur de

leur diſtance du port; mais elles furent fort endommagées. 1775.

Le ſort de Falmouth accélera probablement la réſolution hardie de l'Aſſemblée de la province de Maſſachuſet. Le 13 de Novembre, elle paſſa un acte pour accorder des lettres de marque & de repréſailles, & pour établir des cours d'Amirauté, afin de juger les vaiſſeaux Anglais qui tomberoient entre leurs mains. Dans cet acte il eſt déclaré que l'intention des Américains eſt uniquement de protéger leurs côtes & leur navigation; & le pouvoir de faire des priſes, ne s'étend qu'aux vaiſſeaux employés à fournir des proviſions aux armées qui les attaquent.

Pendant l'été le Congrès Général avoit été occupé à dreſſer un plan pour former une confédération, & une union perpétuelle entre les Colonies qui étoient déjà aſſociées, avec la liberté d'y admettre celles de Quebec, de Saint-Jean, de la Nouvelle Ecoſſe, des deux Florides, & de Bermude. Ce plan contenoit des règles pour leur Gouvernement, tant en tems de paix que de guerre, par rapport aux Puiſſances étrangères, & à chaque Colonie en particulier. Il

1775. devoit être soumis à l'inspection de toutes les Assemblées, &, si les articles qu'il contenoit en étoient approuvés, elles devoient donner pouvoir à leurs Délégués de les ratifier au Congrès suivant. En ce cas leur confédération devoit rester ferme & immuable jusqu'à ce qu'elles fussent soulagées de leurs griefs, jusqu'à ce que les habitans de Boston & de *Charles-Town* fussent dédommagés de leurs pertes, qu'elles fussent remboursées des frais de la guerre, & que les troupes Anglaises fussent rappellées de l'Amérique. Quand ces évènemens auroient lieu, les Colonies renoueroient leur ancienne amitié avec la Grande-Bretagne, faute de quoi la confédération devoit être perpétuelle.

Les Membres du Congrès déclarèrent aussi que, comme la récolte de l'Amérique étoit cette année fort abondante, & beaucoup plus que suffisante pour la consommation de ses habitans, si les actes du Parlement, au sujet de leur commerce, n'étoient pas révoqués dans l'espace de six mois, à dater du 20 de Juillet, les douanes seroient fermées, & les ports des Colonies ouverts à toutes les nations qui voudroient protéger leur commerce, francs de tous droits pour toutes sortes de marchandises, excepté du

thé, ou celles qui viendroient de la Grande-Bretagne, & de ses dominations. Pour encourager davantage les étrangers à commencer un commerce avec les Colons, ils promirent de maintenir & de supporter, autant qu'il seroit en leur pouvoir, la liberté de ce commerce pendant deux ans, quoi qu'il pût arriver, soit qu'ils se réconciliassent avec les Anglais, ou non, & autrement, tant que les nouvelles lois existeroient. 1775.

Ils suspendirent, outre cela, sans plus tarder, la résolution qu'ils avoient prise, de ne point recevoir de marchandises de l'Europe, en faveur des vaisseaux qui apporteroient de la poudre, du nitre, du souffre, de bons fusils avec des baïonnettes, ou des canons de fonte. Ces vaisseaux devoient recevoir la valeur de leur cargaison en marchandises.

Le 6 de Décembre, le Congrès Général publia une déclaration en réponse à l'édit du Roi pour supprimer la sédition & la rebellion qui avoit paru à *Saint-James* au mois d'Août. Dans cet écrit, les Membres nient que les Colons soient coupables de trahison & de rebellion, crimes dont ils étoient accusés : ils sont

1775. ensuite plusieurs remarques critiques sur une clause de cet édit, qui défend au peuple Anglais, sous les peines les plus févères, d'avoir aucune correspondance avec les Américains, & de leur donner aucun secours. Non contens, cependant, de ces observations critiques, ils protestent, au nom des habitans des Colonies-Unies, que quelque punition que leurs ennemis infligent sur les personnes qui sont en leur pouvoir, pour favoriser, aider, & protéger la cause de la liberté de l'Amérique, la pareille sera rendue à ceux qui favoriseront, aideront, ou protégeront le systême tyrannique du Ministère, & qui tomberont entre leurs mains.



CHAPITRE V.

QUITTONS pour un tems le Continent du nouveau-monde, & transportons-nous dans cette isle fortunée, où il est permis au Philosophe de déclarer librement ses pensées, au Politique de découvrir les crimes des Ministres, & au peuple de s'opposer aux tyrans. Heureux Bretons, si vous connoissiez le prix de ce que vous possédez, & si, toujours animés de l'amour de la patrie, vous aviez le courage de résister en tous tems aux appas séducteurs que l'on offre à votre intégrité. 1775.

Le Ministère Anglais qui, comme nous l'avons dit plus haut, avoit à sa dévotion la majorité du Parlement, poussoit avec vigueur son plan favori de soumettre l'Amérique. Argent, vaisseaux, soldats, provisions, il n'avoit qu'à parler, ses demandes étoient autant de lois auxquelles les supposés Représentans du peuple obéissoient avec le plus grand zèle.

Les Membres de l'Opposition n'épargnoient rien de leur côté pour s'opposer à ses mesures; &, pour faire voir au Roi que la majorité du Parlement ne composoit pas la majorité de la

1775. Nation, ils engagèrent les principales villes du Royaume à préſenter des requêtes à Sa Majeſté pour la prier de diſcontinuer les hoſtilités. Le Trône ſe trouva bientôt accablé de requêtes ; mais celle de la ville de Londres fit ſur-tout beaucoup d'éclat, & penſa avoir des ſuites funeſtes. C'étoit la coutume que le Roi fût aſſis ſur le Trône pour recevoir les pétitions des citoyens de cette Métropole, & le Chambellan les ayant averti que Sa Majeſté ne recevroit plus déſormais de leur part aucune requête ſur le Trône, à moins qu'elle ne fût celle de tout le Corps de ville, cette conduite cauſa la plus grande fermentation. Les Magiſtrats formèrent là-deſſus un grand nombre de réſolutions, & entr'autres il fut déclaré que quiconque donnoit de pareils avis au Roi étoit ennemi des droits du ſujet, parce qu'ils tendoient à empêcher les plaintes du peuple de parvenir juſqu'au Souverain, à prévenir le ſoulagement de leurs maux, & à aliéner l'affection des Anglais de la Famille de Brunſwick.

Ils travaillèrent enſuite à une autre requête, qui fut conçue en des termes beaucoup plus violens que celles qu'ils avoient déjà préſentées, dans laquelle, entr'autres choſes, ils prient Sa Majeſté de conſidérer la triſte ſituation de ſes

peuples, puisqu'ils n'ont plus rien à attendre 1775.
de l'Amérique que des gazettes pleines de sang, & des listes affreuses de leurs frères égorgés. Ils accusent aussi le Grand Conseil & les Ministres, & finissent en demandant la dissolution du Parlement, & un changement total dans le Ministère. Il fut ensuite résolu que cette requête ne seroit présentée que sur le Trône ; après quoi les Chérifs allèrent demander à Sa Majesté quand il lui plairoit de la recevoir. On leur fit réponse que le Roi la recevroit le lendemain à son lever, sur quoi l'un des Chérifs répliqua que c'étoit la résolution du *Lord* Maire, & des autres Magistrats, que leur pétition ne fût présentée que sur le Trône. Le Roi leur fit dire sur-le-champ, qu'il étoit toujours prêt à recevoir les requêtes de ses sujets ; mais qu'il étoit meilleur juge que personne de l'endroit où il devoit le faire.

Les Magistrats ordonnèrent que cette réponse fût mise dans les archives de la cité, après quoi ils firent les déclarations suivantes : " Que le " Roi est obligé d'écouter les plaintes de son " peuple, & qu'en cela il ne lui fait aucune " grace, puisque c'est un droit qu'il ne sauroit " lui disputer ; que la réponse de Sa Majesté " étoit un refus évident de vouloir leur accor-

1775. " der ce droit ; qu'un pareil refus rend inutile " le droit de présenter des requêtes au Trône, " reconnu & établi au tems de la Révolution ; " & que le conseiller, directe ou indirecte, de " ce refus, étoit ennemi de la félicité & de la " sûreté du Souverain, ainsi que de la paix & " de la liberté du peuple."

Ils firent ensuite imprimer leur pétition, & ordonnèrent aux Chérifs d'en donner une copie au Roi en mains propres, signée du Greffier. Cela fut exécuté ; mais ils n'eurent aucune réponse.

Le Ministre, pour contre-balancer ces adresses, tâcha aussi d'en procurer en faveur de ses mesures dans les villes où il avoit du crédit ; mais il ne put en obtenir que de quelques petites places, & même dans ces endroits elles n'étoient signées que de la lie du peuple. La ville de Manchester est la plus considérable qui ait approuvé la guerre de l'Amérique. Ce n'étoit par-tout que cabales ; les papiers de nouvelles étoient remplis d'argumens pour & contre, & la foule d'écrivains aux gages de la Cour tâchoient, si-non de réfuter leurs adversaires par des raisons solides, au moins d'éblouir les yeux de la populace par des phrases pompeuses.

M. Penn, ci-devant Gouverneur de la Pensylvanie, & l'un des descendans de ce fameux Penn premier fondateur de cette colonie & de la secte appellée *Quakers* ou Trembleurs, arriva à-peu-près dans ce tems-là à Londres avec une requête signée de tous les Membres du Congrès, qu'il donna à Milord Dartmouth pour être présentée au Roi. Cette requête étoit couchée dans les termes les plus soumis, & représentoit les Colons comme ayant un désir sincère de se réconcilier avec la Grande-Bretagne. Les gens pacifiques espéroient alors voir bientôt terminer ces malheureuses dissentions si préjudiciables à la félicité de l'empire; mais toutes leurs espérances s'évanouirent, en apprenant que le Ministre pour le département de l'Amérique avoit dit à M. Penn, qu'on ne feroit aucune réponse à la pétition du Congrès. 1775.

Il n'étoit pas à croire que l'ame du Conseil, & un Ecossais sur-tout, peuple qui pousse ordinairement la persévérance à l'excès, eût abandonné son systême dans un tems où il avoit surmonté les plus grandes difficultés, & s'étoit procuré les moyens les plus probables de le mettre en exécution. Après avoir inutilement tenté d'obtenir 20,000 Russes de la Sémiramis du Nord, & la brigade Ecossaise qui est au ser-

1775. vice de la Hollande, le Miniſtre avoit enfin réuſſi dans ſes négociations avec quelques petits Princes Allemands, deſpotes qui ſont toujours prêts à donner leurs ſoldats au plus offrant, & qui n'ont d'autre reſſource pour ſupporter le faſte de leurs cours ridicules que la vente du ſang de leurs ſujets. Le Landgrave, & le Prince Héréditaire d'Heſſe-Caſſel, avec le Duc de Brunſwick, avoient promis de lui fournir environ 17,000 hommes, à des conditions, pourtant, qui marquoient bien le beſoin des Anglais. Ces derniers devoient payer ſept louis par homme, & outre cela fournir des ſubſides conſidérables à ces petits Souverains. Les troupes entroient à la ſolde d'Angleterre immédiatement après le traité, & les ſubſides devoient continuer deux ans après qu'elles feroient retournées dans leur pays. Quelque exorbitantes que paroiſſent ces conditions, elles furent néanmoins acceptées avec joie.

Vers la fin de la ſaiſon le Gouvernement avoit fait une dépenſe immenſe pour envoyer des proviſions de toute eſpèce à l'armée qui étoit bloquée dans Boſton. Comme le manque de fraîches proviſions étoit un des plus grands maux que les ſoldats euſſent à ſouffrir, ce fut un des premiers objets du Miniſtre d'y porter

remède : il fit donc embarquer tout vivans 1775.
5000 bœufs, 14,000 moutons, & un nombre prodigieux de cochons. Il fit outre cela acheter un nombre incroyable de légumes, qui furent accommodés pour le voyage, & 10,000 tonneaux de forte bierre. On envoya aussi 180,000 boisseaux de charbon, outre beaucoup de fagots. Les difficultés qu'il y avoit d'envoyer des provisions des Isles Britanniques à une armée qui étoit à plus de mille lieues, les dangers qu'il falloit courir en traversant un océan immense, outre le risque d'être pris par les corsaires Américains, les frais de transport joints aux dépenses de toutes les denrées nécessaires, paroissoient des raisons plus que suffisantes pour engager la Cour de Londres à céder aux demandes des Colonies; mais, comme je l'ai déjà avancé, l'opiniâtreté est un des plus grands défauts des Ecossais, & malheureusement pour la Grande-Bretagne c'étoit un homme de cette nation qui tenoit le gouvernail de l'empire. Outre les sommes considérables qu'exigeoient les provisions ci-dessus mentionnées, il falloit encore de la fleur, du grain, & des viandes salées. L'on fit aussi passer pour les besoins contingens des troupes près de 12,000,000 de livres tournois en espèces d'Espagne & de Portugal.

1775. Il sembloit qu'avec de pareils secours l'armée seroit amplement pourvue, & que l'on n'entendroit plus les plaintes importunes des militaires au sujet de la mauvaiseté des provisions ; mais il n'arriva point la moitié de ces rafraîchissemens dans Boston. Soit par la négligence des Ministres, ou par des accidens qu'on n'avoit pu prévoir, les vaisseaux de transport ne furent prêts à faire voile, que lorsque l'année étoit si fort avancée que leur passage étoit pour ainsi dire impraticable. Cela fit qu'ils furent retenus par les vents contraires sur les côtes d'Angleterre, & tellement tourmentés par des tempêtes que la plupart de leurs cochons & de leurs moutons moururent, de sorte qu'on ne voyoit dans la Manche que les carcasses flottantes de ces animaux : une grande partie des légumes fut aussi gâtée. Leur condition ne fut pas plus agréable quand ils s'approchèrent du nouveau-monde ; car les vents périodiques, ayant alors commencé à souffler, les empêchèrent de gagner les côtes du Continent, & les jettèrent dans les isles où plusieurs arrivèrent dans un triste état : d'autres, qui avoient gagné les côtes avec beaucoup de difficulté, furent pris ou par les corsaires Américains, ou dans les ports & criques où ils s'étoient mis à l'abri du mauvais tems. Le petit nombre qui arriva à Boston avoit battu

les

les mers pendant trois ou quatre mois, & consé- 1775.
quemment leur cargaison étoit fort endommagée.

Le Ministère, après avoir fait déclarer les Américains rebelles, avoit une autre ressource pour décourager les Membres de l'Opposition. Il fesoit remplir les papiers de nouvelles, par ses écrivains, de prétendus complots, de conspirations formées, de trahison, & de mille autres choses de cette nature. Les uns disoient qu'on avoit intercepté plusieurs lettres de quelques-unes des principales personnes du royaume, écrites aux Membres du Congrès; d'autres, que la Tour seroit bientôt remplie de ces promoteurs de la Rebellion. On alloit même jusqu'à décrire quelques Sénateurs qui, à ce que l'on prétendoit, n'oseroient plus paroître au Parlement. La Cour ne s'en tint pas à ces insinuations; & il fut un jour annoncé dans la gazette qu'un appellé M. Sayre, Américain de naissance, & alors banquier à Londres, avoit été envoyé à la Tour par le Secrétaire d'État, pour crime de lèze-majesté. On croyoit d'abord que le crime dont M. Sayre étoit accusé, c'étoit d'avoir fait des remises d'argent en Amérique, ou d'avoir correspondu avec les rebelles; mais on ne fut pas peu surpris quand on sut la nature de l'offense dont il étoit accusé. Un Officier

1775. des gardes que ce Monsieur recevoit chez lui avec beaucoup de bonté, & à qui il avoit donné plusieurs fois à dîner, déclara au Comte de Rochford que M. Sayre avoit formé le dessein de se saisir de la personne du Roi dans son passage à la Chambre des Pairs, de le mener ensuite à la Tour, & de renverser toute la forme du Gouvernement. Les moyens dont il devoit se servir pour exécuter ce projet, étoient de distribuer une somme d'argent à quelques serjeants des gardes afin de les corrompre; & ceux ci devoient à leur tour corrompre une partie de leurs soldats, avec lesquels, en présence de plus de 20,000 personnes qui sont toujours assemblées ce jour-là, ils auroient conduit le Roi à la Tour. Les gardes de la Tour, suivant le rapport de l'accusateur, seroient corrompus de la même manière. Quelque absurde que fût un pareil dessein, le Secrétaire d'État affecta d'y ajouter foi, & fit saisir le Banquier & tous ses papiers, & après l'avoir confronté avec l'Officier, l'envoya sur-le-champ à la Tour. Une pareille accusation en France se seroit terminée par la mort de l'accusateur, ou de l'accusé; mais ce qu'il y a de singulier, c'est que ni l'un ni l'autre ne fut puni. M. Sayre fut peu de tems après reconnu innocent, & le Secrétaire d'État condamné à lui payer la somme

de 20,000 livres tournois, & on n'entendit plus parler de l'Officier ; preuve évidente que ceci n'étoit qu'un tour du Miniſtre afin d'inſpirer de la terreur. 1775.

A l'ouverture du Parlement qui ſe fit le 25 d'Octobre, le Roi vint comme à l'ordinaire débiter une courte harangue à cette aſſemblée, dont le but eſt toujours qu'il lui faut de l'argent pour fournir aux dépenſes de l'État. Il ſe plaignit de l'eſprit de rebellion qui régnoit dans les Colonies, expoſa ſes intentions de forcer les rebelles à rentrer dans le devoir, déclarant pourtant qu'il étoit prêt à leur pardonner dès qu'ils reconnoîtroient leur erreur, parla des Hanovriens qu'il avoit envoyés dans les garniſons de Gibraltar & de Mahon afin de ſe ſervir des troupes Anglaiſes dans le nouveau-monde, & finit en diſant que, ſuivant les apparences des affaires de l'Europe, & les aſſurances qu'il avoit reçues des différentes Puiſſances de cette partie du monde, les meſures qui ſeroient adoptées par le Parlement ne ſeroient interrompues par aucune Puiſſance étrangère.

Cette harangue ne fut pas du tout du goût du parti de l'Oppoſition. Il y eut des débats terribles dans les deux Chambres, au ſujet de

1775. la réponse qu'on y devoit faire. La mesure sur-tout d'envoyer des troupes étrangères dans une partie des dominations de la Grande-Bretagne, sans le consentement du Parlement, fut déclarée contraire aux lois de l'empire; mais toutes ces disputes ne servirent qu'à faire voir dans la Chambre des Pairs l'éloquence du Duc de Richmond, du Marquis de Rockingham, & de plusieurs autres Seigneurs respectables; & dans la Chambre des Communes, celle de M. Burke & de M. Fox. Le parti de ces Messieurs étoit trop petit pour s'opposer à celui du Ministère, qui dans une division avoit toujours deux voix contre une. Finalement la harangue du Roi fut approuvée, & on lui fit la réponse la plus gracieuse. Les Communes dirent qu'elles étoient prêtes à sacrifier leur vie & leurs fortunes pour le service de Sa Majesté, & pour l'aider à soumettre ses sujets rebelles.

Dix-neuf Pairs protestèrent cependant contre cette réponse, & assignèrent les raisons suivantes comme les causes de leur protêt: parce que la guerre est injuste, contraire à la saine politique; que l'exécution en est très-dangereuse, & les conséquences funestes. Ils condamnent dans les termes les plus forts la conduite du Ministère, pour avoir rejetté les requêtes des Colonies, &

fait semblant de douter de leur loyauté. Ils disent qu'il est de la plus grande absurdité de ne point croire leurs propres sujets, & d'ajouter foi aux ennemis naturels de l'Empire, voulant dire les Français ; que ces derniers regardoient avec plaisir les forces de la Grande-Bretagne, capables, étant réunies, de porter la terreur au milieu de leurs dominations, s'entre-détruire ; que chaque évènement étoit une victoire pour eux ; que les hôpitaux mêmes remplis de blessés étoient pour eux des triomphes journaliers, & d'autant plus grands qu'ils ne risquoient ni hommes, ni argent. 1775.

Ils censurent la mesure d'employer des troupes étrangères dans le service Britannique comme disgracieuse & dangereuse, & finissent par ces mots : *c'est pourquoi nous ne pouvons donner notre consentement à une réponse capable de tromper Sa Majesté, & de faire croire au Public que cette Chambre a une confiance entière en des Ministres qui ont induit le Parlement en erreur, déshonoré la Nation, perdu les Colonies, & qui nous ont plongés dans une guerre civile tout-à-fait contraire à nos intérêts les plus chers, & sur les principes les plus injustes, répandant inutilement le sang de milliers de nos compatriotes.*

1775. Ce protêt n'empêcha pas le Ministre de déclarer, quelque tems après, au Parlement, qu'il auroit besoin pour l'année prochaine de vingt-huit mille matelots, & de cinquante-cinq mille hommes pour le service de terre, & que la dépense de ces derniers monteroit à plus de 44,000,000 liv. tournois. Il y eut là-dessus encore de furieux débats ; mais quand on en vint à la division des voix, le Ministre l'emporta par une majorité de plus de deux contre une.

Il se fit alors un changement dans plusieurs départemens du Ministère; &, entr'autres, Milord George Germaine, depuis Vicomte Sackville, fut fait Secrétaire d'Etat pour les Colonies, au lieu du Comte de Dartmouth, qui fut nommé Garde des Sceaux.

Quoique le parti de l'Opposition fût presque toujours sûr d'être accablé par la grande majorité qui étoit du côté du Gouvernement, & qu'il n'eût encore obtenu aucune de ses demandes, le Duc de Richmond proposa dans la Chambre des Pairs, qu'il étoit convenable d'examiner M. Penn. Les raisons que ce Seigneur & ses amis avancèrent pour soutenir cette proposition, parurent si justes que le parti adverse, mal-

gré ſa répugnance à une pareille meſure, fut, 1775.
après quelques mauvais argumens, obligé de céder à l'évidence ; & conformément M. Penn parut dans la Chambre haute pour y ſubir un examen. Ce gentilhomme étoit, peut-être, la perſonne la plus capable de donner toutes les informations néceſſaires au ſujet de l'état & de la diſpoſition des Colonies. Il connoiſſoit preſque tous les Membres du Congrès, avoit été Gouverneur de la Penſylvanie, réſidoit dans la ville où ſe tenoit cette Aſſemblée, & avoit eu toutes les occaſions du monde, par le moyen de ſes amis & de ſes connoiſſances, de ſavoir la façon de penſer des Colons. C'étoit d'ailleurs un homme de beaucoup de jugement, & incapable de vouloir favoriſer l'indépendance des Colonies, puiſqu'un pareil évènement n'auroit fait que diminuer ſa fortune, & les privilèges de ſa famille.

Nous mettrons ici devant les yeux de nos Lecteurs la partie la plus intéreſſante de cet examen, qui ſe fit par demandes, & par réponſes. M. Penn nia abſolument que le Congrès eût formé aucun deſſein d'indépendance. Il déclara que les Membres de cette Aſſemblée avoient été élus d'une manière légitime ; que c'étoit des gens reſpectables, capables de décou-

1775. vrir les ſentimens des Colons, & qu'ils avoient en effet découvert les ſentimens de leurs Conſtituans ; que chaque province vouloit être gouvernée par ſes propres déciſions ; que les Américains ne feſoient la guerre que pour la défenſe de ce qu'ils croyoient leur liberté ; que l'eſprit de réſiſtance étoit général, & qu'ils s'imaginoient être capables de maintenir leurs droits contre les armes de la Grande-Bretagne ; que la Penſylvanie ſeule contenoit environ ſoixante mille hommes en état de porter les armes ; que vingt mille d'entr'eux s'étoient déjà engagés de ſervir ſans paie, & qu'ils avoient été armés & incorporés avant ſon départ.

Lorſqu'on lui demanda quelle ſorte de gens étoient ces volontaires, il répondit, qu'ils étoient les perſonnes les plus riches de l'endroit. Il ajouta qu'on avoit levé depuis quatre mille cinq cens *Minute-men* dans la province, qui devoient recevoir la paie auſſi-tôt qu'on auroit beſoin de leurs ſervices ; que les Colons avoient des moyens & des matériaux en abondance pour jetter des canons de fer ; qu'on jettoit des canons de fonte à Philadelphie, & qu'on y feſoit d'autres armes en perfection ; que les Colonies étoient fort mécontentes de l'accueil qu'avoient eu leurs requêtes précédentes ; mais qu'elles

comptoient beaucoup sur celle qu'il avoit apportée ; qu'on la regardoit comme le symbole de la paix, & que ses amis l'avoient félicité de ce qu'il en étoit le porteur ; qu'il étoit à craindre qu'elles ne fissent des alliances avec des Puissances étrangères, &, qu'une fois ces alliances formées, il seroit, après cela, difficile de les rompre. On lui demanda encore, si les habitans des différentes provinces étoient alors dans un état de liberté ? Il répondit qu'ils croyoient l'être. Si les plus opulens d'entre le peuple ne préféreroient pas un état de liberté sous le Gouvernement Britannique à celle dont ils jouissoient alors ? Il dit qu'ils préferoient le Gouvernement Anglais à tout autre, pourvu que leurs droits demeurassent entiers, & que, nonobstant leur résolution de supporter les mesures du Congrès, ils désiroient se réconcilier avec la Grande-Bretagne. Il ajouta que, si la requête qu'il apportoit étoit rejettée, les gens les plus sensés de Philadelphie étoient d'avis qu'il n'y avoit plus aucun moyen de réconciliation. Le reste de l'cxamen roule sur l'acte du timbre, & d'autres actes du Parlement ci-devant mentionnés. Il ne faut pas oublier, pourtant, qu'un des Ministres lui demanda le dégré de subordination que les Colonies vouloient reconnoître ; à quoi il répondit, qu'il croyoit qu'elles recon-

1775.

1775. noîtroient l'autorité impériale de la Grande-Bretagne, mais non point en fait de taxes.

Ce qu'il y a de remarquable, c'est que, depuis l'arrivée de M. Penn, aucun des Secrétaires d'Etat n'avoit daigné s'informer de la situation des affaires en Amérique, & que, sans le Duc de Richmond, il seroit probablement retourné sans avoir eu audience. Cela prouve bien que les Ministres apparens avoient un plan tracé qu'ils étoient obligés de suivre aveuglément. C'est ce qui leur fut reproché dans les termes les plus sévères par les *Whigs*, qui dirent, qu'ils agissoient comme des machines, sans avoir la liberté d'examiner la justice, la propriété, & les conséquences des mesures qu'ils suivoient.

Après l'examen, le Duc de Richmond donna son avis à la Chambre, & dit, que la requête du Congrès pouvoit servir de fondement à la conciliation des malheureuses querelles qui subsistoient entre la Grande-Bretagne & l'Amérique. Cette proposition fut admirablement bien soutenue par ce Seigneur & ses amis. Ils démontrèrent la nécessité d'une réconciliation à tous égards, soit par rapport à la situation même de l'Angleterre, à celle des Colonies, ou des Puissances étrangères : ils dirent qu'il n'y avoit

rien à espérer de cette guerre que carnage, dé- 1775.
solation, une augmentation de dépense, une diminution de revenu, & toutes les calamités ordinaires des guerres civiles : ils représentèrent les difficultés insurmontables que l'on trouveroit, si l'on avoit dessein de faire absolument la conquête de l'Amérique ; la force naturelle d'un pays qui est rempli de forêts épaisses, de marais fangeux, & par-tout entrecoupé de larges rivières ; l'impossibilité de fournir des provisions de la Grande-Bretagne à une armée capable d'effectuer un pareil dessein, & le peu d'espoir qu'il y avoit de trouver des vivres sur les lieux, au cas que les Colons persistassent dans la même résolution ; les avantages que ces derniers retireroient d'être dans leur patrie, où ils auroient tous les secours nécessaires, & la connoissance du pays, dont chaque gorge & défilé leur fourniroit autant de forteresses, & chaque forêt une retraite assurée : ils ajoutèrent que parcourir une province, saisir, piller, ou détruire quelques-unes de leurs villes, ne feroit d'aucune utilité à l'Angleterre, quoique cela fût désavantageux aux Américains ; que la domination des Bretons ne continueroit que tant qu'ils auroient des troupes dans les pays conquis ; qu'aussi-tôt qu'ils quitteroient une Colonie pour en assujettir une autre, la première se

1775. révolteroit encore, & qu'ainſi il n'y auroit jamais de fin.

A un tableau frappant des dangers qu'il y avoit à courir, & des difficultés qu'il y avoit à ſurmonter dans la pourſuite de cette guerre, ils comparèrent les avantages de la paix, & firent voir que la requête des Colonies offroit une occaſion favorable d'éviter les maux ci-deſſus mentionnés. Ils dirent que, cette occaſion une fois perdue, on ne la retrouveroit peut-être jamais; que la providence ſembloit mettre au pouvoir des Miniſtres les moyens de ſauver leur patrie de la ruine qui la menaçoit, ſans choquer ouvertement leurs paſſions & leurs préjugés, puiſqu'ils pouvoient alors, ſans déshonneur, & ſans bleſſer leur orgueil, abandonner ces idées d'autorité, & de dignité, qui les avoient juſqu'ici aveuglés.

Ils obſervèrent enſuite que, comme, ſuivant le diſcours des courtiſans, il ne s'agiſſoit plus à préſent de lever un revenu en Amérique, la queſtion de réconciliation devenoit moins compliquée; que le grand objet en diſcuſſion étoit de connoître les prétentions de la Grande-Bretagne, & ce que l'Amérique vouloit accorder; qu'il paroiſſoit que les prétentions de la première étoient la ſuprématie & un pouvoir légiſlatif au

ſujet du Gouvernement extérieur des Colonies, 1775.
& des règlemens pour leur commerce ; que ces droits étoient ſuffiſamment établis par les lois paſſées avant l'année 1763, & par l'acte de la navigation ; que, comme les Américains étoient prêts à retourner dans le même état où ils étoient avant 1763, le ſeul objet de contention qui reſtoit, étoit au ſujet des lois qui avoient été faites depuis ce tems-là.

Là-deſſus ils ſoutinrent que la requête du Congrès offroit une belle occaſion de ſe réconcilier ; enſuite ils déclarèrent expreſſément qu'ils ne déſiroient point qu'on fît aucune conceſſion dérogatoire à l'honneur de la Grande-Bretagne. Les Repréſentans du peuple de l'Amérique, diſent-ils, ſupplient Sa Majeſté de rappeller ſes troupes, ce qui doit être conſidéré comme une prière pour une ſuſpenſion d'armes. Ce qu'ils veulent comme préliminaires, c'eſt la révocation de quelques actes, par leſquels il faut entendre ceux qui les privent de leur pêche, de leur commerce, & de leurs chartres. Ils ne font pas mention de la révocation des lois paſſées avant 1763, & il eſt probable qu'ils n'auroient jamais exigé pareille choſe. Il ſeroit, cependant, juſte & néceſſaire de réviſer ces lois, & de révoquer celles qui ne ſont point équita-

1775. bles. Les Colons, poursuivent-ils, comme bien d'autres en pareilles circonstances, font dans la chaleur de la dispute monter leurs prétentions plus haut qu'ils ne l'auroient fait de sang-froid, & dans une position plus heureuse. Montrons-nous enclins à soulager les maux dont ils sont accablés, & on les verra faire des concessions eux-mêmes avec plus de promptitude qu'il n'est possible de se l'imaginer. Allons au-devant de la réconciliation qu'ils proposent aujourd'hui, & nous pourrons ensuite les engager à faire tout ce que nous voudrons.

Le parti de la Cour prétendit qu'il étoit impossible de reconnoître la requête du Congrès, sans abandonner la souveraineté du Parlement Britannique ; que traiter avec une Assemblée illégitime, qui étoit alors en armes, c'étoit autoriser leurs procédés, & les reconnoître comme les Représentans légitimes d'un Etat indépendant. S'ils étoient sujets, ils ne pouvoient s'assembler & délibérer que d'une manière conforme à la Constitution ; & s'ils ne l'étoient pas, il seroit ridicule de traiter avec eux, puisqu'ils prétendoient l'être.

Les Avocats du Ministère nièrent ensuite qu'on eût entièrement abandonné le dessein de

lever un revenu en Amérique ; mais, en suppo- 1775.
sant, continuent-ils, qu'on ait fait cette concession, on ne doit pas conclure que, parce que la Grande-Bretagne a abandonné l'exercice de son autorité dans un certain cas, elle l'ait aussi abandonné en tout. Les Américains nient le droit de suprématie de ce royaume de la manière la plus positive ; car ils s'y opposent dans toutes les occasions où il ne s'accorde point avec leurs vues traîtresses, & leurs desseins séditieux. Ils refusent d'obéir à toutes les lois qui ne leur plaisent pas, & ont ensuite l'effronterie de nous dire qu'ils reconnoissent l'autorité législative de la Grande-Bretagne, ne lui permettant pas, en même tems, d'exercer cette autorité.

Quelques Seigneurs des plus violens soutinrent que la requête étoit une entreprise insidieuse & traîtresse pour en imposer au Roi & au Parlement ; que, tandis que les Membres du Congrès tenoient un langage respectueux, & fesoient de belles protestations dans leurs adresses au peuple de la Grande-Bretagne & d'Irlande, ils insultoient le Parlement, nioient son autorité, & s'efforçoient d'exciter une rebellion dans l'Empire, en invitant les sujets de ces royaumes à se joindre à eux pour s'op-

1775. poser aux lois & au Gouvernement. Ils ajoutèrent qu'il n'y avoit point d'autre parti à prendre avec ces indignes rebelles que d'adopter les mesures les plus promptes pour les subjuguer, & les punir de leurs crimes.

Il y en eut aussi quelques-uns, quoique le nombre fût petit, qui s'efforcèrent de prouver que le témoignage de M. Penn étoit partial. A la fin les voix étant recueillies entre dix & onze heures du soir, il s'en trouva trente-trois pour la proposition du Duc de Richmond, & quatre-vingt-six pour le parti du Ministre.

Malgré les efforts des Patriotes pour la paix, le Parlement passa encore plusieurs actes, qui annonçoient qu'il étoit absolument déterminé dans le cabinet de continuer la guerre avec plus de vigueur, entr'autres un acte pour autoriser le Roi à lever la milice, & un autre, pour interdire tout commerce avec les Colonies. Par ce dernier il est aussi déclaré que tous les vaisseaux Américains pris sur la haute mer, ou dans les ports, seront au profit des preneurs, pourvu que ceux-ci soient au service de Sa Majesté. Cet acte annulle, outre cela, les lois au sujet du port de Boston, & de la pêche sur le Banc de Terre-Neuve, parce qu'elles devenoient pour lors insuffisantes,

ſuffiſantes, & même inutiles ; il donne pouvoir au Roi de nommer des Commiſſionnaires non-ſeulement pour accorder des pardons à ceux qui voudront rentrer dans le devoir, mais encore pour s'informer des griefs dont les Colonies ſe plaignent, & laiſſe à la diſcrétion de ces Commiſſionnaires le droit de déclarer, ſi telle ou telle province eſt rebelle, ou ſous la protection de la Grande-Bretagne. 1775.

A-peu-près dans ce tems-là M. Burke propoſa dans la Chambre des Communes qu'on examinât M. Delancey, Gentilhomme de conſidération à *New-York*, & qui avoit été obligé de paſſer en Angleterre parce qu'il déſapprouvoit les meſures du Congrès ; mais cette propoſition fut rejettée : ſur quoi les patriotes, pour ſe moquer de cette opiniâtreté à refuſer toute information, proposèrent qu'il falloit en venir à la réſolution ſuivante : " qu'il eſt inutile à " cette Chambre d'être informée de l'état actuel " des Colonies, de la diſpoſition de leurs habi- " tans, & des effets probables de l'acte prêt à " paſſer, cette Chambre étant déjà ſuffiſam- " ment inſtruite de toutes ces choſes." Je ne vois pas ce qui pouvoit donner lieu à ce refus de la part du Miniſtère, ſi non qu'il ne vouloit pas qu'on ſût la vérité : car M. Delancey étant

1775. d'un parti contraire à celui du Congrès, n'auroit certainement rien dit en faveur de cette Assemblée que ce qui étoit véritable.

Tout homme impartial pouvoit aisément voir que les vues du Ministre étoient d'étendre les prérogatives de la Couronne au dépens de la liberté du sujet. Ce qui se passa en Irlande ne laisse aucun doute sur ce que je viens d'avancer. Le Vice-Roi de ce royaume envoya à la Chambre des Communes un message signé de sa main, pour la prier au nom du Roi d'accorder quatre mille hommes au Gouvernement pour le service de l'Amérique, disant en même tems aux Membres de cette Assemblée que, pendant l'absence de ces troupes, ils cesseroient de pourvoir à leur dépense, & que, comme l'Irlande se trouveroit, par ce moyen, fort affaiblie, s'ils le jugeoient à-propos, Sa Majesté remplaceroit ces soldats avec un nombre égal de troupes étrangères protestantes, qui ne seroient point non plus à la charge des Irlandais. Il n'y a rien de plus clair que le but de cette proposition étoit de sapper les fondemens de la Constitution, en introduisant dans ce royaume des étrangers, sans consulter le Parlement de la Grande-Bretagne; car quoi de plus absurde que de payer pour huit mille hommes, tandis qu'on en a que qua-

tre ? Ne pouvoit-on pas aussi bien envoyer les troupes étrangères en Amérique, & laisser les Irlandais chez eux ? Quelque grande que fût l'influence du Ministre, cette tentative ne lui réussit, cependant, pas ; les Communes d'Irlande accordèrent les quatre mille hommes qu'on leur demandoit, mais refusèrent de recevoir des soldats étrangers. Elle lui causa aussi beaucoup d'embarras dans le Parlement de la Grande-Bretagne ; car, le 15 de Février 1776, M. Townshend se plaignit de la conduite du Vice-Roi, dans la Chambre des Communes, en ces termes : il dit, " que le Comte d'Harcourt, " Vice-Roi d'Irlande, en violation des privilè-" ges, & en dérogation de l'honneur & de " l'autorité de cette Chambre, avoit envoyé, " le 23 de Novembre, à la Chambre des Com-" munes d'Irlande, un message signé de sa main " à cet effet." Il en lut ensuite le contenu ; après quoi il proposa qu'on choisît des Commissaires pour examiner cette affaire, & en faire ensuite leur rapport à la Chambre. Cette proposition, quoique fort bien soutenue par les Membres de l'Opposition, eut le même sort que celles qui l'avoient précédée, c'est-à-dire, qu'elle fut rejettée par une grande majorité. 1776.

1776. Malgré toutes ces rebuffades, Messieurs de la minorité ne se rebutoient pas. A-peine avoient-ils perdu un poste qu'ils en attaquoient un autre avec une nouvelle ardeur. Quelques jours après, M. Fox, avec son éloquence ordinaire, proposa qu'il étoit nécessaire d'élire un Comité pour examiner les causes du mauvais succès des armes de Sa Majesté en Amérique, & de la défection des Canadiens. Il dit, qu'il n'avoit pas dessein de faire une récapitulation des causes de la malheureuse guerre de l'Amérique; qu'il ne vouloit pas remonter à la source d'où ces mesures tiroient leur origine; qu'il éviteroit de faire aucune réflexion sur un systême dont le but étoit évidemment de renverser la forme du Gouvernement libre de l'Empire Britannique, parce que ces assertions pouvoient être disputées; mais qu'il exposeroit à l'attention de la Chambre des faits connus & indisputables. Il ajouta, qu'il ne parleroit pas de la justice, ou de l'injustice des mesures du Ministère; qu'au contraire, il vouloit bien accorder pour le moment qu'elles fussent parfaitement justes: mais après avoir fait toutes ces concessions en faveur des Ministres, il déclara que c'étoit son intention d'examiner les moyens qu'ils avoient employés pour rendre efficaces les résolutions

qu'ils avoient prises. Il dit, qu'il avoit dessein de faire son examen depuis l'année 1774, tems où les mesures coercitives avoient commencé. Il fonda la propriété de sa proposition sur les assurances répétées, & la certitude qu'il y avoit quelque part, de la mauvaise conduite, de l'incapacité, ou de la négligence; & qu'il falloit que les fautes dont on se plaignoit, & leurs conséquences fussent attribuées aux Ministres en Angleterre, ou aux Commandans des forces de Sa Majesté. 1776.

Il démontra qu'il n'y avoit point d'alternative; que les premiers, ou avoient formé des projets qui n'étoient point praticables, ou, s'ils étoient praticables, n'avoient point fourni les moyens de les mettre en exécution; ou que les derniers avoient fait de grandes fautes, & étoient conséquemment incapables de s'acquitter de leur devoir. Dans l'un ou l'autre de ces positions, continua-t-il, il est à-propos de savoir qui est coupable, ou, s'ils le sont tous, il est absolument nécessaire avant qu'il soit trop tard, & que la nation devienne la victime de leur mauvaise conduite, & de leur incapacité, que cette Chambre soit entièrement informée de ce dont il s'agit, afin de trouver les moyens de remédier au mal, quand elle saura, que les uns

1776. étoient aussi peu capables de former des plans d'opérations, que les autres de les exécuter.

Il ajouta, que, comme il avoit abandonné tout autre sujet de dispute pour simplifier la question présente, il espéroit que tout Membre indépendant seroit de son avis, & soutiendroit sa proposition.

Il ne voyoit pas, poursuivit-il, quelle raison on pouvoit alléguer pour refuser de donner son approbation à cette mesure : car, si les Ministres n'étoient pas des plus coupables, ils embrasseroient avec le plus grand plaisir une occasion de justifier leur conduite, & de faire voir au Public que les disgraces & les malheurs de la Nation, & le mauvais ménagement des sommes immenses qu'elle avoit généreusement fournies, n'étoient point le résultat de leur ignorance, ni de leur incapacité, ou de leur manque d'intégrité. Il soutint que la justice publique exigeoit un pareil examen ; que ceux qui avoient été accusés avoient droit d'être entendus, & de défendre leur cause ; que, tenir cachées les informations nécessaires à leur justification, c'étoit faire une insulte à la Nation, & commettre un acte d'injustice envers des particuliers ; qu'il n'y avoit que les coupables qui pussent désirer

d'éviter cet examen, & qu'aucun des Officiers 1776.
de Sa Majesté, tant sur terre que sur mer, n'étoit assuré de conserver son honneur, un seul moment, si sa réputation étoit ainsi sacrifiée pour cacher, protéger, ou pallier l'ignorance, les bévues, & l'incapacité des autres.

M. Fox entra ensuite dans le détail des mesures que l'on avoit suivies pour forcer les Américains à se soumettre à l'autorité de la Grande-Bretagne; il peignit avec les couleurs les plus frappantes, & mit sous le point de vue le plus clair, pour me servir de ses propres expressions, *la folie du Cabinet, & l'ignorance des Gens en place.* Il fit voir que les plans d'opérations avoient été formés avec incapacité, & exécutés avec peu de conduite; & finit en reprochant à la majorité des Membres cet acquiescement honteux & servile aux volontés des Ministres, acquiescement, ajoute-t-il, qui n'avoit jamais auparavant déshonoré les Conseils de la Grande-Bretagne, ni peut-être d'aucune autre nation.

Le parti de la Cour se trouva fort embarrassé dans ce débat. Les Ministres & leurs Avocats n'étoient pas d'accord entr'eux dans leur défense. Les uns se rejettoient sur les Officiers inférieurs; d'autres avouoient fran-

1776. chement qu'il étoit vrai qu'on avoit fait peu de choſe, qu'on avoit ſoutenu de grandes pertes, & qu'on avoit commis des fautes conſidérables; mais tout cela devoit être attribué aux Américains, & non pas aux Miniſtres. Un jour viendroit où les Rebelles payeroient pour leur opiniâtreté. Cette mode de défenſe eſt réellement riſible. D'autres, avec plus de vraiſemblance, diſoient, que les Colons avoient abuſé de la clémence de la Grande-Bretagne, & du déſir que cette dernière avoit d'en venir à une réconciliation; que, tandis qu'elle retenoit la rigueur de ſes châtimens, & qu'elle s'efforçoit de rétablir l'harmonie, la rebellion avoit acquis plus de force, & les Rebelles s'étoient préparés à la guerre; que, par ce moyen, on avoit perdu une année en négociations inutiles; mais que cela feroit toujours honneur à la Nation Britannique, en convaincant l'univers de la douceur, de la patience, & de la juſtice de ſon Gouvernement, tandis que, d'un autre côté, les Rebelles incorrigibles, qui s'y oppoſoient, ſeroient à jamais couverts d'infamie.

D'autres prétendirent que ce n'étoit pas alors le tems de faire un pareil examen; qu'il falloit attendre juſqu'à la fin de la guerre; que pluſieurs des Officiers, que l'on vouloit examiner,

étoient alors hors du royaume, & s'efforçoient par leur conduite de remédier aux maux dont on se plaignoit, & de faire oublier les fautes qu'ils avoient pu commettre. D'autres furent tout-à-fait du sentiment des Membres de l'Opposition, & blâmèrent fortement les mesures que l'on avoit jusqu'ici suivies ; mais parurent fort satisfaits de ce qu'on avoit changé de systême, & se promirent les conséquences les plus heureuses de la vigueur avec laquelle on avoit résolu d'agir contre l'Amérique. 1776.

La dispute continua avec chaleur, jusqu'à près de trois heures du matin, après quoi on recueillit les voix, & il s'en trouva cent quatre pour la proposition de M. Fox, & deux cens quarante pour le parti contraire.

Il y eut encore d'autres débats par rapport aux traités avec les Princes Allemands, qui s'étoient engagés à fournir des troupes ; mais la majorité se trouva toujours pour la Cour.

Le Ministre pour le département de la guerre avertit la Chambre à-peu-près dans ce tems-là, qu'il demanderoit bientôt une somme de 20,000,000 tournois, pour defrayer les dépenses extraordinaires des forces de terre, depuis

1776. le 9 de Mars 1775, juſqu'au 31 de Janvier 1776. Une ſomme ſi conſidérable, dépenſée en ſi peu de tems, parut effectivement extraordinaire aux Membres de l'Oppoſition. Ils attaquèrent de nouveau les Miniſtres avec la plus grande furie, ſans leur donner le tems de reſpirer, & parurent pour un tems les accabler ſous la ſolidité de leurs argumens. Ils examinèrent les Journaux, & firent voir que ni la glorieuſe campagne de 1704, qui avoit ſauvé l'Empire d'Allemagne, ni celle de 1760, qui avoit acquis à l'Angleterre le vaſte Continent de l'Amérique Septentrionale, n'avoit pas tant coûté que la honteuſe campagne de Boſton en 1775. Ils s'efforçèrent de prouver par différens calculs que le maintien d'une miſérable armée de huit mille cinq cens hommes, enfermés dans Boſton, & qui mouroient preſque de faim, avoit, en moins d'un an, coûté à la Nation au taux de 2,200 liv. tournois par homme. Ils demandèrent, comment il ſeroit poſſible de faire ſubſiſter une armée de cinquante mille hommes en Amérique au même taux, ſans compter la dépenſe qu'exigeoit la marine.

Toutes les figures de rhétorique furent miſes en uſage pour peindre avec les plus vives couleurs le règne glorieux de la Reine Anne, les

victoires du grand Marlborough, & les ſuccès 1776.
de la guerre précédente. Les murs de la chambre retentirent des noms fameux des Godolphins & des Pitts, tandis que toute la force du ridicule, & les ironies les plus piquantes étoient employées pour faire le contraſte de ce qui étoit arrivé du tems de ces grands hommes, avec ce qui ſe paſſoit alors. Blenheim & Schellenbourgh furent mis en comparaiſon avec *Lexington* & *Bunker's-Hill*, & la rivière Myſtic avec le Danube.

Les Miniſtres, voyant que les mauvaiſes raiſons qu'ils alléguoient ne feſoient qu'augmenter la force du torrent, au lieu de la diminuer, ſe rejettèrent à la fin ſur la ſanction du Parlement. Ils dirent qu'ils avoient agi, depuis le commencement de cette diſpute, non-ſeulement avec la concurrence, mais même avec l'approbation du Parlement ; qu'ils ne l'avoient pas cherchée, mais qu'ils l'avoient trouvée; que c'étoit un leg de leurs prédéceſſeurs, & dont le Parlement étoit déjà en poſſeſſion quand ils furent appellés au Miniſtère ; que, quand il plairoit à cette Aſſemblée de changer de conduite & d'opinion, ou d'abandonner les meſures qu'elle avoit juſqu'ici ſuivies, ils étoient prêts à acquieſcer à tout ce qu'elle jugeroit à-propos; mais que tant

1776. qu'ils auroient la confiance & l'approbation de la majorité de cette Assemblée, ils n'abandonneroient jamais le dépôt qui leur avoit été confié, & continueroient de faire leur devoir à tout hasard ; qu'il n'y avoit que deux choses à demander, savoir, si l'argent avoit été employé d'une manière convenable, & si les mesures qui en avoient occasionné la dépense étoient nécessaires ? qu'on répondroit à la première en tems & lieu, & que le Parlement avoit déjà donné son approbation à la seconde ; que, quant à la mauvaise apparence de la campagne, cela provenoit de la même origine que les autres malheurs de la Nation, une trop bonne opinion des Américains ; qu'on n'auroit jamais pu croire qu'ils fussent assez méchans pour se joindre à la rebellion des habitans de la province de Massachuset, ni conséquemment pour bloquer les troupes du Roi dans Boston, & empêcher qu'elles reçussent des provisions dont il y a abondance dans la province ; qu'à-présent les mesures vigoureuses qu'on avoit adoptées ouvroient un chemin à l'abondance, & qu'on ne seroit plus obligé d'envoyer toutes les provisions de l'Europe ; qu'aujourd'hui, à la vérité, il n'étoit que trop vrai que cela fût nécessaire, & que quelle que fût la dépense, ils ne pouvoient pas laisser l'armée mourir de faim, & renoncer

à la cause ; & que la générosité avec laquelle 1776.
ils avoient été assistés cette session les mettroit
en état d'agir d'économie dans la suivante.
Enfin la détermination fut qu'on accordât l'argent demandé, & les Patriotes n'eurent que le plaisir de ridiculiser leurs adversaires.

Cette grande majorité qui avoit jusqu'ici tout emporté devant elle, ne fut pas capable d'empêcher le Duc de Grafton de faire un nouvel effort pour une réconciliation. Il proposa, donc, que, pour prévenir une plus grande effusion de sang, & pour montrer le désir que le Roi & le Parlement avoient de rétablir la paix dans toutes les dominations de l'Empire, on publiât un édit, déclarant, que, si les Colonies, dans un certain tems avant, ou après l'arrivée des troupes destinées pour l'Amérique, présentoient une requête au Général en Chef, ou aux Commissionnaires, faisant mention des droits auxquels elles prétendent, & des griefs dont elles se plaignent, Sa Majesté, en pareil cas, consentiroit à une suspension d'armes, & que son Parlement l'avoit autorisée à les assurer que leur requête seroit reçue, examinée, & qu'on y seroit réponse. Les principaux motifs de cette proposition de la part du Duc étoient, à ce

1776. qu'il dit lui-même, que le Ministre pour le département des Colonies avoit déclaré que le systême du Gouvernement étoit de forcer les Colons à se soumettre sans condition, & qu'il avoit lui-même reçu intelligence, que deux Messieurs Français avoient été en conférence avec le Général Washington dans son camp, & qu'il les avoit envoyés au Congrès. Après de longs débats, cette proposition fut rejettée. Le Ministre eut par-tout le dessus, excepté dans l'établissement d'une milice Ecossaise, qu'il vouloit faire, & qui excita beaucoup de jalousie parmi les Anglais. Peu de jours après, le Roi mit fin à la Session le 23 de Mai, en remerciant ses fidelles Communes de la libéralité avec laquelle elles avoient fourni aux dépenses de la guerre, & en les assurant qu'il n'y avoit aucun changement dans le systême politique des différentes Puissances de l'Europe.



CHAPITRE VI.

LE délai des tranſports, & les autres accidens 1776.
qui leur étoient arrivés, comme on a pu voir dans le Chapitre IV, avoient réduit les troupes dans Boſton à la plus grande néceſſité. Pour comble de malheur, elles avoient quelquefois la mortification de voir prendre à l'entrée du port des navires chargés de proviſions qui venoient à leur ſecours, tandis que les courans, les vents, ou d'autres circonſtances empêchoient les vaiſſeaux de guerre de leur donner aucune aſſiſtance. La perte de ceux qui étoient chargés de charbon fut ſur-tout ſévèrement ſentie dans un pays où les froids ſont rigoureux, & dans une place où les proviſions d'hiver étoient alors fort rares. Si la condition des ſoldats étoit miſérable, celle des habitans étoit réellement digne de pitié. Retenus contre leur volonté, & n'ayant plus aucune correſpondance avec leurs amis, ils avoient à ſouffrir, outre la misère & le beſoin, les injures & le mauvais traitement du militaire.

Les proviſions de guerre commençoient auſſi à diminuer dans Boſton, & les viandes ſalées devinrent à la fin fort rares.

1776. Les troupes campées à *Bunker's-Hill*, obligées de coucher, pendant l'hiver, dans des tentes, avoient souffert considérablement de la neige, & des vents piquans qui dominent dans ces pays-là durant cette saison. Le voisinage de l'ennemi rendoit d'ailleurs le service très-fatiguant, tant pour les Officiers que pour les simples soldats. Pour procurer du feu à l'armée, le Général avoit fait abattre plusieurs maisons que les bourgeois avoient abandonnées; mais il ne savoit comment faire pour obtenir des vivres. Il envoya quelques vaisseaux à la Barbade, où, avec le secours du Gouverneur, ils eurent une cargaison de provisions. Cela déplut, cependant, si fort aux habitans de cette isle, qu'ils présentèrent une adresse au Roi, dans laquelle ils firent un détail de leur situation, & se plaignirent amèrement de la conduite de leur Commandant.

Leurs plaintes n'étoient pas, à la vérité, mal fondées; car, ayant à nourrir quatre-vingt mille nègres, & environ vingt mille blancs, & se trouvant alors privés des secours qu'ils recevoient ordinairement de l'Amérique, ils étoient exposés eux-mêmes à une famine. Il avoit aussi essayé de tirer des vivres de la Georgie, & pour cet effet avoit envoyé un vaisseau armé, & plusieurs

plusieurs bateaux de transport, & un détachement de soldats de marine, pour obtenir du ris & d'autres provisions, de force, ou de bonne volonté ; mais la milice prit aussi-tôt les armes, & ne voulut pas permettre aux soldats de débarquer, ni aux vaisseaux d'avoir aucune correspondance à terre. Pendant les disputes qui s'élevèrent à ce sujet, plusieurs Officiers Américains furent retenus à bord, & on refusa même de les relâcher ; sur quoi les Georgiens élevèrent à la hâte plusieurs batteries sur les rives de la rivière, & commencèrent à canonner les vaisseaux Anglais, qui, de leur côté, firent feu sur les batteries. Dans cet engagement il y eut plusieurs personnes de tuées de part & d'autre ; & six navires, chargés de provisions, dont les Royalistes s'étoient emparés, furent brûlés, de sorte que cette expédition n'eut aucun succès. 1776.

Tandis que les assiégés souffroient toutes ces misères, les assiégeans, au contraire, avoient tout en abondance dans leur camp. Ils attendoient avec impatience la gelée, qui commence ordinairement dans ce pays-là au mois de Janvier, & qui couvre de glace toute la surface des rivières. Ils espéroient beaucoup de cette circonstance, & s'imaginoient par-là être non-seu-

1776. lement capables de prendre la ville, mais même de détruire toute la flotte. Ils furent, cependant, frustrés dans leur attente; l'hiver fut cette année-là extrêmement doux, & ne produisit aucun des effets qu'ils désiroient.

L'arrivée de la harangue du Roi à son Parlement, & la nouvelle de l'accueil que l'on avoit fait à la requête du Congrès, excitèrent en même tems la plus grande fureur, & on dit même que la harangue fut publiquement brûlée dans le camp. Les Colons changèrent à cette occasion leurs drapeaux rouges, & en prirent d'autres avec treize raies, comme une marque du nombre & de l'union des Colonies.

Les corsaires Américains, quoique petits & méprisables, devenoient, cependant, plus nombreux de jour en jour, & n'avoient pas mal réussi contre les vaisseaux de transport & de provisions. Entre autres prises ils en firent une qui fut de la dernière importance pour leurs opérations militaires. Ce fut un bateau de transport qui s'étoit écarté de la flotte, dans lequel il y avoit, outre un grand mortier d'une nouvelle construction, plusieurs pièces de canons de fonte, un nombre prodigieux d'armes & de munitions, avec toutes sortes d'outils, & de machines nécessaires à un camp.

L'inaction dans laquelle les deux armées avoient resté pendant quelque mois fut interrompue au commencement de Mars. Le Congrès ayant reçu intelligence de ce qui se passoit en Angleterre, & des troupes Allemandes prises à la solde de la Grande-Bretagne, donna des instructions au Général Washington de faire de vigoureux efforts pour s'emparer de la ville de Boston, afin d'être en liberté de s'opposer aux nouveaux dangers qui menaçoient les Colonies. En conséquence, la nuit du 2 au 3, les Américains ouvrirent une batterie à un endroit appellé *Phipp's-Farm*, d'où ils commencèrent à canonner & à bombarder la ville; ce qu'ils continuèrent plusieurs nuits de suite. Pendant que l'attention de la garnison étoit occupée de ce côté-là, on ne fut pas peu surpris de voir paroître, le 5 au matin, des ouvrages considérables de l'autre côté sur la hauteur de Dorchester. Ces ouvrages avoient été faits la nuit du 4, & on y ouvrit bientôt une batterie de canons de vingt-quatre, & une batterie à bombes. Plusieurs Officiers Anglais ont avoué que la promptitude avec laquelle les Colons travailloient étoit extraordinaire, & que l'apparence soudaine & inattendue de leurs travaux avoit quelque ressemblance à l'enchantement, & à 1776.

1776. ces actions merveilleuses qui abondent dans les romans Orientaux.

La situation de l'armée devint alors fort critique. Les nouveaux ouvrages, & ceux qui seroient indubitablement élevés sur les collines voisines, commanderoient entièrement la ville, une partie du port & du rivage, rendroient une retraite dangereuse, & la communication entre les troupes postées sur l'isthme de Boston & le corps de l'armée extrêmement difficile.

Dans ces circonstances il n'y avoit point d'autre parti à prendre que d'abandonner la ville, ou de déloger les ennemis de leurs retranchemens, & de détruire leurs ouvrages. Le Général Howe adopta la dernière résolution, & prit les mesures nécessaires pour faire embarquer le même soir cinq régimens, avec les troupes légères & les grenadiers. Une terrible tempête, qui s'éleva sur le soir, l'empêcha, cependant, d'accomplir son dessein, & prévint probablement la perte d'une partie de son armée.

Il n'étoit pas surprenant que le Chevalier Howe voulût hasarder beaucoup, avant que de se soumettre à l'indignité d'abandonner la ville.

L'honneur de la Nation, & le ſien propre, y étoient intéreſſés. Il commandoit une force que l'on avoit déclarée en plein Parlement capable de parcourir toute l'Amérique : bien plus, une certaine perſonne avoit eu la vanité d'aſſurer qu'un bonnet de grenadiers étoit ſuffiſant pour mettre en fuite une armée Américaine ; les troupes de Boſton étoient les meilleures troupes d'Angleterre, & elles avoient une artillerie formidable. Il étoit, donc, fort humiliant d'abandonner une ville, qui avoit été la cauſe de la guerre, à une milice peu diſciplinée, & que les ſoldats avoient toujours mépriſée. Quoi qu'il en ſoit, ces braves gens étoient tellement environnés que leur courage ne pouvoit être ici d'aucune utilité, & n'auroit peut-être ſervi qu'à avancer leur ruine. 1776.

Le Général étoit néanmoins réſolu, &, le jour d'après la tempête, on ſe prépara pour la même expédition ; mais on s'apperçut que les Américains avoient élevé de nouveaux ouvrages encore plus forts que les premiers, & les avoient ſi bien fortifiés, qu'il étoit impoſſible de les forcer. Le ſeul parti qu'il y avoit à prendre étoit donc d'abandonner la ville, & de faire embarquer les troupes, l'artillerie, & les proviſions. Cette reſſource n'étoit pas même ſans

1776. danger & ſans difficultés. Ce qu'il y a de ſingulier, c'eſt que les Américains continuèrent fort tranquilles dans leurs retranchemens, & ne firent pas le moindre mouvement pour empêcher l'embarquement, ni même pour haraſſer l'arrière-garde. Il eſt à croire qu'il y avoit quelque convention ſecrette entre les deux Généraux, & que M. Waſhington s'offrit de ne pas moleſter les Anglois, à condition que ces derniers ne détruiroient point la ville. Les Miniſtres déſavouèrent, cependant, dans les deux Chambres, qu'il y eut eu aucun traité avec les rebelles ; mais on attribue ce déſaveu à leur orgueil : car on avoit mis dans les maiſons des matières combuſtibles, afin d'y mettre le feu au cas de beſoin, & l'on aſſure que les élus eurent permiſſion de ſortir & de conférer avec M. Waſhington ſur ce ſujet.

Malgré cette convention, l'embarquement ne put ſe faire ſans déſordre & ſans perte, quoique l'on employât dix jours pour cela. Quinze mille familles attachées aù Gouvernement, & qui, par leur conduite paſſée, avoient encouru la diſgrace de leurs compatriotes, ne ſervirent qu'à embarraſſer les bateaux de tranſport. Les Officiers, qui s'imaginoient paſſer l'hiver à Boſton, avoient acheté beaucoup d'effets pour

rendre leur ſituation moins déſagréable : ils ne purent trouver à s'en défaire ; & le Général ſouffrit qu'ils les emportaſſent avec eux, penſant qu'il auroit été cruel de les leur faire abandonner. 1776.

Les ſoldats étoient continuellement de ſervice, & les voitures de la ville étoient la plupart employées par les habitans qui vouloient la quitter. Tout le monde avoit ſes embarras particuliers ; les malades, les bleſſés, & les femmes augmentoient le trouble & la confuſion ; en un mot, c'étoit une ſcène pitoyable. Le Chevalier Howe fit paroître dans cette ſituation malheureuſe beaucoup de force & de patience. Il y eut bien des murmures. Le manque de proviſions, & les mauvais ſuccès, engendrent toujours du mécontentement dans une armée. Le mécontentement ſe communique aiſément, & devient, en peu de tems, général. Il y avoit des jalouſies entre les matelots & les ſoldats, les uns attribuant leurs ſouffrances aux autres.

Le voyage d'Halifax qu'ils entreprenoient étoit alors des plus critiques. Cette côte, en tout tems dangereuſe, l'étoit encore plus dans cette ſaiſon tempeſtueuſe, & le nombre de navires, qui montoient à cent cinquante, augmentoit

1776. les difficultés. Il étoit aussi à craindre que les grands vents de Nord-Est, qui prévalent dans ce tems de l'année, ne les jettassent dans les isles; & ils n'avoient pas assez de provisions pour un pareil passage. Pour comble de maux, le pays où ils alloient étoit stérile, & peu capable de leur fournir ces rafraîchissemens dont ils avoient si grand besoin. Il étoit, d'ailleurs, fort désagréable aux soldats de penser, qu'après ce long voyage, quelque heureux qu'il fût, ils étoient fort éloignés de la place de leur destination. Ils alloient à l'extrémité septentrionale du Continent, & l'endroit où ils avoient besoin étoit à la méridionale, ou au moins entre les deux. La nécessité n'a point de loi, les regrets furent inutiles.

Comme l'arrière-garde s'embarquoit, le Général Washington entra dans la ville tambour battant; &, dans tout le triomphe de la victoire, il fut reçu par les habitans qui restoient, & ceux qui avoient abandonné la ville du tems du Général Howe, avec toutes les démonstrations de joie imaginables, & avec toutes les marques de reconnoissance qu'il est possible de témoigner à un libérateur. L'Assemblée de la province lui fit aussi des remercimens. Sa réponse fut modérée & convenable à son état.

Les Royaliſtes avoient été obligés de laiſſer derrière eux une artillerie conſidérable, & beaucoup de proviſions. Le canon, qui étoit à *Bunker's-Hill*, & ſur l'iſthme de Boſton, n'avoit pu être emporté. Le tems ne leur avoit pas permis de le détruire. Ils en jettèrent, à la vérité, quelques pièces dans la rivière, ainſi que quelques mortiers; mais les bourgeois les repêchèrent peu de tems après. 1776.

Telle fut la fin du ſiège de Boſton. La Colonie de Maſſachuſet ſe trouva par ce moyen délivrée des horreurs de la guerre, & en liberté d'adopter toutes les meſures qu'il lui plairoit pour ſa propre ſûreté.

La flotte parut encore ſur l'horiſon pendant plus de huit jours; mais en revanche leur paſſage d'Halifax fut plus court & plus fortuné qu'on avoit lieu de l'eſpérer. L'Amiral laiſſa pluſieurs vaiſſeaux de guerre pour protéger les navires qui arriveroient d'Angleterre; mais, malgré cette précaution, la grande étendue de la baie, & le nombre de petites iſles & de criques, qui offroient un aſyle aux corſaires Américains, firent que ces derniers eurent une ample récolte, & prirent pluſieurs bâtimens qui

1776, étoient encore dans l'ignorance que la ville eût changé de maîtres.

Comme plusieurs mouvemens des Américains, & particulièrement les postes qu'ils occupoient dans les isles voisines du château Guillaume, démontroient un dessein d'attaquer cette forteresse, & que, par ce moyen, ils auroient été capables de bloquer tous les vaisseaux de guerre dans le port, & d'empêcher d'ailleurs que la ville ne fût attaquée par mer, le Général Howe jugea à-propos de faire sauter les fortifications qu'il y avoit dans l'isle avant son départ.

Le jour même que le Général Washington prit possession de la Capitale de Massachuset, il avoit détaché plusieurs régimens pour la Nouvelle York, craignant que les ennemis n'eussent quelque dessein sur cette Colonie. Les troupes du Roi n'étoient, néanmoins, guère en état de former aucune entreprise. L'armée du Chevalier Howe n'étoit pas de plus de neuf mille hommes, capables de s'acquitter du service, &, outre cela, elle n'avoit point de provisions. Les effets des Bostoniens, qui l'avoient accompagné à Halifax, y furent vendus, & l'argent

employé pour le fervice public. Les bourgeois fufpects, qui avoient mieux aimé refter que de s'expofer à perdre leurs biens, ou peut-être la vie fur une mer orageufe, furent examinés, & ceux que l'on trouva coupables furent condamnés comme traîtres à la patrie, & leurs biens furent confifqués. On procéda de même envers les abfens. 1776.

Rien, cependant, n'occupa plus les habitans de Bofton, & ceux de la province en général, que le défir de mettre cette ville en état de défenfe, & d'empêcher, s'il étoit poffible, une répétition de ces maux qu'ils avoient foufferts. Pour cet effet ils travaillèrent avec beaucoup de diligence à fortifier la ville & le port. Ils firent venir des Ingénieurs pour ordonner les ouvrages, & chaque habitant dédia deux jours par femaine au travail.

Pendant que ces chofes fe paffoient dans la Nouvelle Angleterre, Arnold continuoit le blocus de Quebec avec beaucoup de difficulté. Les renforts n'arrivoient que lentement, & les Canadiens, qui font fort inconftans, étoient découragés, & commençoient à l'abandonner. Il paroît que le Congrès n'avoit pas encore affez de reffources pour ménager tant d'affaires en

1776. même tems. Les Américains qui joignirent le Général eurent beaucoup à ſouffrir dans leur marche ; mais ils endurèrent toutes ces ſouffrances avec leur conſtance accoutumée.

M. Carleton, de ſon côté, tâchoit de fruſtrer tous les efforts des Colons. La vigilance avec laquelle il feſoit garder la ville ne lui laiſſoit rien à appréhender d'une ſurpriſe, & il étoit préparé contre la force. Les habitans étant privés de l'aſſiſtance de la campagne, éprouvoient, pourtant, bien des maux.

Comme la ſaiſon s'approchoit où les ſecours d'Angleterre devoient arriver, les Américains devinrent plus actifs dans leurs opérations, & renouvellèrent le ſiège. Ils ouvrirent des batteries, & envoyèrent pluſieurs brûlots pour détruire les navires qui étoient dans le port ; mais toutes ces entrepriſes n'eurent aucun effet, quoiqu'elles fuſſent conduites avec beaucoup d'habileté. Ils avoient deſſein de prendre la ville par eſcalade pendant que l'attention de la garniſon feroit attirée du côté du feu. Les échelles furent toutes prêtes, & les ſoldats ſous les armes pendant pluſieurs jours, pour profiter du moment favorable au cas de la réuſſite des brûlots. Quoiqu'ils n'euſſent pas tout le ſuccès

désiré, ils brûlèrent néanmoins une partie des faux-bourgs ; mais il paroît que cette circonstance fut avantageuse aux assiégés : car les maisons que l'on fut obligé d'abattre pour arrêter la fureur du feu, leur fournirent du chauffage, chose dont ils avoient un extrême besoin. Sur ces entrefaites, M. Beaujeu, qui avoit levé un parti de Canadiens pour faire lever le siège, fut défait dans sa marche par un détachement de Républicains. 1776.

Ce petit succès n'étoit, cependant, pas capable de soutenir leur courage. Après avoir inutilement essayé de mettre le feu à la ville par le moyen de brûlots, en y jettant des bombes, & en la canonnant à boulets rouges, ils commencèrent à désespérer de pouvoir la prendre d'assaut, ou la réduire par un siège régulier. Leur artillerie n'étoit pas, à la vérité, suffisante pour le service : d'ailleurs ils n'avoient point d'Ingénieurs expérimentés dans la conduite d'un siège. Plusieurs corps, qu'on avoit envoyés à leur assistance, avoient été arrêtés dans leur marche par le mauvais tems, les mauvais chemins, & le manque des choses nécessaires à une armée. Dans cet état de découragement, la petite vérole, ce fléau du nouveau-monde, & qui fait tant de dégât parmi ses habitans, parut

1776. dans le camp. Cette maladie, que les Américains regardent comme la peste, produisit les plus mauvais effets, & il fut presque impossible de maintenir la discipline.

Dans cette situation ils se préparèrent à lever le siège, & M. Wooster, qui étoit alors Général en chef, & quelques-uns des principaux Officiers étoient allés à Montréal pour faire les préparations nécessaires pour cela. Cette résolution ne fut, pourtant, pas assez tôt mise en exécution pour empêcher qu'ils ne fussent attaqués par les assiégés. Le zèle du vaisseau de guerre l'Isis, & de deux frégates, qui avec la plus grande résolution pénétrèrent à travers les glaces, & arrivèrent à Québec avant que le passage parût praticable, mit M. Carleton en état d'agir sur l'offensive. L'aspect inattendu des navires jetta les assiégeans dans la plus grande consternation, & ce n'étoit réellement pas sans raison ; car la communication étoit alors coupée entre leurs différens corps, qui étoient sur les rives opposées de la rivière.

M. Carleton profita aussi-tôt de leur confusion ; &, s'étant mis à la tête de quelques troupes qui étoient arrivées dans les vaisseaux, & d'un détachement de soldats de marine, il mar-

cha avec la garnifon pour attaquer le camp des 1776.
Colons. Tout y étoit dans le plus grand défordre; ils n'avoient pas même de retranchemens, & ils avoient déjà commencé une retraite. A l'apparence des ennemis ils prirent la fuite avec précipitation, abandonnant leur artillerie, leur bagage, leurs échelles, & tout ce qui pouvoit les embarraffer. Le Général Carleton voyant qu'il ne pouvoit les joindre, ceffa pour quelque tems la pourfuite. Plufieurs malades furent faits prifonniers.

En même tems les plus petits vaiffeaux Anglais remontèrent la rivière avec tant de promptiude, qu'ils prirent plufieurs bateaux armés, appartenant aux Américains, & reprirent un bâtiment dont ces derniers s'étoient emparés au commencement de l'hiver précédent. Le Canada fut, par ce moyen, délivré des Républicains; &, depuis ce tems-là, ils n'eurent que des pertes de ce côté.

Le Gouverneur, après cette pourfuite, donna des ordres qui feront toujours honneur à fon humanité. Un grand nombre de malades & de bleffés étoient difperfés dans les bois, & dans les villages voifins, où ils fe tenoient cachés, & étoient expo-

1776. sés à mourir de faim, de peur, ou de leurs maladies. Pour prévenir ces conséquences, il fit publier une proclamation ; commandant aux Officiers requis de chercher ces malheureux, & de leur donner tous les secours nécessaires aux dépens du trésor public. Pour donner plus d'effet à cette proclamation, il promit qu'on leur permettroit de retourner chez eux aussi-tôt qu'ils seroient guéris.

Vers la fin de Mai, plusieurs régimens des Isles Britanniques, un autre envoyé par le Chevalier Howe, & les troupes de Brunswick, arrivèrent successivement au Canada, de sorte qu'il y avoit alors dans ce pays une armée de treize mille hommes. Le rendez-vous général étoit à *Trois-Rivières*, qui est situé entre Quebec & Montréal, & à environ trente lieues de ces deux villes. Cette place est au Nord du Saint-Laurent ; & prend son nom de trois branches de rivières, qui se déchargent dans ce grand fleuve.

Les Colons continuèrent leur retraite jusqu'à ce qu'ils arrivèrent sur les bords de la rivière Sorel, qui tombe dans le fleuve Saint-Laurent à environ cinquante lieues de Quebec, où ils furent joints par les renforts, qui n'avoient pu marcher

marcher à leur secours ; mais ils étoient alors 1776.
découragés ; &, pour comble de maux, la petite vérole fesoit rage dans leur armée.

Ces circonstances fâcheuses n'eurent aucune influence sur le courage & sur l'intrépidité de leurs Commandans. Ils formèrent la résolution hardie de surprendre les Royalistes à *Trois-Rivières.* Les troupes Anglaises, & celles de Brunswick étoient alors séparées. Il y en avoit un corps à *Trois-Rivières*, sous le commandement du Brigadier-Général Frazer, & un autre à bord des transports, sous celui du Brigadier-Général Nesbit, à quelque distance du premier. Mais le gros de l'armée étoit en plusieurs divisions dans la route de Quebec, les uns à terre, les autres sur l'eau, sous le commandement des Généraux Carleton, Burgoyne, Philips, & Reidesel. La distance de la Sorel à *Trois-Rivières* est d'environ seize lieues, & il falloit passer plusieurs vaisseaux armés, & des bateaux de transport, pleins de soldats, qui étoient au-dessus de cette dernière place.

Malgré toutes ces difficultés, un corps d'environ deux mille hommes, sous le commandement du Major-Général Thompson, s'embarquèrent à Sorel sur cinquante bateaux ;

1776. &, raſant la côte méridionale du lac Saint-Pierre, où le fleuve Saint-Laurent eſt extrêmement large, arrivèrent à Nicolete, d'où ils deſcendirent dans le fleuve pendant la nuit, & paſsèrent de l'autre côté, dans l'intention de ſurprendre les troupes de M. Frazer. *Trois-Rivières* doit plutôt être conſidéré comme un long bourg que comme une ville régulière. Le deſſein des Américains étoit de l'attaquer avant le jour aux deux extrémités en même tems; &, s'ils avoient réuſſi, de détruire tous les vaiſſeaux qui étoient auprès du rivage.

Il falloit trop de circonſtances réunies pour la réuſſite de ce projet. C'étoit une de ces entrepriſes hardies, qui ſont dans le cas d'être fort utiles, mais que rien ne ſauroit juſtifier que des affaires déſeſpérées. Ils arrivèrent une heure trop tard; &, quoiqu'ils paſſaſſent les vaiſſeaux armés ſans être apperçus, ils furent néanmoins découverts en débarquant, & l'alarme fut donnée. Le terrein où ils prirent terre étoit, outre cela, fort mauvais, ce qui, joint à d'autres difficultés, les mit bientôt en déſordre. D'ailleurs M. Frazer étoit prêt à les recevoir; il avoit fait débarquer pluſieurs canons de ſix, qui firent beaucoup d'exécution parmi eux.

Pendant qu'ils étoient ainsi attaqués en front, M. Nesbit, qui étoit plus haut sur la rivière, débarqua ses troupes, & les prit par derrière. Dans cette position une retraite paroissoit même impossible. Les troupes du Brigadier Nesbit gardoient la rivière pour les empêcher de regagner leurs bateaux, tandis que celles de Frazer les poursuivoient avec leur artillerie. Entre ces deux feux ils marchèrent pendant plusieurs milles à travers un marais fangeux avec la plus grande difficulté, & dans la plus grande détresse. A la fin les Anglais furent fatigués de les poursuivre, & les bois leur offrirent un abri. Les deux principaux Officiers, & deux cens hommes de leur détachement furent faits prisonniers. La perte des Royalistes ne fut pas considérable. 1776.

Les Américains, après cette défaite, ne reparurent plus en force dans le Canada. Toute l'armée étant arrivée à *Trois-Rivières*, les troupes s'avancèrent avec la plus grande diligence par terre & par eau. Quand la flotte arriva à Sorel, elle trouva que les Américains avoient abandonné la place quelques heures auparavant, démantelé les batteries, & emporté leur artillerie & les provisions. Un détachement considérable débarqua ici sous le commandement du

1776. Lieutenant-Général Burgoyne, & eut ordre de marcher le long de la rivière Sorel jusqu'à Saint-Jean, tandis que la flotte, avec le reste de l'armée, remonta la rivière jusqu'à Longueuil, place de passage de l'isle de Montréal à la prairie sur le Continent. On découvrit ici que la ville de Montréal, & toute l'isle, étoient abandonnées. Les Colons les avoient évacuées la veille. L'armée fut aussi-tôt débarquée sur le Continent, &, marchant par la prairie, traversa la presqu'isle formée par le fleuve Saint-Laurent & la rivière Sorel, afin de joindre Burgoyne au fort Saint-Jean, où on croyoit que les Américains auroient fait une forte résistance.

Cet Officier, après avoir suivi sa marche le long de la Sorel, arriva devant Saint-Jean le 18 de Juin au soir, où il trouva les bâtimens en flammes, & tout ce que les Colons n'avoient pu emporter, détruit. Ils en avoient fait de même à Chamblée, & avoient brûlé tous les vaisseaux qu'ils n'avoient pu traîner jusqu'au lac Champlain, où ils s'embarquèrent sur-le-champ pour *Crown-Point*. Quoique leur fuite fût précipitée, ils n'essuyèrent, cependant, aucune perte, & le Général Sullivan, qui commandoit la retraite, reçut ensuite des remercimens du Congrès, pour avoir sauvé l'armée dans un

tems, dit-il, où la plupart des ſoldats étoient 1776.
affligés de la petite vérole.

Telle fut la fin de l'expédition du Canada. Les Anglais emportèrent tout devant eux juſqu'à ce qu'ils arrivèrent au lac Champlain; mais là leur armée victorieuſe fut obligée de s'arrêter: car, comme les Américains étoient maîtres de ce lac, il étoit impoſſible qu'elle s'avançât vers le midi, à moins que d'avoir un nombre de vaiſſeaux ſuffiſant pour faire tête à ceux des ennemis. Cette opération demandoit du tems & du travail: car, quoiqu'on eût envoyé ſix vaiſſeaux armés de la Grande-Bretagne pour cet effet, les chutes de Chamblée rendoient les moyens de les conduire au lac Champlain extrêmement difficiles. Il falloit d'ailleurs faire conſtruire un grand nombre d'autres bateaux, tant pour ſervir de tranſports que de convoi.

Laiſſons-les, donc, conſtruire leurs vaiſſeaux, & tranſportons-nous, pendant ce tems-là, dans la rivière du Cape *Fear*, où nous avons laiſſé M. Martin, Gouverneur de la Caroline Septentrionale.

Quoique ce Gouverneur eût été obligé de quitter le ſiège de ſon Gouvernement, il avoit toujours le même zèle pour le ſervice, & feſoit

1776. les mêmes efforts pour ſoumettre la Caroline. Il avoit d'autant plus d'eſpoir de ſuccès, qu'il ſavoit qu'une eſcadre de vaiſſeaux de guerre, ſous la conduite du Chevalier Parker, avec ſept régimens, commandés par Milord Cornwallis, devoit être parti d'Irlande au commencement de l'année, & que la Caroline Septentrionale ſeroit le premier objet de cet armement. Il étoit informé d'ailleurs que le Général Clinton, avec un autre détachement, étoit en marche pour les joindre au Cape *Fear*. Mais, outre toutes ces eſpérances, il s'étoit lié avec une bande de brigands, qu'on appelle Régulateurs, gens ennemis de tout gouvernement, & de toute ſubordination, qui habitent les derrières des Colonies. Il avoit auſſi armé les Ecoſſais nouvellement arrivés dans la Colonie pour y trouver des établiſſemens, & avec cette force il ſe croyoit en état de réduire les Rebelles, ſans avoir beſoin d'autre ſecours de la Grande-Bretagne. Les Ecoſſais ne manquent pas de bravoure ; & les Régulateurs, par leur manière de vivre, qui reſſemble un peu à celle des Sauvages leurs voiſins, paroiſſoient capables d'endurer les fatigues de la guerre.

Le Gouverneur fit diſtribuer pluſieurs commiſſions parmi eux, & nomma M. Macdonald

leur Général. Il fit aussi publier un édit, commandant à toute personne bien affectionnée de joindre l'étendard du Roi, que le Général Macdonald avoit planté environ au milieu de Février. 1776.

Aussi-tôt que le Brigadier-Général Moore apprit qu'ils commençoient à s'assembler à une place appellée *Cross-Creek*, il se mit à la tête des régimens de Provinciaux qu'il commandoit, & de la milice qu'il pût trouver, & marcha à la hâte avec quelques pièces de canon pour aller à leur rencontre. Quand il fut à quelques milles d'eux, voyant qu'ils étoient beaucoup supérieurs en nombre, il prit possession d'un poste avantageux appellé *Rockfish-Bridge*, y fit des retranchemens, & le mit en état de défense. Après avoir été quelques jours dans cette position, où il recevoit continuellement des renforts, il apprit que Macdonald s'approchoit à la tête de son armée. Celui-ci envoya une lettre à Moore, contenant l'édit du Gouverneur, dans laquelle il lui recommanda de joindre l'étendard du Roi, lui & ses troupes, le lendemain à une heure marquée, ou qu'il seroit dans la nécessité de les regarder comme ennemis.

1776. Comme le Brigadier-Général savoit que les miliciens étoient en marche de tous côtés pour venir à son secours, il traîna la négociation en longueur, dans l'espérance d'entourer Macdonald : mais dans sa dernière réponse il dit ; que lui & ses Officiers se croyoient engagés dans la cause la plus glorieuse & la plus honorable de l'univers, la défense de la liberté du genre humain. Il accusa les Ecossais d'ingratitude, & les fit souvenir de la tendresse avec laquelle ils avoient été reçus des Colons. Il reprocha au Général Macdonald, & à quelques-uns de ses Officiers leur manque de foi, puisqu'ils avoient fait serment qu'ils n'étoient venus dans le pays que pour voir leurs amis, sans avoir dessein de se mêler des affaires publiques. Il leur envoya ensuite, pour contrecarrer l'édit de M. Martin, un acte du Congrès, & leur dit que, s'ils vouloient le signer, ils seroient reçus comme amis ; mais qu'ils pouvoient s'attendre au contraire, s'ils refusoient de le faire.

Macdonald s'apperçut alors du danger où il étoit d'être entouré ; &, quittant soudainement son poste, il s'efforça avec beaucoup d'habileté, par des marches forcées, & en passant plusieurs rivières, de se retirer de ce mauvais pas. Les

Américains le poursuivirent néanmoins de si près, & s'emparèrent des passages avec tant de promptitude, qu'il se trouva à la fin dans la nécessité d'en venir aux mains avec le Colonel Caswell, qui, avec un corps de milice & de *minute-men* d'environ mille hommes, avoit pris possession d'une place appellée *Moore's-Creek-Bridge*, où il s'étoit retranché. Les Royalistes étoient beaucoup supérieurs en nombre, ayant une armée d'environ deux mille combattans. Les Ecossais commencèrent l'attaque avec leur impétuosité ordinaire ; mais Macleod, leur second Commandant, & quelques-uns des plus braves Officiers ayant été tués à la première décharge, ils furent tout d'un coup découragés, & prirent la fuite avec précipitation, abandonnant leur Général, & leurs principaux Officiers, qui furent tous faits prisonniers. 1776.

Cette victoire ne donna pas peu de vanité aux Caroliniens. Ils venoient de montrer que leur Colonie n'étoit pas si faible qu'on se l'imaginoit, puisqu'en moins de dix jours, ils avoient été capables de lever plus de dix mille hommes ; mais ce qui augmentoit leur contentement, c'est qu'ils avoient défait des Européens, qui avoient pour eux un souverain mépris, avec une force inférieure. Si ces gens-là

1776. n'avoient pas pris les armes avant l'arrivée des troupes d'Irlande, il eſt plus que probable qu'un pareil ſoulèvement auroit pu réduire cette Colonie ; mais alors entièrement découragés, leurs Chefs envoyés dans différentes priſons, & eux-mêmes dépouillés de leurs armes, & veillés de près, ils ne purent par la ſuite être d'aucun ſervice.

Le Congrès envoya, au mois de Mars, une eſcadre de cinq frégates, ſous la conduite de M. Hopkins, aux iſles de Bahama, où il enleva l'artillerie & les proviſions de la guerre de la Providence, la plus conſidérable de ces iſles. Il ne trouva, pourtant, point de poudre, parce que le Gouverneur l'avoit fait tranſporter à bord d'un petit vaiſſeau la veille de ſon débarquement. Il emmena le Gouverneur & pluſieurs autres Officiers priſonniers. Il fit auſſi pluſieurs priſes dans ſon retour, & rencontra une frégate Anglaiſe avec un allège qu'il attaqua. La frégate s'échappa avec peine, après un long combat ; mais l'allège fut pris.

Pendant ce tems-là, Milord Dunmore étoit toujours ſur les côtes de la Virginie, où il reſta une grande partie de l'année avec ſes fugitifs, Cette Colonie étant alors bien gardée, les mal-

heureux, qui s'étoient mis sous sa protection, mouroient presque de faim, & souffroient d'ailleurs toutes sortes de misères. La chaleur du climat, le manque de bonne eau, la saleté, & la mauvaise odeur de ces petits vaisseaux, dans lesquels ils étoient entassés, occasionnèrent des fièvres putrides, qui en emportèrent un grand nombre. Les nègres sur-tout souffrirent considérablement de cette maladie. Après diverses aventures, après avoir été chassés de place en place, & d'une isle à une autre, par les Virginiens, plusieurs de leurs vaisseaux furent jettés à la côte dans une tempête, & les fugitifs devinrent prisonniers dans leur propre patrie. Le reste ne pouvant obtenir ni eau, ni provisions, même au péril de la vie, le Gouverneur se détermina enfin à faire brûler les plus petits navires, & les autres, au nombre de cinquante, firent voile pour la Floride, Bermude, & les isles où ils débarquèrent les Royalistes. Ainsi finit le projet de soumettre la Virginie par le soulèvement des nègres ; mesure qui fut plus préjudiciable qu'utile au Gouvernement Britannique, en inspirant aux habitans une haine implacable contre leur Gouverneur. On dit que de tous les esclaves qui s'engagèrent dans cette affaire, il n'en échappa pas un seul. Ils périrent, ou par l'épée, ou par les maladies. 1776.

1776. Le mauvais tems, les vents contraires, & mille autres accidens qui étoient arrivés aux navires envoyés d'Angleterre, avoient donné le tems aux Colons de défaire leurs ennemis avant qu'ils ne reçussent aucun secours; & c'est, peut-être, à ces circonstances qu'ils sont redevables de leurs succès. La plupart des transports, comme nous l'avons déjà dit, avoient été trois ou quatre mois à gagner le Continent de l'Amérique, tandis qu'il est possible de faire ce voyage en six semaines. L'escadre du Chevalier Parker, qui fit voile de Portsmouth vers la fin de l'année 1775, n'arriva au Cape *Fear* qu'au commencement de Mai 1776, où elle fut retenue jusqu'à la fin du même mois. Le Chevalier trouva dans cet endroit le Général Clinton, qui avoit déjà été à la Nouvelle York, & de-là à la Virginie, où il avoit parlé à Milord Dunmore; &, voyant que sa petite armée n'étoit pas capable d'effectuer aucun service, étoit retourné au Cape *Fear* pour l'attendre.

La saison de l'année n'étoit pas des plus favorables pour l'opération des troupes dans ces Colonies. La chaleur excessive avoit déjà rendu un grand nombre de soldats malades, même au Cape *Fear*, où ils avoient toutes sortes de rafraîchissemens, & presque rien à faire. Il falloit,

cependant, entreprendre quelque chose; & les instructions du Chevalier Parker, & de Milord Cornwallis, étoient d'attaquer *Charles-Town*, capitale de la Caroline Méridionale; ils connoissoient fort peu la situation du Général Howe, & tout ce que M. Clinton savoit de l'évacuation de Boston, il ne l'avoit appris que dans les gazettes Américaines. 1776.

Au commencement de Juin, la flotte vint mouiller à la hauteur de la barre de *Charles-Town*. Elle étoit composée de deux navires de cinquante canons, de cinq frégates de vingt-huit, d'une de vingt-deux, & d'une autre de vingt, outre deux petits vaisseaux armés, & une galiote à bombes.

Le Général Clinton, Milord Cornwallis, & le Brigadier-Général Vaughan, commandoient les forces de terre. Il est à remarquer que, lorsque M. Clinton fit voile de Boston, le Général Lee partit, à la tête d'un gros détachement de l'armée qui étoit devant cette place, pour défendre la Nouvelle York des attaques qu'on supposoit qu'il pourroit faire sur cette province. Ayant réussi dans cet objet, le Général Clinton fut des plus surpris à son arrivée à la Virginie de trouver Lee dans le même état

1776. de défenſe qu'il l'avoit laiſſé à la Nouvelle York. Lorſqu'il partit pour le Cape *Fear*, Lee traverſa le Continent avec la plus grande diligence, pour venir au ſecours de la Caroline Septentrionale, & enfin, lorſque la flotte s'avança vers le midi, cet homme infatigable ſe rendit avec la plus grande promptitude à *Charles-Town*.

Le premier objet des Anglais, après avoir paſſé la barre, fut d'attaquer un fort nouvellement bâti au Sud-Oueſt de l'iſle Sullivan, qu'ils appellent *Sullivan's-Iſland*. Ce fort commandoit le paſſage de *Charles-Town*, qui eſt ſitué plus à l'Occident à environ deux lieues, & étoit regardé comme la clef du port de cette ville.

Le Chevalier Clinton, qui étoit alors Général en chef des forces de terre qui devoient coopérer à l'attaque de l'iſle Sullivan, fit débarquer ſes troupes à *Long-Iſland*, (Longue-iſle) place qui eſt ſituée à l'Eſt de *Sullivan's-Iſland*, & qui n'en eſt ſéparée que par une crique, que l'on diſoit guéable à baſſe marée, puiſqu'on n'y comptoit que dix-huit pouces d'eau. Auſſi-tôt que le Chevalier eut pris poſte dans *Long-Iſland*, ſon premier ſoin fut de faire ſonder la crique, & de la ſonder lui-même; mais à ſon grand étonnement, on trouva par-tout ſept pieds

d'eau. Pour la passer, il falloit alors des bateaux, & le Général n'en avoit que pour embarquer six cens hommes à la fois; d'ailleurs, les Caroliniens avoient posté des troupes, avec du canon, au Nord-Est de l'isle Sullivan, où ils avoient construit des ouvrages pour s'opposer aux Royalistes. 1776.

M. Lee étoit campé sur le Continent, derrière l'isle, avec laquelle il avoit communication par le moyen d'un pont de bateaux, de sorte qu'il étoit toujours à portée d'envoyer des renforts aux troupes qui étoient sur l'isle.

Le Chevalier informa sur-le-champ le Chef d'escadre de toutes ces particularités, & lui fit dire qu'il ne croyoit pas que les troupes fussent capables de lui donner le secours dont il s'étoit d'abord flatté; mais que, s'il jugeoit à-propos de faire l'attaque, il feroit toute diversion possible en sa faveur, & lui enverroit même deux bataillons de son côté, sous les ordres du Brigadier-Général Vaughan, pour coopérer avec lui, au cas que cet Officier fût d'avis qu'on pût les débarquer avec sûreté.

Le Chevalier Parker fit réponse, qu'il attendoit du Général tout le secours qu'il feroit capa-

1776. ble de lui donner, & ne répondit rien au sujet des troupes qui lui étoient offertes. Il paroît que le Chef d'escadre s'imaginoit être seul capable de prendre le fort; & la lettre qu'il écrivit à M. Clinton, le 25 du mois de Juin, confirme cette opinion; car il lui mande que, s'il étoit capable de faire taire les batteries, il avoit dessein de débarquer des matelots, & des soldats de marine, qu'il avoit exercés à cela, sous les canons, & de les faire entrer par les embrasures. Il ajoute ensuite que, s'ils réussissent, ils seront en état de garder le fort jusqu'à ce que le Général envoie autant de troupes qu'il jugera à-propos, & qui pourront entrer de la même manière; il lui envoie même les signaux dont il se servira au cas qu'il en prenne possession. *Voyez à la fin de ce Volume.*

Malgré les difficultés qu'il y avoit de débarquer les troupes sur l'isle de Sullivan, le Général Clinton, qui étoit très-zélé pour le service, & qui avoit d'autant plus de raison de l'être qu'il ne devoit son appointement qu'au choix du Roi, sans la participation des Ministres, avoit résolu de ne point demeurer spectateur oisif de l'attaque de la flotte; & le 24, il s'étoit disposé à déloger les Américains de leurs retranchemens sur la pointe de l'isle; mais l'escadre ne

ne pouvant point attaquer ce jour-là à caufe du mauvais tems, ceux-ci quittèrent leur premier pofte, & fe retranchèrent cinq cens pas plus loin dans un terrein fort avantageux, ayant une batterie fur leur droite, & un marais fur leur gauche. Ils rasèrent auffi leurs premiers ouvrages, & en firent une efplanade, ou une efpèce de glacis. Tenter de débarquer en face d'un ennemi fi bien pofté, ç'auroit été mener les troupes à la boucherie, d'autant plus qu'il n'y avoit pas de canons pour les foutenir. 1776.

Il ne reftoit plus alors au Chevalier Clinton qu'une feule reffource, c'étoit d'attaquer la batterie qui étoit fur la pointe d'Haddrel, en débarquant à trois milles delà : c'eft pourquoi il demanda au Chef-d'efcadre quelques frégates pour favorifer cette attaque, en coupant la communication entre cette batterie & le corps de l'armée ennemie ; mais elles échouèrent toutes, en voulant fe rendre à leurs différens poftes, de forte que ce dernier moyen devint auffi impraticable.

Le 28, néanmoins, M. Parker ordonna l'attaque, & la galiote commença dès-le matin à jetter des bombes dans le fort, tandis que le

1776. reste de l'escadre s'approchoit. Environ sur les onze heures les vaisseaux de guerre le Bristol & l'Expériment, les frégates l'Active & la Solebay, se placèrent vis-à-vis du fort, & commencèrent une furieuse canonnade : la Sphynx, l'Actéon & la Syrène, eurent ordre de prendre poste entre le bout de l'isle & *Charles-Town*, en partie pour enfiler les ouvrages du fort; en partie pour couper la communication entre l'isle & le continent, ce qui auroit conséquemment empêché la retraite de la garnison, & le passage du secours qu'on auroit pu lui envoyer; en partie pour que les vaisseaux employés à l'attaque ne fussent nullement interrompus, soit par des brûlots ou autrement; & en partie pour favoriser l'attaque du Chevalier Clinton sur la batterie d'Haddrel. Ce dessein ne réussit cependant pas, par la mal-adresse des pilotes, qui firent échouer les frégates sur les bancs qu'il y a dans la rivière. Il est vrai que la Sphynx & la Syrène se dégagèrent avec beaucoup de difficulté; mais il étoit alors trop tard, & elles étoient d'ailleurs si fort endommagées qu'elles ne purent être d'aucun service. L'Actéon, ne pouvant se débarrasser, fut brûlé le lendemain par l'équipage, de peur que les provisions qui étoient à bord, ne tombassent entre les mains des ennemis.

Le feu roulant de deux navires de cinquante canons, & de deux frégates de vingt-huit, étoit capable d'ébranler la fermeté de l'ennemi le plus brave, & d'intimider les soldats les plus aguerris. On dit, pourtant, que la garnison du fort se comporta avec beaucoup de courage, & répondit à ce feu continuel par un feu qui n'étoit pas moins terrible. Les matelots Anglais, de la bravoure desquels on ne sauroit disputer, & qui portent même le courage jusqu'à la témérité, ne furent nullement épouvantés de ce rugissement d'artillerie qui les foudroyoit. Ils restèrent fermes à leurs canons, & firent feu avec autant de sang-froid que s'il n'y avoit pas eu de danger dans le service. En conséquence le carnage fut épouvantable, & les navires furent, pour ainsi dire, écrasés. Les cables du vaisseau du Chevalier Parker ayant été coupés par les boulets, il demeura durant quelque tems exposé à tout le feu de l'ennemi, de sorte qu'il fut presque mis en pièces. On dit même que le tillac étoit une fois si bien balayé qu'il ne restoit plus que le Chef-d'escadre tout seul, les autres étant ou tués, ou emportés dans la cale, pour y faire penser leurs blessures. Le Capitaine, dont le nom mérite d'être transmis à la postérité à cause de son courage, M. Morris, après avoir reçu plusieurs blessures, refusa de 1776.

1776. quitter ſon poſte juſqu'à ce qu'il eut le bras emporté; ce brave homme mourut quelque tems après. Le Capitaine de l'*Expériment* perdit auſſi un bras, & fut d'ailleurs ſi fort bleſſé qu'on déſeſpéroit d'abord de ſa vie.

Les fortifications du fort étant très-baſſes, & faites de terre & de palmetto, ou palmier nain, l'artillerie Anglaiſe ne fit pas autant d'impreſſion qu'elle auroit dû faire. D'ailleurs on croit que les navires de guerre étoient mouillés à une trop grande diſtance de la place pour pouvoir faire l'effet déſiré. On dit pourtant, que le feu ceſſa une fois pendant un tems conſidérable, de ſorte qu'on croyoit que le fort étoit abandonné; mais les Américains diſent de leur côté, qu'il ne fut jamais abandonné, & que la cauſe du ſilence de leurs batteries c'eſt qu'ils n'avoient plus de poudre, & qu'ils furent obligés d'attendre qu'il leur en vînt du continent. Cette relation paroît véritable, & le feu des navires retarda encore davantage l'arrivée de cet article.

L'action continua juſqu'au ſoir; &, à dix heures, le Chevalier voyant qu'il n'y avoit point d'eſpoir de ſuccès, retira ſes vaiſſeaux, après un engagement d'environ neuf heures. Le *Briſtol* eut cent onze hommes de tués & de bleſſés, &

l'Expériment soixante-dix-neuf. Les frégates soufrirent moins, parce que les Américains s'attachoient aux gros vaisseaux. 1776.

Le Colonel Moultrie, qui commandoit dans le fort, ainsi que toute la garnison, reçurent beaucoup de louanges du Général Lee, & de leurs compatriotes, à cause de leur courage; & il y eut un Sergent à qui le Président de la Colonie fit présent d'une épée, pour quelque service important qu'il avoit rendu dans cette action.

Fin du Tome I.

Extrait d'une lettre du Chevalier Parker au Lieutenant-Général Clinton, en date du 25 *Juin* 1776.

J'ai deſſein, au cas que je faſſe taire les batteries, & qu'elles ſoient fermées (de ſorte qu'elles puiſſent être défendues au dedans), de débarquer des matelots & des ſoldats de marine, que j'ai exercé à cela, ſous les canons, & de les faire entrer par les embraſures. Si cela arrivoit, nous ſerons capables de garder le fort, juſqu'à ce que vous envoyiez autant de troupes que vous jugerez à-propos, qui pourront entrer de la même manière. Si nous ſommes aſſez heureux pour prendre le fort, je ferai mettre le pavillon d'union. Vous trouverez ci-inclus quelques ſignaux touchant la manière de débarquer mes matelots & les ſoldats de marine, afin que vous ſachiez à quoi j'en ſuis. Je ferai ces ſignaux quand j'aurai fait taire les batteries, quand bien même je ne ſerois pas diſpoſé à débarquer.

TABLE
DES MATIERES
DE L'HISTOIRE
DES TROUBLES DE L'AMÉRIQUE ANGLAISE.

INTRODUCTION.

CHAPITRE I.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

Fin de la Table.

E R R A T A.

Page 41	*ligne*	9	*pour*	chétif	*lisez*	médiocre
ibid.		17		la justice		ta justice
96		2		le douze		les douze
142		7		premiers		premières
232		16		Cononel		Colonel
314		11		de la guerre		de guerre
305		23		*retranchez* un corps d'environ		

